



HAL
open science

Insularité et soutenabilité : une approche par les rentes et le patrimoine culturel

Rajwane Kafrouni

► **To cite this version:**

Rajwane Kafrouni. Insularité et soutenabilité : une approche par les rentes et le patrimoine culturel. Economies et finances. Université Paris-Saclay, 2021. Français. NNT : 2021UPASI018 . tel-03518869

HAL Id: tel-03518869

<https://theses.hal.science/tel-03518869>

Submitted on 10 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Insularité et Soutenabilité

Une approche par les rentes et le patrimoine culturel

Insularity and Sustainability

An approach by rent and cultural heritage

Thèse de doctorat de l'université Paris-Saclay

Ecole doctorale n°630 : Droit, Economie, Management (DEM)

Spécialité de doctorat : Sciences Economiques

Graduate School : Economie - Management

Référent : Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Thèse préparée dans l'unité de recherche **Université Paris-Saclay, UVSQ, CEMOTEV, 78000, Versailles, France.**

sous la direction de **Vincent GERONIMI**, Professeur, et sous la co-direction de **Natalia ZUGRAVU-SOILITA**, MCF HDR.

Thèse soutenue à Paris-Saclay, le 14 décembre 2021, par

Rajwane KAFROUNI

Composition du Jury

Cécile COUHARDE Professeure, Université Paris Nanterre	Présidente et Rapporteur
Jean-François Hoarau Professeur, Université de la Réunion	Rapporteur et Examineur
Michael GOUJON MCF/HDR, Université Clermont Auvergne	Examineur
Claire MAINGUY MCF/HDR, Université de Strasbourg	Examinatrice
Vincent GERONIMI Professeur, UVSQ	Directeur de thèse

Titre : Insularité et soutenabilité : Une approche par les rentes et le patrimoine culturel

Mots clés : petites économies insulaires, patrimoine culturel, soutenabilité, rentes économiques

Résumé : Le bouclage macroéconomique des petites économies insulaires en développement (PEID) est caractérisé par une dépendance forte envers l'accès à des rentes diverses, dont l'évolution questionne leur soutenabilité. Compte-tenu des handicaps que représentent des marchés étroits, l'éloignement et l'enclavement, les dynamiques économiques des PEID reposent effectivement sur leur capacité à exploiter un avantage comparatif spécifique, permettant de générer des rentes. Se dessinerait alors une voie de développement pour les économies insulaires fondée sur la valorisation et la différenciation par le capital culturel matériel et immatériel dans l'objectif de renforcer la soutenabilité de leur trajectoire de développement. L'objectif de cette thèse est de questionner les enjeux et les possibilités de prise en compte du patrimoine culturel dans l'analyse économique de la soutenabilité des PEID. Le patrimoine qu'il soit culturel, naturel ou « mixte » (selon la typologie UNESCO), par son caractère unique aurait ainsi le potentiel de générer une rente, permettant de dépasser les handicaps liés à l'insularité.

En proposant des produits ainsi différenciés, donc plus chers, les économies insulaires pourraient s'insérer sur le marché mondial avec un potentiel de croissance plus important. Du point de vue de la soutenabilité, c'est alors les conditions de renouvellement du patrimoine, ou autrement dit la différenciation des produits offerts par les économies insulaires qui viennent au centre de l'analyse. A travers deux applications empiriques, nous tirons plusieurs conclusions. Au niveau macroéconomique, nos résultats montrent que le capital culturel, en plus d'offrir éventuellement une source de revenus alimentant l'épargne nette ajustée, boosterait ainsi la soutenabilité grâce à une atténuation des effets potentiellement négatifs de la vulnérabilité structurelle – en bâtissant une certaine résilience. Au niveau microéconomique, nos résultats montrent que le patrimoine culturel immatériel (normes, coutumes, traditions, etc.) permet de générer à la fois des bénéfices économiques et non-économiques.

Title : Insularity and Sustainability : An approach by rent and cultural heritage

Keywords : small island developing states, cultural heritage, sustainability, economic rent

Abstract : Macroeconomics of small island developing states (SIDS) are characterized by a strong dependence to the access to diverse rents, the evolution of which questions their sustainability. Considering the handicaps of narrow markets, the remoteness and the enclosing, the economic dynamics of the SIDS rest actually on their capacity to exploit a specific comparative advantage, allowing the generation of rents. A development path would then emerge for the island economies based on the enhancement and differentiation through tangible and intangible cultural capital with the aim of strengthening the sustainability of their development. The objective of this thesis is to question the issues and possibilities of taking cultural heritage into account in the economic analysis of the sustainability of SIDS. The heritage, cultural, natural or 'mixed' (according to the UNESCO typology), by its unique character would so have the potential to generate a rent, allowing to exceed the handicaps bound to the insularity.

By proposing products differentiated, thus more expensive, the island economies could fit on the world market with a more important growth potential. From the point of view of the sustainability, it is then the conditions of renewal of the heritage, or in other words the differentiation of offered products by the island economies which come in the center of the analysis. Through two empirical applications, we draw several conclusions. At the macroeconomic level, our results show that cultural capital, in addition to possibly offering a source of income fueling adjusted net savings, would thus boost sustainability by reducing the potentially negative effects of structural vulnerability - by building a certain resilience. At the microeconomic level, our results show that intangible cultural heritage (norms, customs, traditions, etc.) can generate both economic and non-economic benefits.

Remerciements

Ce travail a été un parcours incroyable. Un parcours dans lequel tant de personnes ont joué un rôle crucial.

Cela n'aurait pas été possible sans le soutien moral et financier éternel de mes parents, leur confiance en moi, ainsi que leurs intentions de me donner des opportunités dans la vie qu'ils n'ont jamais eu.

Cela n'aurait pas non plus été possible sans mon mari, Salah et mes amis Zouhair, Pamela, Jasmin et Hoda. Vous avez été ma force tout au long de ce processus.

Je tiens également à remercier mes directeurs de thèse Vincent et Natalia pour leurs conseils, leur travail acharné et les commentaires qu'ils m'ont donnés.

Je dédie ce travail à mon petit garçon, sans qui aucune de mes réalisations ou réussites ne serait significative ou possible. Tout ce que je fais est pour toi, Muhammad.

Table des matières

Introduction Générale.....	8
Partie I - Rentes insulaires et soutenabilité : hypothèses théoriques	17
Introduction Partie I	18
Chapitre 1 : La soutenabilité des PEID entre vulnérabilité et résilience	20
Introduction	20
1. Vulnérabilités des PEID et risques de non-soutenabilité	21
1.1. Les origines des vulnérabilités des PEID.....	21
1.2. La vulnérabilité comme entrave à la soutenabilité des PEID	24
1.3. La vulnérabilité macroéconomique : Définition et indicateurs.....	26
2. Des îles vulnérables... et résilientes ?.....	29
2.1. La vulnérabilité des PEID remise en cause.....	29
2.2. La résilience entre vulnérabilité et performances économiques	33
2.3. Une « spéciation » bien pensée qui permet de dépasser la vulnérabilité	36
Conclusion.....	40
Chapitre 2 : Le rôle des rentes dans le développement des PEID	41
Introduction	41
1. Des stratégies de développement par les rentes adaptées aux PIED.....	42
1.1. La différenciation comme source de rente	42
1.2. Un développement par les rentes migratoires	45
1.3. Le tourisme comme source de rente	50
1.4. Le pouvoir juridictionnel comme source de rente	53
Conclusion.....	55
Chapitre 3 : Le patrimoine culturel – une source de rente peu étudiée	57
Introduction	57
1. De la culture, au capital et patrimoine culturel	58
1.1. La marchandisation de la culture	59
1.2. La culture comme capital productif et source de valeur économique et culturelle	60
1.3. La culture comme capital créatif.....	65
1.4. Une approche patrimoniale de la culture	66
2. La dimension culturelle de la soutenabilité.....	67
3. La culture comme facteur de résilience et de soutenabilité des PEID	71
5.1. Le capital culturel comme facteur de résilience à travers les institutions et les croyances.....	73

3.1.1.	L'effet de la culture sur les politiques de prévention et de réduction des risques	76
3.1.2.	L'effet de la culture sur les mesures post-crise	77
	Conclusion	79
	Conclusion partie I	81
	Partie II - Le rôle du patrimoine culturel dans la soutenabilité des PEID : analyses empiriques	85
	Introduction	86
	Chapitre 1 : Le développement par les industries culturelles et créatives : impact sur la soutenabilité des économies insulaires	91
	Introduction	91
	1. Quels indicateurs pour la soutenabilité, la vulnérabilité et le capital culturel ?	94
	2. Les stratégies de développement par les industries culturelles et créatives	102
	2.1. Les défis de l'identification et de la mesure des biens culturels	102
	2.2. Le commerce de biens culturels dans les PEID : Opportunités et défis	106
	3. Le rôle du patrimoine culturel dans soutenabilité des PEID : une analyse empirique	109
	4. Résultats empiriques	119
	Conclusion	123
	Chapitre 2 : Le capital culturel et le capital social sont-ils importants pour la performance économique ? Une enquête empirique sur l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie	124
	Introduction	124
	1. Revue de la littérature	128
	1.1. La richesse immatérielle et la littérature sur la soutenabilité	128
	1.2. Capital social et capital culturel : des définitions conceptuelles aux mesures opérationnelles	130
	2. Une enquête originale sur l'agriculture en tribu	136
	3. Modèle empirique de la relation socio-économique	140
	4. Résultats Empiriques	145
	5. Tests de robustesse	149
	6. Discussion et pistes de recherches futures	152
	Conclusion	156
	Conclusion Partie II	158
	Conclusion Générale	160
	Références	165
	Annexes	216

Annexe A – Liste Unesco des Petits Etats Insulaires en Développement (PIED) (A compléter).....	216
Annexe B – Commerce international de biens culturels définis par les codes du système harmonisé (SH) de 2007 – Cadre de l’Unesco pour les statistiques culturelles (CSC) de 2009	217
Annexe C – Définitions et source des variables (Partie 2, Chapitre 1)	225
Annexe D - Définitions et sources des variables (Partie 2, Chapitre 2)	227

Table des illustrations

Tableau 1. Caractéristiques des PEID	22
Tableau 2. Rentes et risques de non-soutenabilité	82
Tableau 3. Les indicateurs de soutenabilité dans la littérature.....	95
Tableau 4. Méthodologie de calcul de l’épargne nette ajustée	97
Tableau 5. Commerce international de biens culturels dans un échantillon de PEID pour l’année 2018, en dollars courants	107
Tableau 6. Statistiques descriptives des variables utilisées dans notre modèle empirique ...	119
Tableau 7. Impact interdépendant de la culture et de la vulnérabilité structurelle sur la soutenabilité	120
Tableau 8. Statistiques descriptives des variables utilisées dans notre modèle empirique ...	144
Tableau 9. Multiple-Equation GMM – Relations entre Social, Coutume et PV	147
Tableau 10. Tests de robustesse	151
Figure 1. La composition de l’indicateur de vulnérabilité économique (IVE) de Guillaumont	28
Figure 2. Performance économique, soutenabilité et vulnérabilité de certaines PEID (2018)	30
Figure 3. Le lien entre vulnérabilité et résilience	33
Figure 4. Les différents types de PEID en fonction de leur modèle de développement	44
Figure 5. Les trois rôles de la culture dans la soutenabilité.....	71
Figure 6. Impact de la culture sur la soutenabilité à travers les institutions et la résilience ...	72
Figure 7. Des croyances à la performance économique	74
Figure 8. Domaines du cadre pour les stratégies culturelles	87
Figure 9. Le modèle à cercles concentriques des industries culturelles et créatives.....	104

Figure 10. Un cadre opérationnel délimitant le capital social, le capital culturel et le capital humain.....	134
Figure 11. Carte de la Nouvelle-Calédonie, de la province et des zones d'étude, avec la répartition spatiale des relevés.	140

Introduction Générale

Les petites économies insulaires en développement (PEID) représentent des pays et territoires qui, selon les Nations Unies, sont confrontées à des défis de développement particuliers en raison de leur insularité, leur vulnérabilité, leur éloignement, leur emplacement géographique, leur petite taille, leurs caractéristiques économiques et leur prédisposition aux chocs externes qu'ils soient de nature économique ou naturelle (Dommen, 1980). Il est généralement admis que les PEID sont confrontées à des vulnérabilités sociales, économiques et environnementales spécifiques qui constituent un obstacle majeur pour atteindre un développement soutenable (Bass et Dalal-Clayton, 1995), défini par le rapport de Brundtland (1987) comme un « *développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». Au niveau environnemental, les PEID sont les plus menacées par le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer (Nurse, 2006). Au niveau social, le niveau de capital humain est parfois limité et les flux de migration sont souvent importants (Docquier et Marfouk, 2004). Au niveau économique, ces économies sont marginalisées par rapport à l'économie mondiale du fait de leur petite taille (pas d'économies d'échelle) et leur éloignement des grands marchés (pour certaines îles seulement) (Bishop, 2010; Encontre, 1999; Seetanah, 2011) et de leur grande vulnérabilité économique aux chocs économiques et naturels dépassant le cadre national.

Les Nations Unies mettent en avant l'argument de la vulnérabilité pour identifier les PEID qui représentent 52 pays et territoires. Les organisations internationales, telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, ont cherché à adresser ces vulnérabilités de manière « standard » à travers des politiques d'ajustement structurelles, ainsi que des politiques de libéralisation de l'investissement et du commerce axées sur l'ouverture économique et l'augmentation de la croissance (Murray, 2001; Slatter, 2006). Pour autant, les travaux mettant en avant les spécificités des modèles de développement des PEID (Bertram et Watters, 1985; Geronimi, 2015) et l'hypothèse que la vulnérabilité des économies insulaires surdéterminerait les trajectoires de croissance des PEID (Briguglio, 1995), appelaient dès les années 1980 à des politiques adaptées. Cependant, les fondements théoriques et empiriques de ce discours sur la fragilité des économies insulaires ont fait l'objet de plusieurs critiques.

Selon l'indicateur de vulnérabilité économique (IVE) qui mesure la vulnérabilité structurelle, les PEID sont particulièrement vulnérables, surtout en termes de changement climatique, et font face à plusieurs défis et risques. En revanche, la vulnérabilité globale n'est pas uniquement

déterminée par l'exposition et la sensibilité aux chocs externes. Elle est également déterminée par la *résilience* qui représente la capacité à réagir aux chocs (Guillaumont, 2006). Ainsi, nous considérons que l'identification des économies insulaires à un ensemble de pays extrêmement vulnérables est insuffisante. Les mesures et recommandations politiques de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International ne tiennent pas compte de la résilience de ces îles qui se manifeste par leur forte capacité institutionnelle à gérer et surmonter leurs vulnérabilités. De plus, ces mesures ne mettent pas en contexte les défis de développement économique des petits États insulaires avec une attention particulière à leur propre contexte historique, social et culturel (Barnett et Waters, 2016). Dans cette thèse, nous mettons l'accent sur les atouts uniques et sur la résilience que les îles ont su développer, à long terme, face à leurs vulnérabilités structurelles.

Pour certains auteurs, cette résilience se manifeste par des stratégies de développement efficaces et parfaitement adaptées au cas des économies insulaires. Bertram et Watters (1985) expliquent que dans les îles du Pacifique existent des processus socio-économiques qui permettent aux îles de dépasser les limites liées à leur petite taille et éloignement ; c'est le modèle MIRAB (*Migration, Remittances, Aid and Bureaucracy*) fondé essentiellement sur les envois de fonds des migrants et les aides internationales. Cette stratégie de développement va à l'encontre des recommandations de la Banque Mondiale et d'autres institutions qui privilégient la privatisation et la concentration des exportations (Bertram, 1999). Bertram et Poirine (2007) parlent de « spéciation » basée sur une hyperspécialisation dans un ou plusieurs secteurs permettant aux îles (comme dans le cas du modèle MIRAB) de dégager des rentes et d'assurer leur bouclage macroéconomique¹. Plusieurs autres typologies de stratégies de spéciation sont ainsi présentées dans la littérature. On distingue entre les *PEID MIRAB* ou « *Migration, Remittances, Aid, and Bureaucracy* » (Bertram et Watters, 1985), les *PEID TOURAB* ou « *Tourism, Aid and Bureaucracy* » (Guthunz et Krosigk, 1996), les *PEID SITE* ou « *Small Island Tourism Economies* » spécialisées dans le tourisme (McSorley et McElroy, 2007; McElroy et Hamma, 2010), et les *PEID PROFIT* ou « *People, Resources, Overseas Management, Finance and Transport* » spécialisés dans les paradis fiscaux et d'assurance et les centres bancaires off-shore (Oberst et McElroy, 2007; Baldacchino, 2010a; GEODE Caraïbe, 2011). Ces stratégies de développement sont toutes basées sur l'exploitation de plusieurs types de rentes : migratoire, naturelle, administrative et militaire, nucléaire ou stratégique, et

¹ Assurer le bouclage macroéconomique est le fait que le pays parvienne à financer sa croissance (et notamment ses importations) sans accumuler une dette insoutenable.

récemment touristique (Bertram et Watters, 1985; Briguglio, 1995, 2003; Poirine, 1995). Les économies insulaires sont donc des économies dites « rentières ». Pour Poirine (1993, 1995), De Miras (1997), Bertram (2004), Baldacchino (2006, 2010a), et Briguglio et al. (2006), un développement sans avoir recours aux rentes serait impossible dans les îles à cause de leurs handicaps reliés à leurs caractéristiques géographiques et leur contexte historique. En revanche, nous supposons que ces stratégies de développement, malgré leurs avantages, peuvent s'avérer non-soutenables. En effet, chaque type de rente est associé à plusieurs risques de non-soutenabilité. Par exemple, pour les îles MIRAB, les flux d'aides internationales ne cessent de diminuer (Tisdell, 2016), et les envois de fonds des migrants ont tendance à diminuer avec le temps passé à l'étranger (surtout pour les migrants de seconde génération). Pour les îles SITE, la surexploitation du capital naturel et culturel à travers des stratégies de tourisme de masse se traduirait par un risque de dégradation irréversible de ces capitaux, et donc de dissipation de la rente.

Ce risque de non-soutenabilité rend nécessaire la réflexion sur de nouveaux moyens permettant aux îles d'assurer la soutenabilité de leur trajectoire de développement. Sur le plan économique, les économies insulaires doivent assurer des recettes d'exportation plus importantes et plus stables en diversifiant leur économie et en exploitant des avantages spécifiques, en créant des niches (Encontre, 1999), sources de différenciation et de rente. Pour relever ce défi, nous pensons que l'atout le plus précieux des économies insulaires serait leur patrimoine culturel (Dalmas et al., 2014; Vernières et al., 2012). Le patrimoine culturel, qui représente un capital (source de revenus futurs selon la définition de Fisher (1906)) ; culturel (au sens de Throsby, 1999) unique (découlant d'une histoire spécifique et ancré dans un territoire) constitue une opportunité pour les PEID de se différencier tant sur le marché international que domestique dans un contexte concurrentiel lié à la mondialisation. Cette différenciation est porteuse de nombreux avantages économiques, dont le plus important est la génération d'une « rente culturelle ». En proposant des produits différenciés par ce capital culturel unique², les économies insulaires pourraient imposer des prix plus élevés et s'insérer sur le marché mondial avec un potentiel de croissance plus important. Une telle stratégie de différenciation pourrait

² Nous distinguons dans cette thèse entre le capital culturel et le patrimoine culturel. Le capital culturel représente l'ensemble d'actifs (matériels ou immatériels) permettant de générer des flux de revenus, ainsi que de biens et de services dans le temps. Ainsi, nous supposons que la culture est un capital au sens de Fisher (1906). Concernant le patrimoine culturel, nous supposons qu'il fait partie des actifs culturels, sauf qu'il a un caractère unique, exceptionnel. Ainsi, dans notre approche, le capital culturel devient patrimoine culturel lorsqu'il est « unique », notion développée dans le chapitre 3 de la première partie de la thèse. D'un point de vue économique, en termes de soutenabilité forte, cela signifie qu'il n'est que peu substituable avec d'autres capitaux (économiques, naturels, humains, etc.).

également permettre aux PEID de renouveler leurs stratégies de développement (en dehors des aides, rentes administratives, etc.) et éventuellement de passer vers une plus grande autonomie (Nurse, 2006). Ainsi, une différenciation par le patrimoine culturel peut s'avérer comme une bonne stratégie de développement endogène et soutenable des PEID. En revanche, les conditions d'exploitation de ce patrimoine culturel, ou autrement dit les possibilités de maintien de la différenciation des produits offerts par les économies insulaires détermineraient la soutenabilité d'une telle stratégie.

La reconnaissance du rôle de la culture dans le développement soutenable n'est pas récente. La conférence mondiale sur les politiques culturelles de l'Unesco en 1982 reconnaît la culture comme une condition essentielle pour le développement en tant que vecteur de souveraineté permettant de prendre en compte la dimension qualitative du développement (les aspirations spirituelles et culturelles des hommes) (Unesco, 1982). La déclaration insiste sur la préservation de la culture qui a souvent été victime de l'urbanisation, la colonisation, la globalisation, l'industrialisation, les conflits armés, etc. Depuis, le rôle de la culture dans le développement soutenable a été évoqué dans plusieurs déclarations qui ont appelé à l'intégration de la culture dans les politiques et stratégies de développement soutenable (par exemple : la déclaration de Hangzhou, la déclaration de Florence, le projet d'action pour la soutenabilité culturelle - initiative de l'Union Européenne) (Dessein et al., 2015; Wu et al., 2016). Ainsi, le modèle de développement soutenable à trois piliers que sont le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement - en tant que piliers interdépendants qui se renforcent mutuellement (Nations Unies, 2002) - est fondamentalement altéré par l'absence d'un quatrième pilier qui est celui de la culture (Dessein et al., 2015). D'ailleurs, la conceptualisation de la soutenabilité a été critiquée comme étant incomplète, avec une absence de dimensions esthétiques, culturelles, institutionnelles, politiques, religieuses, ou spirituelles (Burford et al., 2013). Certains auteurs ont donc insisté sur la nécessité d'ajouter un quatrième pilier qui est celui de la culture (Dessein et al., 2015; Hawkes, 2001; Nurse, 2006; Pascual, 2016; Schröder, 2017; Witta et al., 2012). Par exemple, Hawkes (2001) propose quatre piliers du développement soutenable qui sont : la vitalité culturelle (bien-être, créativité, diversité et innovation), l'équité sociale (justice, engagement, cohésion, richesse), la responsabilité environnementale (équilibre écologique), et la viabilité économique (prospérité matérielle). D'autres auteurs ne limitent pas la culture à un pilier et adoptent une vision plus holistique du rôle de la culture dans la soutenabilité. Par exemple, Soini et Birkeland (2014) considèrent que la culture doit être considérée comme le principal fondement ou la condition

nécessaire pour atteindre les objectifs du développement soutenable, ou comme une perspective à travers laquelle la soutenabilité sociale, économique et environnementale serait analysée.

La culture est un concept qui connaît plusieurs définitions. Selon la Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles en 1982, « *La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.* » (Unesco, 1982, p.39). Dans cette thèse, nous adoptons la définition de Throsby (1995) qui distingue entre une définition anthropologique et économique de la culture. La définition anthropologique (ou sociologique) de la culture renvoie à sa dimension immatérielle (les attitudes, les pratiques, les croyances, la coutume, les traditions, la cuisine, la langue, etc.). La définition économique de la culture renvoie à la dimension matérielle de la culture (musées, sites archéologiques, les livres et la presse, l'audiovisuel et les médias interactifs, le design et les services créatifs, stylisme, graphisme, décoration, etc.). Dans cette thèse, nous faisons plutôt référence au « capital culturel » qui représente l'ensemble d'actifs matériels (patrimoine bâti, monuments historiques, livres, peintures, sculptures, etc.) et immatériels (croyances, normes, traditions, langues, pratiques, etc.) ayant une valeur économique (et culturelle) (Throsby, 1999) et permettant de générer des flux de revenus futurs. Cette définition nous permet donc de définir la culture comme un capital au sens de Fisher (1906), dans une approche socio-économique.

L'ajout du capital culturel en tant que pilier du développement durable nécessite une révision de l'approche de soutenabilité à adopter, surtout qu'il est soumis à un risque d'irréversibilité en cas de forte dégradation. Deux approches de la soutenabilité existent dans la littérature. L'approche de la *soutenabilité faible* suppose que le capital naturel et le capital manufacturé sont des substituts. La consommation par tête ne doit pas décliner au cours du temps³ (Pezzey, 1992, 2002). Il faut que les générations futures bénéficient d'un niveau de consommation qui soit au moins égal à celui d'aujourd'hui (Solow, 1993). L'approche de la *soutenabilité forte* suppose que le système économique est un sous-système de l'environnement et d'un ensemble de systèmes plus larges. Ceci dit, le système économique ne peut pas croître au-delà des frontières du système dont il fait partie (Daly, 1974). Cette idée revient à la notion d'entropie

³ Cette définition opérationnelle de la soutenabilité est le plus souvent utilisée par les économistes comme par exemple Hartwick, 1997 ; Pearce et al., 1989 ; Pearce et Atkinson, 1993 ; Hamilton et Clemens, 1999 ; Solow, 1974, 1986 ; Dasgupta et Maler, 2000 ; Arrow et al., 2012.

de Georgescu-Roegen (1993) selon laquelle l'économie est circulaire, et l'activité économique fait subir à l'environnement des changements irréversibles. La soutenabilité forte suppose ainsi que les différents types de capitaux sont complémentaires, et marginalement substituables (Daly, 1990).

Le capital culturel est un capital unique et spécifique à chaque culture et à chaque société. Il représente l'ensemble d'actifs matériels et immatériels qui ont une valeur historique, spirituelle, artistique, scientifique et culturelle qui permettent de distinguer entre sociétés et communautés. Le caractère unique et authentique du capital culturel confère à sa perte une dimension d'irréversibilité⁴. Ce serait par exemple inimaginable de remplacer la Tour Eiffel à Paris par une école, ou par un parc sous l'hypothèse que cette perte serait compensée par du capital humain ou du capital naturel. De plus, le capital culturel génère à la fois une valeur économique et culturelle. Ainsi, il ne peut être substitué par aucun autre type de capital, surtout en termes de création de valeur culturelle. Par suite, une approche en termes de soutenabilité forte serait plus adaptée. L'hypothèse de substituabilité entre le capital culturel et le capital économique ne serait pas adaptée parce que la substituabilité entre différentes formes de capitaux entraîne des dégradations allant au-delà des seuils d'irréversibilité avec des pertes considérables de capital culturel.

La culture et le développement soutenable sont des concepts complexes. Près de 32 ans après le rapport Brundtland, l'incorporation de la culture dans les débats sur le développement soutenable demeure un grand défi, tant sur le plan scientifique que politique. L'objectif de ce travail de thèse est donc de contribuer à la littérature qui met en valeur le rôle du capital culturel en tant que vecteur de soutenabilité. Dans cette thèse qui s'intéresse spécifiquement aux PEID, nous supposons que le capital culturel unique (patrimoine culturel) des économies insulaires peut représenter une source de richesse matérielle et/ou immatérielle. Le patrimoine culturel, surtout dans sa dimension immatérielle, contribue au bien-être et à la qualité de vie (Kim et Kim, 2009). De plus, le patrimoine culturel est une source de rente, et donc permet de générer des flux de richesse matérielle. L'investissement de cette rente dans le renouvellement et la préservation de ce capital culturel va permettre de dégager davantage de flux de revenus

⁴ Il est important de noter que l'irréversibilité ne se limite pas seulement au caractère « unique » mais aussi à la « rareté ». Par exemple, le patrimoine naturel (mines d'or, etc.) n'est pas tant « unique » que « rare », et son exploitation génère des rentes [naturelles]. Au final, les ressources naturelles sont plutôt « rares » (même si également peuvent être « uniques ») alors que les ressources culturelles sont plutôt « uniques » (même si également peuvent être « rares »).

potentiellement stables et soutenables dans le temps. La soutenabilité de la rente culturelle serait fonction de la stratégie d'exploitation du patrimoine culturel. Ainsi, des risques de non-soutenabilité sont toujours existants en cas d'exploitation excessive de ce capital. Ces risques de non-soutenabilité ne concernent pas que la capacité de renouvellement de la rente culturelle, mais aussi une perte irréversible d'actifs culturels d'une grande valeur économique et culturelle engendrée par une mauvaise gestion de ce capital (transmission de richesse et équité intergénérationnelle).

La question qui se pose dans cette thèse est donc la suivante : **Dans quelle mesure, et sous quelles conditions le patrimoine culturel contribue-t-il à la soutenabilité du développement des PEID ?**

Pour répondre à notre problématique, nous présentons deux parties. Dans la première partie, nous justifions l'importance du capital culturel dans la soutenabilité et la vulnérabilité des économies insulaires, en montrant les limites des approches classiques de la vulnérabilité et de la soutenabilité qui ignorent la dimension culturelle, et les éléments de la littérature qui illustrent les enjeux de la prise en compte du capital culturel. Pour ce faire, nous présentons trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous présentons les principaux aspects du débat sur la question de la vulnérabilité, la résilience et la soutenabilité des PEID, en commençant par une explication des raisons pour lesquelles elles sont décrites comme « vulnérables ». En adoptant une approche par la résilience, nous montrons que leurs performances économiques ne sont pas surdéterminées par leurs vulnérabilités. Nous faisons ainsi le lien entre résilience, vulnérabilité et soutenabilité –des concepts étroitement liés et interdépendants. En effet, la vulnérabilité est le risque que la trajectoire de développement du pays devienne non-soutenable à cause des chocs externes (Guillaumont, 2017). En revanche, la résilience permet de contrebalancer cette vulnérabilité et d'en atténuer les effets, ce qui par suite diminuerait le risque de non-soutenabilité. Le capital culturel renforce la résilience à travers son impact sur les institutions (Greif, 2006; North, 2005) qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de réduction des risques. Dans le chapitre 2, nous présentons, face à des niveaux élevés de vulnérabilité, les différentes stratégies de développement adoptées par les économies insulaires. Ces stratégies sont fondées sur l'exploitation de plusieurs types de rentes. Malgré le fait qu'un développement par la rente est inévitable dans le cas de ces îles à cause de leurs facteurs de vulnérabilité (Baldacchino, 2006, 2010b; Bertram, 2004; Briguglio et al., 2006; Crusol, 1988; De Miras, 1997; Poirine, 1993b, 1995), une telle stratégie n'assure pas nécessairement la soutenabilité de ces trajectoires car chaque type de rente renvoie à un risque de non-

soutenabilité (par exemple, baisse des flux aides, baisse des envois de fonds des migrants avec le temps, perte de l'avantage stratégique, etc.). Le patrimoine culturel apparaît comme l'une des sources de rente susceptibles d'assurer la soutenabilité des trajectoires de ces PEID (Geronimi et al., 2015) en diversifiant les sources de rente et en exploitant ce capital sans l'épuiser. Ainsi, le troisième chapitre propose de mettre le patrimoine culturel au centre de l'analyse de la soutenabilité et des vulnérabilités, en commençant par une présentation de notre approche de la culture en tant que capital (Throsby, 1999). Dans ce chapitre, le capital culturel apparaît comme un facteur de soutenabilité à travers son impact sur les différents piliers de la soutenabilité, et sur la résilience face aux vulnérabilités.

Dans la deuxième partie, nous proposons deux applications empiriques à travers deux chapitres dans l'objectif d'évaluer empiriquement l'impact de la valorisation du patrimoine culturel sur la soutenabilité des économies insulaires. Le premier chapitre s'intéresse à la contribution économique du patrimoine culturel matériel à la soutenabilité de la trajectoire de développement des pays au niveau macroéconomique. Par manque de données et de moyens permettant de calculer la « rente culturelle », nous limitons notre application empirique à la contribution économique (en termes de revenus) de la spécialisation dans les exportations de biens culturels en s'appuyant sur les domaines culturels présentés par l'Unesco (2009). A travers cette étude macro-économétrique, nous trouvons que la spécialisation dans les exportations de biens culturels serait intéressante pour les îles surtout vulnérables. Nos résultats empiriques montrent que l'impact de la spécialisation dans l'exportation de biens culturels - notre proxy de la rente culturelle - est positif pour les économies insulaires très vulnérables. Dans le deuxième chapitre⁵, nous nous intéressons à la dimension immatérielle du capital culturel, souvent négligée dans l'analyse de la soutenabilité. Ceci est expliqué par le fait que la culture a souvent été attachée au pilier social (Dusxbury et Jeannotte, 2010) à cause de la difficulté de séparer les deux concepts en pratique (Dessein et al., 2015). Ainsi, l'originalité de ce chapitre réside dans l'élaboration d'une nouvelle proposition conceptuelle permettant de délimiter le capital culturel immatériel vis-à-vis du capital social. Nous adoptons dans ce chapitre une approche microéconomique en nous intéressant plus particulièrement aux pratiques culturelles et traditionnelles qui contribuent de manière considérable à la soutenabilité socio-économique des communautés autochtones des îles. A travers une étude de cas sur

⁵ Ce chapitre a fait l'objet d'une publication co-écrite dans *Ecological Economics* : Zugravu-Soilita, N., Kafrouni, R., Bouard, S., Apithy, L. (2021) 'Do cultural capital and social capital matter for economic performance? An empirical investigation of tribal agriculture in New Caledonia', *Ecological Economics*, 182. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0921800920322242>

l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie -une pratique ancestrale du peuple kanak- nous montrons que le patrimoine culturel immatériel, contribue largement à la soutenabilité socio-économique de l'économie kanak en agissant comme « colle » qui permet une accumulation collective des différents types de capitaux (en particulier, économique, social et culturel). En effet, les résultats de notre étude empirique montrent que la coutume kanak permet de renforcer les liens sociaux (richesse immatérielle) et d'intensifier la production végétale en tribu (richesse matérielle).

**Partie I - Rentes insulaires et
soutenabilité : hypothèses théoriques**

Introduction Partie I

Pourquoi les petits États insulaires en développement ont-ils attiré autant de chercheurs ces dernières années ? Une explication peut provenir du caractère unique des îles en tant qu'objet d'investigation scientifique. Les îles font face à des problèmes de développement uniques avec des conséquences socio-économiques importantes surtout lorsque leur petite taille est accompagnée d'un isolement et d'un éloignement des principaux marchés. Ces îles sont vulnérables au niveau social, économique, et environnemental (Briguglio, 1995; Briguglio et Galea, 2003; van Beukering et al., 2007; Guillaumont, 2009; Teelucksingh, Nunes et Perrings, 2013). Les caractéristiques géographiques des PEID – éléments sur lesquels ils n'ont aucune marge de manœuvre – représentent l'une des causes de leurs vulnérabilités économiques, environnementales et sociales.

Les PEID sont estimés être en moyenne 34% économiquement plus vulnérables que les autres pays en développement (Kakazu, 2012), leur vulnérabilité structurelle étant le critère principal de classification en tant que groupe de pays spécifiques. En effet, la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992 a été la première à reconnaître la spécificité du cas des PEID dans le chapitre 17, paragraphe 124 : « *Les petits États insulaires en développement, de même que les îles sur lesquelles vivent de petites collectivités, constituent un cas particulier du point de vue tant de l'environnement que du développement, car ils sont écologiquement fragiles et vulnérables. Leur faible étendue, leurs ressources limitées, leur dispersion géographique et leur éloignement des marchés sont autant de handicaps économiques et empêchent les économies d'échelle.* » (Nations Unies, 1992, p.279).

Si les îles sont souvent considérées dans la littérature comme extrêmement vulnérables au niveau macroéconomique, l'hétérogénéité de la situation des PEID vis-à-vis des critères de vulnérabilité remet en cause l'idée selon laquelle leurs caractéristiques géographiques sont les principales causes de leurs vulnérabilités. En d'autres termes, la trajectoire de développement des îles n'est pas surdéterminée par leurs supposés handicaps. D'ailleurs, certaines îles présentent une performance économique supérieure à celle d'autres pays de plus grande taille et qui n'ont pas le statut d'île. De plus, elles ont réussi à tirer des avantages de leur situation spécifique en poursuivant des politiques nationales spécifiques et en négociant des accords qui leur accordent des avantages spéciaux (Prasad, 2004, 2009).

L'objectif de cette partie est de montrer que la culture peut être analysée comme un capital spécifique pouvant permettre aux PEID de dépasser leurs vulnérabilités et d'assurer leur bouclage macroéconomique. Pour ce faire, nous abordons dans un premier chapitre la question de la vulnérabilité macroéconomique et des enjeux de soutenabilité des îles en commençant par décrire les origines de leurs vulnérabilités présentées dans la littérature, puis par présenter la littérature qui remet en cause la vulnérabilité des économies insulaires (Hau'ofa, 1994; Bertram et Poirine, 2007 ; Campbell, 2009; Barnett et Waters, 2016). Sachant que nous adoptons une approche par la résilience, nous évoquons ensuite la stratégie d'hyperspécialisation –une stratégie de développement fondée sur l'exploitation de plusieurs types de rentes, qui leur permet de s'insérer dans le commerce international en assurant l'équilibre de leur balance globale (Bertram et Poirine, 2007). Le chapitre 2 est quant à lui consacré à l'analyse des différentes sources de rentes ainsi que des différentes stratégies de développement des PEID dans l'objectif de questionner leurs sources de richesse. Sachant que les différents types de rentes plus ou moins traditionnelles (même si spécifiques aux îles) sont liés à des risques de non-soutenabilité, nous présentons le patrimoine culturel comme une source de rente alternative, relativement plus stable dans le temps, mais très peu étudiée et mise en valeur jusqu'à présent. L'idée serait de passer d'une logique d'avantage comparatif à une logique d'avantage absolu assurée par la spécificité et la dimension d'unicité du patrimoine culturel. Le patrimoine culturel serait ainsi un vecteur de soutenabilité en tant que source de rente permettant d'alimenter la croissance économique. Or la contribution du patrimoine culturel à la soutenabilité ne se limite pas à dégager une rente. Le patrimoine culturel, surtout dans sa dimension immatérielle, serait un facteur de résilience à travers son impact sur les institutions. Le chapitre 3 aura ainsi comme objectif de présenter dans un premier temps notre approche du capital culturel, pour ensuite démontrer l'importance du capital culturel dans la soutenabilité à travers son impact sur les trois piliers du développement soutenable, mais aussi à travers son impact sur la résilience.

Chapitre 1 : La soutenabilité des PEID entre vulnérabilité et résilience

Introduction

Les Petits États Insulaires en Développement (PEID) regroupent 52 petites îles en développement réparties sur trois régions géographiques : (i) les Caraïbes, le Pacifique et l'Atlantique ; (ii) l'Océan Indien ; et (iii) la Méditerranée et la Mer de Chine méridionale (UNOHRLLS, 2011). Ce groupe de pays a été identifié par les Nations Unies comme un ensemble particulier d'îles extrêmement vulnérables à cause de leurs caractéristiques géographiques dont les plus importantes sont leur petite taille et leur isolement.

A cause de leurs vulnérabilités, les PEID continuent de lutter contre les défis structurels et externes pour parvenir à la soutenabilité, définie par le rapport de Brundtland (1987) comme un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs. Les enjeux de la soutenabilité des PEID ont poussé la communauté internationale à mettre en œuvre le programme d'action pour le développement durable des PEID proposé pour la première fois en Barbade en 1994, et puis dans l'Île Maurice en 2005. Des suivis sont prévus afin de déterminer les progrès réalisés et de convenir ce qu'il faut faire pour réduire encore les vulnérabilités des PEID. Lors de la conférence des Nations Unies sur le développement soutenable (Rio+20) tenue à Rio de Janeiro en 2012, les PEID sont reconnus comme un cas particulier en termes de développement soutenable, compte tenu de leurs vulnérabilités particulières (Nations Unies, 2012). Le rapport issu de cette conférence (*The Future We Want*) exprime les inquiétudes de la communauté internationale concernant la soutenabilité des PEID. L'examen quinquennal de la stratégie Maurice⁶ montre que les PEID avaient réalisé moins de progrès par rapport aux autres groupes de pays. De plus, certains PEID avaient même régressé sur le plan économique (surtout en termes de réduction de la pauvreté et de la viabilité de la dette), et sur le plan environnemental (concernant les risques d'élévation du niveau de la mer). Ainsi, afin de mieux comprendre les enjeux de la soutenabilité des PEID, il faut commencer par une analyse des enjeux liés à leurs vulnérabilités.

La vulnérabilité est le risque que le développement d'un pays devienne non-soutenable (Guillaumont, 2017). Ainsi, les politiques et stratégies de développement soutenable doivent

⁶ La stratégie Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID est proposé en 2005 et constitue une poursuite au programme d'action pour le développement durable initialement proposé en Barbade en 1994. La stratégie Maurice ajoute 19 mesures dans 19 domaines prioritaires, dont l'objectif était de mettre en place des mesures concrètes visant à permettre aux PEID de parvenir à un développement soutenable.

prendre en compte les vulnérabilités des îles et viser à les réduire. En revanche, une partie de la littérature explique que malgré ces vulnérabilités, certaines économies insulaires ont des performances économiques plus importantes que d'autres pays de plus grande taille et qui n'ont pas le statut d'île. Ainsi, cette hétérogénéité des PEID vis-à-vis des indicateurs de vulnérabilité et de performance économique remettent en cause l'hypothèse selon laquelle leurs caractéristiques géographiques impliqueraient des conséquences insurmontables sur leur trajectoires de développement et de croissance. En effet, ces îles montrent une forte capacité de résilience qui se traduit selon Bertram et Watters (1985) et Bertram et Poirine (2007) par leurs stratégies de développement basées sur l'exploitation de différentes sources de rente. Ces stratégies de développement ont permis aux îles de dépasser les handicaps liés à leurs caractéristiques géographiques et leur permettent de dégager des flux de revenus.

Dans ce chapitre, nous décrivons et interrogeons les affirmations concernant la vulnérabilité des économies insulaires en commençant par une explication des raisons pour lesquelles elles sont considérées comme vulnérables. Nous nous focalisons sur la vulnérabilité macroéconomique définie dans ce chapitre comme le risque de voir leur trajectoire de développement entravée par des chocs externes (Guillaumont, 2006). Nous abordons ensuite la littérature qui remet en question l'hypothèse de vulnérabilité des économies insulaires, ce qui nous ramène ensuite à aborder la notion de résilience qui se traduit par la capacité d'un pays à s'adapter et se remettre d'un choc.

1. Vulnérabilités des PEID et risques de non-soutenabilité

1.1. Les origines des vulnérabilités des PEID

La littérature a identifié plusieurs caractéristiques des PEID qui font que ces îles sont vulnérables au niveau social, économique et environnemental (Tableau 1). Au niveau social, les PEID souffrent de problèmes de migration vers les zones urbaines, ayant potentiellement des impacts négatifs sur les sociétés, les cultures et les connaissances traditionnelles. Ceci est accompagné d'une croissance démographique importante, avec le risque d'exode rural et l'augmentation du risque de malnutrition (Pratt et al., 2004).

Tableau 1. Caractéristiques des PEID

Facteurs	Caractéristiques
Economique	<ul style="list-style-type: none"> • Grande dépendance sur les importations • Opportunités d'exportations limitées • Vulnérabilité au commerce international et aux marchés financiers • Incapacité concurrentielle sur le marché international • Faible diversification de l'économie et du commerce • Spécialisation réduite à quelques secteurs
Social	<ul style="list-style-type: none"> • Faible population (inférieure à 1.5 millions) • Capital humain limité • Faible capacité institutionnelle • Pauvreté • Faible IDH
Environnemental	<ul style="list-style-type: none"> • Petite surface • Eloignement • Terres fragmentées • Forte richesse en biodiversité (marine et terrestre) • Terres de basse altitude • Vulnérabilité au changement climatique • Vulnérabilité aux désastres naturels • Ressources naturelles exploitables limitées (minérales, végétales, animales)

Source : Briguglio (1995), Encontre (1999), Baldacchino (2006), Bishop (2010), Lee et Smith (2010), Seetanah (2011)

Au niveau économique, ces îles se trouvent en difficulté de bénéficier des économies d'échelle à cause de leur petite taille (Bishop, 2010; Briguglio, 1995; Dehoorne, 2014; Encontre, 1999; Seetanah, 2011; UNCTAD, 2014) et des coûts indivisibles associés aux opérations de petite échelle (Briguglio, 2014). De plus, à cause d'une base de ressources étroite conduisant à une spécialisation limitée à quelques secteurs et à des possibilités d'exportations limitées, ces économies se trouvent dans une situation de forte dépendance à l'égard des importations (y compris les aliments, les carburants et les produits manufacturés) se traduisant par un degré d'ouverture économique élevé (Briguglio, 1995). Par conséquent, elles sont vulnérables aux

crises économiques et financières mondiales (Atkins et al., 2000; Crowards, 2000; Turvey, 2007; UNCTAD, 2014). Leur éloignement par rapport aux principaux marchés mondiaux et leur insularité posent des difficultés en termes de fournitures de matières premières ou de produits de première nécessité (Encontre, 1999), et des coûts de transports élevés (Dehoorne, 2014; Guillaumont, 2006) qui s'avèrent encore plus importants pour les îles isolées (Limão et Venables, 2001; Faye et al., 2004) qui souffrent déjà de la dépendance vis-à-vis des pays voisins (Faye et al., 2004). Le handicap de la distance est un thème récurrent dans la littérature sur les PEID. L'éloignement de certaines îles –surtout les îles du pacifique et de l'océan indien- les place dans un désavantage commercial relativement aux îles plus proches des métropoles et des marchés mondiaux (Mcelroy et Medek, 2012). Gibson et Nero (2008) suggèrent que l'éloignement des îles du Pacifique explique pourquoi ces dernières sont moins ouvertes au commerce et moins accessibles par les touristes que les îles des Caraïbes. Enfin, leur fragmentation et éloignement les unes des autres fait qu'elles sont moins susceptibles de développer des activités économiques reposant sur les transports (Thorburn, 2007).

S'ajoutent à ces vulnérabilités les impacts du changement climatique (surtout l'élévation du niveau de la mer) et des catastrophes naturelles dorénavant plus fréquentes et plus intenses (United Nations, 2012). L'emplacement géographique de certaines îles dans les zones tropicales et subtropicales et sur les frontières de plaques tectoniques très actives. Ainsi, elles sont régulièrement frappées par des ouragans, des tsunamis, et des tremblements de terre puissants (Méheux, Dominey-Howes et Lloyd, 2007). C'est par exemple le cas des îles des caraïbes qui se situent sur la « ceinture des ouragans ». En Septembre 2017, les îles des Caraïbes ont été frappés par l'Ouragan Irma, suivi par l'Ouragan Maria causant des pertes humaines et matérielles considérables ce qui ont incité le Sénat ainsi que la délégation interministérielle à la reconstruction des Iles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin à mettre en place une étude relative aux risques naturels auxquels sont exposés les Outre-mer, ainsi que des préconisations visant à renforcer la résilience de ces îles face aux chocs naturels (Sénat, 2019)⁷. Leur petite taille fait qu'elles ont peu de refuges en cas de chocs naturels (Kaly et al., 2002) et que même un choc naturel mineur pourrait toucher la totalité du pays et sa population (Lewis, 1999). De plus, la plus grande partie de la population et des installations sont concentrés sur les zones côtières ce qui augmente leur vulnérabilité à l'élévation du niveau de la mer. Les dommages associés sont considérables, car même une petite élévation du niveau de la mer pourrait avoir

⁷ Le rapport du Sénat (<http://www.senat.fr/rap/r19-122-1/r19-122-10.html>).

Le rapport de synthèse interministériel : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2017/11/synthese_du_rapport_du_delegue_interministeriel.pdf

des conséquences catastrophiques (United Nations, 2015a) que ce soit en termes de pertes de capital physique (destruction des infrastructures), et de délocalisation des populations concentrées dans les zones côtières. Selon les rapport du scénarios du GIEC, les économies insulaires courent un grand risque de perte d'une surface importante de leurs terres (IPCC, 2007, 2014). Aux Maldives, l'altitude maximale du niveau de la mer est de 2.4 mètres, avec plus de 80% de la superficie totale qui se situe à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. De fait, les îles des Maldives sont exposées à de graves menaces d'inondation, surtout que 47% des structures de logement se trouvent à moins de 100 mètres du littoral. Cette vulnérabilité environnementale aggrave davantage leur vulnérabilité économique sachant que les îles dépendent sur des secteurs extrêmement sensibles aux chocs naturels tels que l'agriculture, la pêche et le tourisme (Barnett et Campbell, 2010; Barnett et Waters, 2016). Enfin, à cause de leur petite taille, un choc naturel tel qu'un cyclone ou tsunami peut submerger une grande partie de tout un État insulaire, entraînant des pertes de logements, d'infrastructures et de terres agricoles, ainsi qu'une mortalité et une morbidité élevées (Lewis, 1990). Ces vulnérabilités, combinées avec leur petite taille et leur exposition aux chocs (surtout naturels) sont perçues comme un défi majeur pour atteindre une trajectoire de développement soutenable (Barnett et Waters, 2016). Ainsi, les PEID encourent un risque de non-soutenabilité qui trouve son origine dans leurs vulnérabilités.

1.2. La vulnérabilité comme entrave à la soutenabilité des PEID

Les chocs externes négatifs, quelle que soit leur nature, impliquent des pertes au niveau économique, social, ou environnemental. Par exemple, un choc naturel se traduirait par des pertes en termes de capital humain (mortalités), de capital physique (destruction des infrastructures), et même de capital culturel (destruction de monuments historiques d'une valeur culturelle importante). De même, un choc économique se traduirait par un déficit important dans la balance commerciale, une chute des recettes en devises du pays avec des conséquences sur les grandeurs économiques et sociales comme le Produit Intérieur Brut (PIB), la balance des paiements, les inégalités, la pauvreté, l'accès aux soins, le déficit budgétaire, etc. Par exemple, les balances commerciales des économies insulaires peuvent être gravement affectées par la hausse des prix des matières premières ce qui les rend extrêmement vulnérables à ces variations de prix sur le marché international (Niles et Lloyd, 2013). Au niveau environnemental, les effets négatifs des chocs naturels sont d'autant plus graves dans le cas des PEID, car, du fait de leur petite taille, un choc naturel impacterait la totalité de la population et du territoire (Lewis, 1999; Pelling et Uitto, 2001; Barnett et Waters, 2016). Par exemple, les Maldives ont perdu plus de

60% de leur PIB à cause du Tsunami de l’Océan Indien en 2004, ce qui a retardé de 5 ans sa sortie de la liste des Pays les Moins Avancés (UNESCAP, 2012). Selon Benson (2016), dans les îles du pacifique, les dommages et pertes équivalents à 1% du PIB entraînent une chute de 0,3 point de la croissance annuelle moyenne du PIB sur une période de 10 ans. Pour Haïti, 800 personnes sont décédées et environ 75% des terres agricoles étaient endommagés à cause des ouragans de 2008 (Scandurra et al., 2018). Dans ce sens, les chocs externes déstabilisent la trajectoire de développement du pays en question. D’ailleurs, Guillaumont (2017) précise que la vulnérabilité économique structurelle est le risque que « *le développement du pays devienne à nouveau non-soutenable, à cause des chocs et des facteurs indépendants de sa volonté* » (Guillaumont, 2017, p.7). De même, Hoarau et Goavec (2014) précisent que la vulnérabilité, en tant qu’ensemble de contraintes politiques et/ou structurelles, est porteuse d’un signal sur un risque de non-soutenabilité économique du développement en cours.

Le lien entre vulnérabilité et soutenabilité est reconnu dans la littérature. Plusieurs auteurs expliquent que pour atteindre la soutenabilité, il convient d’abord de réduire la vulnérabilité (Anderson, 1993; Turner et al., 2003; Pratt et al., 2004; Birkmann, 2006; Kaspersen et al., 2012; Ge et al., 2017). Selon le cadre d’action de Sendai pour la réduction des risques, les catastrophes, dont beaucoup sont exacerbées par le changement climatique et dont la fréquence et l’intensité augmentent, entravent considérablement les progrès vers le développement soutenable (United Nations, 2015b). En effet, la soutenabilité évoque une certaine stabilité des flux de revenu provenant des différents types de capitaux au cours du temps, alors que la vulnérabilité évoque une menace ou une fragilité qui pourraient à n’importe quel moment se traduire par une baisse potentielle de ces flux de revenu et de la richesse sous-jacente. Cordina (2004) utilise une modélisation économique pour montrer que la vulnérabilité retarde la convergence entre pays développés et pays en développement. Il explique que la vulnérabilité ralentit la croissance du produit par tête dans les pays sous-développés, et aura des effets significativement négatifs sur la croissance économique et le processus de convergence économique. Le développement soutenable ne serait donc pas possible sans une réduction de la vulnérabilité (Anderson, 1993). Tous les investissements en termes de développement soutenable doivent donc prendre en compte les risques externes (United Nations Secretary-General, 2016) et internes (Pratt et al., 2004) auxquels les pays font face. Ainsi, une analyse des enjeux liés à la vulnérabilité est nécessaire pour mieux comprendre les risques de non-soutenabilité auxquels les îles sont confrontées.

1.3. La vulnérabilité macroéconomique : Définition et indicateurs

La vulnérabilité est un concept large qui se décline selon plusieurs dimensions, économique, sociale, environnementale, etc. Dans une vision globale, la Stratégie Internationale pour la prévention des Catastrophes des Nations Unies définit la vulnérabilité comme les conditions déterminées par des facteurs ou des processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui augmentent la sensibilité d'une communauté à l'impact des risques (UNISDR, 2004)⁸. Au niveau macroéconomique, la vulnérabilité est un concept qui a été utilisé pour identifier les Pays les Moins Avancés (PMA) et pour guider les politiques d'aide internationale par les Nations Unies. Guillaumont (2006) la définit comme le risque que le développement d'un pays soit entravé par des chocs naturels et/ou externes. Il distingue deux dimensions de « *la vulnérabilité globale* » qui sont la vulnérabilité structurelle et la résilience. La vulnérabilité structurelle renvoie à l'exposition aux chocs et à la fréquence des chocs. Elle est inhérente aux pays. La résilience renvoie à la politique actuelle du pays en question. Il donne l'exemple d'un pays exportateur de produits de base dont la vulnérabilité vis-à-vis des chocs commerciaux résulte de la fréquence de fluctuation des prix mondiaux (fréquence des chocs), du ratio d'exportation de produits de base au PIB (exposition au choc), et enfin de la capacité du pays à gérer les chocs (résilience), qui selon Guillaumont dépend de la politique menée. Pour Guillaumont (2006), la vulnérabilité structurelle est plus importante. Il suppose que « *Si un indicateur de vulnérabilité doit être utilisé pour sélectionner certains pays et leur accorder le soutien durable de la communauté internationale, la vulnérabilité à mesurer est naturellement de type structurel, et résulte essentiellement de l'ampleur des chocs susceptibles de survenir et de l'exposition à ces chocs* » (Guillaumont, 2006, p.25). Briguglio et al. (2009) définissent la vulnérabilité macroéconomique comme le risque qu'une économie soit négativement affectée par des chocs économiques externes, de façon similaire à Guillaumont. Briguglio et al. (2009) distinguent également entre la vulnérabilité économique, qu'ils définissent comme « *l'exposition d'une économie aux chocs exogènes, découlant de l'ouverture économique* », et la résilience, définie comme « *la capacité induite par la politique d'une économie à résister ou à se remettre des effets de ces chocs* ».

A partir des définitions très proches proposées dans la littérature sur la vulnérabilité macroéconomique, deux principaux indicateurs de la vulnérabilité macroéconomique ont

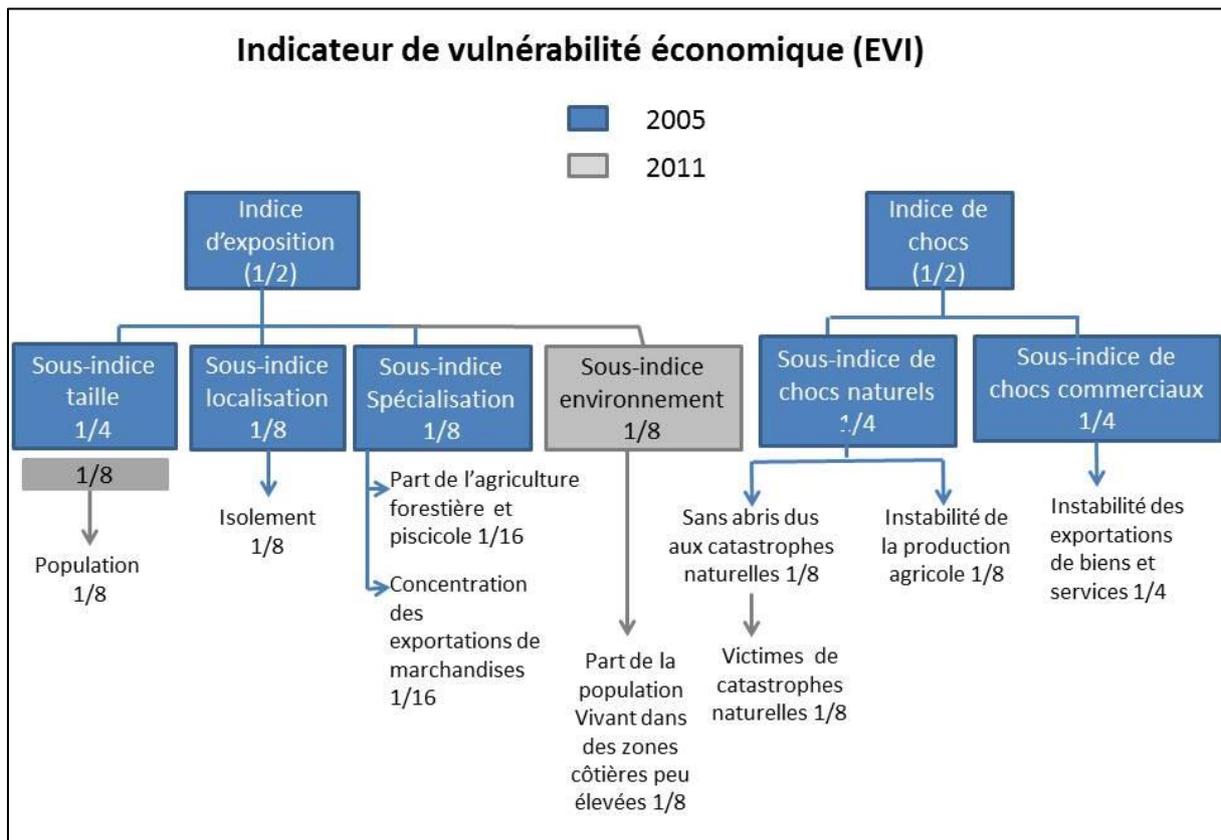
⁸ Définition originale de la vulnérabilité en anglais: “*The conditions determined by physical, social, economic, and environmental factors or processes, which increase the susceptibility of a community to the impact of hazards.*” (UNISDR, 2004, p. 16)

émergé. Un premier indicateur composite est celui développé par le secrétariat du Commonwealth et l'Université de Malte (Briguglio, 1995 ; Crowards, 1999 ; Atkins et al., 2001 ; Briguglio et Galea, 2004). L'objectif de cet indicateur était de mettre en avant les désavantages auxquels sont confrontés les PEID dans un indice composite servant de critère permettant de mesurer le degré de vulnérabilité globale de ces pays (Briguglio, 1995). Cette approche repose sur des variables comme le ratio des exportations et des importations au PIB et le ratio des coûts de transport et de fret aux exportations. Un deuxième indicateur composite est l'Indicateur de Vulnérabilité Economique (IVE) développé par le Comité des politiques de développement des Nations Unies (CDPNU) (Guillaumont, 2004, 2008, 2010).

L'IVE développé par Guillaumont est composé de cinq éléments, à savoir la taille de la population, la part de biens manufacturés et des services modernes dans le PIB, la concentration des exportations, l'instabilité des recettes d'exportations de biens et services, et l'instabilité de la production agricole (figure 1). Sachant que la vulnérabilité économique peut être induite par des chocs naturels, le CDPNU a insisté sur l'importance d'ajouter à l'IVE une mesure relative aux chocs naturels surtout que les PEID sont parmi les plus vulnérables aux chocs naturels et au changement climatique (UNISDR, 2011). L'importance de cette dimension environnementale s'est manifestée par des modifications apportées à l'IVE. En 2003, le CDPNU ajoute le pourcentage de la population déplacée suite à des catastrophes naturelles dans le sous-indice des chocs naturels. Cet indice représente 1/8^{ème} de l'IVE. De plus, la part de biens manufacturés et des services modernes dans le PIB est remplacée par la part de l'agriculture, la sylviculture, et la pêche dans le PIB. En effet, les économies insulaires ne sont pas des économies fortement industrialisées, et les activités comme l'agriculture, la pêche et le tourisme occupent une bonne place dans certaines PEID (Barnett et Waters, 2016). Ainsi, la part de l'agriculture, la sylviculture et la pêche dans le PIB paraît plus adaptée pour le cas des PEID (ou même les PMA ou les Pays en Développement (PED)), surtout parce que ces activités sont très affectées par les chocs naturels⁹. Cette composante fait également partie du sous-indice de chocs naturels et représente également 1/8^{ème} de l'IVE.

⁹ Notons que le fait d'avoir un secteur agricole important pourrait être un facteur de résilience. En élaborant un indicateur de vulnérabilité agricole, Angeon et Bates (2015) observent que les économies insulaires ne présentent pas tous le même profil dans la dynamique de lien entre vulnérabilité agricole et vulnérabilité macroéconomique. Ainsi, le poids de l'agriculture n'est pas nécessairement synonyme de vulnérabilité macroéconomique des économies insulaires. En effet, les augmentations parfois brutales des cours des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux peuvent s'avérer comme facteur de résilience. De plus, le fait d'avoir un secteur agricole important assurerait une meilleure sécurité alimentaire.

Figure 1. La composition de l'indicateur de vulnérabilité économique (IVE) de Guillaumont



Source : FERDI¹⁰

S'ajoute à ces catastrophes naturelles le risque d'élévation du niveau de la mer qui est l'un des plus importants risques (à la fois par sa probabilité d'occurrence et les dommages associés) auxquels les îles font face (Kelman et West, 2009). Plusieurs PEID sont fortement exposées à ce risque, car ils ne se trouvent qu'à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer, avec la plus grande majorité des populations installés sur la côte. Ainsi, en 2011, un sous-indice environnemental est ajouté à l'indice d'exposition aux chocs, qui est la part de la population vivant dans des zones côtières peu élevées. Ce dernier représente 1/8^{ème} de l'IVE.

Notons que la volatilité macroéconomique, et plus spécifiquement la volatilité de la croissance du PIB est parfois utilisée dans la littérature comme proxy de la vulnérabilité macroéconomique (Easterly et al., 2000; Turnovsky et Chattopadhyay, 2003; Fogli et Perri, 2015). En revanche, la volatilité de la croissance économique est affectée par des facteurs d'ordre politique (reliés à la résilience) (Combes et al., 2000; Easterly et al., 2001), et ne représente donc pas une mesure

¹⁰ <http://www.ferdi.fr/fr/programme-projet/construisez-votre-indicateur-r%C3%A9trospectif-de-vuln%C3%A9rabilit%C3%A9-%C3%A9conomique>

de la vulnérabilité structurelle inhérente au pays (Guillaumont, 2006). Un choc négatif sur la croissance ne se traduirait pas forcément par une instabilité de la croissance si celle-ci est évitée par des mécanismes de compensation et d'assurance. Notons que nous distinguons entre volatilité, instabilité et vulnérabilité, même si les indicateurs de vulnérabilité macroéconomique mobilisent des mesures d'instabilité et de volatilité. La volatilité et l'instabilité renvoient à des mesures statistiques qui peuvent s'appliquer à différentes variables, sans référence à la vulnérabilité. Ainsi, l'instabilité, la succession de chocs dans le temps, peut être approchée par le coefficient de variation, c'est-à-dire le rapport d'un écart-type à la moyenne d'une variable économique (Ntamatungiro, 1988). La volatilité quant à elle s'intéresse à la partie non expliquée (le résidu d'un modèle statistique, par exemple de régression) de l'évolution d'une variable. La distinction entre instabilité et volatilité est importante, car alors qu'une partie plus ou moins importante de l'instabilité peut être anticipée par les agents économiques et les politiques publiques, la volatilité (le résidu), serait par définition, porteuse de surprise, d'incertitude. La volatilité de la croissance du PIB, apparaît donc comme un effet de la vulnérabilité, et non pas comme une mesure de la vulnérabilité elle-même. Entre la vulnérabilité structurelle et la volatilité du PIB apparaît de plus le rôle des politiques publiques, et plus largement des institutions, qui peuvent atténuer ou augmenter l'effet de la vulnérabilité sur la volatilité du PIB (Guillaumont, 2006). On retrouve ici la notion de résilience sur laquelle nous reviendrons plus loin (section 1.5.).

2. Des îles vulnérables... et résilientes ?

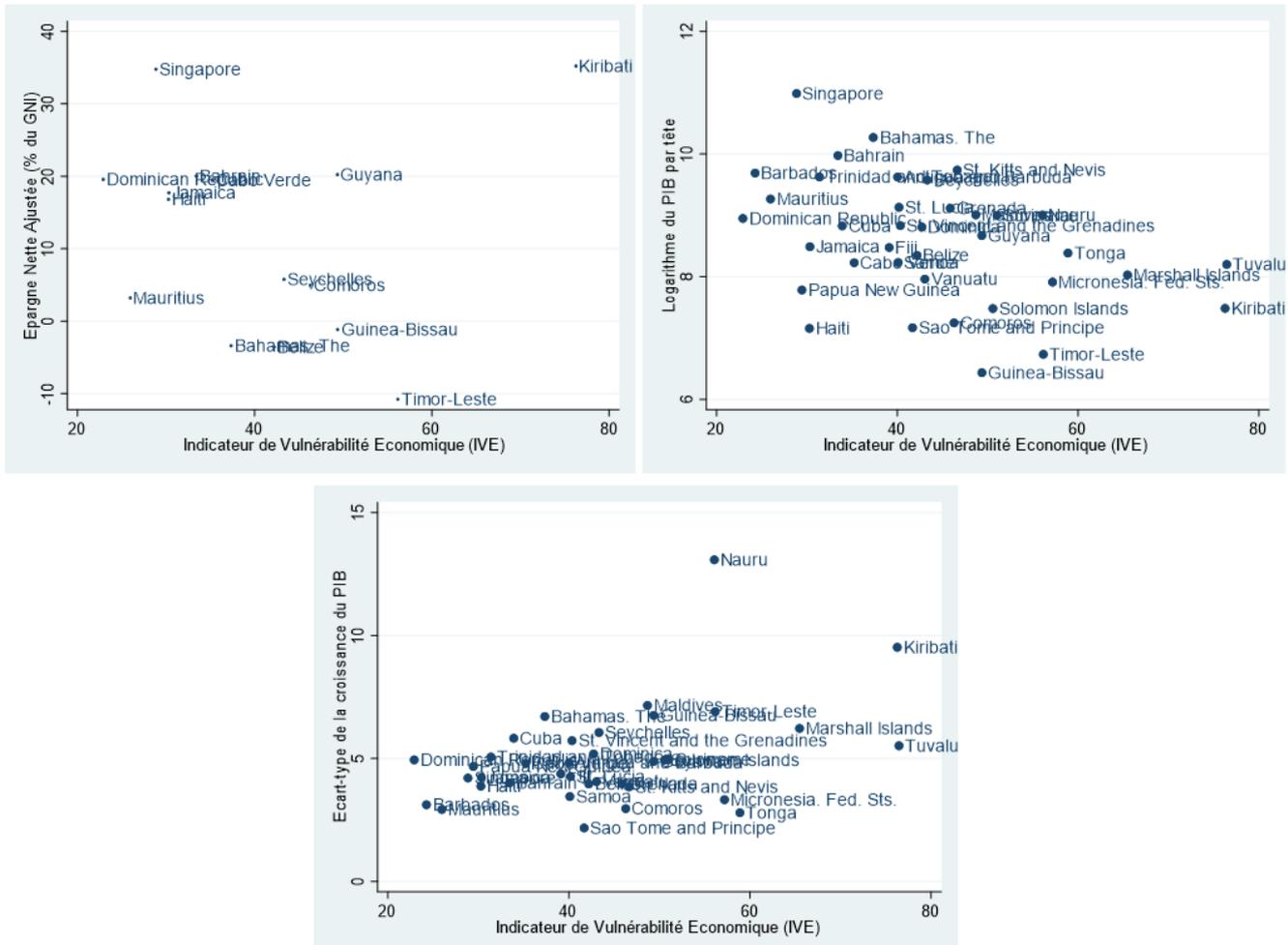
2.1. La vulnérabilité des PEID remise en cause

Les PEID sont considérées comme extrêmement vulnérables, à cause de la fréquence des chocs (surtout climatiques) et leur exposition aux chocs amplifiée par leurs caractéristiques économiques, sociales et environnementales (Tableau 1). Cependant, les fondements théoriques et empiriques de ce discours sur la vulnérabilité des économies insulaires sont insuffisants (Hau'ofa, 1994; Bertram et Poirine, 2007 ; Campbell, 2009; Barnett et Waters, 2016). Notre revue de la littérature concernant la vulnérabilité, sa définition et ses mesures nous laisse constater que peu d'importance est accordée à la résilience. Par exemple, l'IVE développé par Guillaumont ne s'intéresse qu'à la vulnérabilité structurelle (reliée à la vulnérabilité inhérente des PEID) qui se décompose en indicateurs d'exposition aux chocs et de fréquence des chocs¹¹.

¹¹ Notons que Briguglio et al. (2006) et Briguglio (2014) ont proposé un indicateur de vulnérabilité macroéconomique auquel ils ajoutent un indicateur de résilience dont l'objectif est de mesurer la capacité d'absorption des chocs. L'indicateur de résilience de Briguglio et al. (2006) comprend quatre composantes : (i) la stabilité macroéconomique, (ii) l'efficacité du marché, (iii) le développement social, et (iv) la bonne gouvernance.

Se limiter à la vulnérabilité structurelle (exposition et fréquence des chocs) ne donne pas une vision holistique de la vulnérabilité macroéconomique des PEID. Nous pensons que c'est ce qui explique l'hétérogénéité de la situation des PEID vis-à-vis des critères de vulnérabilité, de performance économique et de soutenabilité (Figure 2).

Figure 2. Performance économique, soutenabilité et vulnérabilité de certaines PEID (2018)



Source : Auteur (d'après les données de la Banque Mondiale et du Ferdi)

Les nuages de points décrivant la relation entre le PIB par tête et l'IVE, et puis entre l'épargne nette ajustée et l'IVE confirment que pour les économies insulaires, la vulnérabilité structurelle n'implique pas nécessairement de faibles performances économiques ou un faible niveau d'épargne nette ajustée. Par exemple, Singapour a un niveau d'épargne nette ajustée très élevé avec un niveau de vulnérabilité structurelle faible en comparaison avec Kiribati qui a presque le même niveau d'épargne nette ajustée que Singapour mais avec un degré de vulnérabilité structurelle beaucoup plus élevé. Il est vrai qu'à la moyenne, on voit qu'il y aurait un lien négatif entre IVE et ENA, et entre IVE et le PIB par tête, mais en réalité ce lien n'illustre pas les différentes expériences des îles. Nous supposons que ce lien serait conditionné par d'autres

facteurs (en l'occurrence, les institutions, le capital culturel, et autres). Concernant la volatilité économique (représentée ici par l'écart-type de la croissance économique), on peut observer également une hétérogénéité entre économies insulaires. Cette hétérogénéité amène à insister sur le fait qu'il n'y aurait pas de malédiction liée à la vulnérabilité. Certes certaines PEID sont vulnérables et éprouvent une volatilité de croissance plus importante mais certaines d'entre elles, pourtant vulnérables selon le critère de l'IVE arrivent à limiter la volatilité de leur croissance et à garder des niveaux de performance économique et d'épargne véritable élevés.

L'un des principaux problèmes de l'approche par l'indicateur de vulnérabilité est qu'elle apparait *ad hoc* et part de l'hypothèse que l'isolement et la petite taille impliquent impérativement des difficultés économiques plus importantes que celles des grandes économies (Baldacchino et Bertram, 2009). Concernant les arguments d'isolement, Bertram et Watters (2016) expliquent que ces arguments sont construits sans point de référence et sont basées sur la perception des chercheurs de ces deux termes. Par exemple, les îles des caraïbes ne peuvent pas être considérées comme géographiquement isolées en comparaison avec les îles du pacifique. Ainsi, l'isolement ne serait pas un handicap majeur pour ces îles. De plus, l'argument de l'isolement ne serait pas un handicap si jamais l'île ne subit pas des effets négatifs causés par cette caractéristique. Par exemple, Baldacchino (2014) explique que les migrants originaires des îles sont toujours socialement présents car ils maintiennent toujours des relations sociales avec leurs proches dans les îles. Ils envoient de l'argent, des lettres, des emails, communiquent par téléphone et rentrent dans leur pays d'origine fréquemment (King et Connell, 1999). Ainsi, d'un point de vue économique et social, les îles ne doivent pas être principalement considérées comme des archipels isolés (Baldacchino, 2014).

Concernant l'argument de petite taille, il existe bien de grands pays avec de faibles performances économiques et les performances économiques ex-post de certaines îles laissent penser qu'il n'y aurait pas de déterminisme des performances économiques par la vulnérabilité. Les PEID dans leur ensemble ne réalisent pas des performances économiques inférieures aux autres économies. Lorsque c'est le cas, ceci ne résulterait pas de leur insularité, de leur petite taille, ou de leur éloignement, mais de leur résilience aux différents chocs (Easterly et Kraay, 2000; Armstrong et Read, 2002, 2003). La survie de PEID prospères est une preuve de la résilience incarnée dans ces petits états. En moyenne, leur Produit National Brut (PNB) par habitant est supérieur à celui d'autres pays relativement plus grands en termes de surface (Armstrong et Read, 2002, 2003). Easterly et Kraay (2000) affirment que les petites économies disposent d'un revenu par tête significativement plus important en comparaison avec d'autres

pays dans la région. Ils ne trouvent pas non plus des différences significatives entre la performance de croissance des PEID et d'autres pays. Ils ajoutent que la volatilité de la croissance du PIB par tête (expliquée par leur ouverture économique) est largement compensée par les bénéfices nets de l'ouverture commerciale. Ceci dit, Easterly et Kraay (2000) considèrent que leur petite taille ne constitue pas un obstacle au développement d'économies d'échelle comme souligné par la littérature économique. Sur un échantillon de 48 pays, Milner et Westaway (1993) ne trouvent pas non plus un lien empirique entre la taille des économies¹² et les déterminants de leur croissance économique sur le moyen-terme. Anklesaria Aiyar (2008) trouve que les PEID sont relativement plus riches et non plus pauvres. Il considère que les PEID reçoivent beaucoup plus d'attention en termes d'aide au développement relativement par rapport à leur taille (surface et population), et par rapport à d'autres pays en développement. Enfin, dans une comparaison internationale, Armstrong et al. (1998) comparent la performance économique des PEID (en prenant comme mesure le PNB par habitant) avec ceux des pays de plus grande taille. Leurs résultats indiquent que pour la plupart des PEID, la santé économique est fortement dépendante de celle des pays de leur région géographique (surtout de leurs principaux partenaires régionaux). Ils trouvent des résultats hétérogènes avec des îles qui connaissent de graves difficultés économiques et d'autres qui jouissent d'un niveau de vie parmi les plus élevés du monde, ce qui montrerait que la petite taille n'est pas un handicap insurmontable.

Enfin, selon Barnett et Waters (2016) le mode de vie et les moyens mobilisés par les habitants pour générer des revenus ne sont pas pris en considération pour juger de la vulnérabilité des îles. Les auteurs donnent l'exemple du Samoa, une économie fortement dépendante sur les envois de fonds et la pêche. En effet, le Samoa est depuis longtemps classé parmi les pays les moins avancés en raison de son faible niveau de PIB. En revanche, le PIB du Samoa est sous-estimé d'au moins un tiers en raison de problèmes d'enregistrement des envois de fonds et d'une sous-déclaration et sous-évaluation importantes des revenus de pêche (voir Brown (1995) et Zeller *et al.* (2007)).

Dans le cas des PEID, il faut distinguer entre les facteurs structurels permanents ou quasi-permanents et les facteurs politiques (Briguglio et al., 2006). Par exemple, la taille de l'économie insulaire est un facteur inhérent qui se manifeste par une dépendance des PEID sur les importations et par une concentration des exportations. Cependant, l'inflation et la dette

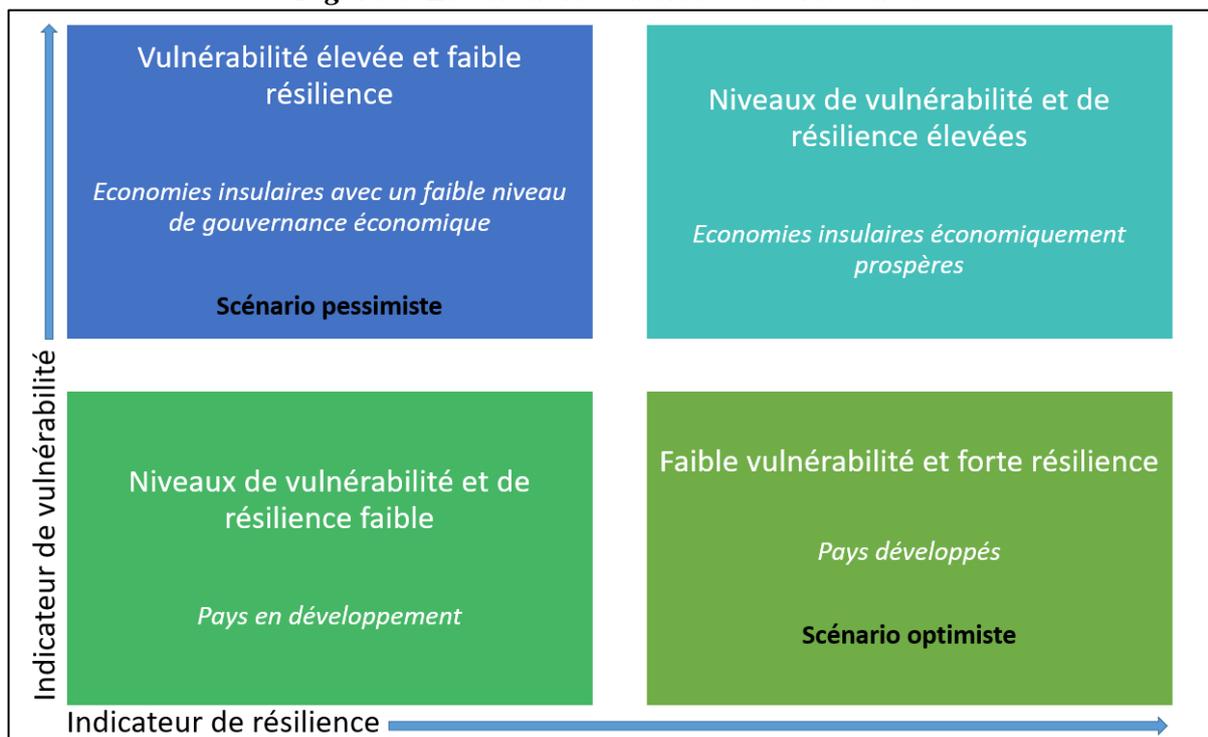
¹² La taille du pays est exprimée par plusieurs dummies faisant référence à la population (<1 million et <6 million), la surface (<60 000 km²) et la densité (<15/ km² et <140/ km²).

publique sont causées par des facteurs politiques car elles sont influencées par les actions des gouvernements des îles (Rakotomanjaka et al., 2014). Selon Baldacchino et Bertram (2009) et Bertram et Poirine (2007), l'hypothèse selon laquelle la petite taille et l'insularité de ces îles les rendent vulnérables n'est qu'une présomption « diplomatique » visant à attirer des flux d'aides de la communauté internationale sous le nom de « besoins spécifiques » des PEID. La vulnérabilité structurelle ne serait pas nécessairement synonyme de performances économiques plus faibles. Ceci nous ramène à mobiliser une autre notion dans l'analyse des trajectoires macroéconomiques des PEID, celle de la résilience.

2.2. La résilience entre vulnérabilité et performances économiques

Un pays peut être à la fois être vulnérable, mais résilient (Miller et al., 2010; Reghezza-Zitt et al., 2012). C'est ce que Briguglio (2004) appelle le « Paradoxe de Singapour » en faisant référence à Singapour qui est à la fois très vulnérable à cause de son exposition aux chocs économiques, mais qui montre un niveau de vie parmi les plus élevés au monde en adoptant des politiques de résilience. Briguglio (2014) juxtapose ainsi la vulnérabilité économique et la résilience économique et distingue entre quatre scénarii différents en fonction des caractéristiques des PEID en termes de vulnérabilité et de résilience (cf. Figure 3). Selon cette classification, les îles avec un niveau de vulnérabilité et de résilience très élevées sont les îles les plus prospères.

Figure 3. Le lien entre vulnérabilité et résilience



Source : Briguglio (2014)

Dans la littérature, la résilience reconnaît plusieurs définitions et est utilisée dans plusieurs disciplines différentes (Turner et al., 2003; Cutter et al., 2008; De Bruijne et al., 2010). Ce terme trouve son origine dans la physique, la psychologie et l'écologie (Dauphiné et Provitolo, 2007; Reghezza-Zitt et al., 2012; Barroca et al., 2013; Ayyub, 2014) avant d'être utilisé dans les sciences humaines et sociales. Cette multidisciplinarité alimente la polysémie de la résilience et rend ainsi difficile sa formalisation (Reghezza-Zitt et al., 2012). La résilience a attiré l'attention des décideurs pour savoir pourquoi certains pays sont plus capables que d'autres de résister aux chocs, et pourquoi certains pays se remettent rapidement de ces chocs, alors que d'autres prennent beaucoup plus de temps. Plusieurs définitions de la résilience existent dans la littérature. L'UNISDR (2007) définit la résilience comme la capacité à résister ou à absorber un choc via la résistance ou l'adaptation, permettant ainsi de se remettre du choc et de maintenir un certain niveau de structures et de fonctions basiques. Dauphiné et Provitolo (2003) définissent la résilience macroéconomique par deux paramètres : la robustesse et la rapidité du retour à l'état antérieur. Ils associent ainsi la résilience à la durée de rétablissement du pays après le choc. Dans la suite de notre thèse, nous adoptons la vision de Guillaumont (2017) qui définit la résilience comme l'ensemble de mesures décisives prises par le pays pour atténuer les effets du choc et améliorer la capacité d'adaptation du pays aux chocs externes.

Une confusion dans la littérature existe sur le lien entre la résilience et la vulnérabilité. Pour Pratt et al. (2004), la vulnérabilité et la résilience sont deux faces d'une même pièce. Les deux sont considérés comme antonymes (Folke et al., 2002). En d'autres termes, la vulnérabilité peut signifier une faible résilience aux risques limitant ainsi la capacité du pays à se rétablir après les chocs (Manyena, 2006). Ainsi, la capacité d'un système à être résilient est déterminée par sa vulnérabilité aux chocs (UNECLAC, 2011). Ce constat peut être expliqué par le fait que la vulnérabilité globale est le résultat de l'interaction entre la vulnérabilité structurelle inhérente (facteurs sur lesquels on ne peut pas agir) et la résilience (facteurs sur lesquels les pays peuvent agir) (Guillaumont, 2006, 2017). La résilience constitue donc le seul moyen d'action sur la vulnérabilité globale. Par exemple, les humains ne peuvent pas arrêter les chocs naturels tels que les tremblements de terre, les tsunamis, les éruptions volcaniques, etc., mais sont capables de développer des moyens permettant de mieux résister ou s'adapter à ces aléas environnementaux. En étant plus résilients, les dégâts causés par n'importe quel type de choc seront amortis. Ceci dit, la réduction de la vulnérabilité globale va de pair avec la promotion de la résilience. La résilience permettrait de réduire le plus possible les conséquences des chocs, quel que soit leur nature, ainsi que de permettre aux pays d'apprendre de ces chocs pour

améliorer leur réponse ou leur résistance aux prochains chocs. Pour Reghezza-Zitt et al. (2012), en parlant de résilience, on parle de vulnérabilité. En effet, la résilience n'existe que s'il y a un choc ou une perturbation, c'est-à-dire une vulnérabilité. De même, plus on est vulnérables plus on souffre de crises et plus le pays devra résister et s'adapter, se remettre et apprendre de ces crises, c'est-à-dire être résilient. Reghezza-Zitt et al. (2012) expliquent que dans certains cas, la vulnérabilité peut être vue comme un facteur de résilience. Ils donnent l'exemple de l'attaque terroriste du 11 septembre à Manhattan aux Etats-Unis qui a montré à la fois que la concentration des fonctions stratégiques dans les grandes villes est une source de vulnérabilité, mais un facteur de résilience car c'est un stimulant de reconstruction et de rebondissement pour la ville.

En revanche, ceci ne veut pas dire que les deux termes sont interchangeables. Une inversion des termes n'est pas souhaitable car ceci revient à transposer les méthodes d'analyse de la vulnérabilité sur les méthodes d'analyse de la résilience ce qui reviendrait à déplacer ces problèmes méthodologiques sans les résoudre. Pour Barroca et al. (2013), dès leurs origines respectives, la résilience et la vulnérabilité sont bien deux termes différents. En effet, la résilience renvoie à une qualité alors que la vulnérabilité renvoie à un état. De même, Dauphiné et Provitolo (2007) postulent que même si une perte en termes de résilience se traduisait par une augmentation de la vulnérabilité, l'équivalence entre vulnérabilité et résilience n'est pas exacte parce que la vulnérabilité englobe deux autres composantes qui sont l'exposition à l'aléa et la fréquence des chocs.

Nous supposons effectivement que ce sont deux concepts distincts, mais qui se recouvrent partiellement. Cependant, les deux termes ne sont pas interchangeables. En effet, la résilience fait référence à la persistance, la résistance, l'adaptation, la flexibilité, l'élasticité, la reconstruction, etc. alors que la vulnérabilité renvoie à la sensibilité, la fragilité, la faiblesse, la défaillance, le traumatisme, etc.

Dans les économies insulaires, la résilience est l'une des caractéristiques des îles et fait partie des conditions de vie insulaires (Bertram et Poirine, 2007). La résilience des économies insulaires se manifeste par leur capacité à adopter des stratégies de développement « intelligentes » leur permettant de dépasser les limites liées à leurs vulnérabilités. En effet, Bertram et Poirine ont proposé une typologie des îles selon leurs spécialisations et montrent que ces stratégies ont permis aux îles de financer leurs importations et sécuriser leur consommation matérielle. Deux caractéristiques de ces stratégies de développement spécifiques

aux îles nous paraissent étroitement liées à la résilience. La première est la différenciation et l'hyperspécialisation dans l'objectif de dégager des rentes assurant le bouclage macroéconomique de ces îles. La deuxième est la capacité de mutation d'une spécialisation à une autre très rapidement en fonction des opportunités qui leur sont accessibles.

2.3. Une « spéciation » bien pensée qui permet de dépasser la vulnérabilité

Si les PEID doivent relever des défis nombreux et complexes, nombreuses sont celles qui se révèlent également ingénieuses et résilientes. Les économies insulaires ont fait preuve d'une forte résilience, de nombreuses réussites, et d'approches innovantes du développement (Ikhlef, 2014)¹³. A travers une étude de cas sur la Nouvelle-Calédonie, Prinsen et Blaise (2017, p.77) affirment que « *dépeindre les îles, en particulier les îles non autonomes, comme dépendantes et vulnérables n'est plus convaincant. Une représentation plus appropriée les montrerait comme des agents astucieux et actifs qui exploitent toutes leurs ressources, y compris leurs contacts métropolitains, pour se connecter avec des tiers et accéder à des ressources supplémentaires pour augmenter leurs choix et leur base de ressources globale.* ». De même, Bertarm et Poirine (2007) mettent l'accent sur le rôle actif joué par certaines économies insulaires dans la sécurisation de leur place dans l'économie mondiale, et ceci à travers les stratégies de développement spécifiques qu'elles adoptent. Les auteurs expliquent que les îles suivent une stratégie de développement centrée sur une hyperspécialisation dans un ou deux secteurs qui leur permettent de s'insérer dans le commerce international, de dégager des rentes et de dépasser les limites de la petite taille et de l'isolement. Ces secteurs ne sont pas choisis selon une logique d'avantage comparatif¹⁴, mais selon un « *processus stratégique théorique d'hyperspécialisation auto-sélective, notée « spéciation » pour refléter la manière dont la structure de l'économie tout entière serait adaptée à la colonisation opportuniste de niches d'opportunités dans le système mondial* » (Bertram et Poirine, 2007, p.329)¹⁵. Un des exemples

¹³ Voir par exemple :

- UNDP (2010) SIDS-SIDS Success Stories: An innovative partnership in South-South cooperation. Paris. Available at: https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/961sids-sids_success_stories.pdf.
- UNFCCC, Vulnerability and Adaptation to Climate Change in Small Island Developing States. Available at: https://unfccc.int/files/adaptation/adverse_effects_and_response_measures_art_48/application/pdf/200702_sids_adaptation_bg.pdf.

¹⁴ Notons que Bertram et Watters (1985) posent l'idée que les solutions standards (type politique d'ajustement structurelles) de la Banque Mondiale sont inadaptées, parce que la théorie des avantages comparatifs ne s'appliquerait pas aux PEID. D'où le terme de « spéciation » et non pas de « spécialisation ».

¹⁵ « [...] as a strategic game-theoretic process of self-selective hyper-specialization, here labeled "speciation" to reflect the way in which the structure of the entire economy is adapted to achieve opportunistic colonization of niches of opportunity in the global system. » (Bertram et Poirine, 2007, p. 329).

de cette hyperspécialisation serait la spécialisation dans le tourisme et la finance offshore qui selon Bertram et Poirine (2007) s'impose comme la stratégie des économies insulaires les plus performantes (à l'exception de quelques PEID comme Vanuatu), ce qui remet en cause l'hypothèse selon laquelle la vulnérabilité serait nécessairement synonyme de performances économiques inférieures (Barnett et Waters, 2016). Un autre exemple de spéciation concerne leur avantage politique et juridictionnel. Freyss (1995) constate que « l'exception insulaire » serait plus politique (et historique) qu'économique. Il donne l'exemple de la Nouvelle-Calédonie dont la richesse est entretenue par les transferts publics de la France, plus que par la rente naturelle issue de l'exploitation du nickel (le modèle de l'économie assistée). Ainsi, la rente est plus administrative que minière, d'où l'importance de la dimension politique, surtout dans le cas des PEID restant affiliées à une puissance tutélaire. L'utilisation créative du pouvoir juridictionnel en tant que ressource et des liens forts avec une puissance tutélaire peuvent garantir des flux de revenus permettant d'assurer le bouclage macroéconomique de ces îles et de compenser le manque de capacité productive interne. Ce même constat est valide pour d'autres PEID qui ont réussi à financer leurs importations et à atteindre des niveaux de PIB par tête très élevés en bénéficiant d'opportunités externes spécifiques à leurs histoires particulières, et à leurs liens avec les pays tutélaire (souvent les anciennes puissances coloniales) (Bertram et Poirine, 2007 ; Baldacchino, 2010). Ainsi, plusieurs typologies de stratégies de spéciation sont présentées dans la littérature. On distingue entre les **PEID MIRAB** ou « *Migration, Remittances, Aid, and Bureaucracy* » (Bertram et Watters, 1985), les **PEID SITE** ou « *Small Island Tourism Economies* » spécialisées dans le tourisme (McSorley et McElroy, 2007; McElroy et Hamma, 2010), les **PEID TOURAB** ou « *Tourism, Aid and Bureaucracy* » (Guthunz et Krosigk, 1996), et les **PEID PROFIT** ou « *People, Resources, Overseas Management, Finance and Transport* » spécialisés dans les paradis fiscaux et d'assurance et les centres bancaires off-shore (GEODE Caraïbe, 2011 ; Oberst et McElroy, 2007 ; Baldacchino, 2010). Cette spéciation fonctionne très bien pour ces îles et leur permet de s'intégrer sur le marché international avec une convergence encore plus forte avec les puissances métropolitaines et leurs cycles économiques (Bertram, 2004 ; Baldacchino, 2010). Une présentation plus détaillée de ces modèles est proposée dans le chapitre 2 de cette partie.

Notons que ces stratégies de développement fondées sur la rente sont critiquées dans la littérature comme étant excentrées et intégrées à l'économie mondiale, ou en d'autres termes, loin d'une trajectoire de développement plutôt autocentrée (de Miras, 1987 ; Blanchet, 1989) et porteurs de vulnérabilités et de fragilités. Par exemple, l'ouverture commerciale des îles est

l'une des principales composantes de la vulnérabilité macroéconomique des PEID et fait partie des indices de vulnérabilité économique présentés dans ce qui précède. Or les auteurs comme Baldacchino et Bertram (2009) et Baldacchino (2009, 2014) pensent que l'hyperspécialisation, le recours à des sources de financement externes et la volatilité macroéconomique ne sont pas synonymes de faiblesse, de fragilité ou de vulnérabilité. L'ouverture économique associée à la vulnérabilité macroéconomique des PEID est paradoxalement une source de force plutôt que de faiblesse pour les petites économies, les obligeant à être compétitives au niveau international sur des marchés ouverts. En effet, l'indicateur de vulnérabilité développé par Briguglio et qui comprend un indicateur d'ouverture économique était positivement corrélé avec le revenu par tête, signifiant qu'une augmentation de la vulnérabilité macroéconomique se traduirait par une augmentation du revenu par tête (Armstrong et Read, 2002 ; Baldacchino et Bertram, 2009 ; Bertram et Poirine, 2007).

Baldacchino (2006, 2010), Poirine (1993, 1995), Bertram (2004) et Briguglio et al. (2006) pensent que les stratégies de développement des PEID fondées sur les rentes ne sont qu'une conséquence normale sachant que ces îles connaissent des limites reliées à leurs caractéristiques géographiques et leur contexte historique. Ainsi, ces auteurs ne nient pas les limites géographiques et historiques de ces îles, mais ne pensent pas que ces facteurs seraient synonymes de mauvaises performances économiques. De même, ceci ne signifie pas que toutes les PEID ont de bonnes performances économiques. Pour De Miras (1997), Poirine (1995) et Crusol (1988) les contraintes physiques des PEID trouvant leur origine dans leur insularité, leur éloignement et leur petite taille ne pourraient être dépassés qu'en empruntant une stratégie de développement basée sur l'exploitation de rentes. S'ajoutent à ces contraintes physiques leurs stratégies de développement dictées par les relations internationales d'ordre politique et commercial, surtout avec les puissances tutélaires. Poirine (1995, p. 30) précise ainsi qu'« *il n'y a pas de croissance endogène possible dans ces petites économies* ». De Miras (1997, p.80) explique quant à lui que les PEID sont des « *entités économiques à « moteur externe », car elles sont amenées - au moyen de l'échange de marchandises, de services ou d'invisibles - à puiser largement la substance de leur expansion dans des surplus extérieurs, nationaux ou non.* ». Dans cette même logique, Baldacchino (2014, p.11) constate que « *les îles réussissent mieux économiquement lorsqu'elles tirent des revenus d'autres pays et les performances de leurs politiciens sont souvent jugées par leur capacité à obtenir de telles largesses* »¹⁶. Enfin, Poirine

¹⁶ “[...] islands fare best economically when they lure revenue from elsewhere, and the performance of their politicians often appraised by how well they manage to secure such largesse.” (Baldacchino, 2014, p.11)

(1993) et Bertram (1986) expliquent que ses stratégies de développement sont conformes à la logique de l'avantage comparatif, et qu'elles sont cohérentes et durables sur le long terme. Selon Poirine (1998, p.85) : « *Se spécialiser dans l'exportation géostratégique et dans l'exportation de services de main-d'œuvre, investir dans le capital humain familial à des fins de migration plutôt que dans l'investissement privé est la stratégie optimale si elle correspond à une spécialisation internationale selon l'avantage comparatif des pays insulaires du Pacifique.* »¹⁷. En d'autres termes, tant qu'il n'y a pas une meilleure option, ces modèles de développement ne sont pas considérés comme régressifs.

Cette spéciation implique naturellement des risques d'éviction, et de syndrome hollandais. Étant bien conscients de ces risques, les PEID montrent une grande souplesse et flexibilité, que ce soit au niveau macroéconomique ou au niveau microéconomique (Schmitz, 1989; Baldacchino et Bray, 2001; Bertram et Poirine, 2007; Baldacchino et Bertram, 2009). Les individus, les ménages, ou les entreprises répartissent ainsi leurs risques en exerçant plusieurs activités simultanément. En effet, les habitants des îles occupent souvent plusieurs emplois à temps partiel ou suivent une formation dans d'autres métiers pour acquérir d'autres compétences même s'ils occupent déjà des emplois très sûrs (Carnegie, 1982). Pour Baldacchino et Bertram (2009), l'histoire de la migration dans les îles des caraïbes valident l'hypothèse de Carnegie (1987) selon laquelle les caribéens vivent par la philosophie de la « *flexibilité stratégique* » leur permettant d'adopter toute opportunité économique accessible.

Plus cette capacité d'adaptation est présente, plus ces stratégies de développement sont considérées comme soutenables. C'est l'« hypothèse de flexibilité stratégique » de Baldacchino et Bertram (2009) qui donnent l'exemple de l'île de Sainte-Lucie dans les Caraïbes qui est passée d'une spécialisation dans la production du sucre au charbon entre 1880 et 1930, puis aux bananes dans les années 1960, puis au tourisme en 1993. Poirine (1998) pense que le risque à craindre est l'incapacité de ces îles à s'adapter au changement des opportunités, des niches et des avantages comparatifs dans le temps. La voie à suivre consiste ainsi à développer et à déployer rapidement les capacités de réponse aux mutations dans les opportunités et les avantages comparatifs. En d'autres termes, ces îles doivent être flexibles dans le sens où il faut changer de spécialisation en fonction des opportunités prometteuses qui s'ouvrent à eux.

¹⁷ "To specialize in geostrategic export and in labor service export, to invest in family human capital for migration purposes instead of private sector capital investment is the optimal strategy if it corresponds to an international specialization according to the comparative advantage of the Pacific Island countries." (Poirine, 1998, p.85)

Conclusion

Il est indéniable que les caractéristiques géographiques et historiques des PEID imposent des contraintes auxquels les îles doivent s'adapter. Cependant, et à partir de ce qui précède, nous pouvons affirmer que les trajectoires de croissance des économies insulaires ne sont pas surdéterminées par des facteurs géographiques (taille, éloignement, insularité, etc.). En effet, certaines îles montrent des performances économiques supérieures à d'autres pays qui n'ont pas le statut d'île. Ceci nous ramène à la notion de résilience qui dans le cas des PEID se manifeste par **(i)** leurs stratégies de développement spécifiques selon une logique d'hyperspécialisation dans un ou plusieurs secteurs (Bertram et Poirine, 2007) ; **(ii)** leur forte capacité institutionnelle à négocier des accords qui leurs accordent des avantages spéciaux (Freyss, 1995 ; Prasad, 2004) ; et **(iii)** leur adaptation rapide à des changements de l'environnement international ce qui leur redonne des marges de manœuvre permettant de dépasser ainsi les limites liées aux facteurs géographiques (Freyss, 1995). Le bouclage macroéconomique des îles serait ainsi assuré par différentes rentes, une conséquence de leurs caractéristiques géographiques et de leur contexte historique (Baldacchino, 2006, 2010 ; Poirine, 1993, 1995 ; Bertram, 2004 ; Briguglio et al., 2006).

Chapitre 2 : Le rôle des rentes dans le développement des PEID

Introduction

Que les auteurs adoptent une approche par la vulnérabilité ou la résilience des PEID, un point commun est toujours présent : les rentes occupent une place déterminante dans la richesse des PEID. De la sorte, les économies insulaires adoptent une voie de développement qui s'apparente aux principes de la nouvelle théorie du commerce international (NTCI), sortant ainsi du cadre de l'approche néo-classique qui exclut les rentes de son analyse économique. En effet, la NTCI sort du cadre traditionnel de l'école néoclassique (hypothèses de la concurrence pure et parfaite) pour intégrer la notion de concurrence imparfaite¹⁸, son corollaire les rendements d'échelles croissants et la différenciation des produits (Helpman et Krugman, 1985). Ainsi, cette approche théorique nouvelle du commerce et de la croissance nécessite un croisement avec les apports de la nouvelle économie institutionnelle, étant donné la place centrale des institutions (en particulier informelles) (North, 1990, 1994, 2005) dans cette « spéciation » des îles et leur besoin de différenciation.

Les PEID sont des économies dites rentières (Baldacchino, 2010a; Kakazu, 2012; Poirine, 1993b) car une partie importante de leurs recettes nationales proviennent de l'exportation de biens (matières premières) et de services non-marchands trouvant leur origine dans leurs dotations naturelles et différenciées telles que leur emplacement géographique, leur richesse en ressources minières, leur richesse en capital humain, etc. Par exemple, la rente peut découler de l'exportation de services non marchands, comme un avantage géostratégique, vers un grand pays industriel (Poirine, 1993). Ces îles se basent sur leur emplacement stratégique, leur potentiel d'investissement, leurs droits de pêche, leurs taxes différentielles, ou leurs produits touristiques pour générer des rentes basées sur la valorisation de leurs spécificités. C'est par exemple le cas lorsque certaines de ces îles exploitent leur caractéristiques « *hinterland* », un terme utilisé par Hintjens et Streeten dans leur analyse des trajectoires de développement des PEID. Ce terme fait référence selon Baldacchino (2010) à une spécialisation comme centre de services périphérique qui dessert une métropole. Les rentes peuvent aussi découler de

¹⁸ En effet, Krugman (1979) a éclairé ce point en insistant sur la possible intervention étatique afin de capturer la rente induite d'une situation de concurrence imparfaite. Il prend comme exemple la concurrence sur le marché aéronautique entre Boeing et Airbus et démontre que les autorités européennes peuvent éliminer de la concurrence en subventionnant Airbus. Ainsi, Airbus pourrait bénéficier des économies d'échelle du fait de l'augmentation de la production et par suite des échanges.

l'exploitation d'un capital immatériel spécifique, entendu au sens large, et comprenant tous les actifs non financiers et immatériels tels que le capital humain, le capital social, le capital institutionnel, et le capital culturel. Ainsi, le modèle MIRAB, basé sur les envois de fonds et les aides internationales, est fondé sur la valorisation d'une combinaison de capital humain¹⁹, de capital social et institutionnel. Le modèle SITE, quant à lui, repose sur la mobilisation d'un capital naturel, social et culturel spécifique pour développer le tourisme. Le modèle PROFIT repose quant à lui sur la combinaison d'un capital institutionnel, géostratégique et historique par définition unique. Dans ce chapitre, nous présentons les différentes stratégies de développement adoptées par les îles ainsi que les risques de non-soutenabilité liés à chacune.

1. Des stratégies de développement par les rentes adaptées aux PIED

1.1. La différenciation comme source de rente

En économie, la rente a connu plusieurs définitions au cours du temps. Boulding (1941) définit la rente comme tout paiement pour un facteur de production qui dépasse le montant minimum nécessaire pour le maintenir. Dans une vision plus opérationnelle, la Banque Mondiale (BM) définit la rente économique sur les ressources naturelles comme les revenus supérieurs au coût total d'extraction des ressources. Le calcul de cette rente correspond à la différence entre le prix du produit en question et son coût moyen de production, y compris un profit considéré comme « normal » (10%) (FMI, 2012). Ainsi, la rente économique recouvre ce qui reste de la valeur de la production une fois couverts l'ensemble des coûts de production, incluant les rémunérations des facteurs de production (travail et capital) (Geronimi et Le Meur, 2016).

Une rente peut aussi découler des imperfections du marché, et du pouvoir de marché dont bénéficient alors certains agents (en situation de monopole ou d'oligopole par exemple). Les rentes économiques peuvent se produire lorsque certains pays disposent de dotations factorielles spécifiques qui leur confèrent un avantage comparatif, voir absolu. Ainsi, la différenciation est un facteur important de l'accroissement de la rente économique. La rente désigne donc le surplus ou le surprofit dont une économie pourrait bénéficier et qui dépasserait la valeur d'un bien homogène échangé sur un marché sans distorsion. Dans cette logique, nous pouvons parler de rentes touristiques, rentes administratives, rentes stratégiques, etc. qui se justifient non pas par la diversification de l'économie, mais par la différenciation des services

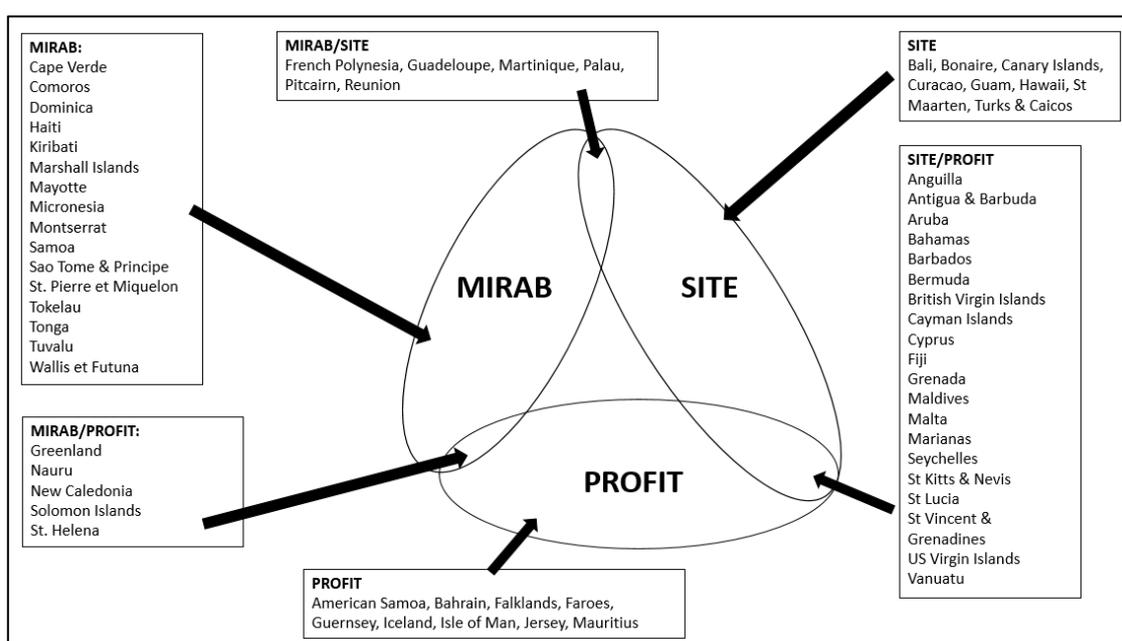
¹⁹ Les envois de fonds sont considérés par la Banque Mondiale (2006) comme un type de rendement sur le capital humain.

et produits proposés par les économies. Ensuite, les auteurs distinguent entre quatre principaux types de rentes dont bénéficient les PEID : la rente naturelle, la rente migratoire, la rente administrative et militaire, et la rente nucléaire ou stratégique (Bertram et Watters, 1985; Briguglio, 1995, 2003; Poirine, 1995). La **rente naturelle** concerne surtout les économies riches en ressources naturelles. Par exemple, c'est le cas de la Nouvelle Calédonie riche en Nickel, de Kiribati et Nauru riches en phosphate, et de Trinidad et Tobago riches en pétrole. La **rente migratoire** représente la rente issue de l'exportation de main d'œuvre, qui en contrepartie se traduirait par des flux d'envois de fonds des migrants pour leurs familles résidentes toujours dans le pays d'origine. C'est le cas de Tonga, Samoa américaines, Samoa occidentales, Iles Cook, Niue, Tokelau et autres îles des Caraïbes. La **rente administrative** représente l'aide publique étrangère et les transferts sociaux vers les économies insulaires. C'est surtout le cas des économies insulaires qui ont de liens forts avec leurs anciens colonisateurs, et parfois demeurent affiliées à ceux-ci, à l'image des DOM-TOM français et des îles du pacifique liées à la Nouvelle Zélande (Niue, Tuvalu, Iles Cook, Tokelau). Enfin, la **rente militaire** et la **rente stratégique** représentent la rente issue de l'exportation de services géostratégiques. Poirine (1998) explique que les PEID sont stratégiquement mieux dotées que les pays continentaux de même taille. Elles sont parfaitement isolées et donc difficilement espionnées, ce qui les rend idéales pour les essais militaires ou atomiques, ou même pour l'installation de bases militaires. C'est par exemple le cas des Etats fédérés de Micronésie, de la Polynésie française, de Guam, et d'Hawaï. Dehoorne (2014) ajoute que ces îles servent de « centre de rétention offshore » pour les métropoles qui renvoient les populations indésirables dans la métropole. C'est par exemple le cas de Papouasie-Nouvelle-Guinée qui a construit sur l'île Manus une prison de haute sécurité, renforçant ainsi la spécialité de l'île en la matière. C'est aussi le cas de l'île de Nauru qui sert comme destination pour les immigrants indésirables en Australie.

Les PEID adoptent ainsi des stratégies de développement différentes de celles classiquement reconnues dans la littérature en sautant la phase d'industrialisation, ainsi que celle de l'agriculture et de la pêche (spécialisation dans le secteur primaire) pour se trouver directement dans la phase post-industrielle (Baldacchino, 2006). En fonction du poids de chacune des rentes dans les recettes totales, les PEID sont classés entre PEID MIRAB (Bertram et Watters, 1985), PEID TOURAB (Guthunz et Krosigk, 1996), PEID SITES (McSorley et McElroy, 2007; McElroy et Hamma, 2010), et PEID PROFIT (Baldacchino, 2010a). Une économie insulaire peut donc appartenir à plus d'une seule catégorie et des chevauchements entre les différentes catégories peuvent avoir lieu comme montré dans la figure 4. Ces chevauchements peuvent être

expliqués par le fait que les îles mutent rapidement d'une stratégie à l'autre. Selon Bertram et Poirine (2007), cette flexibilité dynamique et cette « capacité de réponse rapide » est une réponse stratégique particulièrement nécessaire dans les situations d'hyper-spécialisation de l'économie. Le Centre de recherche Géographie, Développement, Environnement de la Caraïbe (GEODE Caraïbe, 2011) explique la capacité de mutation des îles par trois facteurs. Premièrement, les mutations rapides d'une spécialisation à une autre peuvent être expliquées par des événements ou chocs exogènes comme, par exemple, une augmentation ou une diminution de l'activité touristique ou de l'aide internationale, le succès ou l'échec d'un sous-secteur privé clé (comme la pêche ou la banque), des catastrophes naturelles, etc. Par exemple, Montserrat est passée d'une île SITE à une île MIRAB à cause de l'éruption de la Soufrière Hills, entraînant ainsi l'émigration de deux tiers de la population et de la destruction du tourisme pour être enfin dépendante des aides du Royaume-Uni. De même, la Dominique est classée par Oberst et McElroy (2007) comme une île MIRAB, alors que le développement de l'écotourisme et du tourisme de croisière dans cette île l'a permis d'être classée parmi les îles SITE également. Deuxièmement, la configuration de certaines îles fragmentées rend la classification difficile. Les auteurs donnent l'exemple de Trinidad et Tobago où deux îles adoptent des modèles de développement différents. Troisièmement, le degré d'intégration des îles non souveraines à leur métropole rend la classification de ces dernières difficile. Les auteurs donnent l'exemple de la Martinique, considérée comme département français, et qui apparaît tantôt dans la catégorie MIRAB tantôt dans la catégorie PROFIT/SITE.

Figure 4. Les différents types de PEID en fonction de leur modèle de développement



Source : Baldacchino et Bertram (2009)

1.2. Un développement par les rentes migratoires

Bertram et Watters (1985) définissent le modèle de MIRAB (Migration, Remittances, Aid, and Bureaucracy) comme une économie dans laquelle les principaux secteurs de développement économique sont les transferts courants (envois de fonds, dividendes, intérêts, prestations sociales, subventions budgétaires gouvernementales et une grande variété d'autres transferts officiels classifiés comme « aide »), et la production non commercialisable (d'où le terme de Bureaucratie). Selon Dehoorne (2014), c'est un modèle de développement « *construit à partir du stock de migrants potentiels et de l'exportation de mains d'œuvre dans le cadre de filières migratoires (« Migration »), des remises de fonds des migrants (« Remittances ») et des aides venant des métropoles (« Aid ») sur lesquelles s'est greffée une bureaucratie locale (« Bureaucracy »)* ». Selon le rapport de la Banque Mondiale « Pacific Possible » publié en 2017, la croissance économique des pays MIRAB dépend largement des flux d'aide internationale et de la générosité des migrants. Si les flux d'envois de fonds et d'aide internationale diminuent, les économies MIRAB stagnent (World Bank, 2017). Ce constat est également validé par Duncan (2015) qui trouve que la majorité des épisodes de croissance des îles du pacifique sont déclenchés par une augmentation des flux d'aides et d'envois de fonds, surtout en période de chocs externes.

L'aide internationale est reconnue dans la littérature comme un moyen de réduire la pauvreté, et de booster le développement économique (Clemens et al., 2004; Hudson, 2004; McGillivray, 2004; Tohme et al., 2011), sauf que ces effets positifs sont soumis à des effets de seuils (Feeny et McGillivray, 2008; Dornan et Pryke, 2017). La Banque Mondiale souligne les limites de l'aide internationale dans ce qu'elle appelle le « paradoxe du pacifique » qui décrit une situation dans laquelle les PEID du pacifique ont connu une croissance économique faible par rapport aux flux d'aides qu'elles ont reçu (Connell, 2013). En effet, ceci peut être expliqué par la capacité d'absorption de l'économie en question de ces flux d'aide. Hughes (2003) s'intéresse aux flux d'aides octroyés aux îles du pacifique par l'Australie. Elle explique que les aides créent des rentes qui perturbent les économies car il s'agit d'une richesse qui n'est pas créée par l'économie nationale (endogène). Les flux d'aides reçus par les gouvernements se traduiraient par des investissements dans des entreprises publiques improductives, incitant ainsi les populations des pays bénéficiaires à se concurrencer pour contrôler les ressources gouvernementales. Par conséquent, les flux d'aide favoriseraient la corruption et décourageraient le développement d'un secteur privé plus productif. Les gouvernements du pacifique considèrent que cette aide fait partie de leurs revenus qu'ils dépensent ainsi sur la

consommation et non sur des investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé, etc. Ceci dit, tant que l'aide se poursuit, les gouvernements ne sont pas incités à se réformer. Hughes (2003) propose comme solution la suspension des flux d'aide de l'Australie vers les îles du Pacifique. Elle donne comme exemple Taiwan et la Corée du Sud qui sont devenus les tigres économiques après que l'aide américaine vers ces pays a été suspendue²⁰. Cependant, une suspension totale de l'aide serait considérée comme une mesure trop poussée en matière d'aide australienne au Pacifique. Hughes (2003) suggère donc une sorte d'aide bilatérale entre les deux entités où l'aide est uniquement déboursée sur la preuve des objectifs atteints et des dépenses vérifiées, et sur des projets mutuellement convenus entre les deux parties. Sans ces changements, l'aide australienne continuera de nuire au Pacifique. Pour finir, même si elle se traduit par des avantages pour les pays receveurs, l'aide n'est pas une source de revenus stable. D'ailleurs, les MIRAB deviennent de plus en plus dépendantes sur les envois de fonds car les flux d'aide internationale ne cessent de diminuer avec le temps (Tisdell, 2016).

Les PEID sont parmi les pays qui reçoivent le plus d'envois de fonds des migrants en comparaison avec les autres pays en développement (OCDE, 2015, 2016). Pour Pant (2008), les envois de fonds constituent une source de revenu plus stable que les aides internationales, les investissements directs à l'étranger (IDE) et d'autres transferts privés. Entre 2006 et 2013, les envois de fonds ont représenté en moyenne 7.5% du PIB des PEID contre seulement 5.8% dans les pays en développement (Hurley, 2015). En revanche, ces flux sont plus volatiles que dans les autres pays (Clarke et al., 2008) ce qui remet en cause la soutenabilité de ce modèle de développement. La littérature distingue entre trois déterminants ou motifs pour les envois de fonds : **l'altruisme** (Johnson et Whitelaw, 1974; Lucas et Stark, 1985; Stark, 1991; Lowell et de la Graza, 2000), **l'égoïsme**²¹ (Bernheim et al., 1985; Adams, 1991; Hoddinott, 1994; Poirine, 1997; la Briere et al., 1998; Dustmann et al., 2002; Sana et Massey, 2005; Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006; Rapoport et Docquier, 2006) et **l'arrangement contractuel intertemporel**²² (Johnson et Whitelaw, 1974; Lucas et Stark, 1985). Ainsi, les envois de fonds dépendent des trois motifs à la fois. Le poids de chacun de ses motifs varie en fonction du pays en question

²⁰ “ *Withdrawing US aid turned Taiwan and South Korea into economic ‘tigers’* ”

²¹ Par exemple pour accumuler de la richesse dans leur pays d'origine, pour sécuriser un héritage ou des actifs immobiliers, pour obtenir des services sociaux ou financiers de la famille, etc.

²² Par exemple, remboursement de prêts octroyés antérieurement au migrant pour financer sa migration ou son éducation.

(caractéristiques économiques et sociales), mais aussi des individus et de leurs relations avec leur proches²³ (Melkonyan et Grigorian, 2008; de Wit et al., 2015).

Dans la littérature, le comportement d'envoi de fonds a souvent comme motif l'altruisme. En effet, les migrants qui envoient des fonds ont plus de valeurs altruistes que ceux qui ne le font pas. Par conséquent, on peut dire que le comportement d'envoi de fonds est fortement corrélé (de manière disproportionnée) au « noyau civique » des migrants (Reed et Selbee, 2001; de Wit et al., 2015). Nous pouvons ainsi faire le lien avec les normes et les valeurs acquises par les migrants et qui déterminent en quelque sorte leur comportement d'envoi de fonds (Clark et Drinkwater, 2007; DeVoretz et Vadean, 2008). Les envois de fonds altruistes sont ainsi corrélés à la culture spécifique au pays ou à la société ou au groupe social auquel le migrant appartient. DeVoretz et Vadean (2008) trouvent des différences significatives dans le comportement des envois de fonds parmi les migrants appartenant à des groupes ethniques différents au Canada. Selon l'enquête sur la diversité ethnique du Canada en 2003, 62% des migrants philippins transfèrent de l'argent à leurs proches de manière régulière, contre 46% de chinois, 31% d'italiens, et 20% d'allemands (Statistique Canada, 2003). DeVoretz et Vadean (2008) attribuent cette différence aux différences culturelles entre ces différentes nationalités. En effet, en Océanie, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, les enfants sont responsables de leurs parents et grands-parents (Elliott et Gray, 2000). Par conséquent, ils ont tendance à envoyer plus à leurs proches dans le pays d'origine. En revanche, dans les pays occidentaux, ces obligations familiales sont moins importantes car elles sont remplacées par des systèmes de sécurité sociale et financière bien développés. De même, Poirine (1998) suggère que les normes de réciprocité et d'entraide sont plus développées dans les pays pauvres à cause de l'absence de systèmes de sécurité sociale et financière dans ces pays. Les envois de fonds font donc l'objet d'une stratégie d'assurance informelle. Funkhouser (1995) explique que les envois de fonds pour des motifs purement altruistes sont (i) inversement corrélés au revenu du receveur des fonds, (ii) fonction décroissante du nombre de migrants de la même famille et (iii) fonction décroissante de la durée passée à l'étranger. Ainsi, les envois de fonds pour des motifs altruistes risquent de diminuer avec le temps, surtout avec l'accroissement du nombre d'années passées à l'étranger (Brown, 1997; Bettin et Lucchetti, 2012). C'est l'hypothèse de déclin des envois de fonds (*remittance decay hypothesis*). En effet, plusieurs chercheurs trouvent empiriquement un lien négatif entre

²³ La culture peut également faire partie des déterminants des envois de fonds. Nous pouvons supposer que les migrants issus de cultures avec des normes et des valeurs qui insistent sur l'entraide, sur l'attachement avec la terre et la famille sont plus susceptibles de transférer des fonds à leurs proches dans le pays d'origine par rapport à d'autres cultures qui favorisent l'individualisme par exemple.

les envois de fonds et la durée passée à l'étranger (Menjivar et al., 1998; Fairchild et Simpson, 2004; Holst et Schrooten, 2006; Vargas-Silva, 2006). D'autres auteurs trouvent une relation en forme de U inversé (Lucas et Stark, 1985; Amery et Anderson, 1995; Liu et Reilly, 2004 ; Makina et Masenge, 2015). Il faut savoir qu'il n'existe pas un consensus dans la littérature quant au lien entre les envois de fonds et le nombre d'années passées à l'étranger. Par exemple, Rapoport et Docquier (2006) trouvent que les envois de fonds pour des motifs altruistes diminuent avec le nombre d'années passés à l'étranger, évolution qui n'est pas vérifiée pour les envois de fonds pour motifs égoïstes. Brown (1997) ne trouve pas de lien significatif entre le nombre d'années passées à l'étranger et les envois de fonds. Menjivar et al. (1998) trouvent que le nombre d'années passées aux Etats-Unis est négativement lié à la probabilité d'envoyer des fonds mais sans effet sur le montant envoyé par les migrants provenant des Philippines et du Salvador.

Ce qui nous intéresse le plus quant à la soutenabilité de ce modèle de développement est la question de pérennité de ces flux d'envois de fonds. C'est pour cette raison qu'il est intéressant d'explorer les théories expliquant les motivations derrière les envois de fonds des migrants, sauf que les théories évoquées (altruisme, égoïsme et engagement contractuel) ne prennent pas en considération les futures générations de migrants. Selon Ambrosetti et al. (2011), les théories concernant les déterminants des envois de fonds déjà présents dans la littérature se focalisent sur la première génération de migrants tout en négligeant les générations suivantes qui peuvent ne pas avoir le même comportement d'envois de fonds que leurs parents. Un modèle de développement basé sur la rente migratoire n'est soutenable que si la continuité de ces flux est assurée dans le temps. Or la continuité de ces flux dépend de la générosité et du degré de transnationalisation des migrants de seconde génération et plus. La transnationalisation est le fait de maintenir des liens et un attachement fort dans les deux pays à la fois, le pays d'origine et le pays de résidence. En effet, les migrants de deuxième génération (et plus) n'éprouvent pas nécessairement les mêmes sentiments d'appartenance à leur pays d'origine, ou n'entretiennent plus des liens avec leurs proches résidant toujours dans le pays d'origine ce qui fait que les envois de fonds diminuent, voir disparaissent avec le temps. Dans son article, Lee (2007) cherche à savoir si la seconde génération de migrants tongiens est susceptible de maintenir des relations avec leurs proches au Tonga comme leurs parents. Elle trouve que les migrants tongiens de seconde génération sont moins susceptibles d'envoyer des fonds à leurs proches. De plus, ils envoient moins d'argent en comparaison avec leurs parents avec comme motif principal des pressions de la part de leurs parents, ou la présence de leurs proches au Tonga. Ce

qui est encore plus intéressant est que le nombre de visites au Tonga, ainsi que l'attachement au pays d'origine n'ont aucune influence directe sur le comportement d'envoi de fonds. Ceci dit, rien ne garantit que les nouvelles générations de migrants continueront à envoyer de l'argent à leurs proches. Enfin, n'oublions pas que rien ne peut garantir que les pays recevant les migrants des îles continueront à accepter de les recevoir dans le futur, ce qui menace à nouveau la continuité des flux de transferts de fonds, et donc la soutenabilité du modèle MIRAB.

Reste aussi la question de l'emploi de ces envois de fonds et ses conséquences sur la soutenabilité du pays receveur. Certains auteurs postulent que ces envois de fonds sont pour leur plus grande partie utilisés pour des fins de consommation plutôt que pour des fins d'investissements (Browne, 1995; Duncan, 1994; MacMaster, 1993; Mines, 1981). En effet, les envois de fonds sont directement touchés par les ménages dans le pays d'origine ce qui les inciterait à rester sans activité professionnelle, réduisant ainsi la productivité et l'offre de travail (MacMaster, 1993; Feeny et al., 2014). En revanche, pour les institutions internationales comme le Fond International pour le Développement de l'Agriculture (IFAD), ces envois de fonds contribuent largement à l'atteinte des ODD et ceci au niveau du ménage, de la communauté et au niveau international (IFAD, 2017). Au niveau du ménage, les envois de fonds permettent d'améliorer la situation financière du ménage receveur de ces envois de fonds, améliorant ainsi l'accès des ménages à l'éducation, aux soins de santé, aux biens de consommation. Ainsi, selon l'IFAD (2017), les envois de fonds contribuent à l'atteinte des cinq premiers ODD (pas de pauvreté, faim zéro, bonne santé et bien-être, éducation de qualité, égalité entre les sexes). En revanche, une des externalités négatives des envois de fonds est la fuite des cerveaux (Docquier et Rapoport, 2012; Gibson et McKenzie, 2012) et donc les pertes en termes de capital humain, généralement considéré comme moteur fondamental de la croissance économique (de la Croix et al., 2014). Selon de la Croix et al. (2014), la fuite des cerveaux dépasse les 75% dans certains PEID. Cependant, certains chercheurs trouvent que la fuite des cerveaux aura des externalités positives sur le pays d'origine (par exemple : les envois de fonds, retour de la migration avec des connaissances et compétences enrichies, création de réseaux scientifiques, etc.) (Grubel et Scott, 1966; Bhagwati et Hamada, 1974; McCulloch et Yellen, 1975; Poirine, 1998). Pour Poirine (1998), la migration augmente le niveau des compétences domestiques, car l'espoir d'obtenir un emploi bien rémunéré et de bonnes conditions de travail à l'étranger encouragent les citoyens à investir dans leur éducation dans le pays d'origine (Beine et al., 2008). La migration permet également d'établir des réseaux d'échange de connaissances comme par exemple des programmes d'apprentissage en ligne, des

projets de recherche, etc. Or pour Beine et al. (2008), ces externalités positives ne se réalisent que sous certaines conditions. Des gains nets de la fuite des cerveaux ne peuvent avoir lieu que si le pays exportateur de cette main d'œuvre qualifiée a un faible niveau de capital humain et subit une faible migration. En revanche, si jamais le taux de migration de main d'œuvre avec un niveau d'éducation supérieur dépasse les 20% et/ou le la proportion de personnes ayant un niveau d'éducation supérieur est au-delà de 5%, la fuite des cerveaux semblerait avoir des effets négatifs – ce qui est le cas pour la plus grande partie des PEID. Enfin, de la Croix et al. (2014) ajoutent que la fuite des cerveaux contribue à accroître les écarts de salaires entre les migrants et les résidents dans le pays d'origine, entraînant ainsi une augmentation de la pauvreté. Ils finissent par dire que « *l'émigration hautement qualifiée est un phénomène endogène (conséquence de la pauvreté) qui renforce la pauvreté dans les pays d'origine* ». C'est certainement pour cet ensemble de raisons que les PEID dont le modèle de croissance repose sur les migrations (modèle MIRAB) réalisent des performances inférieures à celles des PEID suivant d'autres modèles de développement (Bertram et Poirine, 2007).

1.3. Le tourisme comme source de rente

Le modèle SITE (Small Island Tourism Economies) a été introduit par McElroy (2006). Les SITEs sont des économies dépendantes des recettes provenant du tourisme pour financer leurs importations (Shareef, 2004) qui consistent surtout en matériels de construction ou produits alimentaires destinés aux touristes. Ces îles tirent avantage de leur taille et de leurs liens avec les métropoles dominantes pour développer leur spécialisation touristique et pour s'imposer en tant que destinations touristiques importantes sur le marché international (Dehoorne, 2014). Avec le déclin des flux d'aide internationale et des fonds provenant des puissances ex-coloniales (surtout après la chute du communisme en Europe), ces îles ont développé le secteur touristique pour compenser cette baisse de revenus (McElroy, 2003; Shareef, 2004). Pour McElroy (2003), le développement international du tourisme en tant qu'une des plus puissantes industries a incité les îles à développer le tourisme de masse au lieu de leur spécialisation dans l'exportation de matières premières comme le sucre et le coprah, devenus non profitables suite au développement des blocs commerciaux régionaux comme l'Union Européenne (UE) et l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) (North American Free Trade Agreement, ou NAFTA en anglais).

Pour certaines îles, le tourisme constitue leur avantage comparatif (Hampton et Jeyacheya, 2013) étant donné leur dotation naturelle en ce qu'on appelle en anglais les 3S : Sun, Sea et Sand (le soleil, la mer, et le sable) (Bishop, 2010). Ce modèle de développement insiste sur

l'importance du tourisme intensif en main d'œuvre comme moteur de modernisation des économies insulaires. En effet, le tourisme pourrait constituer une opportunité pour les PEID. Il permet d'augmenter le revenu de la population locale, de créer de nouvelles opportunités de travail, d'augmenter les recettes fiscales des PEID, de stimuler les investissements dans les infrastructures de base telles que les routes, les aéroports, et d'augmenter l'offre de services publics (Pratt, 2015).

Avant de leur donner le nom de SITE, McElroy et De Albuquerque (1998) ont développé un Indice de Pénétration Touristique (IPT) permettant de mesurer le degré de spécialisation touristique et d'intrusion socio-environnementale induite par le développement du tourisme dans les îles des Caraïbes. L'IPT est construit à partir de trois variables qui sont (i) les dépenses des touristes par population résidente afin de mesurer de manière générale l'impact économique du tourisme; (ii) un recensement journalier moyen des visiteurs ou une densité par 1.000 habitants pour mesurer indirectement les effets de congestion et la pression socioculturelle; et (iii) le nombre de chambres d'hôtel par km² en tant qu'indicateur de l'empreinte environnementale du tourisme. En 2006, McElroy propose une mise à jour de l'IPT. Il distingue ainsi entre trois groupes d'îles : les îles avec forte spécialisation touristique qu'il nomme les SITEs, les îles avec faible spécialisation touristique, et les îles avec un niveau de spécialisation touristique intermédiaire. Les îles avec une forte spécialisation touristique, ou les SITEs, sont au nombre de neuf dont six appartenant au Caraïbes (Île vierges britanniques, Île vierges des Etats-Unis, Saint Maarten, Aruba, Île Caïmans, Bermuda, Malte, Guam, Îles Turques-et-Caïques). Ces îles sont riches en patrimoine naturel. Elles sont géographiquement proches de marchés affluents comme l'Europe pour l'île de Malte, l'Amérique du Nord pour les îles des Caraïbes et l'Asie pour le Guam. Elles sont politiquement dépendantes des métropoles qui ont assuré le financement de leurs infrastructures de transport (aéroports, ports, voies de circulation). Elles accueillent plus de 40% des touristes et plus de 50% des dépenses des touristes pour l'ensemble des 36 îles échantillonnées par McElroy (2006). Elles sont caractérisées par un niveau de dépenses qui s'élève à \$12 000 par touriste en moyenne, par une densité de touristes qui dépasse en moyenne 180 touristes par 1.000 habitant par jour, et par 35 chambres d'hôtels par km². Ces îles disposent donc d'infrastructures de transport développées et des attractions qui pour la plupart sont « man-made » ou « artificielles » comme les casinos, les golfs, etc. Ces attractions touristiques sont reconnues dans la littérature comme étant reliés à des niveaux de pollution élevés causés par les touristes (Beekhuis, 1981; Briguglio et al., 1996; Towle, 1985). D'ailleurs, ces îles sont parmi les pays les plus citées dans la littérature

comme victimes de la pollution marine, de la congestion, des tensions sociales, et de la baisse de la qualité des vacances causées par la forte densité touristique (McElroy, 2003, 2006). Elles sont ainsi victimes de leur propre trajectoire de développement.

En comparant les caractéristiques socio-économiques des SITEs avec les autres îles, McElroy (2006) trouve que le revenu moyen par habitant dans les SITEs est largement plus important que dans les autres îles moins spécialisées (\$22 600 en moyenne dans les SITEs contre \$7 970 dans les îles avec spécialisation intermédiaire, et \$2 375 dans les îles avec faible spécialisation). De plus, les SITEs montrent de meilleures performances démographiques avec des taux de mortalité infantile et de fécondité les plus faibles en comparaison avec les autres îles, et une espérance de vie plus élevée. Les SITEs sont également caractérisés par des taux d’alphabétisation légèrement plus élevés, et par des taux de chômages beaucoup plus faibles en comparaison avec les autres PEID. Ainsi, McElroy (2006) évoque que le développement du tourisme constitue un vecteur de modernisation socio-économique et de transition démographique malgré ses conséquences négatives sur la stabilité socio-environnementale sur le long-terme.

Pour conclure sur la soutenabilité d’un tel modèle de développement, il est clair que le développement du tourisme comme spécialisation pourrait avoir des effets positifs sur la croissance économique du pays en question (Lanza et Pigliaru, 2000; Pablo-Romero et Molina, 2013), surtout dans le cas des PEID (Seetanah, 2011; Hampton et Jeyacheya, 2013; Pratt, 2015). Cependant, la spécialisation touristique ne semble pas fonctionner pour toutes les îles. Goujon et Hoarau (2021) trouvent que les économies insulaires avec un niveau de spécialisation touristique élevé sont plus vulnérables physiquement au changement climatique, constituant ainsi un risque de non soutenabilité en absence de politiques d’adaptation et d’atténuation. De même, Geronimi *et al.* (2015) montrent que la spécialisation touristique peut être source de vulnérabilité, au-delà d’un certain seuil de spécialisation touristique. La spécialisation touristique peut ainsi être régressive avec des effets négatifs au niveau social, culturel et environnemental limitant sa contribution au bien-être actuel et futur.

Tout dépend de la stratégie de tourisme adoptée par le pays en question. L’exploitation « commerciale » de la rente touristique, ou en d’autres termes, une stratégie de tourisme offrant des produits et services standards implique l’érosion de cette rente. Si la spécialisation touristique est basée sur les 3S (mer, soleil, plage) que l’on retrouve sur un grand nombre de destinations, et donc sur une stratégie de tourisme de masse indifférencié, cela expose les îles à

un niveau élevé de concurrence par les prix, laissant peu d'opportunités de générer des revenus (Zugravu-Soilita et al., 2021b). Dans les pays qui se spécialisent dans le tourisme de masse, les prestations touristiques sont intensives en main d'œuvre et caractérisées par une très faible valeur ajoutée (Weidenfeld, 2018). Le tourisme de masse constitue aussi une menace à l'intégrité spirituelle de certaines destinations (Lanfant et al., 1995). D'autres effets négatifs comprennent des fuites économiques, l'augmentation du coût de la vie (loyers, biens de consommation), la criminalité, l'expulsion des entreprises locales (en particulier des petites et moyennes entreprises (PME)), la polarisation sociale, l'aliénation culturelle, la pression sur les services publics (transports), la dégradation de l'environnement²⁴ et le déclin d'autres secteurs traditionnels (agriculture, pêche, etc.) (Sheng, 2011). De plus, le tourisme n'est pas un secteur sans risque. Le marché du tourisme est volatile et risqué sachant qu'il est plein d'incertitudes sur la qualité des visiteurs et de leurs styles de vie en constante évolution (Weidenfeld, 2018). Le développement du tourisme comme stratégie de développement exige donc un certain niveau de planification pour assurer sa soutenabilité et limiter ces effets négatifs (OMT, 2018; Shareef, 2004). McElroy (2003) propose aux SITEs de restaurer les milieux naturels détruits par les touristes, de limiter le nombre de touristes tout en étalant les flux de touristes sur le temps et l'espace pour limiter la congestion, de limiter l'accès aux zones fragiles²⁵, de renforcer leur visibilité internationale sur le marché du tourisme en insistant sur les attractions et caractéristiques uniques de ces îles et donc de développer de nouvelles attractions basées sur le patrimoine, la culture, la nature, l'histoire, etc. dans l'objectif de créer ce qu'il appelle « l'esprit du lieu », et de développer les infrastructures pour faciliter l'accès aux touristes. C'est le cas de l'île Bermuda où dans les années 1980 le gouvernement a fixé des limites sur le nombre de navires de croisières, ou de couchages dans les hôtels. Effectivement, une stratégie de développement du secteur touristique bien conçue peut aider à préserver le patrimoine naturel et culturel, renforcer l'autonomisation des communautés d'accueil, générer des opportunités commerciales et favoriser la paix et la compréhension interculturelle (OMT, 2018).

1.4. Le pouvoir juridictionnel comme source de rente

En 2006, Baldacchino introduit le modèle « *People, Resources, Overseas Management, Finance and Transport* » ou PROFIT. En tant que territoires offshore indépendants, les PEID

²⁴ Selon Bryant et al. (1998), les déchets provenant des hôtels sont déversés dans l'eau entraînant la destruction d'environ 30% des récifs coralliens. Dans les îles de l'océan indien, le développement du tourisme et l'urbanisation non-planifié ont causé la destruction des mangroves et des récifs coralliens causée par l'extraction de sable (McElroy, 2003).

²⁵ Comme l'a fait d'ailleurs la Thaïlande en fermant l'accès au Maya Bay, très endommagé par les flux de touristes

bénéficient d'un statut juridique flexible leur permettant de mettre en place des régimes fiscaux très attractifs pour les détenteurs de capitaux dans les métropoles, créant des paradis fiscaux et d'assurance, des centres bancaires offshore, et des zones de franchise commerciale (Oberst et McElroy, 2007; GEODE Caraïbe, 2011). Les îles PROFIT favorisent donc une politique proactive avec une capacité de mettre en valeur leurs pouvoirs procéduraux et juridictionnels (Baldacchino, 2006). C'est par exemple le cas de l'île Maurice qui a mis en place une juridiction offshore attractive (secret bancaire, libre circulation des capitaux, sécurisation des transactions, absence d'imposition sur la fortune et de droit de succession...) permettant ainsi de dégager des revenus sur le plan économique dans une île où l'agriculture et la pêche ne représentent que respectivement 9% des actifs et 4.5% des revenus (Dehoorne, 2014).

La principale caractéristique des îles PROFIT est leur affiliation politique à des puissances tutélaires (souvent les anciennes puissances coloniales) qui leur permettent de tirer des avantages économiques divers comme le libre-échange avec le pays tutélaire qui leur accorde également des préférences d'exportation, une assistance sociale, l'accès aux capitaux externes avec des avantages fiscaux, la disponibilité de marchés de travail (via la migration à la métropole), l'aide au financement des infrastructures, une meilleure qualité de services de santé et d'éducation, et l'aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles (McElroy et Mahoney, 2000; Baldacchino, 2006). Cela permet aux îles d'entretenir une économie de rente administrative permettant d'atténuer la vulnérabilité du territoire (Dehoorne, 2014) en recourant à la puissance tutélaire qui est comme chargée de résoudre leurs principaux problèmes qu'ils soient liés à des déficits budgétaires, des catastrophes naturelles, des aides, etc. (Baldacchino, 2006). Pour Poirine (1998) ces îles bénéficient d'un pouvoir juridictionnel qui dépasse d'autres pays souverains de même taille ou d'autres pays plus grand en termes de taille. La souveraineté risque de faire disparaître tous ces flux de revenus qui contribuent largement au bouclage macro-économique des îles. Ceci explique le fait que depuis 1983, aucune île non autonome n'a acquis d'indépendance politique (Prinsen et Blaise, 2017). Baldacchino (2006) suggère que le statut d'autonomie sans souveraineté est la meilleure option pour ces îles leur permettant de bénéficier de nombreux avantages économiques ou autres. Prinsen et Blaise (2017) cherchent à savoir comment les îles non autonomes façonnent leur relation avec leurs « patrons ». Ils définissent cinq mécanismes caractérisant l'approche unique de la souveraineté des économies insulaires qu'ils qualifient de « souveraineté insulaire » ; une nouvelle forme de souveraineté créée par les îles et qui leur est spécifique. Un des cinq mécanismes qui serait selon les auteurs un élément essentiel de ce que Oberst et McElroy (2007) ont qualifié de modèle PROFIT serait

la capacité des îles pour la « para-diplomatie d’outre-mer », comme par exemple leur capacité à convaincre leurs métropoles de signer avec eux des accords bilatéraux internationaux, même si ceux-ci divergent des intérêts des métropoles.

Conclusion

La « spéciation » présentée par Bertram et Poirine (2007) s’avère comme une stratégie de développement adaptée aux caractéristiques des PEID. La plupart des îles montrent une performance économique importante, parfois supérieure à d’autres pays de plus grande taille. En revanche, un risque de non soutenabilité de ces stratégies de développement est toujours persistant. Le bouclage macroéconomique des PEID assuré essentiellement par différents types de rentes ne garantit pas leur soutenabilité économique définie comme la capacité à pouvoir transmettre un même niveau de richesse aux générations futures. Une forte dépendance sur les rentes pourrait rendre les PEID de plus en plus vulnérables et s’accompagne de risques de syndrome Hollandais et de dissipation des rentes, surtout parce que rien ne garantit la continuité de ces flux de financement dans le temps (risque de non-soutenabilité). Pour les îles MIRAB, les flux d’aide internationale ne cessent de diminuer (Tisdell, 2016) et les envois de fonds sont largement dépendants de la générosité des migrants qui diminue avec le nombre d’années passées à l’étranger (Lee, 2007). Pour les îles SITE, la spécialisation touristique avec une stratégie de tourisme de masse basée sur la standardisation des services touristiques sans valeur ajoutée (par exemple, le modèle des 3S) risque d’augmenter la vulnérabilité des îles. En effet, Geronimi et al. (2015) trouvent que le lien entre la spécialisation touristique et la vulnérabilité est non-linéaire. A partir d’un certain seuil de spécialisation touristique, la croissance économique ralentit et la vulnérabilité économique s’accroît, remettant ainsi en cause la soutenabilité d’une telle stratégie. De plus, le tourisme de masse se traduit généralement par une dégradation, souvent irréversible, du capital culturel et naturel. Enfin, concernant les îles PROFIT, elles sont confrontées à un risque d’atténuation de l’enjeu stratégique et donc d’un changement brusque d’attitude des puissances tutélaires envers ces pays.

Les PEID sont spécialisées dans l’exportation de biens à faible valeur ajoutée dont le prix sur le marché international est volatil et faible. De même pour les services (comme le tourisme) qui souffrent également d’un faible niveau de valeur ajoutée et d’un contrôle externe élevé (Nurse, 2006). S’ajoute à cette concentration de l’exportation leur dépendance sur les importations de produits manufacturés et de première nécessité pour répondre aux besoins locaux de consommation (Streeten, 1993), la concurrence élevée entre les pays sur le marché international

de biens et de services, et la concentration géographique des marchés. Ainsi, dans la partie concernant la mise en œuvre, le suivi et l'examen du programme d'action pour le développement durable des petits états insulaires en développement, le rapport de la Conférence de Barbade de 1994 propose des recommandations au niveau national concernant le commerce : « *Pour assurer des recettes d'exportation plus importantes et plus stables, les petits États insulaires en développement devraient chercher à mettre en place une structure plus diversifiée de la production de biens et de services, qui exploite des avantages comparatifs existants ou potentiels et qui permette d'appliquer dans le domaine de l'environnement et du développement des politiques se renforçant mutuellement* » (Nations Unies, 1994, p.60)²⁶.

Les PEID devraient donc chercher à mettre en place une nouvelle stratégie permettant d'assurer des flux de revenus plus stables et soutenables dans le temps. Ceci nous ramène à mobiliser dans l'analyse des trajectoires macroéconomiques des PEID une source de rente qui leur est plus ou moins spécifique et sur laquelle les PEID auraient une maîtrise plus autonome – celle du patrimoine culturel. En effet, les PEID sont riches en patrimoine naturel et culturel avec une riche biodiversité, des sites archéologiques et historiques, et des paysages culturels dont certains ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco (Jigyasu, 2014). Nous considérons qu'une stratégie d'insertion internationale intéressante serait de miser sur une valorisation de ce patrimoine culturel et de proposer des biens et services différenciés permettant aux îles de pratiquer des prix plus élevés sur les marchés régionaux et internationaux saturés par les principaux exportateurs culturels comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Selon Nurse (2006), plusieurs opportunités clés s'ouvrent aux îles quant à la différenciation par le capital culturel, comme l'intérêt croissant des touristes par la culture et le patrimoine naturel et culturel, le développement des médias, du marketing et de la diffusion sur internet, le coût faible des nouvelles technologies numériques et la croissance des marchés et réseaux diasporiques. L'objectif ne serait pas seulement de diversifier les rentes, mais de se différencier. La différenciation par le patrimoine culturel permettrait aux îles de passer d'une position d'avantage comparatif à une position d'avantage absolu découlant d'un caractère authentique et d'un capital culturel spécifique. Elle permet aussi de générer une rente à base de mobilisation de la culture, qui permet de limiter la dépendance des îles sur les autres types de rentes.

²⁶ https://unctad.org/fr/docs/aconf167d9_fr.pdf

Chapitre 3 : Le patrimoine culturel – une source de rente peu étudiée

Introduction

Dans cette thèse, nous supposons que le patrimoine culturel des économies insulaires pourrait servir comme moyen de différenciation de ces îles dans le monde, dans l'objectif de générer des flux de revenus plus ou moins stables permettant de diversifier leurs économies (et donc de limiter leur dépendance vis-à-vis des sources de rente classiques), et une rente expliquée par le caractère unique, exceptionnel et authentique de leur patrimoine culturel.

Avant d'approfondir notre analyse sur le potentiel de génération de rente du patrimoine culturel, il convient de définir notre approche de la culture. Nous suivons le raisonnement et l'approche théorique de Barrère et Hédouin (2014) qui au lieu de limiter la culture à un ensemble d'actifs culturels sous la dénomination de capital au sens économique du terme, vont au-delà pour proposer une approche patrimoniale, et donc un mode alternatif de conceptualisation des ressources culturelles, qui permet de prendre en compte la spécificité de la valeur d'usage de ces actifs culturels. Ainsi, dans cette thèse, notre conceptualisation de la culture ne se limite pas à la simple notion de capital, mais s'étend aussi à la notion de patrimoine. Nous supposons que dans certains cas, les ressources culturelles peuvent faire l'objet d'un capital au sens de Fisher (1906). Dans ce contexte, elles représentent l'ensemble d'actifs matériels et immatériels ayant une valeur économique et culturelle et permettant de dégager un flux de revenus dans le temps (Throsby, 1999). En revanche, certains actifs culturels (matériels et immatériels) échappent dans leur caractéristiques et leur mode d'action aux propriétés de capital. Les sections suivantes apporteront un éclairage sur l'intégration de la culture dans l'économie et définira notre approche de la culture en tant que capital et patrimoine culturel.

Ce chapitre se présente comme suit. La section 1 est consacrée à une conceptualisation des ressources culturelles en tant que capital et patrimoine. Nous discutons les liens entre la culture et l'économie établis dans la littérature au cours des années, pour arriver enfin à une distinction entre le capital culturel et le patrimoine culturel. Nous discutons dans la section 2 le rôle du capital culturel comme facteur déterminant de la soutenabilité, en lien étroit avec ses autres piliers : l'économie, le social et l'environnement. Dans la section 3, nous discutons de l'importance du capital culturel en tant que vecteur de résilience à travers son impact sur les institutions, par référence aux PEID. Dans ce sens, nous adoptons la vision de North (1990),

2005) qui s'intéresse au rôle des croyances et de la culture dans le processus de développement économique. Nous pouvons affirmer aussi que via les institutions, la culture joue un rôle important dans la définition des trajectoires de croissance et de développement de ces économies insulaires et ceci dans deux domaines différents : l'économie et la société.

1. De la culture, au capital et patrimoine culturel

La culture est un concept très ancien, qui connaît de multiples définitions, sans définition universelle. Selon Williams (1976), le mot culture est l'un des mots les plus complexes, et dont plusieurs interprétations existent dans la littérature. Dès 1871, une définition de la culture est donnée par l'anthropologue britannique Edward Tylor dans son livre « Primitive culture ». Tylor (1871) définit la culture comme « *un ensemble complexe qui comprend les connaissances, les croyances, les arts, la morale, la loi, les coutumes et toutes les autres capacités et habitudes acquises par [un humain] en tant que membre de la société.* »²⁷ (Tylor, 1871, p.1). Dans le rapport final de la conférence mondiale sur les politiques culturelles, l'Unesco définit la culture comme « *l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances* » (Unesco, 1982, p.39). Throsby distingue l'interprétation économique d'une lecture anthropologique/sociologique de la culture (Throsby, 1995). Dans une vision sectorielle, la culture est représentée par le secteur culturel de l'économie, et donc par les « industries culturelles » définies par le cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles comme « *les secteurs d'activité ayant comme objet principal la création, le développement, la production, la reproduction, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, de services et activités qui ont un contenu culturel, artistique et/ou patrimonial* » (Unesco, 2009). Dans une vision anthropologique ou sociologique du terme, la culture est interprétée comme l'ensemble d'attitudes, de pratiques, et de croyances fondamentales pour le fonctionnement de différentes sociétés. Ainsi, dans ce sens, la culture s'exprime dans les valeurs et les coutumes d'une société particulière, qui évoluent dans le temps et qui sont transmises entre générations.

²⁷ « Culture [...] is that complex whole which includes knowledge, belief, art, morals, law, custom, and any other capabilities and habits acquired by man as a member of society. » (Tylor, 1871, p.1).

1.1. La marchandisation de la culture

Le lien entre la culture et le marché date de Becker (1936) qui s'intéresse à la production mécanique qui a permis la production et la reproduction de biens culturels. Depuis toujours, les objets fabriqués par l'homme ont été imités, voir répliqués, soit par des élèves dans l'exercice de leur métier, soit par des maîtres pour diffuser leurs œuvres, puis par des tiers à la recherche d'un gain financier. En revanche, la reproduction mécanique de ces œuvres représentait quelque chose de nouveau pour Becker (1936), affectant ainsi l'invention artistique et créant un changement de la notion d'art. Nous pouvons ici prendre l'exemple de la révolution du livre de poche au milieu du vingtième siècle qui a permis de mettre à disposition du grand public des biens culturels (Le Blanc, 2014) qui étaient auparavant exclusifs à certains groupes sociaux (Barrère et Hédouin, 2014), et de faire de la littérature un bien de grande consommation comme la nourriture ou les cosmétiques. Les biens culturels perdent ainsi leur « aura », leur caractère unique (Becker, 1936) et deviennent des biens industriels qui nécessitent des équipements et des investissements financiers et permettent de faire des économies d'échelle (Barrère et Hédouin, 2014). Cette production et consommation de masse des biens culturels favorisée par l'industrialisation et les progrès technologiques, et récemment la révolution numérique, a permis l'émergence de nouveaux biens culturels (auparavant limités aux livres, peinture, sculptures, cinéma et théâtre) comme la gastronomie, la mode, le tourisme, le design, etc. La culture est ainsi entrée dans l'ère de la marchandise, ce qui implique une subordination de la culture aux diktats de l'économie marchande.

D'un point de vue économique, la relation culture-marché est un peu particulière. Premièrement, la culture est à la fois un bien de consommation et un facteur de production, que ce soit au niveau individuel ou collectif. Au niveau micro, la culture est à la fois un bien de consommation (regarder un film) et un input individuel (via les compétences individuelles acquises par la consommation de ce bien culturel). Au niveau macro, la fréquentation d'un musée est considérée comme consommation collective, mais aussi comme un input collectif en étant par exemple une source d'inspiration pour la création de nouvelles œuvres. Dans ce sens, la culture peut être considérée comme un bien commun. Deuxièmement, une catégorie de biens culturels (formant ce que l'on appellera plus loin « patrimoine culturel ») ne s'use pas avec le temps et leur valeur augmente avec le temps et l'usage. C'est par exemple le cas des peintures. Selon Barrère et Hédouin (2014), certains développent même des effets de type « spill-over » et sont à la source de nouvelles utilités. Ainsi, on n'est plus dans une approche de capital classique qui lui s'use avec le temps et dont la valeur se dégrade avec l'usage.

Il existe ainsi plusieurs interprétations de la culture dans le domaine de l'économie. Nous examinons dans les sections suivantes ces différentes approches.

1.2. La culture comme capital productif et source de valeur économique et culturelle

La notion de « capital » et sa définition a causé plusieurs controverses dans l'histoire de la pensée économique. La notion de capital est en effet très large et a fait l'objet d'interprétations diverses. La façon la plus simple de penser au capital est de l'assimiler aux machines et à tous les autres intrants de production, à l'exception du travail. La littérature économique distingue entre deux concepts du capital : le capital physique (considéré comme facteur de production) et le capital monétaire (ou l'argent). Les économistes ont considéré le capital à la fois comme des biens d'équipement ou comme facteur de production permettant de produire des biens et des services (Smith, 1776; Clark, 1888; Fisher, 1906), et comme la valeur monétaire incorporée dans ces biens détenus par un individu ou une entreprise et qui peuvent servir comme garantie ou comme moyen d'achat de ressources permettant de produire des biens et services (Sombart, 1902; Weber, 1978).

Nous considérons dans cette thèse, en suivant l'approche du capital de Fisher (1906), que le capital est un stock d'actifs matériels et immatériels permettant de dégager des flux de revenus. Un flux de revenu est distinct du stock de capital qui l'a généré, bien que les deux soient liés par le taux d'intérêt (ou d'actualisation). Plus précisément, la valeur du capital est la valeur actuelle du flux de revenu (net) que l'actif génère (Fisher, 1906). Selon le Plan Comptable Général, un actif est « *un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs.* »²⁸. L'avantage économique futur représentatif d'un actif est le potentiel qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité (PCG, 211-2). La culture serait-elle ainsi considérée comme l'ensemble d'actifs ayant une valeur économique et permettant de générer des flux de revenus dans le temps ? Prenons l'exemple d'un musée. Un musée a une valeur économique importante, et permet de générer des flux de revenus à travers les tickets d'entrée vendus au public. De même, un spectacle ou la musique peuvent générer des flux de revenu à travers les ventes de tickets et d'albums destinés au public.

²⁸ Notons que l'usage du terme « patrimoine » dans cette définition fait référence à l'ensemble des biens matériels et immatériels possédés par une personne physique ou morale, comme par exemple les propriétés immobilières, les placements financiers, les véhicules, les meubles, les objets d'art et de collection, etc.

Outre sa capacité de générer des flux de revenus, la valeur économique de certains éléments matériels et immatériels qui constituent la culture risquent de diminuer s'ils ne sont pas entretenus. Ils nécessitent des investissements en termes de ressources physiques et humaines dans leur fabrication/construction et entretien. Enfin, les actifs culturels, combinés avec d'autres facteurs, contribuent à la production de biens et de services (Bertacchini, 2021). Dans cette logique, on peut considérer que l'approche du capital de Fisher peut être appliquée à la culture.

Il est important de noter que le terme de « capital culturel » est utilisé depuis un certain temps en sociologie et en études culturelles à la suite de Pierre Bourdieu. Bourdieu (1986) critique la théorie économique, qui selon lui, a imposé une définition purement économique du terme capital, tout en réduisant l'univers des échanges à l'échange mercantile, négligeant ainsi les autres formes d'échanges non-économiques présentés sous la forme immatérielle de capital culturel ou capital social. Ainsi, Bourdieu (1986) explique que le capital ne se réduit pas à la richesse matérielle, mais comprend également le capital culturel (capacité intellectuelle, biens culturels possédés, titres scolaires) et le capital social (relations sociales et degré d'utilité de ces dernières). Bourdieu (1986, 1979) distingue ensuite entre trois états du capital culturel : l'état objectivé, l'état institutionnalisé et l'état incorporé. L'état objectivé comprend ce qu'il appelle les biens culturels (peintures, livres, dictionnaires, instruments, machines, etc.). L'état institutionnalisé représente les certifications ou diplômes qui viennent légitimer le capital culturel incorporé. L'état incorporé se traduit par « *les dispositions durables de l'organisme* », ou en d'autres termes, les capacités intellectuelles, et le savoir-faire des individus. Bourdieu suppose que c'est la forme la plus importante et qui constitue la plus grande partie du capital culturel. A noter que le concept de capital culturel incorporé de Bourdieu est « *très proche, sinon identique, de celui du capital humain en économie* » (Throsby, 2001, p.49), le capital humain étant défini par Keeley (2007) comme « *les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités d'un individu qui favorisent le bien-être personnel, social et économique* ».

Ce qui distingue le capital culturel des autres types de capital est le fait qu'il est à la fois source de valeur économique et culturelle. Throsby (1999) affirme que le capital culturel représente le stock de valeur culturelle incarnée dans un actif. Ce stock peut générer un flux de biens et de services qui ont une valeur culturelle et économique. Ces actifs peuvent exister sous forme matérielle et immatérielle. Ainsi, Throsby (1999) distingue entre deux formes du capital culturel : le capital culturel matériel et le capital culturel immatériel. Le **capital culturel matériel** représente le stock d'actifs culturels matériels. Il comprend les immeubles, les

bâtiments, les structures, les sites et lieux ayant une signification culturelle, les œuvres d'art et les artefacts existant en tant que biens privés, tels que les peintures, les sculptures et d'autres objets. Ces actifs matériels ont une valeur économique et culturelle et génèrent un flux de biens et de services qui peuvent entrer dans la consommation finale des individus (par exemple les tickets d'entrée pour voir ces actifs), ou peuvent contribuer à la création de nouveaux biens et services et donc d'un nouveau capital culturel (source d'inspiration). Le *capital culturel immatériel* représente le stock d'actifs culturels immatériels. Il comprend l'ensemble d'idées, de pratiques, de croyances, de traditions et de valeurs communes qui permettent d'identifier et de relier un groupe d'individus, ainsi que le stock d'œuvres d'arts considérés comme biens publics tels que la littérature et la musique. De même, ces actifs immatériels génèrent un flux de biens et de services qui peuvent entrer dans la consommation finale des individus (par exemple un livre, ou un CD, ou un ticket pour assister à un spectacle), ou peuvent contribuer à la création de nouveaux biens et services et donc d'un nouveau capital culturel (par exemple, inspirer la création de nouveaux biens ou services). En revanche, et en comparaison avec le capital culturel matériel, le capital culturel immatériel a une valeur culturelle immense sans valeur économique car il est non-marchand (Throsby, 1999).

Pour Throsby (1999), la valeur culturelle et la valeur économique sont intimement liées. Plus la valeur culturelle d'un actif est importante, plus sa valeur économique est élevée. Pour renforcer son hypothèse, Throsby donne l'exemple d'un immeuble ancien et historique (soit par exemple un immeuble Haussmanien) qui peut tout à fait remplir une fonction résidentielle comme tous les autres immeubles, mais qui en raison de sa valeur culturelle importante, est doté d'une valeur économique supérieure à celle des autres immeubles. En d'autres termes, le capital physique et le capital culturel n'ont pas la même valeur économique, même si dans certains cas les fonctions économiques du capital culturel peuvent être substituées par du capital physique. En revanche, la valeur culturelle n'est pas toujours synonyme d'une valeur économique importante. Selon la « Rubbish Theory » de Thompson (1979), tout ce qui est actuellement précieux économiquement et dérisoire culturellement serait dans le futur dérisoire économiquement et précieux culturellement. Ateş (2014) partage l'idée de Thompson (1979) et donne l'exemple des moulins à vent au Pays-Bas qui au début avaient une valeur économique importante, sans ou avec une valeur culturelle très faible, mais qui de nos jours sont devenus des icônes culturelles du pays, ce qui fait qu'ils ont une valeur culturelle relativement plus importante, mais leur valeur économique est relativement plus faible.

La valeur culturelle n'est pas une valeur monétaire, c'est plutôt une valeur symbolique, très difficilement mesurée en termes d'unités monétaires. En effet, Throsby (2003) évoque les difficultés de mesure de la valeur culturelle liées au fait qu'elle est « *multidimensionnelle, instable, contestée, n'a pas une unité de mesure commune, et peut contenir des éléments qui ne sont pas facilement exprimés sur les échelles quantitatives ou qualitatives* »²⁹ (Throsby, 2003, p.279)³⁰. Selon la charte de Burra adoptée par le Comité National Australien du Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) en Aout 1979, la valeur culturelle est désagrégée en plusieurs catégories (Walker et Marquis-Kyle, 2004) :

- *Valeur archéologique* : certains agents trouvent que certains monuments patrimoniaux ont une valeur archéologique importante. Ces monuments leur rappellent du passé et constituent leur identité.
- *Valeur architecturale* : La tour Eiffel a une architecture unique qu'on ne trouve pas nulle part ce qui fait qu'elle a une valeur architecturale importante et qui est reconnue par les agents économiques et surtout les français.
- *Valeur esthétique* : elle est composée de la beauté, l'harmonie, la forme, et les caractéristiques esthétiques
- *Valeur historique* : les agents peuvent accorder une valeur à un bien culturel car il représente une phase importante de leur histoire. Par exemple, la fameuse peinture de Delacroix intitulée « Liberté guidant le peuple » qui représente la Révolution française.
- *Valeur sociale* : les agents économiques sont également des agents sociaux et se connectent avec leur histoire. Par exemple, plusieurs monuments arabes sont construits en Espagne lors de leur occupation par les Ottomans. En revanche, ils sont considérés aujourd'hui comme faisant partie du patrimoine culturel espagnol et pas arabe.

²⁹ " *Cultural value on the other hand is multi-dimensional, unstable, contested, lacks a common unit of account, and may contain elements that cannot be easily expressed according to any quantitative or qualitative scale.*" (Throsby, 2003, p. 279).

³⁰ Throsby (2003) propose ainsi plusieurs méthodes d'estimation de la valeur culturelle comme : les analyses attitudinales mobilisant plusieurs techniques d'enquête et plusieurs mesures psychométriques pour identifier des valeurs sociales et spirituelles associés à l'objet d'évaluation ; les *cartographies* (physiques, géographiques, sociales, anthropologiques, etc.) ; les *analyses de contexte* dont l'objectif est d'identifier et de codifier pour arriver à une valeur symbolique ; les *descriptions exhaustives* pour mieux comprendre la valeur culturelle associée au contexte ; et l'*évaluation par des experts* comme les anthropologues, les historiens, les architectes pour avoir leur estimation de la valeur culturelle de l'objet de l'évaluation.

- *Valeur spirituelle* : elle est associée aux endroits sacrés pour les groupes religieux. Par exemple, la Kaaba qui se situe à la Mecque en Arabie Saoudite est l'endroit le plus sacré pour les Musulmans. Pareil, la place Saint-Pierre au Vatican est un endroit de grande valeur chez les chrétiens.

Les différentes valeurs utilisées pour tenter d'estimer la valeur culturelle peuvent changer en fonction de l'actif culturel en question (Throsby, 2003). Par exemple, Ateş (2014) évalue le musée de « Hyde Park Barraks » de Sydney en Australie en utilisant une échelle de Likert³¹ avec plusieurs questions faisant référence aux différentes catégories de la valeur culturelle susmentionnées, sauf qu'il ajoute à ces dernières la « valeur éducationnelle » du musée qui selon Ateş permet d'éduquer les enfants sur l'histoire de la ville de Sydney. Le nombre de valeurs incluses dans l'estimation de la valeur culturelle peut également varier avec le temps, et avec les préférences des générations futures (Shusterman, 2008). En revenant à l'exemple des moulins donné par Ateş (2014), les moulins n'avaient pas au début une valeur historique, mais de nos jours, cette valeur est devenue très importante et donc essentielle dans l'estimation de leur valeur culturelle. De plus, plusieurs catégories de la valeur culturelle sont purement subjectives, notamment la valeur esthétique (Shusterman, 2008), compliquant ainsi la tâche de mesure de la valeur culturelle.

Même si l'analyse de Throsby (1999) a apporté des éclairages sur le lien entre la culture et la notion de capital, les propriétés créatives de ce capital sur lesquels insistent plusieurs économistes (Landry et Bianchini, 1995; Florida, 2002; Potts, 2011; Barrère et Hédouin, 2014) rendent cette approche insatisfaisante. Dans l'économie néoclassique, un capital est un stock d'actifs qu'ont réinvestit avec un flux d'investissement et qui s'use dans le temps. Dès que le flux et l'usure ne sont pas soumis à cette logique, on n'est pas vraiment dans une approche classique du capital. Contrairement à un capital au sens classique du terme, le capital culturel peut voir sa valeur économique et/ou culturelle augmenter dans le temps avec l'usage. Ceci dit, un dépassement de l'approche de capital culturel serait nécessaire. Nous passons ainsi dans la section suivante à une approche de la culture en termes de créativité.

³¹ - L'échelle de Likert est une forme d'enquête permettant d'évaluer les attitudes, les comportements, ou même connaître l'avis de l'échantillon en proposant des choix de réponses allant d'un extrême à l'autre (par exemple, « tout à fait d'accord » à « pas d'accord »).

1.3. La culture comme capital créatif

En revenant à la définition de Throsby (1999) de la culture, les industries culturelles et créatives en sont une manifestation économique de la culture. Le concept d'industries créatives est apparu dans les années 1990 en Australie puis au Royaume Uni. Ces industries sont définies comme « *toute industrie qui a pour origine la créativité individuelle, l'habileté et le talent et qui a le potentiel de produire de la richesse et de l'emploi à travers la création et l'exploitation de la propriété intellectuelle* » (Vincent et Wunderle, 2012). La créativité est reliée à la capacité de générer de nouvelles idées, et est un apport essentiel aux industries culturelles et créatives. En revanche, les industries culturelles requièrent aussi un contenu artistique, culturel ou patrimonial (Unesco, 2012b).

Selon Barrère et Hédouin (2014), l'approche en termes de créativité propose une nouvelle interprétation de la culture comme moyen de production, remettant ainsi en cause l'approche en termes de capital culturel. L'analyse de la productivité marginale postule que la production nécessite la mise en œuvre de facteurs de production (inputs) qui doivent être « *identifiables, séparables, homogènes, reproductibles, mesurables et organisés en combinaisons connues et stables* » (Barrère et Hédouin, 2014, p. 810). En revanche, en ce qui concerne les industries culturelles et créatives, la créativité est un input essentiel. Or comment la créativité est-elle mesurée en tant qu'input ? Si un tableau a besoin par exemple de 2 unités de capital et d'une unité de travail, combien d'unité de créativité est-il nécessaire pour le produire ? la créativité est une ressource singulière idiosyncrasique qu'on ne peut pas considérer comme un input classique identifiable et mesurable. Ainsi, l'approche classique de la fonction de production selon laquelle la richesse se manifeste par une accumulation de marchandises et représente le fruit du déploiement du travail direct et indirect, n'a plus de sens en parlant de biens culturels. La culture a donc un fonctionnement productif qui lui est spécifique.

Le concept de capital en économie revient à combiner un capital (ou une dépense, donc une consommation de valeur) avec une production (donc une augmentation de valeur), dans l'objectif de produire efficacement cette relation à travers un calcul économique. Lorsque l'aspect de dépense ou celui de production de valeur ne s'appliquent plus, le concept de capital devient inapproprié. Dans cette thèse, nous supposons que le concept de capital peut être appliqué à la culture dans certaines conditions. Dans d'autres, les ressources culturelles ne jouent plus selon les caractéristiques économiques du capital classique. Ceci nous ramène à l'approche patrimoniale de la culture.

1.4. Une approche patrimoniale de la culture

Selon la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, sont considérés comme patrimoine culturel les **monuments** (œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments), les **ensembles** (groupes de constructions isolées ou réunies), et les **sites** (œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques) ayant une valeur universelle exceptionnelle de point de vue historique, scientifique, artistique, esthétique, ethnologique ou anthropologique (Unesco, 1972, p.2, Article 1). Cette définition se limitant à la dimension matérielle du patrimoine culturel, l'Unesco introduit ensuite la dimension immatérielle du patrimoine culturel dans le cadre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003. Le patrimoine culturel immatériel est défini comme « *les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.* » (Unesco, 2003, p.2, Article 2). A partir de ces définitions, nous pouvons dire que le patrimoine culturel a une signification de point de vue historique, artistique, anthropologique, ce qui fait qu'il incorpore une dimension subjective. Selon Barrère et Hédouin (2014), cela conduit à distinguer entre la culture, les ressources culturelles et le patrimoine. Pour ces auteurs, la culture représente la perception des individus du monde, donc leurs idéologies et leur mode de vie, et est susceptible de changer dans le temps (même si ce changement est lent). Les ressources culturelles forment un pool commun de ressources, sans structures ni cohérences particulières, dans lesquels tout le monde peut puiser pour créer de nouveaux biens ou services culturels. Quant au patrimoine culturel, il se distingue par son caractère exceptionnel, unique, et reflète des éléments identitaires et spécifiques plus ou moins structurés. Ainsi, le patrimoine culturel recouvre pour partie des valeurs de non-usage difficiles à évaluer économiquement et à caractère unique, authentique, qui fait que sa dégradation est irréversible (Vernières et al., 2012). Dans ce sens, nous pouvons dire que le patrimoine culturel et le capital culturel ne seraient pas utilisés de façon interchangeable (Siriex, 2003; Vivien, 2009; Vernières et al., 2012). Si un capital culturel épuisé peut renaître, éventuellement sous d'autres formes, une dégradation excessive du patrimoine peut conduire à sa disparition.

Cette distinction entre capital culturel et patrimoine culturel nous ramène à la notion de rente. Par définition, la rente économique est le surplus de revenu qui dépasse ce qui est

économiquement ou socialement nécessaire. Ce surplus trouve son origine dans plusieurs raisons dont la rareté, l'exclusivité, l'asymétrie d'informations, etc. Sachant que le patrimoine culturel se distingue du capital culturel par son unicité, et par le fait qu'il est exceptionnel de point de vue de l'art, de la science et de l'histoire, et donc non substituable, nous pouvons dire que contrairement au capital culturel, le patrimoine culturel est une source de rente. La rente culturelle serait ainsi un surplus de revenu qui trouve son origine dans l'exclusivité et la dimension unique, exceptionnelle et authentique de l'actif culturel en question. La rente culturelle présente ainsi certaines similitudes avec la rente différentielle au sens de Ricardo³².

2. La dimension culturelle de la soutenabilité

Selon Perroux (1961), le développement est l'ensemble des transformations des structures économiques, sociales, institutionnelles et démographiques qui accompagnent la croissance et qui la rendent soutenable. Dans les années 70, le rapport de Meadows et al. (1972) connu également sous le nom de « Halte à la croissance ? » a mis l'accent sur le capital naturel et sur la nécessité de le préserver sous risque d'arriver à un état stationnaire avec zéro croissance causée par la pollution excessive, ou la croissance démographique excessive. Il y aura également des retournements en termes de production industrielle liés aux contraintes pesant sur les ressources naturelles. Les deux contraintes sur lesquels le rapport de Meadows a fortement insisté sont la rareté des ressources naturelles, et la pollution. Depuis, le capital naturel et sa préservation ont dominé les réflexions sur le développement soutenable, les autres dimensions étant souvent négligées.

Nous considérons que la culture doit être intégrée dans le développement soutenable, et pour trois raisons. En effet, Soini et Birkeland (2014) présentent trois rôles de la culture dans la soutenabilité (Figure 5). Premièrement, le capital culturel est une entité à part, tout comme chacun des piliers de la soutenabilité qui sont le capital social, le capital économique et le capital naturel. Ainsi, le capital culturel doit figurer comme quatrième pilier de la soutenabilité, indépendant et autonome (Dessein et al., 2015). En effet, la soutenabilité dépend de l'accumulation et de la préservation des différents types de capitaux (Guillaumont, 2006). Le capital culturel en tant que capital comme tous les autres types de capitaux est un patrimoine à protéger et à transmettre aux générations futures pour garantir l'équité intergénérationnelle, une condition de la soutenabilité.

³² Ricardo définit la rente différentielle comme le profit excédentaire ou le surplus provenant des différences de degré de fertilité des terres.

Deuxièmement, le capital culturel est un vecteur de soutenabilité à travers son impact sur les trois piliers de la soutenabilité (Matarasso, 2001). Dans ce cas, la culture a un rôle de médiation pour atteindre la soutenabilité économique, sociale et écologique. D'ailleurs, l'Unesco (2012, p.3) a souligné que les statistiques, les indicateurs et les données sur le secteur culturel ont montré que «... *la culture peut être un puissant moteur de développement, avec des impacts sociaux, économiques et environnementaux à l'échelle de la communauté* ». Le capital culturel est reconnu par la communauté internationale comme un facteur déterminant de la soutenabilité des économies. La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en 2005 reconnaît la culture en tant que pilier du développement soutenable. Dans l'article 2, la convention insiste sur la protection, la promotion et le maintien de la diversité culturelle car elle constitue une condition essentielle du développement soutenable au profit des générations présentes et futures. Dans l'article 13, les parties s'efforcent à « *intégrer la culture dans leurs politiques de développement à tous les niveaux pour créer des conditions propices au développement durable et, dans ce cadre, favoriser les aspects liés à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles* ».

- En ce qui concerne le pilier économique, le capital culturel constitue une source stratégique de revenus, que ce soit via les industries culturelles, le tourisme, l'agriculture, la pêche, l'alimentation et la médecine. Les pratiques culturelles constituent également un moyen de subsistance pour les populations vulnérables, y compris les femmes, les enfants, et les personnes âgées (Unesco, 2013a). En Suède, l'élevage de rennes est une pratique culturelle gérée par le peuple Sami. Cette pratique présente une valeur culturelle importante, outre sa contribution aux comptes nationaux (Bostedt et Lundgren, 2010). Dans la littérature économique, le capital culturel figure comme facteur important du pilier économique. Les attitudes des individus envers l'épargne, l'accumulation de la richesse, le travail, ont également leur place parmi les déterminants de la performance économique d'un pays (Fernández, 2010). Par exemple, le taux de fertilité, la participation des femmes au marché de travail, les politiques de sécurité sociale, etc. sont tous des éléments de la culture nationale et des déterminants de la performance économique du pays en question.
- Concernant le pilier social, une société améliore son réseau social, et développe ainsi son capital social lorsque ses membres partagent une vie culturelle commune (via les

célébrations, les rites, etc.). Cependant, lorsque les valeurs, la culture et le patrimoine d'une société sont négligés, le capital social serait érodé, puisque c'est souvent dans ces racines que l'on peut trouver l'inspiration pour agir ensemble dans un but commun. Pour Fukuyama (1999, 2001), le capital social est un « *sous-produit de la religion, de la tradition, de l'expérience historique partagée et d'autres types de normes culturelles* » permettant aux membres d'un groupe la coopération entre eux. En d'autres termes, le capital social découlerait du capital culturel. Throsby (1995) évoque le lien entre le capital culturel et le capital social en disant que le capital culturel est indispensable pour le maintien des relations sociales, pour favoriser la coopération et l'entraide entre les membres de la société, pour enfin arriver à la cohésion sociale. Pour Agovino *et al.* (2017), le capital culturel peut devenir un vecteur d'« *émancipation sociale* » surtout dans le cas où les expériences culturelles ont comme objectif de renforcer l'inclusion sociale plutôt que la discrimination sociale. Le capital social serait une manifestation en pratique du capital culturel (Robinson et Williams, 2001). Un autre moyen de voir l'impact du capital culturel sur le capital social est via l'engagement de la population dans des activités culturelles. Dans la littérature, plusieurs chercheurs font le lien entre la participation culturelle et plusieurs éléments du capital social comme l'engagement civique, la confiance, la cohésion sociale, etc. Stolle et Rochon (1998) examinent le(s) lien (s) entre l'adhésion à des associations et la formation de capital social. Ils trouvent que les membres adhérents à des associations culturelles³³ éprouvent des niveaux supérieurs de confiance sociale et politique. Dans une étude publiée par l'organisation Comedia au Royaume Uni, Matarasso (1997) trouve que la participation des individus dans des activités artistiques a des effets bénéfiques sur la cohésion sociale en regroupant plusieurs individus et en favorisant le sentiment de confiance et de sécurité. Enfin, dans son article, Jeannotte (2003) trouve que les investissements dans le capital culturel auront des effets collectifs bénéfiques sur la cohésion sociale ; les personnes participant à des activités culturelles (assister à des spectacles et/ou festivals artistiques,

³³ - Définis comme l'ensemble de personnes engagés dans la préservation de la culture traditionnelle, régionale, ou ethnique, les associations religieuses, les clubs littéraires, les clubs de musique et les clubs d'activités artistiques.

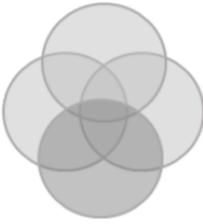
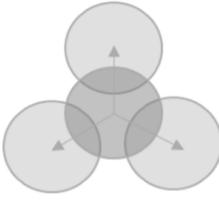
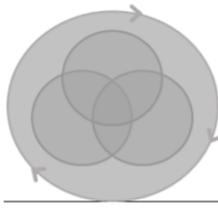
visiter des galeries d'art, visiter des musées, visiter des sites historiques, etc.) font plus de volontariat et sont plus engagés dans la vie commune.

- Concernant le pilier écologique, la culture influence les activités humaines et façonne la relation entre l'homme et la nature, étant donné que la culture est l'ensemble de règles non-formelles qui guident les choix des individus et leur mode de vie. Pour Ehrlich et Ehrlich (2002), les éthiques et leur évolution déterminent ce qui est écologiquement acceptable ou pas dans une société. Selon le rapport publié en 2012 par l'équipe de travail des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies post-2015, « *Les facteurs culturels influencent également les modes de vie, le comportement individuel, les modes de consommation, les valeurs liées à la gestion de l'environnement et notre interaction avec l'environnement naturel* », validant encore une fois la relation entre la culture et l'environnement. D'autres auteurs font le lien entre la culture et les politiques environnementales, ou dans un sens plus large, les institutions socio-politiques à l'origine de ces politiques environnementales. D'ailleurs, Folke et Berkes (1992) affirment que le capital culturel comprend des facteurs comme les institutions socio-politiques, les éthiques environnementales, et la connaissance écologique dans une société. Selon Atzenhoffer (2012), les normes formelles et informelles (i.e. le capital culturel immatériel) affectent les dispositifs institutionnels nationaux qui à leur tour auront un impact direct sur les politiques environnementales dans un pays et par conséquent, sur la qualité environnementale dans le pays en question.

Troisièmement, la culture est un fondement nécessaire pour atteindre les objectifs de la soutenabilité. Dans ce cas, la culture englobe tous les piliers de la soutenabilité et en devient une dimension primordiale. En d'autres termes, la soutenabilité devient un processus culturel (Soini et Dessein, 2016).

Dans la figure 5, les trois approches sont représentées. Les cercles en gris clair représentent les trois piliers (écologique, économique et social) de la soutenabilité et le cercle en gris foncé représente la culture. La culture est « un quatrième pilier » (deuxième colonne), la culture sert d'intermédiaire entre les trois piliers (troisième colonne) et la culture est le fondement de la transformation vers la soutenabilité (quatrième colonne). Les flèches indiquent la dynamique en constante évolution de la culture et de la soutenabilité.

Figure 5. Les trois rôles de la culture dans la soutenabilité

	La culture <i>dans</i> le développement soutenable	La culture <i>pour</i> le développement soutenable	La culture en tant que fondement de la soutenabilité
			
Définition de la culture	La culture comme un capital	La culture comme un mode de vie	La culture comme un sémiosis
Culture et développement	La culture comme un accomplissement dans le développement	La culture comme une ressource et une condition du développement	Le développement comme un processus culturel

Source : adapté de Soini et Dessein (2016)

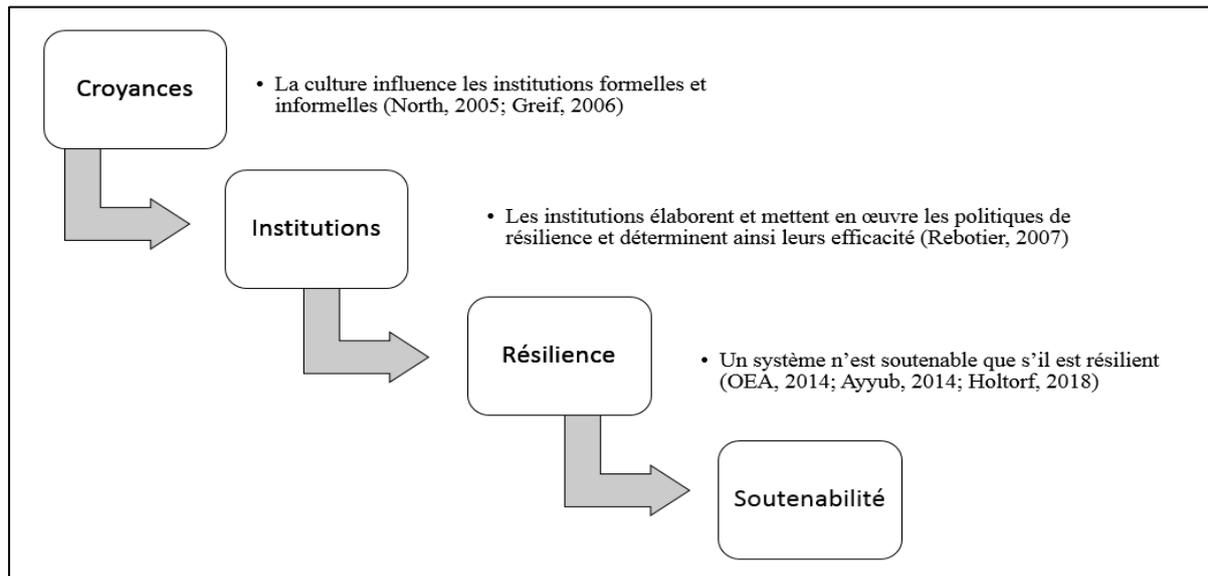
Dans le cas des PEID, le capital culturel joue un rôle important en tant que moteur, catalyseur et garant du développement soutenable (Unesco, 2013b, 2016). Au niveau économique, une différenciation par le capital culturel, et plus précisément par le patrimoine culturel, est porteuse d'avantages économiques d'où l'importance de préserver le capital culturel pour garantir la soutenabilité (et donc de la rente culturelle). Au niveau social, il est facteur de résilience permettant de réduire leur vulnérabilité et de soutenir leur trajectoire de développement parfois rendue non-soutenable par les chocs. Au niveau environnemental, les connaissances traditionnelles et locales ont toujours joué un rôle central dans l'approvisionnement en eau potable, la protection des récifs coralliens et des forêts tropicales, et la construction de maisons résistantes au changement climatique (Unesco, 2016).

3. La culture comme facteur de résilience et de soutenabilité des PEID

Le rôle du capital culturel dans la soutenabilité des PEID ne se réduit pas seulement à la différenciation par le patrimoine culturel, ou à sa contribution aux différents piliers de la soutenabilité. La culture est un facteur déterminant de la soutenabilité car elle permet de renforcer la résilience. En effet, la résilience est une « *condition sine qua non de la soutenabilité, car un événement unique ou les effets cumulatifs d'événements récurrents peuvent compromettre des années de développement et compromettre les plans de développement* ».

lorsque le système ne peut plus résister, absorber, s'adapter et récupérer » (OAS, 2014, p.28)³⁴. Ainsi, pour répondre aux exigences de la soutenabilité, il faut développer des systèmes résilients aux chocs (Ayyub, 2014), d'où le rôle des institutions qui vont élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à renforcer la résilience, et de la culture qui est étroitement liée aux institutions (Figure 6).

Figure 6. Impact de la culture sur la soutenabilité à travers les institutions et la résilience



Source : Auteur

L'importance conférée aux institutions dans la résilience s'inscrit en cohérence avec les analyses en termes de vulnérabilité. La vulnérabilité se traduit par un niveau d'incertitude élevé, qui confère aux institutions, aux croyances et représentations sous-jacentes, un rôle primordial dans la prise de décision des agents économiques, qu'ils soient publics ou privés (Favereau, 1997). Nous supposons que les différences de résilience entre les pays sont expliquées par le capital culturel. En effet, un pays est résilient s'il peut persister et fonctionner plus efficacement pendant la durée d'un événement, par rapport à un homologue moins résilient (Bakkensen et al., 2017). Ceci dit, un même choc peut avoir des effets différents sur plusieurs pays en fonction du degré de résilience des pays aux chocs.

³⁴ “ [...] resilience becomes a sine qua non for sustainability, as one single event or the cumulative effects of recurrent events can compromise years of development and set back development plans when the system can no longer resist, absorb, accommodate to and recover ” (OAS, 2014, p.28).

5.1. Le capital culturel comme facteur de résilience à travers les institutions et les croyances

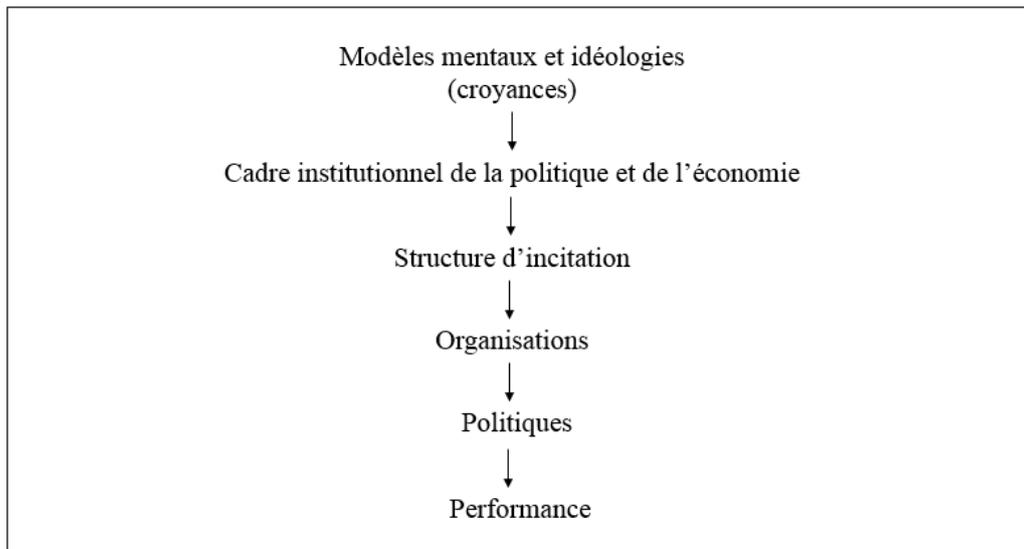
Dans le chapitre 2, nous avons expliqué que malgré leurs vulnérabilités, les économies insulaires disposent d'une forte résilience face aux vulnérabilités structurelles, cette résilience se manifestant à travers leur forte capacité de différenciation et de mutation d'une niche à une autre. Or la résilience ne dépend pas que de facteurs économiques et politiques. Des facteurs sociaux et culturels peuvent également renforcer la résilience des pays³⁵, et ceci à travers les institutions.

Dans une perspective de droit international, les institutions désignent les structures politiques établis par la constitution, les lois, et les règlements (Rebotier, 2007), ce qui équivaut à la définition de North (2005) des institutions formelles. Pour North, les institutions formelles représentent une structure hiérarchique semblable aux normes juridiques (la loi, le droit commun, la constitution, les règlements, les contrats, les droits de propriété, etc.). Ces derniers affectent la résilience par le biais des mesures et dispositifs de politique publique. Dans une perspective sociologique, les institutions représentent l'ensemble de structures ou de relations sociales, ou les structures et configurations stables qui définissent et contrôlent les actions dans une société. Les institutions informelles, auxquelles North (1990, 2005) accorde une grande importance, sont définies comme les règles sociales et normes culturelles partagées par les membres d'une communauté/société et qui organisent les relations politiques et économiques (North, 1990). En 2005, il définit les institutions informelles comme des contraintes informelles reliées aux systèmes de croyances partagées par les individus, et donc aux valeurs culturelles (North, 2005). Ces derniers affectent la résilience par le biais de la perception des individus du risque et leur capacité d'adaptation. Notons que les systèmes de croyances et les institutions sont très corrélés ; les systèmes de croyances représentent le paysage humain, alors que les institutions représentent la structure que les humains imposent à ce paysage afin de produire le résultat souhaité. Les systèmes de croyance sont donc la représentation interne et les institutions la manifestation externe de cette représentation (North, 2005, p.49). En reconnaissant que les institutions sont constituées d'éléments qui sont également des attributs des individus et des sociétés, la culture serait un facteur déterminant du développement institutionnel (Greif, 2006).

³⁵ Il est vrai que Briguglio ajoute une dimension de développement social dans son indicateur de résilience, mais celle-ci se limite à l'Indicateur de Développement Humain (IDH) qui ne prend pas en compte la dimension culturelle (normes, croyances, mode de vie, etc.).

Une fois le lien entre culture et institutions établi, quel rôle pour les institutions dans la résilience ? Si la capacité de résilience est l'un des principaux facteurs de réduction des impacts de la vulnérabilité, il est important de souligner la capacité des acteurs publics à mettre en place des politiques de réduction des risques (ou de résilience) efficaces. L'efficacité de ces politiques de résilience serait ainsi attachée à la capacité des institutions d'aborder les risques de manière constructive en prenant en compte les obstacles et les moyens de renforcer la résilience.

Figure 7. Des croyances à la performance économique



Source : North (2005)

L'efficacité de ces dispositifs de politique publique réside en partie dans la prise en compte de la culture locale. Denzau et North (1994) et North (1992, 1994, 2005) suggèrent que toute tentative de changement économique ou politique sera soit facilitée, soit entravée par les normes culturelles dominantes. En d'autres termes, tout changement/réforme économique ou politique doit être cohérent avec les règles informelles de la société en question. La prise en compte du capital culturel est donc un élément clé de la réussite des politiques de développement soutenable ou de résilience car elle assure l'acceptabilité et ensuite l'exécution de ces politiques.

Concernant les PEID, Poirine (1994) met en valeur le rôle de la culture dans la détermination des voies ou stratégies de développement acceptables par la population. Poirine (1994) en parlant du « *Pacific Way of Life* » ou la « *Voie Océanienne* » illustre l'idée d'acceptabilité des stratégies de développement recommandées aux îles par les organisations internationales (par exemple les PAS) dans l'objectif de réduire leur vulnérabilité économique. Son idée est pourtant applicable aux stratégies de résilience sachant qu'il s'agit de manière générale de mesures ou réformes à appliquer dans les îles. L'idée est que les stratégies de développement que les

puissances coloniales et les organisations internationales cherchent à imposer aux îles négligent le rôle de la culture et des traditions dans leur développement économique. Par conséquent, les populations natives des îles s'opposent à ces modèles de développement qui selon eux portent atteinte à leur culture et à leur organisation sociale. Il faut donc proposer des stratégies de développement qui préservent selon Poirine (1994) le mode de vie basé sur les valeurs culturelles afin d'éviter le cout social élevé de désorganisation des communautés insulaires. Il donne ainsi l'exemple du modèle MIRAB qui pour lui est un modèle qui permet de concilier tradition et développement en donnant aux îles une marge de manœuvre en tant que « Banlieue économique » d'une métropole industrielle. Ce modèle de développement préserve la spécificité culturelle des îles dont les habitants améliorent leur niveau de vie via les envois de fonds des migrants. Ainsi, Poirine (1994) explique que chacun a la liberté de choisir le mode de vie qui lui convient soit en restant dans les îles, soit en migrant vers la métropole mais tout en conservant des liens fort avec ses proches dans les îles. C'est ce qu'il appelle le « *Pacific Way of Life* » qui représente un mode de vie respectueux des valeurs océaniques traditionnelles. De même, Cahn (2002) ajoute que les projets de développement réalisés dans les îles du pacifique n'ont pas stimulé la croissance économique, ni réduit la pauvreté. La Banque Asiatique du Développement explique cet échec par des facteurs institutionnels, et par des facteurs socio-culturels. En effet, la culture est souvent considérée comme obstacle à la croissance économique et comme facteur explicatif de l'échec des petites entreprises dans les îles du pacifique (les obligations envers la communauté, la collectivité, l'engagement dans des cérémonies et des dons, le partage des repas et de l'argent, etc.). Cahn (2002) suppose que le contexte des îles du pacifique ne correspond pas aux projets de développement développés dans ces îles, et qu'il faut considérer la culture comme fondement pour toute réforme.

Ainsi, la culture joue un rôle primordial dans l'élaboration de stratégies de résilience efficaces (stratégies de prévention, d'adaptation et de gestion des risques). Elle influence la capacité de la communauté locale à « *adopter, modifier ou rejeter les mesures de sécurité offertes par une aide extérieure* » (ICIMOD, 2009). La culture des individus et leurs habitudes affectent largement leur exposition aux risques - une composante de la vulnérabilité selon Guillaumont (2006). La culture affecte également la perception des individus du risque (Kulatunga, 2010; Oliver-Smith, 1996). Elle peut ainsi être un obstacle, ou un moyen de résistance contre les mesures de prévention des catastrophes et des risques. De plus, le succès des mesures post-crise dépendent du contexte culturel (Hoffman, 2015).

Nous distinguons entre deux types de politiques de résilience : les mesures de prévention et les mesures post-crise. Les mesures de prévention représentent les facteurs qui aident le pays à réduire les risques en s'intéressant sur les facteurs à l'origine des chocs, quel que soit leur nature. Par exemple, les politiques de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC)³⁶ mises en place par l'Unesco visent l'atténuation des risques de catastrophes naturelles par le biais d'efforts systématiques d'analyse et de maîtrise des facteurs à l'origine des catastrophes³⁷. Elles consistent par exemple sur la mise en place d'exercices collectifs et des procédures standards d'alerte et d'urgence, ou sur la mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte efficaces en cas de risques de chocs naturels tels les tsunamis, les tremblements de terre, etc.). Les mesures post-crise renvoient à la capacité d'adaptation et de rebondissement du pays face aux chocs externes (Sensier, 2018). Elles visent les conséquences et les dommages engendrés par les chocs. Ces deux mesures représentent des exemples de dispositifs de politiques publiques visant à renforcer la résilience.

3.1.1. L'effet de la culture sur les politiques de prévention et de réduction des risques

La culture peut renforcer la résilience des communautés à travers les connaissances traditionnelles des communautés locales (Jigyasu, 2013). Les compétences et connaissances traditionnelles des communautés locales peuvent servir comme facteurs de prévention et d'atténuation des catastrophes. Face aux catastrophes, les communautés développent une résilience qui contribue intentionnellement ou non à la prévention et à l'atténuation des risques (Jigyasu, 2016). Par exemple, la communauté Moken, peuple de nomades de la mer en Thaïlande, a pu identifier les signes du tsunami de l'Océan Indien en décembre 2004 à partir des connaissances de leur environnement naturel qu'ils ont acquis à partir d'anciennes histoires traditionnelles (« la légende des sept vagues ») passées de génération en génération (marées basses, comportements inhabituels d'animaux et d'oiseaux, etc.) (Arunotai, 2008).

Bien que dans certains cas la culture peut s'avérer comme facteur qui permet de renforcer la résilience des communautés face aux chocs potentiels, elle peut parfois être source de risques et de vulnérabilités (Oliver-Smith et Hoffman, 1999; Nunn et al., 2007). Dans certaines communautés, les individus donnent une plus grande priorité aux valeurs sociales, aux croyances religieuses, aux traditions, et aux lieux. De nombreuses croyances et pratiques culturelles se traduisent par une approche fataliste de la perception du risque par les individus, où certains refusent de mettre en place des mesures de prévention ou de réduction des risques.

³⁶ « Disaster Risk Reduction » en anglais.

³⁷ <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/special-themes/disaster-risk-reduction/>

Kulatunga (2010) donne l'exemple de la communauté javanaise, population native de l'île indonésienne de Java. Cette communauté est installée à proximité du volcan Merapi, mais même en cas de catastrophe, les membres de cette communauté préfèrent ne pas quitter leurs terres qui représentent pour eux une valeur culturelle et spirituelle importante. De plus, les traditions et les habitudes peuvent se traduire par des moyens de subsistance non productifs et non soutenables dans certaines communautés. Par exemple, le nombre de femmes et d'enfants tués par le tsunami de l'Océan Indien de 2004 était trois fois plus important que celui des hommes (ICIMOD, 2009). En effet, les hommes avaient un accès différencié à l'éducation et aux informations et sont potentiellement plus informés sur ce qu'il faut faire en cas de catastrophes, contrairement aux femmes, qui elles, ont un accès moindre à l'éducation.

3.1.2. L'effet de la culture sur les mesures post-crise

Une crise, même universelle, connaîtra des interprétations variant d'un pays à l'autre, d'un groupe à l'autre, ou d'une communauté à l'autre. Ceci est surtout expliqué par la culture qui façonne la manière dont le choc (quel que soit sa nature) est interprété et traité, que ce soit pour le pays/groupe/communauté affecté par le choc et pour l'intervenant (organisme ou pays ou organisation qui offre l'aide). En cas de choc, l'intervenant a comme mission de fournir en urgence une aide immédiate à l'entité affectée, négligeant souvent le contexte culturel. En effet, l'intervenant et l'entité affectée sont souvent de cultures différentes. Par conséquent, il est important de passer du temps avec les communautés pour avoir une compréhension de la culture (Jigyasu, 2013). Une connaissance du contexte culturel aidera l'intervenant à mieux guider le plan d'action post-crise, ainsi que de déterminer les besoins pour mieux y répondre à cette crise.

La littérature sur la gestion des crises parle souvent des « *compétences culturelles* » et de leur rôle déterminant dans le succès des mesures après crise. La littérature sur les compétences culturelles se focalise sur le personnel de santé en cas de crise ou d'urgences. Cependant, nous supposons que leurs recherches et de leurs recommandations peuvent servir pour d'autres crises comme les chocs naturels qui peuvent affecter les PEID. Trois composantes de la compétence culturelle existent : le désir culturel, la connaissance culturelle, et enfin le dialogue culturel (Campinha-Bacote, 2009). Le désir culturel renvoie au désir de comprendre les normes et valeurs des autres cultures et de les accepter. L'objectif est d'établir une relation de confiance avec la communauté en crise. Dans certains cas, les communautés en crise ne font pas confiance aux annonces publiques ou aux annonces par les médias et préfèrent prendre des informations de leurs proches et de leurs amis (Yeo et al., 2017), d'où l'importance de cette composante. La sensibilisation et la connaissance culturelle renvoient à la connaissance des normes, valeurs,

coutumes et pratiques de la communauté en crise, une étape essentielle pour respecter les règles informelles en élaborant les mesures d'intervention post-crise. La culture d'une communauté détermine ce qui est acceptable ou pas en termes de services ou de biens proposés aux populations affectés par la crise (SRA International, 2008). En effet, les individus appartenant à des cultures spécifiques peuvent avoir besoin de biens ou services particuliers (Yeo et al., 2017). Par exemple, certaines politiques de relocalisation de la population sont refusées dans certaines cultures car les affectés refusent d'être séparés de leurs proches et de leurs familles dans des foyers. Enfin, le dialogue culturel renvoi à l'interaction face-à-face avec les communautés en crise et ceux qui proposent l'aide. Campinha-Bacote (2009) parle des préférences en termes de communication des américains d'origine africaine. Par exemple, ces derniers préfèrent un langage plutôt formel (l'emploi de Madame, Monsieur, Docteur, pasteur, etc.), ils préfèrent être appelés par leur nom de famille, etc.

Le désintéressement à la dimension culturelle en élaborant des mesures post-crise peut avoir des effets néfastes sur les communautés. Jigyasu (2001) donne l'exemple des mesures post-crise dans la région de Marathwada dans l'État indien du Maharashtra, qui a été frappé par un tremblement de terre en 1993. Dans le cadre du programme de réhabilitation, près de 52 villages ont été déplacés et reconstruits sur la base des critères prédéterminés de sécurité sismique pour leur aménagement, conception architecturale et technologie de construction. Il a été constaté que les villages qui ont été reconstruits selon les modèles d'architecture traditionnelle en utilisant des matériaux disponibles localement ont été adaptés par les villageois avec beaucoup plus de succès que ceux qui étaient construits en adoptant une architecture moderne et contemporaine. Jigyasu (2001) explique que presque aucun des villageois n'a utilisé le béton armé ainsi que d'autres matériaux de constructions recommandés par le gouvernement et les organismes donateurs internationaux comme étant plus résistants aux tremblements de terre. Certains ont utilisé des briques, mais la plupart ont utilisé des tôles ondulées, même du bambou/des brindilles. Dans beaucoup de ces maisons, les gens ont utilisé des matériaux récupérés de leurs vieilles maisons. Il s'agit notamment de leurs portes d'entrée, de la maçonnerie en pierre de taille et, à certains endroits, des poutres et des colonnes en bois. De tels processus présentent un cas intéressant de la façon dont les gens s'adaptent et modifient également l'environnement en fonction de leur « mode de vie » (qui dans ce cas est essentiellement agraire).

Conclusion

La culture est représentée dans ce chapitre comme un objet particulier pour l'analyse économique. En effet, nous suivons la définition de Throsby (1999) qui permet de combiner à la fois la dimension sociologique/anthropologique et la dimension économique du terme. Cette définition nous permet ainsi de s'inscrire dans une approche économique, tout en respectant les éléments et caractéristiques essentiels qui forment la culture. La culture est définie dans ce chapitre comme l'ensemble d'actifs matériels (sculptures, peintures, monuments, etc.) et immatériels (coutumes, traditions, croyances, langues, etc.) qui ont une valeur économique et culturelle.

La définition et la formalisation du concept de capital culturel facilite son intégration dans l'analyse de la soutenabilité. Le capital culturel est devenu un sujet d'actualité surtout après la reconnaissance de ce dernier comme quatrième pilier du développement soutenable (Dessein et al., 2015; Nurse, 2006). En particulier, le capital culturel influence la façon dont le capital physique est fabriqué par l'homme (Berkes et Folke, 1994). Il est également un facteur de production et un facteur explicatif des performances économiques dans la littérature (Banfield, 1958; Hall et Jones, 1999; Fernández, 2010). Il constitue une source de revenu via les secteurs culturels tels que le tourisme, l'artisanat. Il est également source de revenu pour les communautés locales à travers des pratiques traditionnelles et culturelles (par exemple, élevage de Rennes du peuple Sami, agriculture en tribu du peuple Kanak). De plus, le capital culturel influence la façon dont le capital naturel est exploité (Ehrlich et Ehrlich, 2002; Cochrane, 2006)³⁸. Il influence également le niveau de relations sociales entre individus et le niveau de capital humain. Il est une manifestation du capital social en pratique (Robinson et Williams, 2001). En effet, une société améliore son réseau social, et développe ainsi son capital social lorsque ses membres partagent une vie culturelle commune. C'est son impact sur tous les types de capitaux qui fait qu'il doit être perçu comme la « colle » qui permet de soutenir tous les autres types de capitaux. Il est donc comme le dit Nurse (2006) le pilier central de la soutenabilité.

Or l'impact du capital culturel sur la soutenabilité, surtout dans le cas des PEID, se manifeste également par son effet sur les institutions et la résilience. La résilience dépend largement des

³⁸ L'Unesco considère même que la culture et la nature interagissent et s'affectent mutuellement de manière complexe, dans un processus en quelque sorte co-évolonnaire.
(<http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/the-two-sides-of-the-coin/>)

institutions formelles et informelles (North, 1990, 2005) qui dépendent des modèles mentaux et des idéologies (croyances) faisant partie de la culture d'une société (Greif, 2006), y compris l'ensemble de règles cumulées et les normes héritées du passé et qui définissent le présent et influencent l'avenir (North, 2005). En effet, les mesures visant à augmenter la résilience doivent prendre en compte le contexte culturel, surtout dans le cas des PEID où les communautés locales sont fortement attachées à leur culture. La culture en tant que la perception des individus de tout ce qui leur entoure serait ainsi un facteur déterminant de l'acceptabilité des mesures de prévention des risques et des mesures post-crise.

Conclusion partie I

Les PEID sont vus par la communauté internationale comme des îles extrêmement vulnérables, et qui demandent une attention particulière. La conférence de la Barbade sur le développement tenue en 1994 a insisté sur la spécificité du cas des PEID quant à leurs vulnérabilités et a souligné l'importance de développer des indicateurs de vulnérabilité prenant en compte leurs fragilités environnementales et économiques (United Nations, 1994). En 2004, la conférence de l'île Maurice accorde à nouveau une attention prioritaire à la vulnérabilité des PEID. Le tsunami asiatique frappant les Maldives quelques jours après la conférence de l'île de Maurice a souligné l'importance de cette préoccupation (Guillaumont, 2006).

A cause de leurs vulnérabilités, leur soutenabilité est menacée. En effet, la vulnérabilité est le risque que le pays devienne à nouveau non soutenable à cause des chocs externes (Guillaumont, 2017). En revanche, l'hétérogénéité de la situation des PEID vis-à-vis des critères de vulnérabilité et de performance économique remet en cause l'hypothèse selon laquelle leurs handicaps et caractéristiques géographiques influenceraient négativement leur trajectoire de développement. D'ailleurs, plusieurs auteurs affirment qu'il n'existe pas un lien entre les performances économiques et la taille des îles (Milner et Westaway, 1993; Armstrong et al., 1998; Easterly et Kraay, 2000; Bertram et Poirine, 2007; Anklesarsia Aiyar, 2008). Certaines îles ont été capables de surmonter leur vulnérabilité en étant très résilientes. Cette résilience se manifeste par des stratégies de développement basées sur une hyperspécialisation dans un ou plusieurs secteurs (Bertram et Poirine, 2007). Ce mode d'insertion spécifique repose sur plusieurs types de rentes : naturelle, migratoire, administrative, militaire et géostratégique. Les PEID sont donc qualifiées d'économies rentières (Baldacchino, 2010a; Poirine, 1993b). Ces rentes dépendent de la capacité de ces îles à la différenciation dans un ou plusieurs secteurs. Ainsi, plusieurs catégories d'îles existent en fonction du poids de chaque rente dans les recettes : MIRAB, TOURAB, SITE et PROFIT.

Ce développement est vu par certains auteurs comme inévitable parce que ces îles connaissent des limites liées à leurs caractéristiques historiques et géographiques qui ne peuvent être dépassées sans avoir recours aux différentes rentes (Bertram, 1986; De Miras, 1997; Poirine, 1995, 1998). En revanche, cette forte dépendance sur les différentes rentes ne garantit pas la soutenabilité sur le long terme. En effet, chaque type de rente est associé à des risques, ce qui fait le lien avec la vulnérabilité et la soutenabilité des PEID (cf. Tableau 2). L'enjeu pour les

PEID est donc de maintenir/augmenter ces flux de rente afin de garantir leur soutenabilité économique.

Tableau 2. Rentes et risques de non-soutenabilité

Capitaux		Rentes	Risques/dommages associés	Enjeux de soutenabilité forte
Capital matériel	Capital naturel	Revenus d'exportation de matières premières	Fluctuation des cours des matières premières	Dégradation conjointe des différents capitaux : perte de capital humain et de capital social (exode rural par exemple)
Capital immatériel	Capital humain et capital social	Migration	Fermeture des frontières et fuite des cerveaux	Perte de capital social et humain avec arrêt progressif des envois de fonds des migrants
	Capital géostratégique et historique	Militaire, nucléaire ou stratégique et administrative	Volte-face et baisse des transferts	Atténuation de l'enjeu géostratégique

Source : d'après Geronimi (2015)

Ainsi, les économies insulaires doivent trouver de nouvelles sources de rentes, d'emploi, d'exportation et de croissance qui soient pérennes dans le temps (Nurse, 2009). Ces îles doivent miser sur l'innovation et la différenciation pour améliorer leur compétitivité sur le marché international (Poirine, 1998; Baldacchino et Bertram, 2009). Pour notre part, nous considérons qu'une stratégie de « différenciation »³⁹ s'avère comme une option très avantageuse car elle permet aux îles de proposer de nouveaux produits et services originaux, qui n'existent pas dans d'autres pays et qui reflètent les spécificités des PEID. Une stratégie de différenciation et de spécialisation intelligente qui met en valeur les spécificités de ces territoires constitue la condition nécessaire de la compétitivité des PEID. Il s'agit pour ces îles de « *se positionner sur des marchés de niche pour être compétitif sur le plan mondial et d'exporter des produits et des services avec une valeur ajoutée significative* » (Dehoorne, 2014, p.5).

Nous considérons ainsi qu'une stratégie de différenciation par le patrimoine culturel serait avantageuse pour les économies insulaires et leur soutenabilité. Les économies insulaires sont

³⁹ Afin d'échapper à l'analogie biologique selon laquelle une spéciation fait référence au processus évolutif par lequel de nouvelles espèces vivantes se forment à partir d'ancêtres communs, et dans l'objectif de revenir sur un raisonnement économique, nous préférons l'usage du terme « différenciation » au lieu de « spéciation », en partant de la logique que la différenciation est source de rente.

potentiellement très riches en patrimoine culturel (Jigyasu, 2014). Elles sont connues pour leur nature spectaculaire et leur culture atypique. Cette différenciation par le patrimoine culturel permet aux PEID d'augmenter leur compétitivité sur le marché international, de créer de la valeur ajoutée, et donc de bénéficier de prix supérieurs sur le marché pour dégager une rente culturelle (cf. Chapitre 3, Section 1, sous-section 1.3). De plus, elle permet de réduire la dépendance vis-à-vis des sources de rentes traditionnelles (rente administrative, géographique, etc.) et pourrait être vue comme une stratégie de développement endogène.

Outre son potentiel de génération d'une rente culturelle, le capital culturel est un déterminant de la soutenabilité à travers son impact sur les trois piliers de la soutenabilité et sur la résilience des économies insulaires. Le capital culturel et les trois piliers de la soutenabilité entretiennent un lien très fort. Le capital social est une manifestation en pratique du capital culturel (Robinson et Williams, 2001) qui constitue l'ensemble des règles et des normes qui déterminent la nature et l'ampleur des relations sociales. En tant que l'ensemble des règles et de normes par les quels les gens sont stimulés et dirigés, le capital culturel immatériel impacte la manière dont le capital naturel est exploité par les hommes⁴⁰ (Ehrlich et Ehrlich, 2002) et la façon dont le capital physique est fabriqué par l'homme (Berkes et Folke, 1994).

Enfin, le rôle du capital culturel dans la soutenabilité des îles se manifeste par l'impact de la culture sur les institutions et sur les politiques de résilience. Les politiques de résilience visant d'abord à réduire la vulnérabilité et par conséquent renforcer la soutenabilité des îles doivent être en harmonie avec la culture locale pour être efficaces. Que ce soit des mesures de prévention des risques, ou des mesures post-crise, le contexte culturel est un facteur primordial de la réussite de ces mesures. Les institutions doivent ainsi adopter une approche ascendante en élaborant des politiques de résilience qui préservent le mode de vie des communautés locales. Les politiques ou stratégies de développement soutenable ou de résilience impliquent des changements des comportements, des pratiques et des habitudes des individus. En d'autres termes, elles proposent de nouvelles règles de conduite. Ainsi, ces stratégies touchent à la culture locale. En effet, le capital culturel immatériel qui se manifeste par la coutume, les habitudes, les traditions, les normes, les croyances, etc. est un ensemble de règles que la société suit. Le changement de ces règles nécessite l'acceptabilité « sociale » de ces mesures qui est assurée en grande partie par la prise en compte de la culture locale. Les influences culturelles, mais aussi psychologiques et sociales, sur la prise de décision et le comportement humain ont

⁴⁰ Le lien entre diversité culturelle et biodiversité a été notamment mis en lumière par les travaux de l'Unesco (Pérez de Cuéllar, 1996; UNEP, 1999).

un impact considérable sur les résultats des politiques et stratégies de développement. L'exploitation de ces influences par les professionnels du développement contribuera à améliorer la capacité prédictive de la science économique et apporter de nouveaux outils pour les politiques de développement (Banque Mondiale, 2015).

Si le rôle du capital culturel est aussi important, que ce soit sur le plan économique ou social, il faut donc mesurer sa contribution et fournir des preuves empiriques. Pour ce faire, nous proposons dans la deuxième partie de cette thèse deux applications, macroéconomique (Chapitre 1) et microéconomique (Chapitre 2). L'originalité de cette deuxième partie consiste sur le fait qu'elle se situe aux frontières de la littérature économique, sur un sujet complexe, abordé par différentes disciplines. Elle a donc un caractère exploratoire.

Dans le Chapitre 1, nous adoptons une vision sectorielle s'intéressant aux industries culturelles et créatives, correspondant ainsi à une lecture économique de la culture (sa contribution en termes de valeur monétaire dans l'économie au niveau macro). Sachant qu'on n'est pas en mesure d'estimer la valeur de la rente culturelle provenant des industries culturelles et créatives, nous utilisons la spécialisation dans le commerce international de biens culturels (mesurée par le rapport des exportations de biens culturels sur les exportations totales) comme proxy de cette rente. Nous explorons également les liens entre notre proxy de la rente culturelle, la soutenabilité et la vulnérabilité structurelle des économies insulaires. L'objectif est de tester empiriquement notre première hypothèse : savoir si la rente culturelle permettrait de renforcer la soutenabilité des économies insulaires, surtout si ces dernières sont très vulnérables.

Les bénéfices découlant du patrimoine culturel ne se limitent pas à la dimension économique, mais s'étendent au développement social et au bien-être, ce qui permettrait de modérer l'impact néfaste de la vulnérabilité structurelle sur la soutenabilité. Ainsi, dans le Chapitre 2, nous mettons l'accent sur la dimension immatérielle du capital culturel et son rôle dans la soutenabilité socio-économique au niveau microéconomique à travers une étude de cas sur l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie. En Nouvelle-Calédonie, l'agriculture en tribu – une pratique ancestrale du peuple kanak- est un exemple de pratiques culturelles traditionnelles qui contribuent de manière directe et indirecte à la soutenabilité de la communauté kanak vivant en tribu. Dans ce chapitre, nous cherchons à étudier les liens entre le patrimoine culturel, les relations sociales et la production végétale en tribu, croisant ainsi les richesses matérielle et immatérielle.

Partie II - Le rôle du patrimoine culturel dans la soutenabilité des PEID : analyses empiriques

Introduction

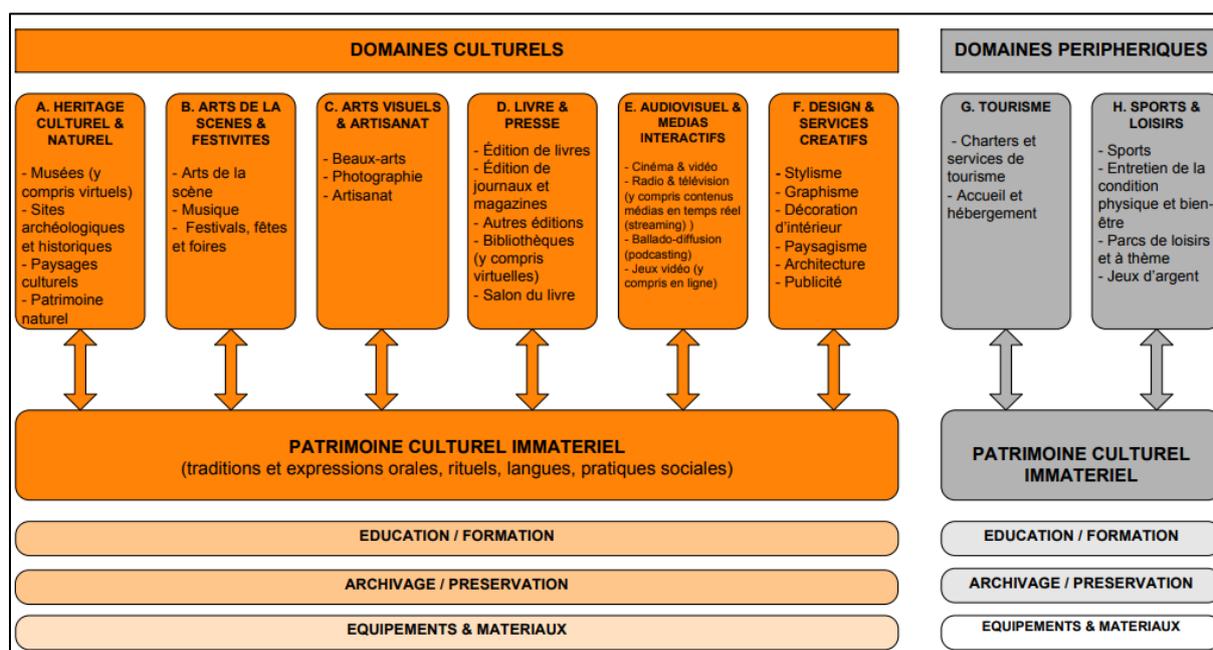
Afin de passer d'une position de vulnérabilité et de dépendance à une position de résilience et de soutenabilité, la différenciation économique - tout en étant fortement limitée par des effets de déséconomies d'échelle - est essentielle dans les PEID (Haskins, 2012). Plus précisément, de nouvelles options de développement doivent être explorées dans les îles. Dans cette partie, nous nous intéressons particulièrement au potentiel du capital culturel matériel (Chapitre 1) et immatériel (Chapitre 2) dans la création de richesse et le renforcement de la soutenabilité des PEID.

Depuis 1986, l'importance du rôle potentiel de la culture dans le développement économique et social est de plus en plus reconnue par la communauté internationale (Unesco, 2009). La culture est désormais perçue comme un secteur économique (Richards, 2000; Gravari-Barbas et Jacquot, 2008; Greffe et Pflieger, 2010; Vernières et al., 2012) qui contribue à la création de revenus et d'emplois (ARP-PACA, 2009; Greffe, 2003) et comme moyen de promouvoir et de soutenir le développement social et le bien-être (Unesco, 1995). Par conséquent, son rôle dans le développement est réexaminé et proposé comme une influence potentiellement positive sur la croissance dans le monde en développement (Barrowclough et Kozul-Wright, 2006).

Au niveau macroéconomique, l'Unesco (2009) a élaboré un cadre conceptuel qui représente l'ensemble de domaines culturels essentiels pour lesquels l'Unesco encourage les pays à collecter des données comparatives dans l'objectif de mesurer la contribution de la culture dans l'économie (activités, biens et services, etc.), et de préciser l'étendue et la structure du secteur culturel (Figure 8). Deux domaines du cadre pour les stratégies culturelles sont distingués⁴¹ : les domaines culturels et les domaines périphériques. Chaque domaine comprend un ensemble d'activités, de biens et de services culturels formellement définies en fonction des classifications internationales existantes (patrimoine culturel et naturel, performance et célébration, arts visuels et artisanat, livres et presse, médias audiovisuels et interactifs, services de conception et de création), ainsi que les activités connexes qu'elles soient économiques ou sociales (comme le sport, les loisirs et le tourisme).

⁴¹ Dans ce cadre, l'Unesco considère que le patrimoine culturel immatériel peut s'appliquer à tous les domaines culturels et annexes. Ainsi, le patrimoine culturel immatériel figure comme dimension transversale alors qu'il était partiellement couvert par la catégorie « services communautaires » dans le cadre des statistiques culturelles de l'Unesco de 1986 (Unesco, 2009).

Figure 8. Domaines du cadre pour les stratégies culturelles



Source: The 2009 UNESCO Framework for cultural statistics (2009)

Nous supposons qu'une stratégie de développement basée sur la valorisation du capital culturel à travers l'exploitation de ces domaines culturels représente une vraie opportunité de développement soutenable pour les économies insulaires car elle s'appuie sur leur patrimoine culturel (capital culturel « unique ») découlant d'une histoire spécifique. Nous sommes particulièrement intéressés par le commerce de biens culturels comme proxy des flux de revenus provenant de l'exploitation du patrimoine culturel. En effet, notre choix est justifié par la disponibilité des données macroéconomiques sur les revenus générés par ce secteur, ce qui va nous permettre de faire une application empirique dans le premier chapitre de cette partie.

En parlant de commerce de biens et de services culturels, on s'intéresse aux industries culturelles et créatives. Selon le cadre de l'Unesco pour les statistiques culturelles de 2009, les industries culturelles et créatives sont les secteurs d'activité qui ont pour objectif principal la production ou la reproduction, la promotion, la distribution ou la commercialisation de biens, services et activités de contenus dérivés d'origines culturelles, artistiques ou patrimoniales (Unesco, 2009). Ces industries s'appuient sur la créativité humaine, d'où la nomenclature d'industries culturelles et créatives. Le potentiel des industries culturelles et créatives dans l'alimentation de la croissance économique a été soulignée dans les conférences des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD, 2008, 2010) qui suggèrent que l'exploitation des ressources culturelles et de la créativité dans les pays en développement est source de croissance, d'emplois et de diversification et d'augmentation des exportations. Pour

les PEID, ce secteur a le potentiel d'aider à diversifier leurs économies, surtout avec le développement de l'économie numérique et de la commercialisation croissante des arts. Le développement des industries culturelles constitue une option de développement plus soutenable pour les économies insulaires car elles s'appuient sur la créativité des artistes et des communautés locales, leur histoire, et leur patrimoine culturel. C'est donc un secteur économique à fort potentiel de croissance. Il permet de générer des emplois, d'augmenter les recettes d'exportation, et d'augmenter la compétitivité des économies insulaires sur le marché international (Unesco, 2011). La différenciation de ces biens et services culturels par le patrimoine culturel permettrait aux îles d'imposer des prix élevés permettant ainsi de générer une rente culturelle potentiellement stable.

L'importance du rôle du patrimoine culturel dans la soutenabilité des îles ne se limite pas à son potentiel de génération de revenus au niveau macroéconomique. Le patrimoine culturel permet également de soutenir le développement social et le bien-être (Unesco, 1995) à travers les pratiques et activités traditionnelles des communautés locales qui jouent un rôle primordial dans la soutenabilité de ces communautés au niveau microéconomique. En effet, le patrimoine culturel est également ancré dans les expressions culturelles traditionnelles de la créativité humaine, qui se manifestent dans les célébrations culturelles, les festivals, les pratiques culturelles, et le folklore. La plus grande partie de la population des îles recouvre des communautés locales autochtones qui montrent un lien et un attachement fort avec leur environnement naturel et social. Ces communautés locales se caractérisent par leurs traditions, leurs coutumes, leurs pratiques culturelles transmises de génération en génération, leurs connaissances, leurs savoir-faire et leurs compétences, surtout en ce qui concerne l'environnement et la société. Ce patrimoine culturel immatériel qui se manifeste par leur mode de vie et les pratiques traditionnelles contribue largement aux trois piliers de la soutenabilité. Selon l'Unesco (2015), le patrimoine culturel immatériel est vecteur de cohésion sociale et est mobilisé pour prévenir et résoudre les conflits à travers des pratiques sociales, des rituels et des événements festifs qui renforcent le tissu social de manière inclusive. Il permet de lutter contre la pénurie alimentaire à travers des pratiques traditionnelles et systèmes agricoles locaux de pêche, de chasse, de cueillette et de conservation des aliments. De plus, le capital culturel immatériel permet de lutter contre le changement climatique, que ce soit à travers les modes de vies et des pratiques respectueuses de l'environnement adoptées par les communautés locales, ou à travers leurs connaissances concernant leur environnement naturel.

Dans l'objectif de démontrer empiriquement la contribution du patrimoine culturel à la soutenabilité, nous proposons deux chapitres avec deux applications empiriques. Dans le premier chapitre, nous adoptons une approche macroéconomique s'intéressant plutôt à la dimension matérielle du capital culturel. Nous sommes particulièrement intéressés par le commerce de biens culturels. L'objectif est de démontrer que la valorisation du patrimoine culturel (à travers le développement de ce secteur) contribue à la soutenabilité des économies insulaires. Nous présentons d'abord les défis et opportunités de la spécialisation dans ce secteur dans le contexte des économies insulaires. En effet, les PEID bénéficient d'un avantage comparatif en ce qui concerne la création et la production de biens et services, mais pas dans les domaines de distribution et de commercialisation de la chaîne de valeur (Nurse, 2009). Nous proposons ensuite une application empirique sur l'impact de la spécialisation dans le commerce de biens culturels sur la soutenabilité de la trajectoire de développement des pays. Notons que nous limitons notre analyse empirique et nos mesures opérationnelles à la contribution économique du commerce de biens culturels, mesurée par les flux de revenus annuels générés par l'exportation des biens culturels. En effet, le manque de données concernant les coûts de production de ces biens nous empêche de calculer la valeur de la rente culturelle générée.

Dans le deuxième chapitre, nous nous intéressons à la dimension immatérielle du patrimoine culturel pour compléter la littérature sur son rôle dans la soutenabilité. Nous adoptons dans ce chapitre une approche microéconomique avec un focus sur les communautés locales en prenant l'exemple de la population kanak vivant en tribu en Nouvelle-Calédonie. Plus particulièrement, on s'intéresse à l'agriculture en tribu –une pratique ancestrale d'une grande valeur spirituelle et culturelle chez les kanak, peuple autochtone de la Nouvelle-Calédonie - et au rôle de la coutume kanak dans le renforcement de cette activité et des relations sociales entre membres de la tribu. L'objectif de cette partie est ainsi de mettre en avant le caractère essentiel du patrimoine culturel immatériel dans le développement socio-économique. Sachant qu'on ne dispose pas de mesures opérationnelles de la soutenabilité des communautés, nous limitons notre analyse à des mesures de la richesse matérielle (approchée par la production végétale issue de l'agriculture en tribu) et immatérielle (approchée par les relations sociales entre membres de la communauté vivant en tribu) pour valider empiriquement le rôle essentiel que peut jouer le patrimoine culturel dans la création et l'accumulation de ces deux types de richesse. En revanche, une confusion dans la littérature existe entre le patrimoine culturel immatériel et le capital social. La frontière entre le patrimoine culturel immatériel et le capital social est assez floue. Cela explique la procédure courante consistant à inclure toutes les normes, attitudes, croyances... dans une boîte noire

généralement appelée « capital social ». Nous considérons que les normes et les croyances partagées qui guident les comportements dans une société font partie du patrimoine culturel immatériel d'une société. Ainsi, nous réduisons le périmètre de la notion de capital social à la structure des réseaux et des relations sociales. Une distinction entre les deux concepts est essentielle dans le cadre de notre démarche visant à démontrer l'effet du patrimoine culturel immatériel sur la soutenabilité. Pour ce faire, nous proposons d'abord un cadre conceptuel permettant de distinguer entre le capital social et le patrimoine culturel immatériel, tout en ne niant pas les liens entre les deux. Ensuite, nous proposons une application empirique sur le rôle du patrimoine culturel immatériel dans la création de revenus à partir d'une étude de cas sur l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie. Nous mobilisons une enquête originale réalisée par le CIRAD en 2010 qui prend en compte les volumes de production agricole informels et non marchands (autoconsommation et échanges) non mesurés dans les Recensements Généraux de l'Agriculture (RGA), permettant ainsi de capturer la dimension non marchande de cette activité.

Chapitre 1 : Le développement par les industries culturelles et créatives : impact sur la soutenabilité des économies insulaires

Introduction

La vulnérabilité économique est le risque que « *le développement du pays devienne à nouveau non-soutenable, à cause des chocs et des facteurs indépendants de sa volonté* » (Guillaumont, 2017, p. 7). Le lien entre vulnérabilité et soutenabilité est abordé dans les objectifs du développement durable. Plus particulièrement, selon l'objectif 1 du développement durable, cible 1.5, il faut « *d'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité, et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux événements extrêmes liés au climat et à d'autres chocs et catastrophes économiques, sociaux et environnementaux* ».

Les objectifs du développement durable échoueront si les chocs (de toute nature) n'étaient pas visés par des mesures visant à les réduire (Bahadur et al., 2015). En effet, les chocs et les tensions peuvent annuler des années de progrès en matière de développement et d'efforts pour éradiquer la pauvreté d'ici 2030 (Shepherd et al., 2013), ce qui est illustré par la crise sanitaire du Covid-19 et ses impacts annulant des années de progrès en termes de réduction de la pauvreté. En effet, la Banque Mondiale estime que la pandémie de Covid-19 avait entraîné entre 71 et 100 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté en 2020 (Lakner et al., 2020). Selon la Résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 25 septembre 2015, « *Les menaces sanitaires mondiales, les catastrophes naturelles plus fréquentes et plus intenses, la spirale des conflits, l'extrémisme violent, le terrorisme et les crises humanitaires connexes et les déplacements forcés de personnes menacent d'inverser une grande partie des progrès de développement réalisés au cours des dernières décennies.* » (Nations Unies, 2015, para 14). Dans ce sens, la réduction de la vulnérabilité (à travers une augmentation de la résilience selon les Nations Unies) est essentielle pour favoriser le développement durable. Mettre l'accent sur le renforcement de la résilience dans l'objectif de réduire la vulnérabilité globale peut protéger les acquis du développement et garantir que les individus disposent des ressources et des capacités nécessaires pour mieux réduire, prévenir, anticiper, absorber et s'adapter à une gamme de chocs, de stress, de risques et d'incertitude (Bahadur et al., 2015).

L'engagement selon lequel personne ne sera laissé de côté⁴² exige une attention particulière aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables (surtout en termes de vulnérabilité structurelle). Dans les économies insulaires, la vulnérabilité économique est causée par une multitude de facteurs dont le plus important est leur forte dépendance sur différents types de rentes (naturelle, migratoire, touristique, militaire, administrative, géopolitique, etc.) qui ne sont pas des sources stables de revenu. Cette instabilité renforce leur vulnérabilité face aux chocs et entrave leur trajectoire de développement. Dans ce sens, nous avons discuté dans la première partie de cette thèse les bénéfices potentiels d'une différenciation par le patrimoine culturel dans l'objectif de dégager une rente culturelle qui leur permettra de réduire leur dépendance sur les autres types de rentes (diversification), d'imposer un prix plus élevé (différenciation), de réduire leur vulnérabilité, et d'accroître leur soutenabilité. En d'autres termes, nous supposons que l'impact de la rente culturelle sur la soutenabilité de la trajectoire de développement des économies insulaires est à la fois direct – en générant des revenus supplémentaires – mais aussi modérateur, en conditionnant l'effet sur la soutenabilité de la vulnérabilité structurelle (en contribuant à la résilience de ces territoires).

Parmi les opportunités sur lesquelles les économies insulaires peuvent miser pour se différencier par leur patrimoine culturel, on retrouve le tourisme culturel et les industries culturelles et créatives. Dans ce chapitre, nous nous intéressons aux industries culturelles et créatives pour des raisons opérationnelles, dans une démarche qui assume sa dimension encore exploratoire, face aux insuffisances des données disponibles. En effet, il existe des données de commerce international concernant le commerce de biens culturels nous permettant ainsi de tester empiriquement son impact sur la soutenabilité des économies insulaires. En revanche, il n'existe aucune mesure macroéconomique permettant de mesurer la contribution économique ou bien la part du tourisme culturel ou patrimonial dans les recettes totales provenant du tourisme.

Les industries culturelles et créatives contribueraient au développement économique et local via la création d'emploi, le développement de petites entreprises locales et familiales⁴³ (artisanat par exemple), et les exportations de biens et services culturels. Au niveau culturel et social, le développement des industries culturelles et créatives contribuerait à la revitalisation

⁴² La promesse de transformation qui est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de développement durables (OOD) qui y sont inscrits est de ne laisser personne de côté (Leave No One Behind).

⁴³ Selon le rapport de l'Unesco (2009), les industries culturelles sont constituées souvent de petites entreprises ou d'entreprises familiales.

sociale et culturelle du pays en question en donnant à la population locale l'opportunité de participer à des activités productives, dont surtout les populations autochtones, les femmes et les jeunes (Unesco, 2009) et en promouvant l'image du pays et de sa culture unique. L'objectif de cette différenciation par la culture serait de valoriser, à travers le commerce de biens culturels, la culture comme source de « rente culturelle ».

Dans l'objectif de tester empiriquement le lien entre la différenciation par le patrimoine culturel (à travers le développement du commerce de biens culturels), la vulnérabilité, et la soutenabilité, nous optons pour une modélisation empirique en utilisant des données de panel (non équilibré) sur la période 1990 - 2018 pour un échantillon de 91 pays en développement⁴⁴, dont 10 économies insulaires⁴⁵. Notre modèle, exploratoire, retient la soutenabilité comme variable expliquée (mesurée par l'épargne nette ajustée calculé par la Banque Mondiale). Les variables explicatives d'intérêt comprennent la vulnérabilité économique structurelle (mesurée par l'indicateur de vulnérabilité économique (IVE) de Guillaumont et calculé par la FERDI), et la spécialisation dans les exportations de biens culturels (en suivant la liste de biens culturels et des équipements et matériaux de biens culturels précisée par le cadre de l'Unesco pour les statistiques culturelles (Unesco, 2009)).

Dans ce chapitre, nous présentons dans une première section les différentes mesures de la soutenabilité, de la vulnérabilité et du patrimoine culturel afin de justifier nos choix de variables. La deuxième section est consacrée à présenter les industries culturelles, tout en évoquant les défis auxquels seront confrontées les PEID en s'impliquant dans ce secteur. Ensuite, pour valider nos propos, nous présentons dans la dernière section notre modèle empirique visant à explorer le(s) lien(s) entre nos mesures de la soutenabilité, de la vulnérabilité structurelle et du patrimoine culturel. L'originalité de ce modèle empirique est de valider empiriquement pour la première fois, mais de façon encore exploratoire, le lien entre vulnérabilité économique (structurelle), soutenabilité et rente culturelle au niveau macroéconomique.

⁴⁴ L'IVE est calculé seulement pour les pays en développement. Ainsi, notre échantillon d'étude se limite au pays en développement, dont les économies insulaires font partie.

⁴⁵ Les 10 économies insulaires incluses dans l'échantillon sont : Belize, Barbade, Comores, Cape Vert, République Dominicaine, Jamaïque, Kiribati, Mauritius, Suriname, Vanuatu

1. Quels indicateurs pour la soutenabilité, la vulnérabilité et le capital culturel ?

Dans l'objectif de tester le(s) lien(s) entre le patrimoine culturel, la vulnérabilité, et la soutenabilité, nous optons pour une étude empirique. Notons toutefois que, à cause de leur multi-dimensionnalité, ces trois concepts sont difficilement mesurables et comparables à travers les pays du monde, en particulier les PEID.

Les indicateurs de soutenabilité proposés par la littérature représentent une mesure pour évaluer, au niveau de chaque pays, les trois piliers de la soutenabilité qui sont : les conditions économiques, environnementales et sociales. De point de vue opérationnel, les indicateurs de soutenabilité posent un problème parce que les décideurs politiques exigent des critères agrégés (Böhringer et Jochem, 2007) qui puissent être interprétés sans ambiguïté, facilement communiqués au public, et comparables entre pays (Dalal-Clayton et Bass, 2002; Hammond et al., 1995). D'ailleurs, la construction d'indicateurs agrégés de la soutenabilité remonte aux travaux pionniers de Nordhaus et Tobin (1973), Zolotas (1981) et Osberg (1985) sur les indicateurs de bien-être.

Böhringer et Jochem (2007) proposent une analyse de 11 indicateurs de soutenabilité qui sont largement utilisés dans le débat sur les politiques de développement soutenable (Tableau 3) : le Living Planet Index (LPI), l'Empreinte Ecologique (EF), le City Development Index (CDI), l'Indicateur de Développement Humain (IDH), l'Indicateur de Soutenabilité Environnementale (ESI), l'Indicateur de Performance Environnementale (EPI), l'Indicateur de Vulnérabilité Environnementale (EVI), l'Indicateur de Progrès Véritable (GPI), l'Indicateur de bien-être (WI), l'Indicateur d'Épargne Véritable (GS) et le Produit Intérieur ajusté à l'Environnement (EDP), pour n'en citer que quelques-uns. À première vue, on remarque que la majorité de ces indicateurs se focalisent sur la dimension écologique de la soutenabilité. Böhringer et Jochem (2007) constatent que les indicateurs de soutenabilité proposés dans la littérature présentent plusieurs lacunes. Premièrement, les variables utilisées pour construire les indicateurs de soutenabilité ne reflètent pas nécessairement la nature holistique de la soutenabilité. En ce qui concerne l'analyse empirique, la disponibilité des données limite la sélection des variables mais - étant donné l'intérêt politique croissant pour mesurer les progrès en termes de soutenabilité - cette situation pourrait s'améliorer à l'avenir (Custance et Hillier, 1998). Notons également que les facteurs déterminants de la soutenabilité varient d'un pays à l'autre (Booyesen, 2002). En

revanche, le désir d’avoir un indicateur de soutenabilité comparable entre pays l’emporte sur la personnalisation de l’indicateur.

Tableau 3. Les indicateurs de soutenabilité dans la littérature

Indicateur	Référence	Pays	Variables
Living Planet Index (LPI)	WWF (1998)	Non renseigné	1100
Empreinte Ecologique (EE)	Wackernagel et Rees (1997)	148	Arbitraire
City Development Index (CDI)	UNCHS (2001)	125	11
Indicateur de Développement Humain (IDH)	UNDP (2005)	177	4
Indicateur de Soutenabilité Environnementale (ISE)	Esty et al. (2005)	146	76
Indicateur de Performance Environnementale (IPE)	Esty et al. (2006)	133	16
Indicateur de Vulnérabilité Environnementale (IVEv)	SOPAC (2005)	235	50
Index of Sustainable Economic Welfare (ISEW)	Cobb (1989)	6	25
Indicateur de bien-être (WI)	Prescott-Allen (2001)	180	87
Epargne Nette Ajustée ou Epargne Véritable (ENA)	Hamilton et al. (1997)	104	5
Environmental Adjusted Domestic Product (EDP)	Hanley (2000)	Non renseigné	Plusieurs

Source. Böhringer et Jochem (2007)

Deuxièmement, la pondération et la normalisation des variables constituant les indicateurs de soutenabilité pose un problème car elles visent la comparabilité des variables même si celles-ci ne sont évidemment pas comparables (Nardo et al., 2005). La méthode de pondération adoptée peut jouer sur le poids de chacune des variables incluses dans l’indicateur envisagé. Par exemple, une pondération simple (en donnant le même poids pour chaque variable) crée une sorte de standardisation de l’indicateur et peut masquer l’importance des nouveaux défis de

soutenabilité ainsi qu'attribuer un poids plus important à certaines variables qui peuvent être insignifiantes. Les indicateurs présentés dans le tableau 3 procèdent soit en transformant les valeurs des variables en une nouvelle échelle unique (par exemple 0 à 1, 1 à 7, 0 à 100 ou -2 à +2) par translation et expansion (c'est le cas de : CDI, IDH, IVEv, IPE, WI, ISE) ou convertir toutes les variables dans une autre unité par expansion (mètres carrés ou valeurs monétaires – comme pour EE, ISEW, ENA, EDP).

Böhringer et Jochem (2007) concluent ainsi que les indicateurs de soutenabilité sont incohérents et trompeurs.

Dans notre étude empirique, nous optons pour l'épargne véritable ou l'épargne nette ajustée⁴⁶ comme indicateur de soutenabilité [faible] (voir le Tableau 4 pour sa définition/calcul). Notre choix est motivé par la disponibilité des données pour les économies insulaires sur plusieurs années permettant ainsi d'identifier des causalités structurelles (moyen-long terme). L'épargne nette ajustée, largement utilisée dans la littérature (Hamilton et Clemens, 1999; Nourry, 2008; Mota et al., Martins, 2010; Aşici, 2013; Kubiszewski et al., 2013; Greasley et al., 2014), représente un indicateur qui permet une approximation du degré de satisfaction de la règle de Hartwick-Solow (World Bank, 2018), selon laquelle la valeur de l'investissement doit être au moins égale à la valeur des rentes provenant de l'exploitation des capitaux à chaque instant. Par exemple, si le pays a réinvesti les recettes provenant de l'exploitation du capital naturel dans la formation du capital humain ou physique, l'indicateur d'épargne véritable sera positif ou nul, indiquant une soutenabilité, sans imposer aucun coût d'opportunité net aux futures générations (World Bank, 2018). En d'autres termes, la trajectoire économique d'un pays pourrait être soutenable lorsque l'épargne véritable est au moins nulle. Cela veut dire que le pays a compensé la dégradation du capital naturel par l'accumulation de capital physique et humain. C'est un indicateur de soutenabilité faible, c'est-à-dire qu'il suppose un degré élevé de possibilités de substitution entre les différents types de capitaux ou de richesse. Lorsque les différents types de capitaux sont des compléments plutôt que des substituts, et où une irréversibilité grave est susceptible de se produire, cette hypothèse ne tient pas.

⁴⁶ L'épargne nette ajustée est élaborée et publiée par la Banque Mondiale, avec des données complètes pour presque tous les pays depuis 1960.

Tableau 4. Méthodologie de calcul de l'épargne nette ajustée

	Ajustement (Addition ou déduction)	Raisonnement
Épargne Brute		Base de l'indice
Consommation de capital fixe	-	Comptabilisation du remplacement de la valeur du capital produit dans le processus de production
Dépenses d'éducation	+	Ajouter la valeur des investissements en termes de capital humain
Épuisement des ressources naturelles (épuisement des ressources minières, énergétiques et forestières)	-	Déduire les coûts de la dégradation environnementale causés par l'extraction des ressources naturelles
Dommages causés par la pollution (émissions de CO ₂)	-	Déduire les coûts des dommages causés par la pollution sur le long-terme
Epargne nette ajustée		Représente combien un pays économise pour l'avenir

Source : Inspiré de Lin et Hope (2004)

L'épargne nette ajustée présente plusieurs limites surtout concernant la comptabilisation des dommages causés par la pollution mondiale. Du fait de manque de données internationales comparables, cet indicateur ne prend en compte que les dommages causés par les émissions de CO₂, négligeant ainsi les dommages causés par d'autres GES. De plus, cet indicateur ne prend pas en compte d'importantes sources de dégradation de l'environnement tel que la dégradation des eaux souterraines, la dégradation des sols, la pêche excessive et la perte de la biodiversité (Everett et Wilks, 1999). Cet indicateur de soutenabilité faible est basé sur l'hypothèse que différentes formes de capital sont substituables et que seul le stock de capital total est important pour maintenir « *la capacité de fournir [. . .] une utilité non déclinante pour l'infini* »

(Neumayer, 2003, p.7). Il n'est donc pas adapté, d'un point de vue opérationnel, pour la prise en compte du patrimoine culturel caractérisé par sa dimension authentique et unique. La dégradation du patrimoine culturel pourrait être irréversible, ce qui implique une complémentarité plutôt qu'une substituabilité entre les différents types de capital. Ainsi, une approche et un indicateur de « soutenabilité forte », selon laquelle la substituabilité entre les différents types de capitaux est limitée, serait plus adaptée à notre cas. Les indicateurs de soutenabilité forte comprennent par exemple l'empreinte écologique (Begum et al., 2009; Galli et al., 2012; Hubacek et al., 2009; Lammers et al., 2008; Nourry, 2008; Parker, 1998; Wang et al., 2012) et l'indicateur de performance environnementale (Emerson et al., 2010). En revanche, la plus grande partie des indicateurs de soutenabilité forte se focalisent sur la dimension environnementale et ne prennent pas en compte la richesse immatérielle. Ainsi, ces indicateurs ne reflètent pas une mesure globale de la soutenabilité. De plus, ils ne sont pas calculés pour l'ensemble des pays ou pour plusieurs années. Par suite, et malgré le fait que l'épargne nette ajustée ne repose pas sur une hypothèse de soutenabilité forte, on peut supposer que si la soutenabilité faible n'est pas assurée, la soutenabilité forte sera elle aussi remise en cause.

Concernant la vulnérabilité économique, deux principaux indicateurs composites de la vulnérabilité macroéconomique ont émergé. Un premier indicateur composite est celui développé par le secrétariat du Commonwealth et l'Université de Malte (Briguglio, 1995b; Crowards, 2000; Atkins et al., 2001; Briguglio et Galea, 2003) permettant de mesurer la vulnérabilité globale. Cet indicateur comprend des variables tel que le ratio des exportations et des importations au PIB et le ratio des coûts de transport et de fret aux exportations. Un deuxième indicateur composite est l'Indicateur de Vulnérabilité Economique (IVE) développé par le Comité des politiques de développement des Nations Unies (CDPNU) (Guillaumont, 2004, 2008, 2010). Il est calculé comme la moyenne arithmétique simple de deux composantes:

- Le sous-indice d'exposition, qui est une moyenne pondérée de la taille de la population, l'éloignement des marchés mondiaux, la concentration des exportations, la part de l'agriculture, la sylviculture et la pêche dans le PIB et la part de la population vivant dans une zone côtière peu élevée.
- Le sous-indice des chocs, qui est une moyenne pondérée de 3 indices : les victimes de catastrophes naturelles, l'instabilité de la production agricole et l'instabilité dans les exportations de biens et de services.

Dans ce chapitre, nous utilisons l'IVE comme proxy de la vulnérabilité et ceci pour deux raisons. D'un point de vue théorique, la vulnérabilité des économies insulaires est plutôt structurelle. Elle est causée par des facteurs sur lesquels ces économies n'ont pas de pouvoir. Ainsi, l'IVE qui est un indicateur de vulnérabilité structurelle paraît le plus adapté à notre analyse empirique. De point de vue opérationnel, les données complètes sur l'IVE sont disponibles pour un grand nombre d'économies insulaires sur plusieurs années.

En ce qui concerne le patrimoine culturel, nous aurons recours à ce qu'on appelle dans la littérature un « proxy ». En statistique, un proxy ne représente pas directement une variable d'intérêt mais peut efficacement la remplacer lorsqu'elle est inobservable et/ou non mesurable. Notre revue de la littérature montre que les mesures opérationnelles utilisées pour étudier le capital culturel dépendent de la définition de ce dernier, retenue par les auteurs. Par exemple, les auteurs qui adoptent la définition de Pierre Bourdieu (1979)⁴⁷ utilisent des variables comme le nombre de livres lus ou possédés, ou le niveau d'éducation (Sieben et Lechner, 2019). D'autres mesures opérationnelles très communes dans la littérature comprennent l'enquête World Values Survey et les dimensions culturelles de Hofstede (1980). L'enquête World Values Survey est développée par Ronald Inglehart dans les années 1980. Cette enquête vise à analyser les croyances et les normes des individus, et à expliquer leurs actions, ainsi que d'étudier les similitudes et les différences entre les populations et les sociétés. Concernant les dimensions culturelles de Hofstede (1980)⁴⁸, elles représentent les préférences pour une situation par rapport à une autre qui distinguent les pays (plutôt que les individus) les uns des autres, et décrivent les effets de la culture d'une société sur les valeurs de ses membres, et comment ces valeurs se rapportent au comportement des individus. Ces dimensions comprennent la distribution du pouvoir⁴⁹, l'individualisme et le collectivisme⁵⁰, l'incertitude⁵¹, et la masculinité et la féminité⁵². D'un point de vue théorique, ces deux enquêtes s'intéressent aux croyances des individus et leur perspective de tout ce qui les entoure (la société, la politique, l'économie, etc.). Dans cette thèse, nous focalisons notre analyse sur le patrimoine culturel et

⁴⁷ Voir partie I, Chapitre III, section 3 concernant la définition de Bourdieu du capital culturel.

⁴⁸ Malgré le fait que ces mesures étaient largement critiquées dans la littérature, elles ont été souvent utilisées par les sociologues et anthropologues comme proxys de la culture (Inglehart, 2008; Halkos et Tzeremes, 2013).

⁴⁹ Cette dimension représente l'attitude de la société envers les inégalités de pouvoir.

⁵⁰ Les sociétés partageant des valeurs de collectivisme privilégient l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel et favorisent une forte intervention de l'Etat dans le système économique. Les sociétés avec des valeurs d'individualisme favorisent les normes d'indépendance individuelle où chacun est responsable de soi.

⁵¹ Les sociétés avec un niveau élevé d'incertitude imposent des politiques de répression permettant d'éviter

⁵² Une société masculine serait plus orientée vers le succès matériel et le progrès, alors qu'une société féminine serait plutôt orientée vers la modestie et l'aide sociale.

son impact sur la soutenabilité des économies insulaires. Ainsi, ces enquêtes ne fournissent pas des mesures économiques permettant de capter la contribution économique du patrimoine culturel, voire la rente culturelle. D'un point de vue opérationnel, la World Values Survey est menée tous les cinq ans, réduisant ainsi considérablement le nombre d'observations dans une analyse empirique sur les économies insulaires. Concernant les dimensions culturelles de Hofstede, les données datent de plus de 20 ans. En effet, les premiers scores ont été collectés entre 1967 et 1973 pour 40 pays. Les scores ont été ensuite étendus à 76 pays et régions en 2001. En ce qui concerne les variables comme le nombre de livres ou le niveau d'éducation, elles semblent plus des proxys du capital humain que du capital culturel qui, pour nous, se décline en capital matériel (monuments, œuvres d'arts, sculptures, patrimoine urbain, etc.) et capital immatériel (normes, coutumes, traditions, langues, etc.).

Ainsi, nous avons pensé à plusieurs variables économiques permettant d'approcher la contribution économique du patrimoine culturel (en termes de valeurs monétaires) au niveau macroéconomique : le capital immatériel calculé par la Banque Mondiale selon l'ancienne méthode de calcul de la richesse totale, le nombre de sites inscrits dans la liste des patrimoines mondiaux de l'Unesco, les envois de fonds des migrants, et les revenus provenant des industries culturelles et créatives. Aucune de ces variables nous convient, en particulier pour les raisons suivantes :

- Le capital immatériel, ou le résidu représente la différence entre la richesse totale et le capital produit et naturel (Hamilton et Liu, 2013). Il inclut implicitement des mesures du capital humain, social et institutionnel, et du capital culturel, mais pas que. Comme son nom l'indique, il est un résidu. Il comprend tout ce qui n'a pas été comptabilisé dans le calcul de la richesse totale, le capital produit et le capital naturel à cause de manque de données. Le fait de supposer que le capital immatériel ne représente que du capital culturel serait ainsi faux. De point de vue opérationnel, le capital immatériel ne peut servir comme un proxy du capital culturel car c'est un fourre-tout, ce qui pose donc dans un premier temps un problème de spécification de la variable et va donc biaiser (sous-estimer ou surestimer) son impact statistique sur notre variable expliquée. De plus, cette variable posera des problèmes de colinéarité avec toutes les variables explicatives du modèle. Enfin, les données de la Banque Mondiale sur la richesse totale et le capital immatériel ne sont calculées que sur des années espacées de cinq ans, ce qui réduit davantage le nombre d'observations pour une étude empirique, en particulier lorsqu'elle porte sur un faible nombre de pays (PEID).

- Le nombre de sites de patrimoine mondial peut être utilisé comme un proxy du stock de patrimoine culturel. Cette liste représente un inventaire de sites patrimoniaux et naturels (ou les deux à la fois) qui ont une valeur universelle exceptionnelle et satisfont à au moins un de dix critères de sélection⁵³. Sachant que notre thèse s'intéresse aux économies insulaires, un problème de manque de données nous empêche d'utiliser cette variable, qui en plus présente pour les PEID très peu de sites mentionnés dans la liste de patrimoine mondial.
- En ce qui concerne les envois de fonds des migrants, les données sur les envois de fonds sont disponibles pour une large sélection d'économies insulaires et sur plusieurs années. En revanche, on ne peut pas savoir les motifs d'envois de fonds et donc on ne peut pas distinguer entre par exemple les envois de fonds destinés à aider la famille du migrant (rentre parmi les motifs culturels), et les envois de fonds destinés à payer une dette par exemple (ne fait pas partie des motifs culturels). Ce même problème existe pour les revenus provenant du tourisme culturel ou patrimonial. Il n'existe pas des données concernant les revenus provenant exclusivement du tourisme culturel ou patrimonial nous permettant ainsi d'être certains que ces revenus proviennent exclusivement de l'exploitation du capital culturel du pays en question.

Nous supposons que la spécialisation internationale dans les industries culturelles et créatives, mesurée par le rapport des exportations de biens culturels, d'équipements et matériaux des biens culturels sur les exportations totales, serait un proxy satisfaisant de la contribution économique du capital culturel au niveau macroéconomique. La disponibilité des données de commerce de biens culturels pour les économies insulaires sur plusieurs années, ainsi que le fait que cette variable représente des revenus provenant spécifiquement des industries culturelles et créatives (définies de manière homogène à travers les pays) nous motive à choisir cette variable comme proxy du capital culturel. Notre choix est également motivé par l'importance et le potentiel de croissance de ce secteur pour les économies insulaires. Dans le rapport de l'Unesco de 2005⁵⁴ sur le rôle de la culture dans le développement soutenable des PEID, le développement des industries culturelles figure parmi les priorités proposées par les panélistes en précisant que l'investissement dans les industries culturelles serait une ressource stratégique essentielle pour créer de l'emploi local et générer des recettes d'exportation à travers le commerce de biens et

⁵³ Voir les critères sur : <https://whc.unesco.org/fr/criteres/>

⁵⁴ Priorité 3.b. <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/sids/sids-conferences/mauritius-conference-2005/unesco-at-mauritius-meeting/plenary-panel-on-role-of-culture-in-the-sustainable-development-of-sids/outcome-background-of-the-plenary-panel-on-role-of-culture-in-the-sustainable-development-of-sids/synthesis-of-panelists-proposed-priority-actions/>

services culturels, aider à la diversification de l'économie, et renforcer et développer la confiance culturelle et les liens entre les anciennes sociétés coloniales et leurs communautés de la diaspora à l'étranger (Louisy et al., 2005). Pour Nurse (2006), les industries culturelles jouent un double rôle en tant que secteur économique à fort potentiel de croissance, et en tant qu'arène pour la formation d'identité du pays. Le développement de ces industries aide à la création endogène d'emplois, à l'accroissement de la production interne et donc de l'exportation, à la diversification des économies mono-productives et facilite une plate-forme de développement plus compétitive. Il conclut que « *les industries culturelles devraient être considérées comme une ressource stratégique critique dans l'évolution vers la création d'options de développement durable dans les PEID* » (Nurse, 2006, p.46). L'avantage pour les PEID de développer les industries culturelles est qu'elles comprennent plusieurs sous-secteurs comme la musique, l'artisanat, les jeux vidéo, les films, la télévision, etc. ce qui fait qu'un ralentissement économique d'un sous-secteur n'affecterait pas nécessairement un autre (Matarasso, 2001). Cette diversité constitue ainsi la force de ces industries.

2. Les stratégies de développement par les industries culturelles et créatives

2.1. Les défis de l'identification et de la mesure des biens culturels

Avant de commencer notre analyse sur le rôle des industries culturelles et créatives dans la soutenabilité des économies insulaires, il convient de définir ce terme qui a été sujet de nombreux débats. En effet, certains auteurs distinguent entre les industries culturelles et les industries créatives. D'autres auteurs utilisent les deux termes de manière interchangeable. Dans l'objectif de mieux comprendre l'évolution des deux concepts, il convient d'abord de définir ce qu'on entend par « biens et services culturels ». Les biens et les services culturels comme par exemple les films, les œuvres d'art, la musique, les programmes de télévision, la littérature, les jeux vidéo, etc. partagent plusieurs caractéristiques dont la plus importante est qu'ils découlent de la créativité humaine (UNCTAD, 2010). De plus, ils véhiculent des idées, des symboles et des styles de vie (Unesco, 2009). En d'autres termes, ils sont un moyen de communication. Enfin, ils peuvent faire l'objet de propriété intellectuelle attribuée au groupe ou à l'individu à l'origine de la production du bien ou service culturel en question. Dans une autre perspective, on peut considérer que les biens et services culturels représentent les biens et services ayant avant tout une valeur culturelle qui ne peut pas être mesurée monétairement.

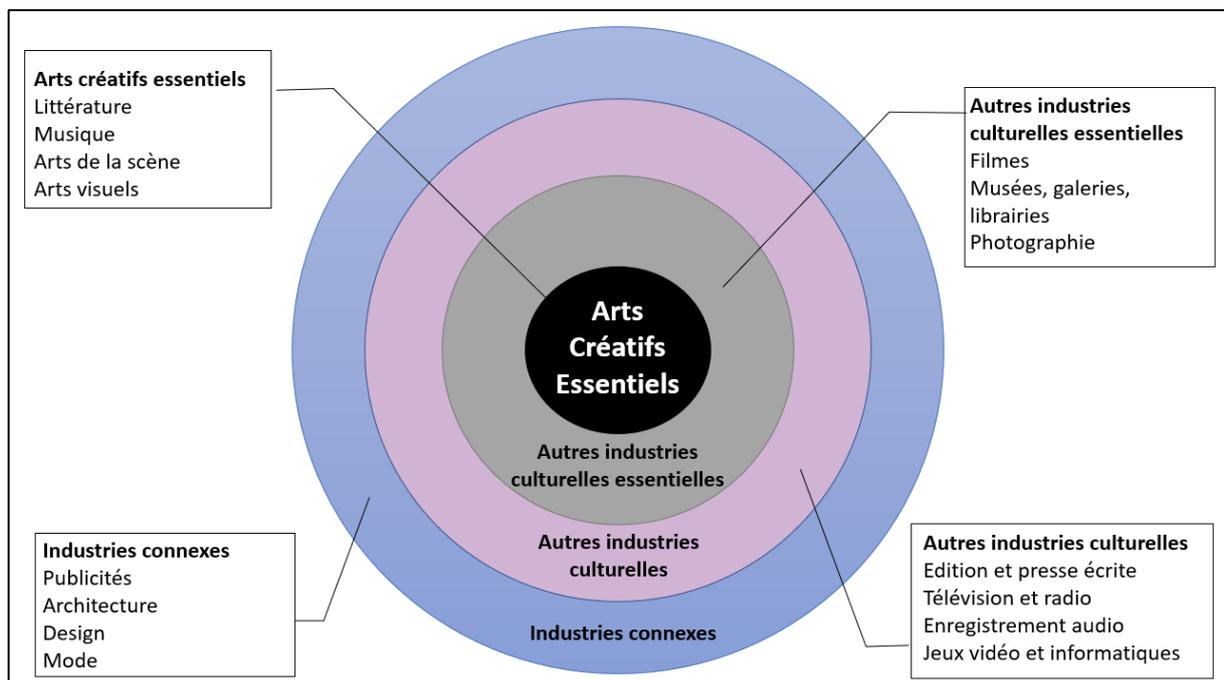
Ainsi, c'est cette valeur culturelle qui permet de faire la distinction entre les biens et services culturels, et les autres catégories de biens et services. Dans tous les cas, quelle que soit notre interprétation des biens et services culturels, il est certain qu'ils sont le fruit de la créativité humaine, et donc ils représentent une sous-catégorie des « biens et services créatifs » (UNCTAD, 2010). Les biens et services créatifs peuvent inclure des biens et services plus « commerciaux » que culturels tels que la mode ou le software. Les industries créatives comprennent ainsi des biens et services qui s'appuient sur le patrimoine culturel comme l'artisanat, les festivités culturelles, les œuvres artistiques, mais aussi des biens qui sont plus commercialisés comme les médias, les audiovisuels.

Les industries culturelles ont connu plusieurs définitions dans la littérature. Nous adoptons la définition de l'Unesco qui considère que les industries culturelles représentent les industries qui produisent des biens et services culturels. Ces industries combinent la création, la production et la commercialisation de ces biens et services.

Plusieurs modèles de classification ont été mis en place dans l'objectif de comprendre la structure de l'économie culturelle et aider à la formulation de politiques culturelles efficaces. Chacun de ces modèles adopte sa propre interprétation des secteurs qui doivent être considérées comme faisant partie des industries culturelles (Throsby, 2007). Ces modèles comprennent : la cartographie des industries culturelles proposée par le Royaume-Uni en 1998, puis actualisé en 2001 (DCMS, 2001), la classification adoptée par l'Organisation Mondiale de la propriété Intellectuelle (OMPI, 2015) dans son Guide pour l'évaluation de la contribution économique des industries du droit d'auteur, le modèle de cercles concentriques de Throsby (2008), et la classification de l'institut de statistiques de l'Unesco (2009) qui sert de référence pour la classification des industries culturelles. Ces différents modèles de classifications se basent sur des facteurs différents dans la classification des biens et services culturels. Par exemple, le système de classification de l'OMPI adopte une approche purement commerciale qui se base sur le potentiel de génération de revenus des droits de propriété intellectuelle de chaque type d'industrie. En revanche, la classification adoptée par l'Unesco se base sur le contenu culturel des biens et services, et donc se focalise sur la valeur culturelle plutôt que sur la valeur commerciale. Le modèle des cercles concentriques de Throsby (2008) combine à la fois le côté économique et culturel dans sa définition des biens et services culturels. Ce modèle suppose que le noyau comprend les arts créatifs essentiels - activités avec une valeur culturelle très importante par rapport à leur valeur commerciale – comme la littérature, la musique, les arts visuels, etc. Puis, au fur et à mesure que la valeur commerciale du bien augmente, on passe du

noyau vers l'extérieur. Le deuxième cercle (après le noyau) comprend d'autres industries culturelles comme les films, les musées, les galeries, les bibliothèques, la photographie, etc. Ensuite, le troisième cercle représente les industries culturelles comme l'exploitation du patrimoine culturel, les médias (télévision, radio, presse écrite), les jeux vidéo, les enregistrements audios, etc. Enfin, le quatrième et dernier cercle comprend les industries connexes comme les publicités, l'architecture, le design, la mode, etc. Dans la littérature, les industries connexes de Throsby (2008) ne sont que les industries créatives.

Figure 9. Le modèle à cercles concentriques des industries culturelles et créatives



Source : repris de Throsby (2008) et traduit par l'auteur

Il ajoute également que les cercles sont interconnectés et que l'un influence l'autre. Par exemple, les arts créatifs essentiels peuvent inspirer les industries connexes, les livres peuvent inspirer les films, les films peuvent également inspirer les publicités, et ainsi de suite. Ainsi, les industries culturelles constituent une partie des industries créatives. Pour vérifier l'hypothèse concernant la structure du modèle des cercles concentriques selon laquelle le contenu culturel des biens et services produits par les industries culturelles diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne du noyau, Throsby (2008) calcule pour un échantillon de pays (Australie, Canada, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni et Etats-Unis) la proportion de l'emploi créatif par rapport à l'emploi total dans chacune des industries du modèle en supposant que le contenu culturel des biens et services est proportionnel au niveau de créativité du facteur travail utilisé dans la production de ces biens et services. Ainsi, en utilisant des données sur l'emploi dans les

industries culturelles par occupation et par secteur, ces proportions pourraient alors être considérées comme une approximation du contenu culturel des biens et services produits par ces industries. Throsby trouve que pour les cinq pays sélectionnés, la proportion de travail créatif utilisé dans la production diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre des cercles concentriques.

Dans ce chapitre, nous sommes particulièrement intéressés par le commerce de biens culturels défini par l'Unesco comme les exportations et les importations de biens corporels évoquant un contenu culturel qui pourraient prendre la forme d'un bien (Unesco Institute for Statistics, 2005, p.12). Le commerce de biens culturels comprend également « *les biens et services requis pour produire et diffuser ce contenu [...] ainsi que les services auxiliaires même s'ils ne sont que partiellement culturels dans leur contenu* ». L'objectif d'une telle définition est de prendre en compte les grands changements intervenus au cours de la dernière décennie dans les technologies de l'information et de la communication. Dans les années 1980, le cadre de l'Unesco pour les statistiques culturelles a créé une typologie de biens culturels provenant des travaux entrepris par la Division de statistique de l'Unesco. En 2005, l'Unesco a proposé une nouvelle classification de ces biens en fonction de leur contenu culturel qui « *renvoie au sens symbolique, à la dimension artistique et aux valeurs culturelles qui ont pour origine ou expriment des identités culturelles* » (Unesco Institute for Statistics, 2005, p.14)⁵⁵. Ainsi, deux types de biens culturels sont retenus : les biens culturels de base (comme les livres, les supports enregistrés, les arts visuels), et les biens culturels connexes (par exemple, CD vierges ou récepteurs de télévision). Les biens culturels de base sont produits par des industries culturelles, alors que les biens culturels connexes sont produits par les industries créatives. Selon l'Unesco, les industries créatives englobent plus de domaines que les industries culturelles et peuvent inclure par exemple le software, les publicités, l'architecture, le design, la mode, etc. Ces industries culturelles connexes permettent de prendre en compte le développement rapide des nouvelles technologies qui s'est produit au cours des dernières décennies.

Dans ce chapitre, on s'intéresse aux biens culturels de base et aux biens culturels connexes. En effet, les idées créatives sont à l'origine du contenu culturel (Throsby, 2008). Les arts, la musique, les sculptures, les peintures, l'architecture demandent tous de la créativité. En d'autres termes, la créativité expliquerait le contenu culturel des biens et services culturels et devrait

⁵⁵ https://en.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/2913_16_passport_web_f.pdf

donc être prise en compte dans l'analyse de la contribution des industries culturelles dans l'économie.

2.2. Le commerce de biens culturels dans les PEID : Opportunités et défis

Les gouvernements des PEID sont de plus en plus intéressés par ce secteur étant conscients des retombées positives des industries culturelles sur l'économie locale et sur l'emploi. Par exemple, le gouvernement de la Barbade a créé en 2015 l'autorité de développement des industries culturelles de la Barbade dont l'objectif est de stimuler la croissance des industries culturelles via la mise en œuvre de stratégies de marketing des biens, expériences, et services culturels, mais aussi en proposant des formations dans plusieurs secteurs culturels. Le gouvernement de la Barbade a également élaboré la loi sur le développement des industries culturelles en 2013 qui prévoit des incitations financières pour les projets culturels⁵⁶. De même, le gouvernement de Trinidad et Tobago a créé la Compagnie des Industries Créatives⁵⁷ dont l'objectif est de stimuler et faciliter le développement des industries culturelles, surtout en ce qui concerne la musique, la danse et la cinématographie. Nurse (2007) explique que les îles des Caraïbes ont un fort potentiel dans la musique, la littérature, les arts visuels, etc. Il donne l'exemple de plusieurs auteurs qu'il qualifie de « géants » de la littérature comme Derek Walcott, George Lamming, Edward Braithwaite, Patrick Chamoiseau, etc. La musique caribéenne contribue largement aux recettes des Etats caribéens et à l'industrie musicale mondiale depuis les années 1920 avec l'enregistrement et l'exportation de plusieurs genres de musique tels que le calypso, le merengue, le reggae, le zouk, la salsa, etc. (Nurse, 2003). La musique du reggae contribue largement à l'économie du Jamaïque, surtout que la Jamaïque continue à être l'inspiration derrière ce genre de musique. Même après sa mort, le nom de Bob Marley, l'icône de la musique du Reggae, continue à générer des revenus. Ses enfants ont créé la marque Bob Marley en vendant des biens portant le nom de l'artiste ; un business qui selon le magazine Forbes vaut 23 millions de dollars en 2016 (O'Malley Greenburg, 2017). À Trinidad et Tobago, l'industrie du divertissement (spectacles, carnivals, festivals, etc.) est une bonne stratégie de diversification de l'économie fortement dépendante sur les rentes du pétrole et du gaz. En effet, le secteur du divertissement à Trinidad et Tobago a dégagé 351.8 millions de dollars en 2004, et 1.3 milliards de dollars en 2010, outre sa contribution à la création de l'emploi (Francis, 2015).

⁵⁶ - <http://www.cidabarbados.org/Cida.aspx> , consulté en Juillet 2018.

⁵⁷ - <http://www.creativett.co.tt/> , consulté en Juillet 2018.

Tableau 5. Commerce international de biens culturels dans un échantillon de PEID pour l'année 2018, en dollars courants

	Exportations de biens culturels (en millions de dollars)	Importations de biens culturels (en millions de dollars)	Part des exportations de biens culturels dans les exportations totales (en %)	Part des importations de biens culturels dans les importations totales (en %)	Balance commerciale des biens culturels (en millions de dollars)	Balance commerciale
Singapour	8007,49	5676,38	1,94	1,53	2331,11	41239,77
République dominicaine	478,47	626,01	5,09	2,82	-147,54	-12785,47
Barbade	26,04	30,32	5,69	1,89	-4,28	-1142,20
Sainte-Lucie	14,54	4,97	12,45	0,74	9,57	-556,13
Aruba	7,93	49,09	11,37	3,90	-41,16	-1188,11
Bahamas	5,83	80,26	1,11	2,28	-74,42	-2999,78
Jamaïque	4,14	62,97	0,22	1,03	-58,82	-4247,73
Fidji	3,06	24,14	0,29	0,89	-21,07	-1678,55
Antigua-et-Barbuda	1,11	14,13	4,30	2,48	-13,02	-543,31
Seychelles	0,52	4,26	0,062	0,37	-3,74	-289,58
Guyana	0,09	7,30	0,006	0,30	-7,22	-1021,77
Suriname	0,05	2,16	0,003	0,14	-2,10	-24,08
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,04	3,03	0,10	0,86	-2,99	-309,96
Samoa	0,04	1,21	0,09	0,33	-1,16	-316,78
Sao Tomé-et-Principe	0,008	0,46	0,06	0,31	-0,45	-136,22
Îles Salomon	0,006	3,54	0,001	0,59	-3,54	-32,28
Comores	0,006	0,82	0,013	0,36	-0,81	-183,50
Maldives	0,005	15,74	0,003	0,53	-15,74	-2779,32
Cabo Verde	0,0006	2,15	0,0008	0,26	-2,15	-739,33

Source : Auteur, sur la base des données COMTRADE des Nations Unies⁵⁸

En regardant la contribution des PEID dans le commerce international de biens culturels, on voit une certaine homogénéité. Le tableau 5 fournit des données d'exportation et d'importation de biens culturels pour plusieurs PEID en 2018 (les pays sont classés par ordre décroissant des exportations de biens culturels). On remarque que dans les économies insulaires la balance commerciale des biens culturels est négative, indiquant que les importations de biens culturels dépassent les exportations, à l'exception de Singapour et Sainte-Lucie où les exportations dépassent les importations de biens culturels. De plus, on voit que la plus grande partie de ces îles opèrent avec un déséquilibre de la balance commerciale, et que les exportations de biens

⁵⁸

<http://data.uis.unesco.org/index.aspx?lang=fr&SubSessionId=4987c28a-60d0-4e86-9513-dad8442e55fb&themetreeid=-200#>

culturels représentent une petite partie de l'ensemble des exportations. En effet, la libéralisation du commerce international ne bénéficie pas vraiment aux PEID, les principaux bénéficiaires étant les pays industrialisés. Malgré leur grande richesse culturelle, les PEID manquent de structures de production, présentent des lacunes dans les politiques nationales et rencontrent des difficultés dans l'accès aux marchés dominés par les principaux exportateurs de biens culturels tel que les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Ainsi, une participation plus active de la part des économies insulaires dans le développement de ce secteur et des efforts pour les aider à augmenter le volume de production et d'exportations et leur garantir un meilleur accès aux marchés internationaux sont nécessaires. La résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en Juin 2000 dans le cadre de la « *Déclaration et état des progrès accomplis dans l'application du Programme d'action pour le développement durable des PEID* »⁵⁹ précise que les avantages potentiels de la mondialisation et de la libéralisation des échanges pour les PEID seront sérieusement limités à moins que leurs vulnérabilités soient reconnues par la communauté internationale, et que des dispositions relatives au traitement spécial et différencié de ces îles soient mises en place. Les discussions autour des solutions et défis commerciaux des PEID ne sont pas récentes et remontent à la Conférence de la Barbade en 1994. La conférence de l'île Maurice⁶⁰ en 2005 a renouvelé les discussions concernant le commerce international dans les PEID ce qui a donné lieu à la négociation d'accords commerciaux régionaux, notamment un accord créant une zone de libre-échange des Amériques avec un traitement différencié pour les PEID. Les accords régionaux entre les pays insulaires du Pacifique et les négociations entre les pays de l'ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et l'Union Européenne ont également attiré l'attention sur les défis auxquels sont confrontées les PEID dans le commerce international, surtout que les PEID sont déjà reconnues par la communauté internationale comme un ensemble de pays qui devraient être traités comme un cas particulier dans le domaine du commerce⁶¹. En revanche, aucune mesure concrète n'a été mise en œuvre malgré le fait que les préoccupations concernant l'insertion des îles dans le commerce international étaient soulevées à plusieurs reprises (Von Tigerstrom, 2005). De plus, le faible

⁵⁹ <https://digitallibrary.un.org/record/286425?ln=fr>

⁶⁰ UN, *Mauritius Conference Highlights: 11 January 2005* (2005) <http://www.un.org/smallislands2005/coverage/highlights/sids-highlights050111-eng.pdf> at 1 October 2005.

⁶¹ UN, 'Small Islands Claim Preferential Trade Status in Lead-Up to Mauritius International Meeting' (Press Release, 30 April 2004) available at <http://www.un.org/smallislands2005/pressrelease_1.html> at 1 October 2005.

pouvoir économique des îles dans l'OMC fait qu'elles ne sont pas capables d'insister pour que la priorité soit accordée à leurs préoccupations.

La commercialisation de biens et services culturels est une question préoccupante pour les PEID parce qu'il est difficile d'harmoniser la libéralisation du commerce international de biens et services culturels (dans le cadre de l'OMC) et la préservation de la diversité culturelle et de la propriété intellectuelle (dans le cadre de l'Instrument International de la Diversité Culturelle (IICD) de l'Unesco). Plusieurs îles ont soutenu l'adoption de l'IICD dans l'espoir de faciliter le commerce de biens et services culturels, tout en respectant les droits de propriété intellectuelle. En revanche, les conventions sur la diversité culturelle ne garantiraient pas un marché pour ces biens culturels. Selon Nurse (2006), les îles ne seraient capables de participer de manière significative au développement des industries culturelles qu'en développant l'entrepreneuriat culturel. Il faut donc rendre les règles et les politiques commerciales plus flexibles pour les PEID pour les aider à développer l'entrepreneuriat culturel et de les inciter à prendre des initiatives politiques industrielles et innovatrices.

Les PEID rencontrent d'autres difficultés freinant leur différenciation sur le marché international telles que la faiblesse des systèmes de gestion et d'information, la pénurie de personnel qualifié, de faibles niveaux de formation, de mauvaises installations de fabrication et de service, un emballage et une image de marque non compétitifs, de faibles canaux de commercialisation et de distribution, des niveaux élevés de violation du droit d'auteur et de piratage et une faible gestion des droits et des collections de redevances. Enfin, l'accès aux marchés et aux médias étrangers est limité par le coût élevé du marketing, la structure oligopolistique des marchés et les pratiques commerciales restrictives des sociétés transnationales (Nurse, 2006).

3. Le rôle du patrimoine culturel dans soutenabilité des PEID : une analyse empirique

Notre stratégie consiste à explorer empiriquement les liens entre la soutenabilité, la vulnérabilité structurelle et le patrimoine culturel. Nous proposons ainsi une équation avec comme variable expliquée la soutenabilité, approchée par l'épargne véritable ou l'épargne nette ajustée (*ENA*), en excluant les dommages causés par les émissions de particules (en % du PNB). Quant à la vulnérabilité et au patrimoine culturel -les variables explicatives de la soutenabilité dans notre modèle- elles seront représentées par l'indicateur de vulnérabilité économique (*IVE*)

et la spécialisation dans le commerce international de biens culturels, équipements et matériaux des biens périphériques (*Culture*).

Notre indicateur de soutenabilité « faible » de la trajectoire de développement des pays est l'épargne véritable ou l'épargne nette ajustée (*ENA*), en excluant les dommages causés par les émissions de particules (en % du PNB)⁶². L'*ENA* est égale à l'épargne nette nationale plus les dépenses en éducation, moins l'épuisement en énergie, en minéraux et en ressources forestières et les dommages causés par le dioxyde de carbone. Il existe peu de ressources dans la littérature concernant les déterminants de l'épargne véritable (de Soysa, Bailey et Neumayer, 2010). Cependant, un nombre de papiers de recherche tentent de faire une analyse empirique des déterminants de l'épargne véritable ou de l'impact d'un certain facteur sur l'épargne véritable (par exemple, De Soysa et Neumayer, 2005; de Soysa, Bailey et Neumayer, 2010; Boos et Holm-Müller, 2012) permettant de nous guider dans le choix des variables explicatives et de contrôle de notre variable expliquée. Les recherches sur les déterminants de l'épargne véritable analysent l'influence de facteurs uniques tels que l'ouverture économique, la démocratie ou le développement humain, plutôt que de fournir une liste exhaustive en adoptant une approche holistique sur les déterminants potentiels de l'épargne véritable. Ces papiers de recherche s'inspirent d'Atkinson et Hamilton (2003) qui appellent à davantage de recherche sur les déterminants de l'épargne véritable, mais aucun n'utilise une approche holistique pour expliquer l'épargne véritable, ce qui fait que le contexte théorique de ces analyses empiriques reste plus ou moins superficiel (Boos et Holm-Müller, 2012).

Les principaux déterminants de l'épargne véritable trouvés dans la littérature comprennent l'accumulation/dégradation du capital naturel, économique, humain et social. Sachant que l'épargne véritable comprend déjà la valeur des rentes provenant de l'exploitation des ressources naturelles, d'autres mesures relatives à la dégradation du capital naturel seront utilisées dans le modèle empirique afin d'éviter la multicolinéarité. Ainsi, nous suivons de Soysa et Neumayer (2005) et de Soysa et al. (2010) en utilisant la dépendance sur les exportations de ressources naturelles (*DepResNat*) mesurée par les exportations de carburant, minerais et métaux en pourcentage des exportations totales. Les pays riches en ressources naturelles, et surtout les économies insulaires, ont tendance à être spécialisés dans l'exportation de matières premières et donc la dégradation de leur capital naturel est plus rapide et forte. Les études montrent que les pays riches en ressources naturelles ont tendance à avoir une épargne

⁶² Revenu National Brut ou Produit National Brut.

véritable plus faible que les autres pays, avec de faibles niveaux d'investissement dans le capital humain, ce qui fait le lien avec la malédiction des ressources naturelles. D'ailleurs, la plus grande partie des recherches sur l'épargne véritable consiste à faire le lien avec la malédiction des ressources naturelles, considérée comme l'un des plus importants déterminants de l'épargne véritable. Les rentes des ressources naturelles mesurent le degré de dépendance d'une économie sur les ressources naturelles pour générer des revenus. Dans certains pays, la part des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles dans le PIB prend la forme de rentes (revenus supérieurs au coût d'extraction des ressources), puisqu'elles ne sont pas produites. Etant donné que le stock de ressources naturelles est relativement fixe, ces rentes réduisent le stock de capital naturel, et lorsque la rente naturelle est utilisée pour des fins de consommation au lieu d'être réinvesties, le pays épuise encore le stock de ressources naturelles de manière plus rapide. Ainsi, on s'attend à ce qu'une part élevée des rentes naturelles dans le PIB aurait un effet négatif sur la soutenabilité. Les données concernant les exportations de carburants, minerais et métaux proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque Mondiale. Elles sont exprimées en pourcentage des exportations totales.

L'accumulation/dégradation du capital économique serait mesurée par le niveau de revenu par tête (*PIBcap*) exprimé en dollars constants 2010. De plus, le niveau de revenu par tête permet de prendre en considération la différence des niveaux d'épargne entre pays riches et pays pauvres. En effet, les pays riches ont des niveaux d'épargne plus élevés et présentent de meilleures performances environnementales. On s'attend à ce que le PIB par tête contribue positivement à la soutenabilité puisque des revenus plus élevés (en tant que déterminant principal de l'épargne) augmenteront l'épargne nette ajustée. Les données sur le PIB par tête proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque Mondiale. Nous contrôlons également par le niveau de croissance économique mesurée par la croissance du PIB par tête (*PIBcapG*) car un niveau de croissance économique élevé requiert une exploitation plus poussée des ressources naturelles, affectant ainsi l'épargne véritable. De plus, une croissance économique élevée impliquerait un accroissement de l'accumulation d'autres formes de capital, comme le capital manufacturé et le capital humain, ce qui réduirait la dépendance des individus sur les ressources naturelles (De Soysa et Neumayer, 2005). On s'attend à ce que la croissance économique entraîne une augmentation des ressources d'investissement, contribuant à l'accumulation d'une base productive, et augmente ainsi l'épargne nette ajustée (Sato, Samreth et Sasaki, 2018). Néanmoins, Güney (2017) considère que la croissance économique peut affecter négativement le développement

durable en raison de l'augmentation de la pollution environnementale, bien que dans un échantillon de pays développés et en développement, l'auteur n'ait pas trouvé d'impact significatif sur l'épargne nette ajustée, mais il a trouvé un effet significativement positif dans l'échantillon des pays développés.

L'accumulation/dégradation du capital humain et du capital social serait mesurée respectivement par l'espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes (*EspVie*) -une composante de l'Indicateur de Développement Humain (IDH)- et la qualité institutionnelle (*Gov*). La qualité institutionnelle est reconnue dans la littérature comme cruciale pour atteindre une trajectoire de développement soutenable (Hechter et Opp, 2001; Aidt, 2010; Uwasu et Yabar, 2011; Boos et Holm-Müller, 2013; Boğa-Avram et al., 2018; United Nations, 2018). En effet, un développement soutenable nécessite des « *institutions capables de gérer les ressources naturelles, de collecter les rentes des ressources et de les orienter vers des investissements rentables* » (Hamilton, 2006, p.7). D'ailleurs, plusieurs auteurs considèrent que la malédiction des ressources naturelles trouve son origine dans une mauvaise gouvernance (Aidt, 2010; Van Der Ploeg, 2011; Acemoglu et Robinson, 2012; Hanley, Dupuy et McLaughlin, 2015) et qu'une augmentation de la qualité institutionnelle se traduirait par une meilleure allocation des ressources, et ainsi par une augmentation de la soutenabilité (Güney, 2017; Sato, Samreth et Sasaki, 2018). Pour représenter la qualité institutionnelle dans notre modèle, nous utilisons les données de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009) qui proposent six mesures de la qualité institutionnelle pour plus de 200 pays et territoires sur la période 1996-2019 : voix citoyenne et redevabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité des systèmes de régulation, respect de la loi et contrôle de la corruption. Ces indicateurs vont d'environ -2,5 à 2,5, où une valeur plus élevée correspond à de meilleurs résultats⁶³. Les six indicateurs de gouvernance sont fortement corrélés et ne peuvent être utilisés conjointement dans une régression pour des raisons de multicolinéarité. Puisqu'ils mesurent tous des éléments sous-jacents des institutions, il ne faut pas se concentrer sur une seule d'entre elles dans ce contexte. Par conséquent, une moyenne simple des six indicateurs est utilisée pour mesurer la qualité institutionnelle d'un pays.

⁶³ Les données comprennent plus de 300 variables individuelles fournies par plus de 30 organisations. Chacune de ces organisations adopte sa propre méthodologie et sa propre échelle. Ainsi, Kaufman, Kraay et Mastruzzi normalisent ces scores sur une échelle de 0 à 1 pour les rendre comparables entre pays, puis les utilisent pour produire des indicateurs agrégés (i.e. les six mesures de la gouvernance) normalement distribués. Les estimations pour chaque indicateur sont alors le résultat d'une fonction de maximum de vraisemblance avec 99% des valeurs qui se situent entre -2,5 et 2,5 (Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2005).

Nous ajoutons le ratio de dépendance démographique (*AgeDep*) qui représente le ratio des personnes inactives de moins de 15 ans et de plus de 64 ans par rapport à la population en âge de travailler (les personnes âgées de 15 à 64 ans). Les données sont calculées comme la proportion des personnes inactives par rapport à 100 personnes en âge de travailler. Cette variable capte les défaillances du marché du travail alors que l'objectif d'ajouter cette variable dans l'équation de l'ENA est de voir si l'effet intergénérationnel affecte l'épargne. En effet, le ratio de dépendance affecte l'épargne (Higgins et Williamson, 1997; Kelley et Schmidt, 2005). Ainsi, le ratio de dépendance affecte l'épargne nette ajustée. La structure par âge de la population des pays peut affecter l'épargne à travers la dépendance (Hess, 2010). Une augmentation du taux de dépendance des jeunes nécessitera une part plus élevée des revenus pour leur bien-être social, ce qui accroîtra les dépenses de consommation dans le revenu national. De même, une augmentation du taux de dépendance des personnes âgées se traduirait par du désépargne et une augmentation des dépenses de santé (Hess, 2010). Ainsi, lorsqu'une partie relativement moins productive de la population a besoin d'une grande partie des ressources, on s'attend à ce qu'une augmentation de la dépendance à l'égard de l'âge (jeunes et personnes âgées) ait un effet négatif sur l'épargne nette ajustée (Castro et Lopes, 2021).

L'ouverture économique (*Ouverture*) est l'une des variables de contrôles les plus communes pour expliquer l'épargne véritable. Elle est mesurée par la somme des importations et des exportations en pourcentage du PIB. L'ouverture économique est associée à une plus grande efficacité et moins de corruption (Zugravu-Soilita et al., 2021b). Enfin, l'exploitation des ressources naturelles et le taux d'épargne sont affectés par des facteurs démographiques. Nous contrôlons ainsi par le taux de population urbaine dans la population totale (*PopUrb*). En effet, l'urbanisation affecte directement le niveau de dégradation de l'environnement et les investissements en capital manufacturé car la consommation augmente avec l'urbanisation (de Soysa et Neumayer, 2005). Les données sur la croissance de population urbaine proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque Mondiale.

Sachant que nous focalisons notre analyse sur les petites économies insulaires, nous ajoutons des variables relatives aux différents types de rentes dont dépendent généralement les îles. Ainsi, nous ajoutons les envois de fonds des migrants en pourcentage du PIB (*MigPIB*) comme proxy de la rente migratoire. La migration de la population des économies insulaires, en particulier du capital humain, vers des économies voisines plus grandes et plus prospères a conduit à une forte dépendance vis-à-vis des envois de fonds des migrants (économies MIRAB

- migration, envois de fonds et bureaucratie). Les envois de fonds peuvent être considérés comme une compensation de la perte de capital humain et des dépenses publiques d'éducation et de formation des émigrants. En revanche, les effets positifs de ces entrées de fonds sont généralement faibles car ces dernières sont essentiellement utilisées pour des fins de consommation courante (Read, 2010). Notons que les envois de fonds comprennent une composante culturelle. En effet, la littérature reconnaît le lien entre les envois de fonds des migrants et l'attachement culturel des migrants à leurs familles et donc à leur pays d'origine, ce qui les incite à envoyer de l'argent. Cette variable capte ainsi en partie l'effet du capital culturel. Les données concernant les envois de fonds proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque Mondiale. Elles sont exprimées en pourcentage du PIB.

Nous ajoutons également la contribution directe du tourisme au PIB comme proxy de la rente touristique (*TourPIB*). Les économies insulaires comptent plusieurs îles très dépendantes du secteur touristique (économies TOURAB – Tourisme, Aide et Bureaucratie). Cette dépendance est source de vulnérabilité, surtout parce que le secteur touristique est sensible aux chocs naturels, économiques et dernièrement sanitaires⁶⁴. Les données concernant la contribution directe du tourisme au PIB proviennent de la base de données du Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme (World Travel and Tourism Council, WTTC). Le tourisme pouvant revêtir des formes différentes : de masse (mer, soleil, plage), de lux, sport & loisirs, patrimonial..., nous sommes conscients que l'inclusion de cette variable peut conduire à un biais de sous-estimation de l'effet de notre variable d'intérêt, la rente culturelle approximée par la spécialisation dans le commerce international de biens culturels.

De plus, nous ajoutons les aides publiques (y compris l'aide au développement) reçues (*AideDev*) comme proxy de la rente administrative, militaire ou géostratégique. En effet, ces flux d'aides sont obtenus en contrepartie d'une exportation de services militaires, diplomatiques ou géostratégiques non-marchands (Poirine, 1993a). Les économies insulaires reçoivent

⁶⁴ Par exemple, la pandémie de Covid-19 qui a débuté en Décembre 2020 a causé une baisse considérable du tourisme, ayant ainsi des effets dévastateurs sur les économies insulaires dépendant sur la rente touristique. Dans l'île Saint-Lucie, le tourisme représente la moitié du PIB et de l'emploi. Cependant, l'économie a été durement touchée par la crise sanitaire Covid-19. Selon le Macro Poverty Outlook de Saint-Lucie publié par la Banque Mondiale (2020), le PIB de Saint-Lucie devrait se contracter de 18% en 2020 en raison de l'arrêt presque complet du tourisme. Les données préliminaires indiquent une baisse des arrivées touristiques de 50% en 2020. Par conséquent, le secteur des services va supporter le poids de la crise avec une contraction d'environ 20%. La contraction du PIB a entraîné une forte augmentation du déficit budgétaire et des besoins de financement de la balance des paiements. L'arrêt du tourisme et la fermeture de l'économie nationale ont entraîné une baisse significative des recettes fiscales d'environ 35% par rapport à 2019.

beaucoup d'aide par habitant (Poirine, 1993a, 1993b). D'ailleurs, certaines économies ont structuré leur stratégie de développement autour de ces aides comme ont pu le montrer Bertram et Watters (1985) dans le modèle MIRAB. La relation entre l'aide et le développement soutenable a été l'une des questions les plus controversées dans la littérature sur l'aide au développement (Subedi, 2005). Une vaste littérature existe concernant l'efficacité limitée de l'aide⁶⁵ (par exemple, Easterly et al. (2003) et Easterly (2006, 2007)). Certains auteurs soutiennent que ce type d'aide au développement continue de créer une dépendance au lieu d'une auto-assistance (Abeselom, 2018). Moyo (2009) va jusqu'à affirmer que l'aide est fatale et qu'elle encourage la corruption et les conflits et décourage les investissements en Afrique. En revanche, pour les gouvernements, ainsi que les organisations internationales, l'aide reste un outil essentiel à l'atteinte des objectifs du développement soutenable (Abeselom, 2018).

Nous avons évoqué dans la première partie de la thèse que l'un des principaux facteurs de non-soutenabilité des économies insulaires serait leur vulnérabilité structurelle. Ceci dit, nous ajoutons la vulnérabilité structurelle comme variable explicative de l'épargne nette ajustée dans notre modèle. Notre mesure de la vulnérabilité économique structurelle des économies insulaires est l'indicateur de vulnérabilité économique (*IVE*) élaboré par le Comité des Nations Unies pour les politiques de développement (UNCDP) en collaboration avec la fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI). L'*IVE* couvre 145 pays en développement et est calculé par le FERDI et mis à jour en 2020 pour couvrir la période 1975-2018. Étant donné que la vulnérabilité entrave la trajectoire de développement des pays à travers les chocs (Guillaumont, 2006) et que pour atteindre la soutenabilité, il convient d'abord de réduire la vulnérabilité (Anderson, 1993; Turner et al., 2003; Pratt, Kaly et Mitchell, 2004; Birkmann, 2006; Kasperson et al., 2012; Ge et al., 2017), on s'attend ainsi à voir un effet négatif de l'*IVE* sur l'épargne nette ajustée (*ENA*).

Nous considérons enfin le patrimoine culturel comme un vecteur de différenciation des économies insulaires permettant de générer une rente culturelle, pouvant se substituer à d'autres sources de revenus potentiellement plus volatiles. Cette rente va réduire la dépendance des économies insulaires sur les autres sources de rente et de réduire la vulnérabilité des îles. Nous ajoutons ainsi le ratio des recettes d'exportation de biens culturels par rapport aux exportations totales (*Culture_{it}*) comme proxy de cette rente culturelle pour savoir quel sera l'effet potentiel de la différenciation par le patrimoine culturel, à travers les industries culturelles et créatives,

⁶⁵ Voir par exemple Amprou et Chauvet (2007) pour une analyse de la littérature sur le sujet.

sur l'épargne nette ajustée des îles. Les données sur les exportations de biens culturels sont extraites de la base de données des Nations Unies Comtrade. Nous avons suivi la classification du cadre de l'Unesco pour les statistiques culturelles de 2009 pour sélectionner les biens culturels et connexes (Unesco, 2009). Deux grandes classifications internationales sont utilisées pour classer et codifier le commerce des marchandises. Le système de classification standard pour le commerce international (Standard International Trade Classification SITC), mis à jour par le département des statistiques des Nations Unies (UNSD), a longtemps servi de référence. Actuellement, la majorité des marchandises déclarées utilisent le Système Harmonisé (HS). Le système harmonisé (HS) classe les biens en fonction de leurs caractéristiques physiques observées et non en fonction de l'industrie d'origine, de la valeur culturelle, de la quantité de contenu national ou de tout autre critère de ce type. Dans notre modèle, nous utilisons la codification selon le système harmonisé (HS) couramment utilisé pour les statistiques douanières dans grand nombre de pays. La liste des codes utilisés pour sélectionner les biens et services culturels est présentée dans l'annexe B. Ce système de classification utilise les mêmes catégories culturelles que la classification SITC mais de manière plus détaillée. Ces classifications, bien que basées sur les caractéristiques physiques des marchandises, peuvent servir de point de départ pour établir une liste de marchandises. Notons que chaque pays adopte son propre cadre de statistiques culturelles adapté à ses besoins spécifiques. Ces cadres statistiques nationaux délimitent et définissent la notion de biens et services culturels. La typologie de l'Unesco sert toujours de référence sur laquelle se fondent les cadres nationaux, tout en fixant leurs propres limites en précisant quels secteurs seront exclus ou non. Cela rend d'autant plus difficile l'établissement d'une liste exhaustive et convenue de biens et services culturels, surtout dans le cadre d'une comparaison internationale.

Notre modèle de base de l'épargne nette ajustée se présente ainsi comme suit :

$$\begin{aligned}
 ENA_{it} = & IVE_{i(t-1)} + Culture_{it} + SIDS_{it} + PIBcap_{it} + PIBcapG_{it} + DepResNat_{it} + \\
 & EspVie_{it} + Gov_{it} + Ouverture_{it} + PopUrb_{it} + AgeDep_{it} + MigPIB_{it} + TourPIB_{it} + \\
 & AideDev_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)
 \end{aligned}$$

Avec *ENA* l'épargne nette ajustée excluant les dommages causés par les émissions de particules (en pourcentage du PNB)⁶⁶, *IVE_{it}* l'indicateur de vulnérabilité économique retardé (d'une année), pour réduire le biais d'endogénéité (de simultanéité) potentielle, *Culture_{it}* le degré de

⁶⁶ Divisé par le produit national brut (PNB), cet indicateur normalisé peut être comparable entre les différents pays figurant dans l'échantillon.

spécialisation dans le commerce de biens culturels et des équipements et matériaux des biens périphériques, **SIDS_{it}** une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si le pays en question est une économie insulaire, **GDPcap_{it}** le niveau de revenu par tête (en dollars constants 2010), **DepResNat_{it}** la dépendance sur les ressources naturelles, **EspVie_{it}** l'espérance de vie à la naissance, **Gov_{it}** la gouvernance, **Ouverture_{it}** l'ouverture économique, **PopUrb_{it}** la population urbaine en pourcentage de la population totale, **AgeDep_{it}** le ratio de dépendance démographique, **MigPIB_{it}** les envois de fonds des migrants en pourcentage du PIB, **TourPIB_{it}** la contribution directe du tourisme au PIB, **AideDev_{it}** l'aide aux développement nette et l'aide publique reçues et ϵ_{it} l'écart aléatoire.

Afin d'approfondir notre analyse sur le rôle de la culture dans la soutenabilité et de tester quelques-unes de nos hypothèses théoriques discutées dans la Partie 1, surtout en ce qui concerne l'interdépendance des effets de la culture et de la vulnérabilité structurelle et notamment dans le cas particulier des économies insulaires, nous ajoutons des termes d'interaction à notre modèle de base (1). À partir de ces termes d'interaction, plusieurs hypothèses sont testées :

- L'effet de la vulnérabilité structurelle (**IVE**) sur l'épargne nette ajustée (**ENA**) est différent entre économies insulaires (**SIDS**) et autres pays

$$ENA_{it} = IVE_{i(t-1)} + Culture_{it} + SIDS_{it} + (IVE_{i(t-1)} * SIDS_{it}) + PIBcap_{it} + PIBcapG_{it} + DepResNat_{it} + EspVie_{it} + Gov_{it} + Ouverture_{it} + PopUrb_{it} + AgeDep_{it} + MigPIB_{it} + TourPIB_{it} + AideDev_{it} + \epsilon_{it} \quad (2)$$

- L'effet de la vulnérabilité structurelle (**IVE**) sur l'épargne nette ajustée (**ENA**) est conditionné par le degré de spécialisation dans le commerce de biens culturels (**Culture**) dans le pays en question

$$ENA_{it} = IVE_{i(t-1)} + Culture_{it} + SIDS_{it} + (IVE_{i(t-1)} * Culture_{it}) + PIBcap_{it} + PIBcapG_{it} + DepResNat_{it} + EspVie_{it} + Gov_{it} + Ouverture_{it} + PopUrb_{it} + AgeDep_{it} + MigPIB_{it} + TourPIB_{it} + AideDev_{it} + \epsilon_{it} \quad (3)$$

- L'effet de la spécialisation dans le commerce de biens culturels (**Culture**) sur l'épargne nette ajustée (**ENA**) est différent entre économies insulaires (**SIDS**) et les autres pays

$$\begin{aligned}
EN A_{it} = & IVE_{i(t-1)} + Culture_{it} + SIDS_{it} + (Culture_{it} * SIDS_{it}) + PIBcap_{it} + \\
& PIBcapG_{it} + DepResNat_{it} + EspVie_{it} + Gov_{it} + Ouverture_{it} + PopUrb_{it} + \\
& AgeDep_{it} + MigPIB_{it} + TourPIB_{it} + AideDev_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)
\end{aligned}$$

- L'effet de la vulnérabilité structurelle (*IVE*) sur l'épargne nette ajustée (*ENA*) est conditionné par le degré de spécialisation dans le commerce de biens culturels (*Culture*) et le fait d'être une économie insulaire (*SIDS*)

$$\begin{aligned}
EN A_{it} = & IVE_{i(t-1)} + Culture_{it} + SIDS_{it} + (Culture_{it} * IVE_{i(t-1)} * SIDS_{it}) + \\
& PIBcap_{it} + PIBcapG_{it} + DepResNat_{it} + EspVie_{it} + Gov_{it} + Ouverture_{it} + \\
& PopUrb_{it} + AgeDep_{it} + MigPIB_{it} + TourPIB_{it} + AideDev_{it} + \varepsilon_{it} \quad (5)
\end{aligned}$$

Notons que notre variable expliquée (*ENA*), ainsi que toutes les variables explicatives sont exprimées en niveau, à l'exception du PIB par tête, l'ouverture économique, et les aides qui sont exprimés en logarithme (voir tableau 6 pour les statistiques descriptives).

En ce qui concerne notre stratégie empirique, nous utilisons l'estimateur des moindres carrés généralisés en optant pour le modèle Effets Fixes (largement utilisé sur des données de panel dans les études de comparaison internationale). En effet, les résultats du test de spécification Hausman rejettent l'hypothèse nulle selon laquelle les données sont générées par des effets aléatoires, avec une valeur du Chi2 de 51.54 et une probabilité associée de 0. Les effets fixes permettent d'aller au-delà d'une simple comparaison entre pays pour explorer la « variation intra-pays »⁶⁷.

⁶⁷ Prenons l'exemple de deux pays A et B. Si le pays A a un niveau de spécialisation dans le commerce de biens culturels plus élevé que le pays B et que son épargne nette ajustée est plus élevée, une simple comparaison entre pays suggérerait que la spécialisation dans le commerce de biens culturels entraînerait une augmentation de l'épargne nette ajustée. En revanche, avec les effets fixes, nous pouvons savoir si un pays est plus susceptible de renforcer sa soutenabilité à mesure que sa spécialisation dans le commerce de biens culturels augmente.

Tableau 6. Statistiques descriptives des variables utilisées dans notre modèle empirique

Variable	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Obs	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
ENA	5013	8.951	13.135	-166.618	81.696
Culture	3840	0.02	0.036	0	0.426
IVE	3796	36.053	13.196	8.347	85.614
SIDS	13726	0.222	0.416	0	1
PIBcap	9420	11946.984	18751.369	132.078	196061.42
Log(PIBcap)	9420	8.342	1.523	4.883	12.186
PIBcapG	9451	2.053	6.023	-64.992	140.371
DepResNat	6507	24.576	34.114	0	788.377
EspVie	11730	64.301	11.45	18.907	85.417
Gov	4598	- 0.012	0.921	-2.449	1.97
Ouverture	6506	0.735	0.574	0.009	7.479
Log(Ouverture)	6506	-0.555	0.738	-4.716	2.012
AgeDep	11522	71.754	20.252	15.743	121.051
PopUrb	12834	51.119	25.682	2.077	100
AideDev	8642	3.097e+08	6.933e+08	-9.899e+08	2.206e+10
Log(AideDev)	8476	17.991	2.243	9.21	23.817
TourPIB	4232	5.232	5.855	0.09	58.393
MigPIB	6191	4.146	10.834	0	235.924

4. Résultats empiriques

Le tableau 7 présente les résultats des modèles (1), (2), (3), (4), et (5) avec l'ENA comme variable expliquée. Les tests de Hausman indiquent que le modèle à effet fixes est le plus pertinent ; c'est la technique donc qui est appliquée dans les modèles 1-5, avec le modèle à effets aléatoires affiché dans la colonne (6) en appui de la robustesse de nos résultats. Compte tenu du manque de données pour certaines variables et de l'utilisation de proxys, nous nous concentrons sur le sens de la relation (signe) et la significativité statistique de nos résultats empiriques plutôt que sur l'ampleur des effets estimés. Ceci est surtout vrai pour notre variable *Culture* qui ne représente qu'un proxy imparfait du capital culturel ou de sa contribution économique au niveau macroéconomique. Ainsi, l'objectif de ce proxy ne serait pas de

s'intéresser à l'ampleur de l'impact de la culture sur l'épargne nette ajustée mais de détecter les mécanismes par lesquels le capital culturel agit sur l'ENA, qu'il s'agisse d'un effet direct indépendant (modèles 1 et 3) ou conditionnel (modèles 2, 4-6).

Tableau 7. Impact interdépendant de la culture et de la vulnérabilité structurelle sur la soutenabilité

VARIABLES	(1) ENA	(2) ENA	(3) ENA	(4) ENA	(5) ENA	(6) ENA
IVE_(t-1)	-0.211*** (0.0626)	-0.239*** (0.0633)	-0.303*** (0.0642)	-0.211*** (0.0627)	-0.335*** (0.0647)	-0.339*** (0.0600)
SIDS			-	-	-	-30.51*** (7.453)
SIDS* IVE_(t-1)			0.979*** (0.181)		0.829*** (0.189)	0.801*** (0.148)
Culture	-12.14 (7.538)	-127.5*** (44.15)	-11.76 (7.446)	-12.21 (7.630)	-124.3*** (44.32)	-91.75** (42.47)
IVE_(t-1) *Culture		4.180*** (1.577)			4.038** (1.579)	3.128** (1.526)
SIDS*Culture				2.409 (44.62)	-876.7*** (262.3)	-906.4*** (259.8)
SIDS* IVE_(t-1) *Culture					37.76*** (10.66)	39.13*** (10.56)
Log(PIBcap)	0.00687 (1.406)	0.390 (1.410)	0.880 (1.398)	0.00702 (1.406)	1.862 (1.402)	2.168* (1.218)
PIBcapG	0.244*** (0.0454)	0.240*** (0.0453)	0.239*** (0.0448)	0.244*** (0.0454)	0.236*** (0.0445)	0.243*** (0.0443)
DepResNat	-0.00700 (0.0160)	-0.00745 (0.0160)	-0.00313 (0.0158)	-0.00700 (0.0160)	-0.00365 (0.0157)	-0.00201 (0.0149)
EspVie	0.0525 (0.0824)	0.0552 (0.0822)	0.0388 (0.0815)	0.0525 (0.0825)	0.0370 (0.0808)	-0.00271 (0.0735)
Gov	-0.348 (1.075)	-0.531 (1.075)	-0.584 (1.063)	-0.346 (1.076)	-0.735 (1.057)	0.407 (0.980)
Log(Ouverture)	2.678*** (0.878)	2.678*** (0.876)	1.648* (0.888)	2.678*** (0.878)	1.464* (0.881)	0.817 (0.830)
AgeDep	0.0409 (0.0413)	0.0369 (0.0413)	0.00120 (0.0415)	0.0409 (0.0414)	0.00622 (0.0413)	0.00230 (0.0371)
PopUrb	-0.336*** (0.0746)	-0.370*** (0.0756)	-0.409*** (0.0750)	-0.336*** (0.0747)	-0.453*** (0.0756)	-0.319*** (0.0577)
Log(AideDev)	-0.549** (0.226)	-0.527** (0.225)	-0.490** (0.223)	-0.549** (0.226)	-0.463** (0.222)	-0.659*** (0.215)
TourPIB	-0.184 (0.150)	-0.164 (0.150)	-0.156 (0.148)	-0.185 (0.150)	-0.166 (0.148)	-0.174 (0.142)
MigPIB	0.328*** (0.0801)	0.316*** (0.0800)	0.301*** (0.0793)	0.327*** (0.0801)	0.296*** (0.0788)	0.273*** (0.0749)
Constante	36.51*** (12.44)	35.87*** (12.41)	35.20*** (12.29)	36.50*** (12.45)	30.46** (12.24)	32.21*** (11.50)
Observations	1,239	1,239	1,239	1,239	1,239	1,239
R-carré	0.093	0.099	0.116	0.093	0.133	0.121
Nb. de pays	91	91	91	91	91	91
Test Hausman p-value	0.000	0.000	0.000	0.000		0.000
Test Hausman Chi2	51.57	56	53.42	51.25	51.54	51.54
Estimateur	Effets Fixes	Effets Aléatoires				

*Standard errors in parentheses ; *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1*

Tout d'abord, en ce qui concerne nos variables de contrôle, leurs signes et leurs significativités statistiques restent quasi-inchangés à travers les modèles. Le niveau de croissance économique (mesuré par la croissance du PIB par habitant) et l'ouverture économique sont positivement associés à l'épargne véritable. L'urbanisation (*PopUrb*) montre un effet négatif sur l'épargne nette ajustée. Ce résultat est attendu parce que l'urbanisation affecte directement le niveau de dégradation de l'environnement et les investissements en capital manufacturé car la consommation augmente avec l'urbanisation (De soysa et Neumayer, 2005). Concernant l'aide au développement (*AideDev*), nos résultats montrent que l'aide publique aurait un effet négatif sur la soutenabilité et prolongerait ainsi les résultats des analyses de Easterly, Levine et Roodman (2003) et Easterly (2006, 2007). Nous trouvons un effet bénéfique sur l'épargne véritable des envois de fonds par les migrants, venant a priori renforcer les revenus domestiques et consolider les communautés locales (capital social, voire aussi culturel). Enfin, l'espérance de vie à la naissance, la gouvernance, la dépendance sur les ressources naturelles, la dépendance démographique et la contribution du tourisme au PIB ne semblent pas avoir d'impact significatif sur l'épargne nette ajustée.⁶⁸

Quant à nos variables d'intérêt, selon les résultats du modèle de base (1) et toutes choses égales par ailleurs, la vulnérabilité économique (*IVE*) aurait un effet négatif et statistiquement significatif (au seuil de 1%) sur l'épargne nette ajustée pour tous les pays de notre échantillon. Cet effet est également négatif pour les modèles (2), (4) et (5). En ajoutant un terme d'interaction entre l'IVE et SIDS dans le modèle (3), pour savoir si l'effet de la vulnérabilité structurelle sur la soutenabilité est différent entre PEID et non PEID, nous découvrons un effet très différent pour les SIDS (ex. $-0.303 + 0.979 * 1 = +0.6$) : c'est-à-dire que si la vulnérabilité est néfaste pour la soutenabilité des non-PEID, elle apparaît plutôt comme une « impulsion » pour une trajectoire soutenable dans les PEID. Ce résultat est conforme à la littérature selon laquelle les contraintes structurelles⁶⁹ ne sont pas nécessairement une entrave au développement des économies insulaires (Armstrong et Read, 2003; Baldacchino, 2006, 2010a; Baldacchino et Bertram, 2009; Barnett et Waters, 2016; Easterly et Kraay, 2000; Poirine, 1995). Cette littérature reconnaît que les îles sont vulnérables mais qu'en même temps, ces îles éprouvent

⁶⁸ On peut supposer que ce résultat est dû à la multicolinéarité résultant de l'inclusion simultanée d'un grand nombre de variables explicatives mesurant des facteurs structurels.

⁶⁹ Notons que l'indicateur de vulnérabilité économique que nous utilisons dans notre modèle empirique ne prend pas en compte la résilience qui est une composante de la vulnérabilité globale et qui peut atténuer l'effet de la vulnérabilité structurelle.

une résilience importante qui fait que leur vulnérabilité globale est parfois relativement plus faible que celle d'autres pays de plus grande taille⁷⁰.

Concernant la spécialisation dans le commerce de biens culturels, et toutes choses égales par ailleurs, elle n'exerce aucun effet sur la soutenabilité indépendamment de la vulnérabilité structurelle, qu'il s'agit des PEID ou des non-PEID, (modèles 1 et 4). Son impact direct sur la soutenabilité n'est statistiquement significatif que lorsqu'il est conditionné par le niveau de la vulnérabilité structurelle (modèles 2 et 5). Plus précisément, il est négatif et maximal pour les pays non vulnérables ($-127,5+4,180*0 = -127,5$) et son ampleur baisse avec la vulnérabilité, le signe se renversant et devenant positif pour les pays avec un indice IVE supérieur à 30,5 ($-127,5+4,180*30,5 = 0$), comme par exemple Anguilla, Samoa Américaines, Saint-Christophe et Niévès, Suriname, Palaos, et Haiti pour n'en citer que quelques-unes. Nous observons ainsi que la spécialisation dans les industries culturelles réduit l'épargne véritable dans les pays très peu vulnérables – la rente culturelle se substituant à d'autres sources de revenus, éventuellement à plus fort potentiel dans ces pays –, et cet effet s'atténue pour les économies vulnérables⁷¹ où, en plus d'une source de revenus relativement plus stables, la culture agirait sur leur résilience (à travers les institutions par exemple)⁷². Ce résultat caractérise l'échantillon global de pays (modèle 2) et est particulièrement marquant pour les PEID (modèles 5 et 6).

Si nous regardions de près les PEID dans notre échantillon, l'impact de *Culture* sur l'*ENA* serait positif ($-124,3-876,7*1)+(4,038+37,76)*45.15=+886.38$, cf. modèle 5) dans les PEID moyennement vulnérables⁷³ (IVE moyen 45.15 pour les PEID de notre échantillon⁷⁴). La culture apparaît donc comme un facteur primordial pour la soutenabilité des économies insulaires, en général fortement vulnérables structurellement et dépourvues de sources alternatives de revenus. Ainsi, nous pouvons dire que la spécialisation dans le commerce de biens culturels atténue l'impact néfaste de la vulnérabilité structurelle sur l'épargne nette ajustée. Cela nous ramène à notre hypothèse théorique, formulée dans la Partie 1 de la thèse,

⁷⁰ Voir Partie I, Chapitre 1, section 2.1

⁷¹ Le terme d'interaction entre *IVE* et *Culture* est positif et statistiquement significatif dans les modèles (2), (5) et (6). Par exemple, dans le modèle (2), l'effet de *Culture* sur l'*ENA* dans les pays moyennement vulnérables est ($-127,5+4,180*36,053 = +23,2$). Pour le niveau *IVE* maximal dans notre échantillon, l'impact marginal de *Culture* devient ($-127,5+4,180*85.614 = +230,4$).

⁷² Notion discutée dans le Chapitre 3, Section 3.

⁷³ Notons que pour les îles avec un niveau de vulnérabilité structurelle inférieur à 23.9, l'impact de *Culture* sur *ENA* est négatif. En revanche, il n'y a que 5 îles dans notre échantillon qui maintiennent cet effet négatif et ce pour quelques années : Trinidad et Tobago (entre 1994 et 1999), République Dominicaine (entre 2000 et 2018), Mauritiuis (entre 2011 et 2017), Barbade (2001, 2002, 2006-2009) et Singapour (1991 – 1992).

⁷⁴ Comme par exemple Sainte-Lucie, Seychelles, et Grenade.

suggérant que le patrimoine culturel est une source de rente générant de la richesse, un facteur de résilience et un donc moyen de renforcer la soutenabilité des économies insulaires, en particulier les plus vulnérables.

Conclusion

Malgré les limites de notre modèle empirique et des proxy utilisés pour représenter des concepts complexes comme le capital culturel, la soutenabilité et la vulnérabilité structurelle, nos estimations montrent des résultats intéressants pour les économies insulaires. On voit que pour les PEID, la spécialisation dans le commerce de biens culturels -notre proxy de la rente culturelle- vient réduire l'impact néfaste de la vulnérabilité structurelle sur l'épargne nette ajustée -notre proxy de la soutenabilité. Le patrimoine culturel serait ainsi un outil de résilience. Plus précisément, la spécialisation dans le commerce de biens culturels augmente l'épargne nette ajustée dans les PEID avec des niveaux de vulnérabilité structurelle élevées. Ainsi, la vulnérabilité structurelle des îles ne compromet pas leur accumulation de richesses. Elle peut au contraire être associée à des niveaux d'épargne véritable plus élevés, lorsque la culture est mobilisée comme un quatrième pilier du développement soutenable.

Enfin, nous sommes tout à fait conscients des limites de nos résultats empiriques probablement biaisés, sous-estimés à cause de l'usage de proxy ou d'indicateurs composites qui ne reflètent qu'imparfaitement des concepts tels que la soutenabilité, la vulnérabilité et le capital culturel. Le manque de données, mais aussi la difficulté de l'identification de ces concepts fait que nous sommes limités par notre choix de mesures opérationnelles. Pourtant, il serait intéressant d'avoir des données sur l'emploi dans le secteur culturel, les revenus provenant des événements culturels (spectacles, festivals, concerts, etc.), mais aussi du tourisme culturel (revenus des visites sur sites patrimoniaux par exemple) pour approfondir l'analyse présentée dans le cadre de ce chapitre.

Chapitre 2 : Le capital culturel et le capital social sont-ils importants pour la performance économique ? Une enquête empirique sur l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie

Ce chapitre représente la traduction d'un article co-écrit (en anglais) avec Natalia Zugravu-Soilita⁷⁵, Séverine Bouard⁷⁶ et Leila Apithy, et publié récemment dans le journal Ecological Economics :

Zugravu-Soilita, N., Kafrouni, R., Bouard, S., & Apithy, L. (2021). Do cultural capital and social capital matter for economic performance? An empirical investigation of tribal agriculture in New Caledonia. *Ecological Economics*, 182, 106933.
<https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106933>

Introduction

Dans la littérature empirique sur la richesse véritable⁷⁷ des pays, il se trouve qu'une grande partie de la richesse des nations reste (quasi) inexpliquée (Arrow et al., 2012; Hamilton et al., 2005). C'est ce qu'on appelle le « capital immatériel », ou le « résidu » qui capture tout ce qui augmente la productivité d'une économie, comme les connaissances, le savoir-faire, les institutions, la gouvernance, le capital social, le capital culturel, et d'une manière plus générale tout ce qui contribue au bien-être (Ruta et Hamilton, 2007; Sanginga et al., 2007; Hamilton et Hepburn, 2014; Hamilton et Liu, 2014). Bien que le rôle du capital humain, technologique et institutionnel dans la création de la richesse aie fait l'objet de plusieurs études (Romer, 1989; Roth et Thum, 2010; Kucharčíková, 2011; Pelinescu, 2015), l'importance du rôle du capital culturel et du capital social dans la création de la richesse reste encore très peu étudiée empiriquement. Les relations entre richesse matérielle et immatérielle ont été démontrées qualitativement en anthropologie (e.g. Godelier (1984) mais les études quantitatives restent rares, et a fortiori dans la littérature sur la soutenabilité économique. Notamment, la littérature empirique sur la soutenabilité a reçu beaucoup plus d'attention concernant les aspects économiques et environnementaux, et les interactions entre ces dimensions ; les questions socio-culturelles ont souvent été négligées (Adebowale, 2002; Koning, 2001). Plus

⁷⁵ UVSQ/Université Paris-Saclay (CEMOTEV), 47, Boulevard Vauban, 78280 Guyancourt, France

⁷⁶ Institut Agronomique néo-Calédonien (IAC), (TERAU, Territoires, acteurs et usages), BP 6, 98825 Pouembout, Nouvelle-Calédonie, France

⁷⁷ La richesse véritable comprend le capital produit, le capital naturel, le capital humain et les avoirs extérieurs nets d'un pays. Il est calculé par la Banque mondiale afin de fournir des informations sur les perspectives de croissance à long terme en suivant systématiquement les avoirs d'un pays et de vérifier si les pays sont sur la voie de la croissance soutenable.

précisément, une grande attention a été accordée aux seuils existants de ressources naturelles et à la substituabilité limitée entre le capital économique et naturel (par exemple, Costanza et Daly (1992), Daly (1996), et Ekins et al. (2003)). Parce que le capital social est généralement examiné comme un vaste concept comprenant, par exemple, les relations interpersonnelles, les attitudes, l'éthique et les normes, et généralement mesuré par une variable de flux plutôt que de stock, il est généralement omis des modèles explorant l'épuisement irréversible des ressources (l'approche des capitaux).

La motivation de notre étude empirique est de compléter cette littérature en montrant que le capital immatériel joue un rôle substantiel dans la soutenabilité des collectivités, en tant que source essentielle de richesse, et plus particulièrement au niveau microéconomique⁷⁸. Nous le démontrons en examinant l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie, qui illustre la relation socio-économique et le rôle que les valeurs culturelles jouent dans cette relation. L'agriculture en tribu – une activité ancestrale de la population autochtone (Kanak) – est un exemple de pratiques culturelles traditionnelles qui contribuent directement et indirectement à la soutenabilité de la communauté kanak vivant en tribus. L'agriculture en tribu a une triple nature : économique, sociale et culturelle⁷⁹. Sur le plan économique, elle assure la sécurité alimentaire des ménages et permet aux Kanaks de vendre une partie de leur production sur le marché et de générer des revenus. Sur le plan social, elle joue un rôle clé dans le renforcement du lien social et familial à travers les dons quotidiens de production végétale et l'entraide dans les champs. Sur le plan culturel, cette pratique assure le maintien des traditions coutumières car elle permet aux Kanaks de participer aux cérémonies coutumières par le biais de dons de production végétale (dons coutumiers). Bien que les sociétés tribales présentent des caractéristiques spécifiques, elles peuvent être généralisées à différentes communautés à travers le monde, lorsque leur rapport à la nature est au cœur de leurs interactions et performances socio-économiques. À notre avis, nos conclusions et la relation entre le capital social et le développement économique, en particulier la production agricole, mise en évidence dans cette étude, pourraient être pertinentes pour d'autres situations, en particulier dans le reste du Pacifique Sud - par exemple la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon et Vanuatu – où les pratiques non marchandes, les dons et les contre-dons sont encore bien présents et jouent un

⁷⁸ Si la soutenabilité écologique prend tout son sens à grande échelle (étant donné la complexité des services écologiques et des frontières), nous supposons que les relations interpersonnelles et les valeurs culturelles qui les renforcent sont des facteurs essentiels de soutenabilité, et en particulier au niveau microéconomique.

⁷⁹ Bien que nous nous concentrons ici sur les dimensions sociales et culturelles de la soutenabilité, il aurait été utile d'intégrer dans notre analyse des données sur la dimension environnementale. Malheureusement, nous n'avons aucune donnée sur les ressources naturelles et l'environnement au niveau communautaire.

rôle structurant pour les ménages. Cependant, les effets indiqués par notre étude sont observables en soi dans un petit nombre de communautés fondées sur l'entraide entre individus, et sont moins « visibles » dans d'autres sociétés où l'entraide au niveau communautaire est substituée (remplacée) par des systèmes de soutien social (en particulier dans les pays développés). Néanmoins, la récente crise sanitaire (COVID-19) remet la solidarité sociale entre individus au cœur des enjeux socio-économiques, y compris dans les pays industrialisés. Ceci dit, nous considérons que notre étude est une illustration pionnière, dans une approche inductive holistique, des mécanismes d'interaction entre le capital culturel, le capital social et la richesse matérielle au niveau communautaire qui devraient s'appliquer dans des contextes plus généraux (quoique pour d'autres formes de richesse sociale et économique).

La raison pour laquelle peu d'études empiriques s'intéressaient aux liens entre le capital culturel, le capital social et la performance économique s'explique certainement en partie par le fait que le capital culturel reste un concept très large, multidimensionnel, et difficile à mesurer. La distinction entre capital social et capital culturel immatériel n'est pas claire dans la littérature car ces deux formes de capital se renforcent mutuellement, et leurs mesures s'inscrivent souvent dans un vaste concept qui mélange, par exemple, les relations et normes sociales, l'éthique, les coutumes et croyances. Dans ce travail, nous concevons des mesures opérationnelles qui distinguent les « relations sociales » entre les individus, que nous appelons le capital social structurel, des « valeurs et normes culturelles », que nous appelons le capital culturel immatériel, qui sert de base à ces relations sociales⁸⁰. Plus précisément, nous mobilisons les données d'une enquête originale et statistiquement représentative de la population kanak vivant en tribu. Cette enquête a été réalisée en 2011 par l'Institut Agronomique néo-Calédonien (IAC) et le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et s'est intéressée aux activités agricoles et de prélèvement en tribu. L'enquête a également permis de mieux comprendre les dimensions marchandes/non marchandes et matérielles/immatérielles de l'activité agricole en donnant un aperçu des volumes de production agricole destinés à l'autoconsommation et aux dons. Cette enquête nous a permis de distinguer les variables et/ou les caractéristiques faisant référence aux relations sociales (représentés par les dons quotidiens) de celles se rapportant aux normes culturelles (représentés par les dons coutumiers de produits spécifiques incarnant une symbolique liée aux « dons de la nature »).

⁸⁰ Voir la section 1 de ce chapitre pour les formes de capital social et de capital culturel discutées dans la littérature (par exemple, capital social structurel et cognitif, capital culturel matériel et immatériel). Ces concepts étant trop vastes, nous nous concentrons sur des dimensions spécifiques de leurs définitions afin d'obtenir des notions distinctes avec des mesures opérationnelles.

L'apport de ce travail est donc double. Dans un premier temps, nous construisons un cadre opérationnel pour délimiter et ainsi mesurer indépendamment le capital culturel et le capital social. Deuxièmement, en concevant un modèle empirique (équations simultanées) qui étudie la relation socio-économique et les liens entre différentes formes de richesse immatérielle, nous obtenons des résultats originaux. Plus précisément, nous montrons que le capital culturel (limité ici aux normes et valeurs kanak) affecte directement la formation du capital social (en renforçant les relations sociales) et indirectement le capital économique matériel (en renforçant la production végétale et le rendement agricole) et que les relations sociales et les performances économiques se renforcent mutuellement. Selon notre revue de la littérature, il s'agit de la première étude empirique à démontrer économétriquement la complémentarité (cercle vertueux) entre richesse matérielle et immatérielle au niveau microéconomique en considérant simultanément les atouts économiques, sociaux et culturels. Ainsi, nos résultats montrent que l'hypothèse néoclassique d'une substituabilité parfaite entre les capitaux n'est pas valable pour un développement socio-économique soutenable. C'est-à-dire que nos résultats ne supportent pas la substituabilité inconditionnelle entre les différentes formes de capital suggérée dans le modèle de soutenabilité « faible » de Hicks-Hartwick-Solow, en se concentrant en particulier sur le capital naturel (Hartwick, 1977; Pearce et Atkinson, 1993; Asheim et al., 2003; Dasgupta, 2009; Arrow et al., 2012)⁸¹, et nécessitent donc un cadre de soutenabilité « forte » (Costanza et Daly, 1992; Daly, 1996; Ekins et al., 2003), étendu au capital immatériel, pour une analyse adéquate du bien-être total de la communauté⁸². Un autre résultat remarquable est que la complémentarité, et donc le rôle essentiel du capital, peut se révéler même avec une variable de flux, et en particulier lorsqu'elle fait référence à la richesse immatérielle⁸³.

⁸¹ Dans la vision néoclassique basée sur la théorie du capital total où le niveau du stock de capital total devrait être non décroissant, une économie est considérée comme soutenable si son taux d'épargne est supérieur au taux de dépréciation combiné du capital manufacturé et naturel. C'est ce qu'on appelle la soutenabilité « faible » car aucune restriction sur le degré de substituabilité entre le capital naturel et manufacturé n'est introduite.

⁸² Une analyse en termes de soutenabilité « forte » nécessite un capital naturel non décroissant en raison de l'existence de seuils critiques, au-delà desquels toute diminution d'une unité physique de capital naturel ne peut être remplacée par une augmentation de la quantité d'autres formes de capital. Une étude de soutenabilité doit bien entendu inclure le capital naturel, ce qui est malheureusement omis dans notre étude en raison de l'absence de telles données au niveau des ménages. Nous étendons néanmoins le cadre de soutenabilité « forte » à la richesse immatérielle, en admettant des restrictions sur le degré de soutenabilité entre les formes de capital matérielles et immatérielles en raison de l'existence de seuils critiques au-delà desquels toute diminution de la richesse immatérielle (par exemple, les liens sociaux, les valeurs culturelles) ne peut être remplacée par une augmentation de la quantité d'autres formes de capital.

⁸³ Par rapport au capital naturel, qui produit des flux de revenus en raison d'un stock/d'une infrastructure existants, il a été souligné (en particulier dans la littérature en gestion ; par exemple Andriessen (2004) que le stock de capital immatériel est une accumulation de flux historiques, les plus récents jouant le rôle le plus important.

Notre étude contribue à la littérature sociale, en insistant sur les conditions de soutenabilité (complémentarité entre les différentes formes de richesse), et à la littérature économique sur la soutenabilité, en réintégrant la pièce de puzzle manquante (la richesse immatérielle) dans les cadres conceptuel et opérationnel.

Ce chapitre est structuré comme suit. Après l'introduction de notre question de recherche, la section 1 présente une synthèse de la littérature sur le capital social et le capital culturel et les liens entre ces deux composantes de la richesse immatérielle. La section 2 décrit la base de données utilisée et les variables (originales) qui permettent de mesurer la richesse immatérielle. La section 3 présente nos hypothèses théoriques et la stratégie empirique qui nous permet de mettre en évidence les relations entre nos mesures du capital culturel, du capital social et de la production agricole en tribu. Les sections 4 et 5 présentent respectivement nos résultats empiriques et nos tests de robustesse. La section 6 est une discussion des résultats originaux, en mettant en évidence des pistes de recherche future. La dernière section conclut.

1. Revue de la littérature

1.1. La richesse immatérielle et la littérature sur la soutenabilité

Ce n'est que récemment que la richesse immatérielle a été reconnue explicitement comme un pilier de la soutenabilité. Extrêmement difficile à mesurer et à intégrer dans les modèles économiques et théoriques, la dimension sociale a reçu beaucoup moins d'attention que les aspects économiques et environnementaux. La littérature économique sur le développement soutenable repose traditionnellement sur des approches centrées sur les capacités (stock de capital) et les résultats (épargne véritable). Par exemple, Hanley et al., (2015) citent les mesures de soutenabilité préférées de la Banque mondiale, qui sont la « richesse totale » et l'« épargne véritable », en suggérant leur capacité à évaluer, sous certaines hypothèses, des approches de la soutenabilité fondées sur les capacités et sur les résultats. La logique sous-jacente de cette vaste littérature est que la consommation future peut être considérée comme une forme d'intérêt pour le stock de richesse accumulé, les gains réels étant égaux à l'épargne brute (produit intérieur brut moins consommation) moins la dépréciation du capital physique, l'épuisement des ressources naturelles, et le coût social marginal de la pollution, plus l'investissement dans le capital humain. L'épargne est considérée comme véritable lorsqu'elle dépasse la valeur de consommation des actifs (Atkinson, 2000). En théorie, l'épargne se traduirait par le réinvestissement du capital naturel épuisé dans d'autres formes de capital, ce qui se traduirait par un investissement net dans le stock de capital total d'un pays (Dietz et al., 2007; Hartwick,

2003). Selon la théorie néoclassique, le capital total et son évolution dans le temps définiraient les possibilités de consommation future et donc le niveau de bien-être des générations futures.

Notamment, ce qui constitue le développement soutenable dépend aussi de la perception du capital total (ou de la richesse totale). L'une des visions (théorie néoclassique) – l'approche de la soutenabilité faible – est que le développement soutenable nécessite une richesse totale non décroissante, ce qui implique une substituabilité parfaite entre les types de capital (Arrow et al., 2012; Dasgupta, 2009; Hartwick, 1978). Selon une vision alternative (en économie écologique), le développement soutenable nécessite un capital naturel non décroissant en raison des seuils critiques au-delà desquels toute diminution d'une unité physique de capital naturel ne peut être remplacée par une augmentation de la quantité d'autres formes de capital - la soutenabilité forte — les différentes formes de capital étant ainsi complémentaires dans l'accumulation de richesse (Costanza et Daly, 1992; Ekins et al., 2003).

Cependant, ces cadres d'analyse omettent généralement la dimension sociale et les autres formes de richesse immatérielle, des éléments particulièrement importants aux niveaux (micro)communautaires. Par ailleurs, Markandya et Pedroso-Galinato (2007) évoquent la difficulté d'établir empiriquement le degré de substituabilité entre les capitaux. Selon les auteurs, comment choisir entre l'approche de soutenabilité faible ou forte, est une question de préférence fondée sur des valeurs sociales, dont on constate qu'elles sont ancrées dans une longue trajectoire contextuelle. Bien que généralement associée à une approche environnementale, la soutenabilité doit néanmoins décrire un champ d'investigation fondé sur une définition socialement orientée des problèmes locaux. La soutenabilité peut donc être une préoccupation fondamentalement sociologique (Beker, 1999; J. Robinson, 2004). Plus précisément, Akgün *et al.* (2012) montrent dans une étude multi-agents et multicritères que l'un des scénarios de développement régional les plus soutenables et les plus souhaitables serait un système écologique coexistant avec une forte cohésion sociale⁸⁴. La qualité des relations sociales est un instrument indispensable à la protection des systèmes.

Enfin, l'intérêt pour le capital culturel s'est également accru récemment, notamment après sa reconnaissance comme quatrième pilier du développement durable (Dessein et al., 2015; Nurse,

⁸⁴ Ce scénario est plausible pour la Nouvelle-Calédonie (notre domaine d'étude), où la richesse totale est majoritairement immatérielle (Couharde et al., 2011) et l'agriculture en tribu correspondant à la valeur des productions végétales, animales, cynégétiques et halieutiques (valeur vendue, auto-consommation et dons) représentaient 12,5 milliards de francs pacifiques en 2010 (année de référence dans notre étude), contre une production agricole marchande totale du pays qui s'élevait à 10,337 milliards de francs pacifiques (voir Apithy *et al.*, 2016, p.345).

2006). Notamment, Costanza et al. (2017) suggèrent que les services culturels représentent la catégorie de services écosystémiques la moins étudiée. Ces services, combinés au capital naturel, bâti, humain et social, peuvent créer une identité esthétique, scientifique et culturelle et un sentiment d'appartenance.

1.2. Capital social et capital culturel : des définitions conceptuelles aux mesures opérationnelles

Le cadrage environnement-économie est courant dans la recherche sur le développement soutenable, mais les liens avec les questions d'inclusion sociale ne sont pas compréhensibles (Adebowale, 2002; Vallance et al., 2011) car il n'existe pas de cadre approprié pour opérationnaliser le concept de soutenabilité sociale (Koning, 2001; Woodcraft, 2012). Le manque d'études empiriques s'explique donc au moins en partie par les éléments suivants : Le capital social et le capital culturel restent des concepts larges, multidimensionnels, difficiles à mesurer. La culture, et l'argument culturel, est omniprésente, appartient à l'ensemble des disciplines des sciences sociales, ce qui rend difficile l'identification des canaux par lesquels le « capital culturel », notion déjà discutée, peut contribuer à l'activité économique (Guiso et al., 2004). S'ajoute à cette difficulté de mesure l'ambiguïté qui existe dans la littérature entre capital culturel et capital social. De manière générale, le capital culturel dans sa composante immatérielle est soit considéré comme une sous composante du capital social, soit assimilé au capital social (Dessein et al., 2015). Ce chevauchement entre capital culturel immatériel et capital social estompe les frontières entre le culturel et le social.

Les définitions du capital social restent hétérogènes dans la littérature et il n'existe pas une définition universelle de celui-ci (Keeley, 2007; Uphoff et Wijayaratra, 2000)⁸⁵. Deux formes de capital social sont distinguées dans la littérature : le *capital social structurel* et le *capital social cognitif* (Krishna et Uphoff, 1999; La Porta et al., 2000; Uphoff et Wijayaratra, 2000).

- Le capital social structurel, une forme objective du capital social, renvoie aux réseaux, associations, et institutions, et donc à des structures sociales comme par exemple des

⁸⁵ Notamment, le capital social a fait l'objet de plusieurs études pendant plus d'un siècle (Keeley, 2007). Le premier auteur à faire référence à la notion de capital social (sans toutefois utiliser le terme) est Lyda Judson Hanifan (Keeley, 2007; Woolcock, 1998) dans son texte de 1916 où il explique comment les voisins s'entraident pour administrer les écoles aux Etats-Unis. Hanifan fait référence au capital social en parlant de la bonne volonté, la sympathie, les liens d'amitié, et les relations sociales que les personnes entretiennent avec leurs familles et entre eux. Pour Hanifan (1916), ces éléments représentent les sujets les plus importants dans la vie quotidienne des gens.

groupes sportifs et les associations de quartier. Putnam (2000) distingue entre deux composantes du capital social structurel :

- le capital social **affectif** (*Bonding Social Capital*) reflète les liens sociaux entre des individus qui appartiennent au même groupe social (souvent les relations sociales entre les membres de la famille et les amis).
 - le capital social **relationnel** (*Bridging Social Capital*) reflète les relations sociales entre les groupes sociaux hétérogènes.
- Le capital social cognitif, une forme subjective du capital social, renvoie aux normes, attitudes, croyances et à la confiance partagées par les membres d'un groupe, d'un réseau, voire d'une société, qui sont également des attributs qui définissent le capital culturel immatériel (Throsby, 1999). Nous distinguons entre deux composantes du capital social cognitif :
 - La première fait référence aux valeurs et normes culturelles. Ces valeurs et normes sont transmises entre générations et représentent le capital culturel immatériel défini par Throsby (1999) comme l'ensemble de normes, de valeurs et coutumes d'une société.
 - La deuxième composante du capital social cognitif serait liée aux caractéristiques individuelles de chaque personne (personnalité, mentalité, intelligence, façon de penser et de voir les choses) (Jeannotte, 2003) et, par conséquent, à un élément subjectif propre à chaque personne. Complétés par des compétences plus ou moins objectives acquises par l'individu au cours de son existence (savoir, éducation, expertise), ces éléments constitueraient le capital humain.

La littérature reconnaît le lien (voire une confusion) entre le capital culturel, humain et social. Par exemple, Throsby (1999) critique le capital culturel « incarné » de Bourdieu, qui coïnciderait avec la définition du capital humain des économistes⁸⁶. Si des définitions divergentes brouilleraient les frontières entre ces formes de capital, les liens de causalité entre elles sont plus ou moins identifiés, notamment entre le capital culturel et le capital social. Parce

⁸⁶ Bourdieu (1979, 1986) distingue ensuite entre trois états du capital culturel : l'état objectivé, l'état institutionnalisé et l'état incorporé. L'état objectivé comprend ce qu'il appelle les biens culturels (peintures, livres, dictionnaires, instruments, machines, etc.). L'état institutionnalisé représente les certifications ou diplômes qui viennent légitimer le capital culturel incorporé. L'état incorporé se traduit par « *les dispositions durables de l'organisme* », ou en d'autres termes, les capacités intellectuelles, et le savoir-faire des individus.

que les normes (par exemple la réciprocité) sont culturellement construites (Geert Hofstede, 1980), les réseaux sociaux ne sont pas une donnée naturelle, ni sociale, mais le produit d'un investissement délibéré de ressources culturelles (et/ou économiques) (Bourdieu, 1986). De même, Fukuyama (1999, 2001) dit que le capital social est un « *sous-produit de la religion, de la tradition, de l'expérience historique partagée et d'autres types de normes culturelles* » permettant de renforcer la coopération entre les membres d'une société. La confiance et les normes culturelles, qui représentent les attentes et les règles partagées qui guident le comportement des individus au sein des groupes sociaux, semblent être des mécanismes importants par lesquels des facteurs exogènes peuvent affecter les relations sociales (Katungi, 2006). Robinson et Williams (2001) et Gould (2001) affirment que le capital social découlerait du capital culturel, ou serait une manifestation en pratique du capital culturel. Throsby (1995) évoque le lien entre le capital culturel et le capital social en disant que le capital culturel est indispensable pour maintenir les relations sociales et favoriser la coopération et l'entraide entre les membres de la société, pour enfin arriver à la cohésion sociale. Pour Agovino *et al.* (2017), le capital culturel peut devenir un vecteur d'« *émancipation sociale* » surtout dans le cas où les expériences culturelles ont comme objectif de renforcer l'inclusion sociale plutôt que la discrimination sociale. Selon l'Unesco (2015), le patrimoine culturel immatériel renforce le tissu social et est mobilisé par les communautés locales pour prévenir et résoudre les conflits à travers des pratiques sociales, des rituels et des événements festifs. De même, Putnam (1993) et Fukuyama (1995) postulent que le capital social trouve ses origines dans l'évolution culturelle. Notamment, une société améliore son réseau social, et développe ainsi son capital social lorsque ses membres partagent une vie culturelle commune (via les célébrations, les rites, etc.). En d'autres termes, le capital social découle du capital culturel.

Nous observons que mesurer le capital social est une tâche difficile car ce concept est large et toujours sujet de débat dans la littérature. Les variables utilisées dans la littérature pour mesurer le capital social sont souvent fondées sur les résultats (*outcome-based*) (Guiso *et al.*, 2004) et dont les plus communes sont la confiance (Putnam, 1993, 2000; Putnam *et al.*, 1994; Helliwell, 1996; Knack et Keefer, 1997; Whiteley, 2000; Beugelsdijk et Van Schaik, 2005). D'autres mesures du capital social comprennent, par exemple, la participation électorale (Guiso *et al.*, 2004), le volontariat (Putnam, 2000), et les dons (Guiso *et al.*, 2004). Cependant, certaines de ces variables ne diffèrent pas beaucoup des mesures les plus communes de la culture, comme par exemple les dimensions culturelles de Hofstede qui sont : « distance de pouvoir », « collectivisme contre individualisme », « féminité contre masculinité », « évitement de

l'incertitude », et ainsi de suite⁸⁷. En définissant la culture comme « *la programmation collective de l'esprit qui distingue les membres d'un groupe ou d'une catégorie de personnes des autres* » (Hofstede, 2011, p.3), Hofstede souligne que le terme « culture » peut être appliqué à des collectifs à différents niveaux d'agrégation : nations, organisations, tribus, genres, générations, professions ou classes sociales. Il souligne également que « *changer le niveau d'agrégation étudié change la nature du concept de « culture* » : par exemple, lorsque la culture sociétale réside dans les valeurs, la culture organisationnelle réside dans les pratiques.

Si les définitions conceptuelles présentées permettent de comprendre le sens profond (théorique) des construits du capital social et culturel, et les liens entre eux, leur complexité et leur chevauchement rend difficile le choix des mesures opérationnelles possibles. Ainsi, l'un des enjeux de cette étude est de mesurer distinctement le capital social et le capital culturel et de les explorer dans une étude empirique (pour expliquer la performance économique), en évitant au mieux les problèmes d'endogénéité ou de double comptage. Ainsi, nous proposons un cadre opérationnel qui délimite les frontières entre les formes de capital social et culturel (Fig. 1). Plus précisément, notre revue de la littérature suggère que les définitions du capital social sont caractérisées par des ambiguïtés en ce qui concerne leurs mécanismes de soutien. Ainsi, pour obtenir des mesures opérationnelles de ces concepts « invisibles », on suppose que :

- Le capital social est incarné dans les relations, ou réseaux sociaux (homogènes ou hétérogènes), qui nécessitent au moins deux individus (ci-après également appelés « relations sociales »). Il peut être mesuré par des indicateurs, comme par exemple le niveau de confiance interpersonnelle, la distance sociale, l'adhésion à des associations, le volontariat, la volonté d'exprimer ses opinions politiques, et l'influence dans les décisions familiales internes.
- Le capital culturel est incarné dans les actifs (tangibles ou intangibles). Mesuré par le patrimoine physique, par exemple, historique, archéologique, architectural, ou le matériel artistique, il fait référence au capital culturel matériel. Le capital culturel immatériel sur lequel nous focalisons notre analyse (appelé ci-après « valeurs et normes culturelles »), dépend sur des attributs subjectifs partagées par les membres d'une société ou d'un groupe,

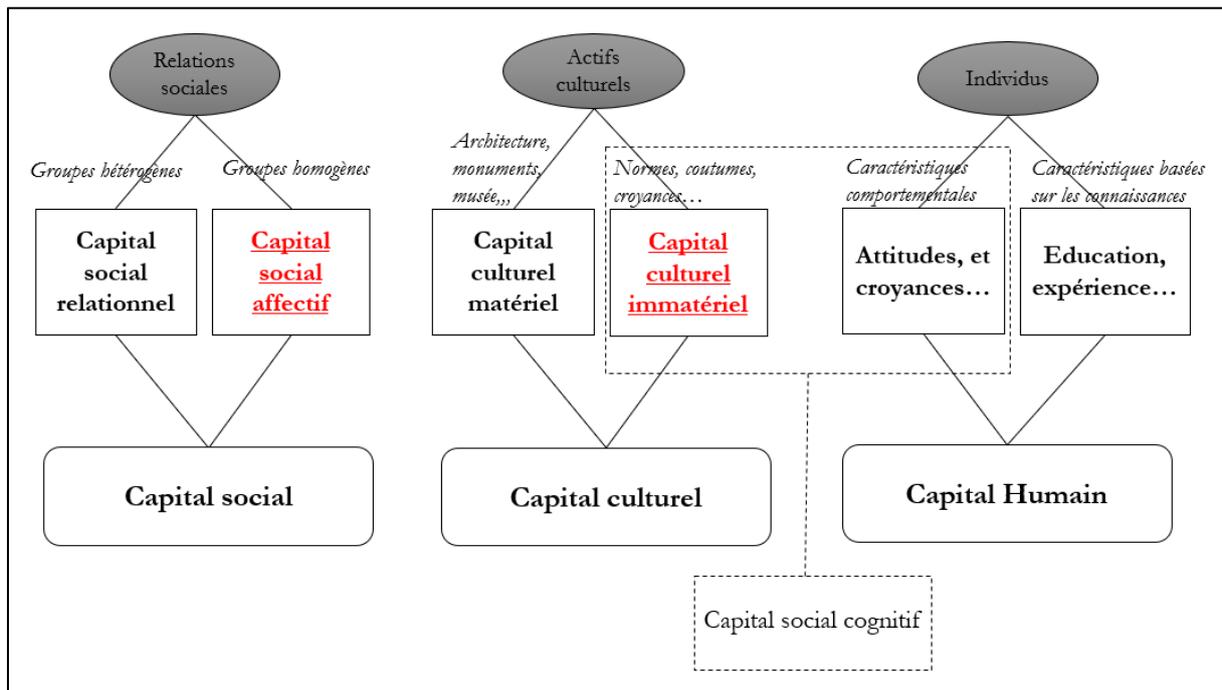
⁸⁷ « L'orientation à long terme contre l'orientation à court terme » et « l'indulgence contre la retenue » ont été ajoutées plus tard aux quatre mesures originales proposées en 1980 (voir Hofstede (1980, 2001) et Hofstede *et al.*, 2010).

comme par exemple les valeurs ethniques, idéologies, mythes, attitudes religieuses, normes et coutumes.

- Le capital humain est incarné dans les individus. Il peut être mesuré par des variables comme l'expérience professionnelle et le tempérament.

Chacune de ces formes de capital disparaît lorsque son mécanisme de soutien disparaît.

Figure 10. Un cadre opérationnel délimitant le capital social, le capital culturel et le capital humain



Source: Zugravu-Soilita et al. (2021a)

Dans cette étude, nous nous concentrons sur la société kanak vivant en tribu (comprenant des groupes domestiques homogènes) et les liens sociaux et culturels entre ses individus pour donner un aperçu des relations entre le capital culturel immatériel (valeurs et normes culturelles) et le capital social affectif (relations sociales ; Figure 10, zones rouges avec texte souligné). La forme structurelle du capital social est pertinente pour notre étude de l'agriculture en tribu car elle entre directement dans tous les déterminants de la performance économique de cette agriculture. Cette forme de capital vise à faciliter l'action collective et le partage d'informations qui réduiraient les coûts de transaction et atténueraient les risques. Le capital culturel immatériel ne devrait affecter la performance économique qu'indirectement, par son impact sur le capital social structurel, en prédisposant les individus à la coopération et aux décisions collectives (Uphoff, 2000).

Avec notre cadre opérationnel, nous distinguons deux variables originales que nous avons identifiées dans une enquête représentative menée en 2011 auprès des tribus de Nouvelle-Calédonie (la section 3 fournit plus de détails sur cette enquête). En particulier, cette enquête fournit des informations sur les dons en tribu. En examinant la nature de ces dons, nous avons distingué les dons quotidiens, dépourvus de symbolisme mais nécessaires au maintien des liens interpersonnels (disons « réseaux sociaux »), et les dons coutumiers qui sont plus qu'un simple acte social. La valeur des dons coutumiers est généralement symbolique de la relation éthique tribale avec la nature car les produits donnés sont ancrés dans la tradition, rares et spécifiques aux environnements naturels locaux. Par conséquent, les dons coutumiers pourraient mesurer des formes de capital immatériel (social ou culturel), qu'ils soient ordinaires, quotidiens ou coutumiers.

Notre étude ne propose pas des mesures du capital social structurel et du capital culturel immatériel dans le sens du terme capital, qui fait référence au stock de ressources accumulées au cours des années⁸⁸. Parce que nous disposons des données sur des produits végétaux périssables sur une année (2010)⁸⁹, nous utilisons une approche simplifiée : le capital immatériel est approché par les « flux » qu'il génère ou qui contribuent à l'accumulation de ce capital. Nos mesures du capital social et du capital culturel, approchés par la valeur monétaire des dons quotidiens et coutumiers, s'approchent de la définition du capital de Fisher (1906). Selon Fisher, tout objet qui génère des services est un capital, et la différence entre les biens de consommation et les biens d'équipement n'est qu'une question de temps, durant laquelle l'objet génère des services.

En raison de limitations de données, le capital humain reçoit moins d'attention dans notre étude empirique. En revanche, nous stressons que la frontière entre le capital humain, qui se focalise sur les attitudes et les croyances des individus, et le capital culturel immatériel est assez floue.

⁸⁸ Il existe un consensus sur le fait que le capital social a des caractéristiques qui le qualifient de « capital » (Collier, 1998). À l'instar d'autres formes de capital, l'accumulation et le maintien d'un stock de capital social nécessitent du temps et d'autres ressources précieuses. De plus, comme le capital physique, le capital social se déprécie s'il n'est pas utilisé, mais peut augmenter son stock avec l'utilisation. Ainsi, comme d'autres formes de capital, le capital social peut être caractérisé par une persistance structurelle.

⁸⁹ L'enquête utilisée ici ne fournit que des quantités pour la production agricole, la consommation et les dons pour un an. Une question immédiate se pose sur la combinaison de différents produits agricoles, car la somme des poids ou des volumes n'est pas significative. Une approche générale consiste à convertir la production végétale en unités monétaires. Les valeurs monétaires ont été calculées a posteriori en affectant les prix observés sur les marchés locaux des zones d'étude. Notamment, les valeurs monétaires des dons basées sur les prix du marché restent assez réductrices. En effet, la dimension symbolique peut toujours être considérée comme incommensurable.

Cela explique la procédure courante consistant à inclure toutes les normes, attitudes, croyances... dans une boîte noire généralement appelée « capital social cognitif » (Figure 10).

2. Une enquête originale sur l'agriculture en tribu

Le choix de la Nouvelle-Calédonie comme terrain d'étude n'est pas aléatoire et est original et cohérent avec l'objectif de notre étude. L'agriculture en tribu continue à jouer un rôle clé pour la sécurisation alimentaire des ménages, dans les échanges non marchands, pour l'économie locale et l'entretien des liens coutumiers, familiaux et sociaux (Bensa et Freyss, 1994; Bouard et Sourisseau, 2010; Apithy *et al.*, 2016b). Dans la société kanak, l'entraide sur les champs entre les membres du clan⁹⁰ est une traduction symbolique des relations sociales, et les dons et les contredons, qu'il s'agisse de production végétale ou animale (pêche, chasse), en sont une traduction matérielle (Bensa et Freyss, 1994).

Afin d'explorer économétriquement le rôle de la richesse immatérielle dans la relation socio-économique, nous adoptons une approche microéconomique en utilisant des données d'une enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par l'IAC et le CIRAD en 2011. Cette enquête s'intéresse aux activités agricoles et de prélèvement de la population kanak vivant en tribu en 2010 et met l'accent sur la contribution économique de leurs activités (production agricole, pêche, chasse, et élevage). En 2010, l'agriculture en tribu a permis de dégager l'équivalent d'un produit brut s'élevant à 65 millions d'euros, dont 56 millions d'euros destinées à l'autoconsommation et les dons (Guyard *et al.*, 2014). Notamment, le volume de production végétale provenant de l'agriculture en tribu dépasse le volume de production végétale agricole « officiel » déclarée dans le pays. Cette enquête originale a permis de reconstituer les volumes agricoles produits par les groupes domestiques sur l'ensemble de l'année 2010 ainsi que la répartition de ces productions entre autoconsommation, dons quotidiens, dons cérémoniels, ventes et intra-consommations⁹¹.

L'enquête s'appuie sur un questionnaire multithématique réalisé auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble de la population des ménages résidant en tribu en Nouvelle-Calédonie. L'échantillon initial a été tiré au sort dans la base de données GPC 2009 des ménages vivant en tribus, doublement stratifié selon les critères géographiques (10 zones infra-

⁹⁰ Selon l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques de la Nouvelle-Calédonie, le clan est défini comme un groupe de familles qui se rattachent à un ancêtre fondateur d'un site à partir duquel les membres du clan se sont dispersés selon un itinéraire précis. Le clan est une unité patrilinéaire, et se subdivise en lignages.

⁹¹ C'est l'ensemble des produits de l'exploitation utilisés comme consommations intermédiaires, ici les semences pour le cycle cultural suivant ou les productions servant à l'alimentation des animaux d'élevage.

provinciales – Fig. 11) et la taille des ménages (7 strates). Selon l'expertise et les pratiques de l'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques de la Nouvelle-Calédonie (ISEE), un taux d'enquête standard de 14% des ménages a été appliqué dans chacune des 70 strates (10 critères géographiques croisés avec les 7 tailles de ménages). L'échantillon final diffère légèrement de ce plan d'enquête, en partie en s'appuyant sur des informations ne figurant pas dans les listes de recensement.

Finally, l'enquête couvre 1 429 groupes domestiques (l'unité d'observation principale de l'étude) répartis dans 288 tribus sur les 340 que compte le pays, soit 12,4 % de la population totale des ménages vivant en tribu en Nouvelle-Calédonie (Guyard et al., 2014). Le groupe domestique représente l'ensemble de personnes qui partagent une parcelle d'habitation, les repas, et une partie des travaux agricoles (Apithy et al., 2016a). Le nombre de membres dans le groupe domestique correspond au compte des personnes ayant fait partie d'un même groupe domestique pendant au moins 6 mois au cours de l'année 2010 ainsi que les individus résidant hors du groupe domestique en semaine (souvent pour raisons professionnelles ou enfants scolarisés et internes) mais y retournant en périodes de week ends et de congés. Le choix du groupe domestique comme unité statistique est adapté à l'organisation sociale et coutumière particulière des kanak vivant en tribu. En effet, les groupes domestiques rappellent la notion d'unités socio-économiques puisqu'elles représentent des entités collectives exprimant des fonctionnalités de résidence, de consommation, de production agricole et d'accumulation (Apithy et al., 2018). Notons que si le groupe domestique représente dans 80 % des cas un seul ménage, il peut en regrouper plusieurs.

L'intérêt de cette enquête est qu'elle fournit des informations imparfaites mais originales, nous permettant d'explorer les flux « informels » de production végétale qui peuvent être reliés (au moins en partie) à la richesse immatérielle produite par l'économie Kanak. En particulier, les enquêteurs ont construit des variables représentant la valeur monétaire de la production végétale destinée à l'autoconsommation et aux dons. Puisque la plus grande majorité des groupes domestiques ne pèsent pas leurs récoltes et ne tiennent pas de registre de comptabilité, les enquêteurs se sont appuyés sur des pratiques quotidiennes pour estimer les volumes récoltés ou prélevés. Ils ont d'abord identifié les outils utilisés par chaque groupe domestique pour la récolte (sacs plastiques, paniers, cabas, etc.) et puis la fréquence de récolte (par semaine, par mois, ou au moment des coutumes). Les enquêteurs ont ensuite converti les volumes enregistrés en unités de mesures conventionnelles à l'aide d'abaques constitués pour l'occasion. Enfin, les enquêteurs ont estimé la valeur monétaire des biens agricoles récoltés (consommés,

commercialisés et donnés) en affectant le prix observé sur le marché local pour chaque type de production. Cette méthode est imparfaite pour évaluer les flux immatériels car elle sous-estime fortement les valeurs réelles de ces flux ; nous aurions préféré disposer de variables supplémentaires pour construire des indices plus complets des valeurs éthiques et sociales rapportées. Notamment, l'objet et la motivation de cet article sont ressortis a posteriori de la collecte des données ; par conséquent, nous sommes limités aux indicateurs disponibles dans l'ensemble de données fourni par l'enquête.

Toutes les variables utilisées dans ce travail empirique sont issues de cette enquête.

Ensuite, nous présentons trois variables d'intérêt dans cette étude :

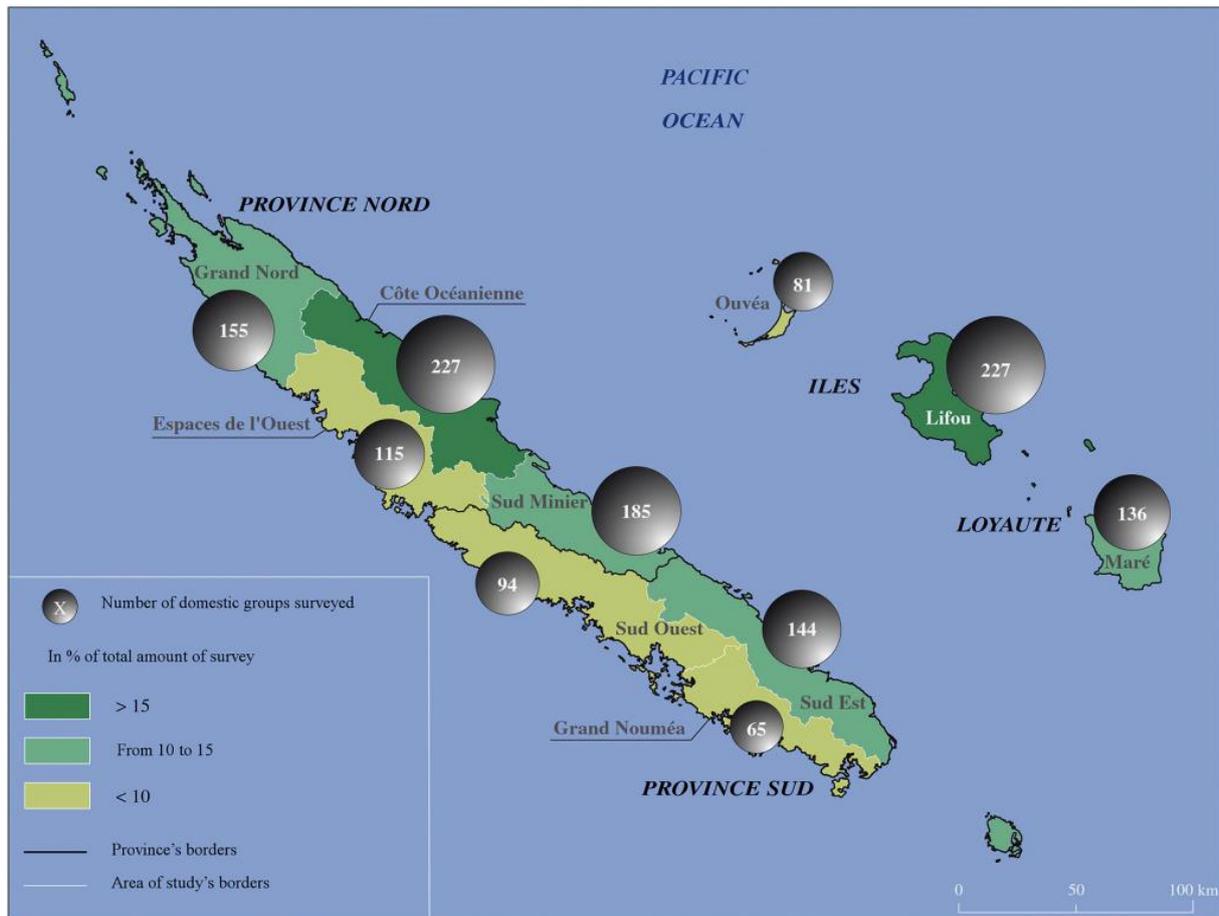
- Premièrement, la production végétale (*PV*) qui représente la somme de la valeur monétaire de la production végétale commerciale (quel que soit le mode de commercialisation) et de la production végétale non commerciale (pour l'autoconsommation, production donnée exclue) en 2010.
- Notre deuxième variable d'intérêt est les relations sociales (*Social*), représentée par la valeur totale des dons quotidiens donnés par le groupe domestique durant l'année 2010. L'aspect purement social de ces dons est mis en valeur par Bensa et Freyss (1994) qui postulent que dans la société kanak, les dons quotidiens sont les simples signes d'une relation sociale. De même, selon le rapport du Sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie publié en 2013, « *la réciprocité et les relations se conjuguent car les relations, que ce soit au niveau paternel ou maternel ou entre clans sont marquées par le don et le contre don* » (p. 15). Nous supposons ainsi que les dons quotidiens représentent une bonne approximation du capital social structurel parce que les individus n'ont aucune incitation légale ou économique à donner. Les motivations des décisions de faire un don sont les incitations sociales et le désir du groupe domestique de se repositionner au sein de la tribu ou de sa communauté sociale. Les *dons quotidiens* sont, par exemple, des dons réalisés lors d'une visite à un oncle ou une tante en revenant des champs, ou des dons de produits agricoles pour des neveux qui repartent la semaine à la ville, etc. Ces dons quotidiens marquent la vie de tous les jours des kanak et participent à renforcer les liens sociaux entre les membres du clan.

- Enfin, notre troisième variable d'intérêt est la coutume kanak (**Coutume**), mesurée par la valeur monétaire des dons coutumiers donnés par le groupe domestique en 2010. Les appareils statistiques peinent encore à mesurer le capital culturel, surtout dans le cas des PEID ou des pays en développement. La dimension immatérielle du capital culturel comprend des activités et des pratiques qui ont lieu en dehors de la sphère économique ; ainsi, elle fait référence à la dimension non-marchande du capital culturel. Bien que la dimension immatérielle du capital culturel soit difficile à mesurer, il est possible de mesurer les flux de revenus qui en découlent. Les pratiques culturelles d'une communauté peuvent impliquer la génération de flux de revenus, reflétant les traditions, les croyances et la coutume. L'enquête sur l'agriculture en tribu fournit une mesure originale de la coutume kanak, à savoir, la valeur monétaire des dons coutumiers représentant les flux de revenus provenant des activités culturelles en tribu. Ces *dons coutumiers*- traduits concrètement par des échanges de produits agricoles tels que les ignames, taros, et bananes-prennent lieu exclusivement dans le contexte de cérémonies culturelles (par exemple, mariage, naissance, deuil), ou des fêtes/festivals symboliques (par exemple, la fête de la mer, le festival de l'igname). Les variétés échangées sont parfois hautement symboliques ; certaines variétés ne circulent qu'à des occasions précises, d'autres sont associées spécifiquement à un clan⁹² (Haudricourt, 1964; Leblic, 2002; Bouard et d'Aquino, 2007; Bouard et Sourisseau, 2010). Ainsi, ces dons coutumiers entrent dans le champ du capital culturel immatériel car ils ont une valeur culturelle plutôt qu'une valeur sociale.

En conclusion, les variables *Social* et *Culture* mesurent des concepts distincts. Lorsque les dons quotidiens de produits végétaux ordinaires permettent d'entretenir des relations interpersonnelles, les dons coutumiers reflètent une tradition ancestrale d'appartenance à la terre, et la relation éthique tribale avec la nature.

⁹² Ces échanges symboliques nous rappellent les travaux fondateurs de Marcel Mauss (1925) sur la Kula, un échange à la fois cérémoniel et commercial dont l'objectif est de se montrer et donc d'acquérir un certain niveau de pouvoir social. Cet échange est qualifié par Marcel Mauss comme un fait social total car il est à la fois culturel, économique et psychique.

Figure 11. Carte de la Nouvelle-Calédonie, de la province et des zones d'étude, avec la répartition spatiale des relevés.



Source : Enquête IAC Cirad-ES 2010

3. Modèle empirique de la relation socio-économique

Du point de vue économique, le capital social est un intrant dans la fonction de production qui permet de réduire les coûts de transaction ou de production (Gugerty et Kremer, 2002; Dasgupta, 2005; Granovetter, 2005). Dans cette étude, nous supposons qu'en termes de production agricole, les relations sociales sont un vecteur de productivité et/ou d'atténuation des risques. La littérature a reconnu que les performances agricoles ne se produisent pas de manière exogène. La performance agricole (voire l'innovation) résulte de l'intégration des connaissances de divers acteurs et parties prenantes permettant l'adoption de pratiques agricoles plus performantes (Narayan et Pritchett, 1999; Leeuwis et Ban, 2004; Bandiera et Rasul, 2006; Röling, 2009). De plus, Knickel et al. (2009) suggèrent que la performance agricole est le résultat des réseaux de collaboration permettant l'échange de l'information (réduisant les coûts de transaction) et la mise en place de processus d'apprentissage (améliorant la productivité).

En milieu rural, comme dans les tribus de Nouvelle-Calédonie, le capital social pourrait combler les carences dans les systèmes d'information formels en fournissant des informations utiles sur les pratiques agricoles, les nouvelles variétés de cultures, les prix, les difficultés concernant l'agriculture dans une zone spécifique (érosion des sols, maladies des plantes, inondations, sécheresse, incendie, etc.). Bien que la plupart des technologies soient choisies et mises en œuvre sur la base de parcelles individuelles de culture, les techniques de gestion de l'environnement extérieur fonctionnent plus efficacement à l'échelle du paysage et nécessitent donc une coordination et une action collective. Outre les préoccupations de productivité (objectifs de production), le capital social devrait améliorer le rendement agricole (objectifs d'échelle) en agissant comme canal de transferts financiers (microcrédit et facilités d'assurance)⁹³. Selon Fafchamps et Lund (2003), les agriculteurs s'engagent dans des mécanismes informels pour partager les risques et lisser leur consommation. En effet, les rendements des investissements agricoles sont incertains et souvent réalisés au détriment de la consommation actuelle. Les liens sociaux (guidés par des normes de réciprocité) combleraient ainsi l'écart de consommation. La production végétale d'une tribu peut ainsi être présentée comme une fonction du capital social, mesuré par les dons quotidiens donnés à d'autres tribus.

Bien que l'on puisse croire que les dons d'une année donnée pourraient (au moins en partie) provenir de la récolte de l'année précédente (ce qui n'est généralement pas le cas dans notre base de données étant donné la nature périssable des principaux produits végétaux donnés), et ne seraient donc pas expliqués directement par le volume de production végétale actuel, nous admettons la possibilité de biais de simultanéité (ou d'endogénéité) entre **PV** et **Social** dans notre modèle (1) sur des données en coupe transversale. Tout d'abord, il convient de rappeler que notre variable expliquée **PV** (production végétale vendue et autoconsommée) ne comprend pas les dons quotidiens de production végétale. Cependant, l'intensification de la première, et donc privilégier l'agriculture à d'autres activités, est susceptible de renforcer l'esprit communautaire et l'entraide (capital social) dans une communauté très attachée à la terre, comme la société kanak. On peut également supposer que plus les groupes domestiques sont riches, plus ils disposent de temps pour les interactions sociales quotidiennes.

Ceci dit, deux choix s'offrent à nous concernant la stratégie empirique pour remédier au problème d'endogénéité : la technique de la variable instrumentale (VI) et l'estimation d'un système d'équations simultanées avec la Méthode des Moments Généralisés (ou Multiple-

⁹³ Voir Katungi (2006) pour une revue de la littérature plus exhaustive.

Equation Generalized Method of Moments (GMM) en anglais). Malgré le fait que la technique VI peut résoudre le biais de simultanéité présumé entre la production végétale et les dons quotidiens (notre mesure du capital social affectif), elle ne procure pas des estimations efficaces dans le cas d'hétéroscédasticité, même avec des erreurs types robustes (Baum, Schaffer et Stillman, 2003). Nous favorisons ainsi les estimations GMM qui, dans notre cas, restent plus efficaces et plus fiables que la technique VI. Aussi, la méthode Multiple-Equation GMM, en plus d'être efficace en présence de l'hétéroscédasticité⁹⁴ et nous permettant également de résoudre le problème d'endogénéité via des variables instrumentales, nous procure l'avantage de pouvoir estimer les effets directs et indirects, ainsi que l'ampleur des liens bidirectionnels ; la dernière pouvant mettre l'accent sur la nature de la relation socio-économique (complémentarité ou substituabilité).

Compte tenu de ces informations sur le lien entre la performance agricole et le capital social, et en suivant l'approche théorique de Becker (1965)⁹⁵, et le rôle des normes et valeurs culturelles comme déterminants clés des relations sociales (section 2.2)⁹⁶, notre système d'équations simultanées peut être développé comme suit :

$$\begin{cases} PV_i = \beta_0 + \beta_1 \cdot \mathbf{Social}_i + \beta_2 \cdot \mathbf{Surface}_i + \beta_3 \cdot \mathbf{TpsAgri}_i + \beta_4 \cdot \mathbf{Equipment}_i + \beta_5 \cdot \mathbf{NbParcTot}_i + \beta_6 \cdot \mathbf{Scolar}_i + \beta_7 \cdot \mathbf{Province}_i + \varepsilon_i \\ \mathbf{Social}_i = \gamma_0 + \gamma_1 \cdot \mathbf{Coutume}_i + \gamma_2 \cdot \mathbf{PV}_i + \gamma_3 \cdot \mathbf{PchFam}_i + \gamma_4 \cdot \mathbf{PchTrib}_i + \varepsilon_i \end{cases}$$

avec **PV** qui représente la somme de : (i) la valeur monétaire des ventes de production végétale, et (ii) la valeur monétaire de la production végétale non marchande destinée à l'autoconsommation, hors dons quotidiens et coutumiers ; **Social** qui fait référence aux relations sociales, représentées ici par la valeur monétaire des dons quotidiens de production végétale ; **Surface** qui représente la dotation (totale) des groupes domestiques en champs cultivés ; **NbParcTot**⁹⁷ qui représente le nombre de parcelles totales effectivement mises en

⁹⁴ Puisque les groupes domestiques n'ont pas tous les mêmes profils en termes de production végétale, et de dons (quotidiens ou coutumiers), nous suspectons ainsi un problème d'hétéroscédasticité confirmé par le test statistique de Breusch-Pagan.

⁹⁵ Pour Becker (1965), la production du ménage est fonction des biens et services achetés sur le marché ou obtenus gratuitement et des inputs temporaires dans le processus de production.

⁹⁶ Bien que le consensus général porte sur une approche centrée sur l'histoire expliquant le capital social comme le résultat d'un long processus de développement institutionnel (Putnam, 1993), nous avons été contraints (par manque de données) de restreindre notre analyse en nous focalisant sur une approche centrée sur les acteurs et orientée vers la prise de décision sur le court terme, à travers des interactions directes entre individus de la communauté. La restructuration économique (en influençant l'engagement de l'élite en faveur de la participation civique), la répartition des revenus (et la propension à participer aux activités sociales) et le type de professions qui amènent les individus à interagir (nécessitant des compétences spécifiques, des informations) sont des facteurs déterminants de la robustesse des réseaux sociaux (Heying, 1997; Alesina et La Ferrara, 2000; Glaeser, Laibson et Sacerdote, 2002; La Ferrara, 2002), y compris pour les normes et valeurs culturelles.

⁹⁷ Notons que les parcelles ne sont pas adjacentes.

valeur au cours de l'année 2010 ; **Equipement** qui indique si le groupe domestique dispose d'équipements agricoles motorisés⁹⁸ ; **Scholar** représente le nombre d'individus scolarisés en pourcentage du nombre de membres dans le groupe domestique ; **TpsAgri** qui représente le temps consacré à l'agriculture en tribu ; **Coutume** représente la coutume et les normes kanak représentés par la valeur monétaire des dons coutumiers réalisés par le groupe domestique sur l'année 2010 ; **PchFam** est une variable dichotomique représentant la participation gratuite du groupe domestique sur les champs d'autres membres de la famille, et **PchTrib** est une variable dichotomique représentant la participation gratuite du groupe domestique sur les champs d'autres membres de la tribu. Nous ajoutons également la province de résidence du groupe domestique (**Province**) qui se décline en trois modalités (**Nord**, **Sud**, et **Îles**) afin de tenir compte des spécificités géographiques, climatiques et historiques de l'organisation des territoires.

Le traitement du problème d'endogénéité (plus précisément entre **PV** et **Social**) exige qu'au moins une des variables explicatives du capital social soit strictement exogène pour **PV** : c'est-à-dire, son effet sur **PV** est indirect et passe exclusivement par **Social**. Prenons par exemple la variable **PchTrib**. Si l'entraide sur les champs intervient comme un facteur travail dans la fonction de production du groupe domestique « aidé » (main d'œuvre supplémentaire), elle n'a aucun effet direct sur la production agricole du groupe « aidant » (qui apporte son aide sur les champs d'autres groupes domestiques), si ce n'est indirectement par un renforcement des liens sociaux (le groupe domestique « aidant » pouvant espérer se faire aider à son tour, acquérir du nouveau savoir-faire...). Le même raisonnement pourrait être appliqué aux dons coutumiers (**Coutume**). En effet, les dons symboliques de production végétale à l'occasion d'évènements culturels (très occasionnels) auraient un impact sur **PV** seulement par **Social**, lorsque ces dons particuliers permettent de maintenir/renforcer les liens quotidiens.

Nous prenons en compte les tribus d'appartenance du groupe domestique pour contrôler les caractéristiques non observées liées à l'appartenance des groupes domestiques à la même tribu et pour considérer l'hétérogénéité entre les groupes domestiques. L'enquête distingue entre 288 tribus. La production végétale et le volume des dons (qu'ils soient quotidiens ou cérémoniels) dépendent largement des circonstances de la vie sociale, ou plus précisément de la fréquence de grandes cérémonies (mariages, deuils, naissances) qui ont eu lieu dans l'année 2010, et dont la variabilité se manifeste entre les tribus plutôt qu'au sein de chaque tribu.

⁹⁸ Notons que la plupart des agriculteurs vivant en tribu sont sous-équipés en termes gros matériel agricole, avec seulement 4 % des groupes domestiques équipés d'un tracteur (Stéphane Guyard et al., 2014).

Tableau 8. Statistiques descriptives des variables utilisées dans notre modèle empirique

VARIABLES	(1) N	(2) Moyenne	(3) Ecart-Type	(4) Min	(5) Max
PV	1,429	385,190	478,797	0	5.505e+06
Log(PV)	1,429	12.273	1.388	0	15.521
Coutume	1,429	152,643	241,737	0	2.722e+06
Log(Coutume)	1,429	9.819	4.076	0	14.82
Social	1,429	116,696	249,797	0	6.120e+06
Log(Social)	1,429	9.966	3.389	0	15.63
Rendement	1,429	9008.704	15,446.96	1	177,000
Log(Rendement)	1,429	8.323	1.394	0	12.081
TpsAgri	1,429	1,721	1,748	0	12,096
Log(TpsAgri)	1,429	6.763	1.658	0	9.401
Equipement	1,429	0.0440	0.2053	0	1
Scolar	1,429	1.523	1.434	0	9
Nord	1,429	0.477	0.500	0	1
Iles	1,429	0.311	0.463	0	1
Surface	1,429	16.31	37.55	0	804
Log(Surface)	1,429	2.027	1.189	0	6.691
RevNAgri	1,429	1.965e+06	2.227e+06	0	2.400e+07
Log(RevNAgri)	1,429	10.96	6.131	0	16.99
NbParcTot	1,429	3.066	1.667	1	17
NbParc0	1,429	1.255	0.657	0	7
TpsIndus	1,429	350.3	860.4	0	6,240
Log(TpsIndus)	1,429	1.340	2.865	0	8.738
PchFam	1,429	0.612	0.488	0	1
PchTrib	1,429	0.404	0.491	0	1

Dans notre modèle de base (Eq. 1) et les tests de robustesse (voir section 6), nous avons effectué la transformation $\log(x+1)$ sur les variables suivantes : la production végétale (*PV*), les relations sociales (*Social*), la coutume kanak (*Coutume*), le temps consacré à l'activité agricole (*TpsAgri*), les heures de travail dans la mine et la métallurgie (*TpsIndus*) et les revenus

provenant des activités non agricoles (*RevNAgri*) parce que leurs valeurs absolues sont parfois nulles (voir tableau 8 pour les statistiques descriptives).⁹⁹

4. Résultats Empiriques

Le modèle (1) du tableau 9 présente les résultats de l'estimation de notre système d'équations simultanées (1), en adoptant une approche axée sur la quantité produite (rendements d'échelle). Les variables *PV*, *Social*, *Coutume*, *Surface*, et *TpsAgri* sont exprimées en logarithme. Ainsi, leurs coefficients estimés représentent des élasticités.

Les résultats de la première équation du système montrent que les dons quotidiens (*Social*) ont un effet positif et significatif sur la production végétale (*PV*). Toutes choses égales par ailleurs, une hausse de 10% des dons quotidiens (*Social*) serait associée à une hausse de 4.6% de *PV*. Les relations sociales semblent être le déterminant le plus important de la production végétale, en termes d'effet marginal. Bien que les facteurs de production traditionnels—terre (*Surface*), temps/travail (*TpsAgri*) et capital physique (*Equipement*)—satisfont nos attentes théoriques en signalant un effet positif et significatif sur la production agricole, leurs effets marginaux atteignent un maximum de la moitié de celui des relations sociales. Par exemple, une augmentation de 10 % des équipements agricoles motorisés est associée à une augmentation de 2,5 % de la production agricole. Ceteris paribus, une augmentation de 10% de la surface cultivée ou du temps consacré à l'agriculture se traduit par une augmentation de 1,7% et 1,5%, respectivement, de la production végétale.

Indépendamment de la surface des champs cultivés, le nombre de parcelles effectivement mises en valeur est un indicateur de la fragmentation des terres, une stratégie adoptée par les agriculteurs pour réduire leur exposition aux risques (climatiques ou autres) (McCloskey, 1976; Bentley, 1987; Blarel et al., 1992; Van Hung et al., 2007). Dans une étude récente sur les pays africains, Veljanoska (2018) analyse la capacité des terres fragmentées à réduire le risque d'exposition des productions agricoles aux variations climatiques. Elle trouve que la fragmentation des terres cultivées se traduit par une réduction des pertes en termes de rendement agricole lorsque les ménages subissent des écarts de pluie. Le nombre de membres scolarisés (*Scolar*) semble être sans effet significatif sur la production agricole. Cela pourrait s'expliquer par le nombre relativement faible de membres scolarisés dans les tribus (voir tableau 8 pour les

⁹⁹ Pour éviter une mauvaise interprétation des coefficients estimés, nous ne prenons pas de logs de variables de comptage lorsque l'écart type est faible et la moyenne est élevée (voir O'Hara et Kotze (2010) ou de variables avec des valeurs moyennes relativement faibles.

statistiques descriptives). En ce qui concerne les provinces, nos résultats indiquent que les Îles semblent être légèrement différentes en termes de production végétale. En effet, dans les îles Loyauté, les possibilités d'emploi salarié sont moins nombreuses et l'agriculture reste l'une des principales activités dans les îles en comparaison avec le reste du territoire. Par exemple, sur l'île de Maré, la production de tubercules pour les cérémonies coutumières reste essentielle et revêt une grande importance sur le plan social, ce qui pourrait peut-être expliquer notre résultat.

Selon les résultats de la deuxième équation du système, la *PV* aurait à son tour un effet positif et significatif sur les dons quotidiens, son effet marginal étant au moins deux fois plus important : une hausse de 10% de la production végétale induirait une hausse de 7% des dons quotidiens. Ainsi, ce que produit le groupe domestique (pour la commercialisation sur le marché ou pour l'autoconsommation) semble être un facteur déterminant de ce que ce groupe domestique « donne ». Parmi les autres déterminants des relations sociales dans la deuxième équation du système (Modèle 1), les résultats mettent l'accent sur le lien entre les normes et valeurs culturelles et les relations sociales. Une augmentation de 10 % des dons coutumiers (*Coutume*) se traduirait par un accroissement de 1.4 % des dons quotidiens (*Social*). La participation des membres du groupe domestique aux champs appartenant à d'autres membres de la tribu (*PchTrib*) serait significativement et positivement associée à plus de dons quotidiens. L'entraide sur les champs renforcerait ainsi les liens sociaux entre les membres de la tribu. Ce résultat indique que nos variables exogènes (*PchTrib* et *Coutume*) sont satisfaisantes en termes de pouvoir explicatif, ce qui implique qu'ils ne sont pas des instruments faibles. Concernant leur validité, on ne rejette pas l'hypothèse nulle du test de sur-identification de Sargan-Hansen qui indique que nos variables instrumentales sont exogènes, ou en d'autres termes, non-corrélés avec le terme d'erreur (voir résultats du test dans le Tableau 9). Nous pouvons donc être confiants quant à l'exactitude de nos résultats empiriques¹⁰⁰.

¹⁰⁰ Dans les modèles robustes tels que GMM, R-carré n'est pas un sujet de préoccupation car il ne reflète pas l'ajustement du modèle. En général, il n'y a pas de mesure de la qualité de l'ajustement dans les estimations de variables instrumentales, à l'exception de la vérification de la qualité des instruments choisis. En ce qui concerne l'exactitude des estimations, il faut s'assurer que les instruments sont « valides », via le test de Sargan-Hansen, et qu'ils sont également exempts de l'hypothèse « faible » de l'instrument.

Tableau 9. Multiple-Equation GMM – Relations entre Social, Coutume et PV

Variables expliquées Variables Explicatives	Modèle (1)		Modèle (2)	
	Log(PV)	Log(Social)	Log(PV/Surface)	Log(Social)
Log(Social)	0.455*** (0.0905)		0.395*** (0.0742)	
Log(Surface)	0.165*** (0.0333)			
Log(TpsAgri)	0.151*** (0.0385)		0.109*** (0.0351)	
Equipement	0.247*** (0.0680)		-0.0367 (0.0897)	
Scolar	-0.00444 (0.0133)		-0.0197 (0.0125)	
NbPlarcTot	0.0671*** (0.0137)			
Nord	0.0881 (0.0786)		0.0936 (0.0659)	
Iles	0.144* (0.0851)		0.112 (0.0687)	
Log(PV)		0.705*** (0.0231)		
Log(Rendement)				1.054*** (0.0371)
Log(Coutume)		0.137*** (0.0252)		0.118*** (0.0275)
PchFam		-0.0467 (0.0623)		0.0189 (0.0758)
PchTrib		0.185** (0.0905)		0.179* (0.0985)
Observations	1,429	1,429	1,429	1,429
Robust estimation	Oui	Oui	Oui	Oui
Sargan-Hansen p-value	0.1179		0.1798	
Tribe clustering	Oui	Oui	Oui	Oui

*Ecart types entre parenthèses ; *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$*

Pour résumer les résultats empiriques du modèle (1), nous mettons l'accent sur la relation bidirectionnelle entre *PV* et *Social*. La production végétale est donc à la fois le résultat et un facteur explicatif des dons quotidiens (*Social*). Ce résultat suggère ainsi une complémentarité entre la production végétale –une forme de richesse matérielle– et les relations sociales –une forme de richesse immatérielle. En d'autres termes, ce résultat confirme la substituabilité limitée, au moins dans une certaine mesure, entre ces deux types de richesse. En addition, nous avons trouvé que la coutume kanak affecterait la production végétale, indirectement par son effet sur les relations sociales. En particulier, une hausse de 10 % des dons coutumiers induirait une hausse de 0.62 % ($100*[0,137*0,455]$) de la production végétale. L'accroissement du niveau de capital culturel immatériel se traduirait par l'accroissement du capital social, qui impliquerait à son tour l'augmentation de la production végétale et donc de la richesse matérielle des kanak. Notre modèle empirique nous a permis d'identifier le rôle de la richesse immatérielle (ici les relations sociales et la coutume kanak) dans la création et l'augmentation du stock de richesse matérielle (ici la production végétale destinée à la vente et à l'autoconsommation), cette dernière étant à son tour indispensable pour le maintien du capital social. Nous constatons ici donc un cercle vertueux dans l'accumulation de différentes richesses (matérielle et immatérielle). Ce constat fait écho au « modèle aux élastiques » présenté par Giraud et Loyer (2006) selon lequel tous les capitaux sont interdépendants ; la baisse (ou accroissement) du niveau d'un certain type de capital entraînerait la baisse ou l'accroissement du niveau des autres types de capital. Ainsi, nous observons que la coutume kanak (ou le capital culturel immatériel kanak) représente - au moins en partie - la « colle » qui permet une accumulation collective des différents types de capitaux.

Enfin, comme discuté dans la section 4, l'analyse de la production agricole peut être étudiée à partir de deux perspectives : l'une orientée vers la prise de décision des agriculteurs (le principal intérêt est de décider combien d'acres seraient appropriés pour ensemençer) - étudiée ci-dessus à l'aide du modèle (1)— et un autre qui analysait les rendements des cultures (basé sur les conditions technologiques et environnementales). Par conséquent, nous vérifions ensuite dans le modèle (2) (tableau 9) si le capital social structurel affecte les rendements des cultures¹⁰¹ (intensification de l'agriculture en tribu) de la même manière qu'il affecte la production végétale (extensification/extension de l'agriculture en tribu). Les résultats indiquent que les relations sociales ont un impact positif et significatif sur le rendement agricole. Cependant, l'élasticité

¹⁰¹ Le rendement agricole est la valeur de la production végétale (*PV*), pour des fins de commercialisation et d'autoconsommation, récoltés par unité de surface cultivée (*Surface*), à savoir que $\log(\text{Rendement})=\log(PV/\text{Surface})$

estimée est légèrement inférieure à celle du modèle de production. Une augmentation de 10 % des dons quotidiens est associée à une augmentation de 3,95 % du rendement agricole. Les agriculteurs semblent s'engager dans des interactions informelles pour partager les risques et combler l'écart de lissage de la consommation (échelle de production) plutôt que pour augmenter la performance économique (rendement de production). Comme dans le modèle (1), en se concentrant sur l'échelle de production, *Coutume* montre un impact indirect positif et significatif sur le rendement agricole. Les résultats du modèle (2) indiquent qu'une augmentation de 10 % des dons coutumiers est associée à une augmentation de 0,47 % ($10 * [0,118 * 0,395]$) du rendement agricole. Enfin, une augmentation de 10 % du rendement agricole augmenterait les dons quotidiens de 10,5 %, ce qui est un résultat notable. Le rendement agricole semble favoriser les relations sociales plus que la production végétale (pour rappel, élasticité de 0,7% trouvée pour la production végétale). On pourrait supposer qu'être au contact des terres cultivées permet d'entretenir des relations sociales (impact moins que proportionnel de *PV* sur *Social*). Cependant, l'augmentation du rendement agricole permettrait d'améliorer plus intensément ces connexions (impact plus proportionnel de *Rendement* sur *Social*). La performance économique renforcerait donc la persistance des interactions sociales liées à l'agriculture en tribu. Ces résultats pourraient suggérer que la complémentarité entre les différentes formes de capital est essentielle non seulement pour l'extensification - maintien/démultiplication - de l'agriculture en tribu, mais encore plus pour l'intensification (performance) de cette activité et la persistance des liens sociaux — soutenabilité socio-économique.

5. Tests de robustesse

Afin de nous assurer que nous n'échappons pas à des effets de « trade-off » entre l'agriculture en tribu et d'autres activités salariées, nous ajoutons dans une première étape les revenus provenant des activités non agricoles (*RevNAgri*). Les résultats empiriques présentés dans le tableau 10 (colonne (1)) infirment l'existence d'un « trade-off » entre l'activité d'agriculture en tribu et les activités hors tribu. Ces résultats économétriques viennent donc confirmer les résultats qualitatifs présentés par (Bouard et al., 2018) qui démontrent qu'un capital financier conséquent (lorsqu'au moins un membre du groupe domestique a une activité salariée extérieure) ne se traduit que très rarement par un abandon des activités agricoles et de prélèvements. Ainsi, les premières analyses qualitatives et les résultats économétriques développés ici confirment l'importance et le maintien d'une agriculture kanak pour sa dimension non marchande. D'un point de vue culturel, les activités agricoles en tribu restent

fondamentales même si le temps passé « à la tribu » est de plus en plus réduit et fragmenté. Ce constat est également conforme à celui trouvé par Bensa et Freyss (1994) qui expliquent que le fait d'avoir un membre du groupe domestique en tant que salarié (employé, ouvrier) met à disposition du groupe domestique des flux monétaires permettant d'avoir accès aux marchandises et biens de consommation sur le marché, et puis ces flux monétaires peuvent faire l'objet d'échanges non marchands. Ils ajoutent que les dons deviennent plus importants lorsqu'un flux monétaire abondant traverse l'économie domestique et cérémonielle kanak.

Dans une deuxième étape (GMM(2)), nous remplaçons les revenus provenant d'activités non agricoles par. Nous nous intéressons plus spécifiquement au travail dans la mine car le développement de l'industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie est susceptible de déclencher un changement dans la distribution spatiale des kanak causée par la migration des zones rurales vers les zones d'exploitation du nickel¹⁰², créant ainsi un phénomène d'exode rural. Ce phénomène d'exode rural pourrait remettre en cause le capital social, le capital culturel immatériel ; on pourrait voir disparaître les traditions et les pratiques coutumières, y compris l'agriculture en tribu, pour se diriger vers le travail salarié dans la mine. Ce phénomène pourrait mettre le capital social, les traditions et les pratiques coutumières en danger d'érosion ou, en d'autres termes, conduire à un trade-off entre l'agriculture en tribu et le travail dans l'industrie du nickel. Selon les résultats présentés dans le tableau 10, il se trouve que le temps consacré pour le travail dans l'industrie minière est sans effet sur la production végétale (*PV*), suggérant ainsi l'absence de trade-off entre l'agriculture en tribu et le travail dans les mines. Ce résultat est conforme aux résultats de Pestana et Pantz (2015) qui rejettent l'hypothèse de migration rurale. Notamment, ils estiment notamment que les réflexions dans la littérature concernant la répartition spatiale du développement économique de la Nouvelle-Calédonie ignorent que de nombreuses zones rurales du territoire font simplement partie de l'« économie résidentielle » plutôt que de « l'économie productive ».

¹⁰² Avec la construction des usines Vale-NC et KNS dans les années 2000, puis des usines off-shore depuis 2010, les emplois dans les mines et les usines de traitement du nickel (employés, sous-traitants) ont augmenté de 58% entre 2002 et 2015 (source ISEE).

Tableau 10. Tests de robustesse

Variables expliquées Variables explicatives	GMM(1)		GMM(2)		3SLS		2SLS	
	Log(PV)	Log(Social)	Log(PV)	Log(Social)	Log(PV)	Log(Social)	Log(PV)	Log(Social)
Log(Social)	0.454*** (0.0901)		0.497*** (0.0893)		0.486*** (0.0782)		0.587*** (0.0850)	
Log(Surface)	0.164*** (0.0330)		0.167*** (0.0344)		0.170*** (0.0308)		0.0703 (0.0569)	
Log(TpsAgri)	0.152*** (0.0381)		0.164*** (0.0398)		0.163*** (0.0283)		0.0704 (0.0491)	
Equipment	0.243*** (0.0687)		0.229*** (0.0742)		0.217** (0.0879)		0.245 (0.255)	
Scolar	-0.00908 (0.0137)		-0.00919 (0.0138)		-0.00611 (0.0145)		0.0247 (0.0414)	
NbParcTot	0.0667*** (0.0138)				0.0665*** (0.0154)		0.0294 (0.0369)	
NbParc0			- 0.000569 (0.0238)					
Log(RevNAgri)	0.00258 (0.00321)		0.00243 (0.00353)					
Log(TpsIndus)			0.00594 (0.0113)					
Nod	0.0899 (0.0776)		0.0675 (0.0819)		0.0923 (0.0579)		-0.136 (0.146)	
Iles	0.147* (0.0840)		0.113 (0.0732)		0.134** (0.0649)		-0.133 (0.161)	
Log(PV)		0.705*** (0.0229)		0.712*** (0.0228)		0.709*** (0.0201)		0.711*** (0.0211)
Log(Coutume)		0.137*** (0.0251)		0.132*** (0.0250)		0.130*** (0.0222)		0.117*** (0.0233)
PchTrib		0.187** (0.0904)		0.198** (0.0890)		0.121 (0.0823)		0.419** (0.201)
PchFam		-0.0507 (0.0615)		-0.0495 (0.0598)		-0.0716 (0.0705)		-0.120 (0.202)
Observations	1,429	1,429	1,429	1,429	1,429	1,429	1,429	1,429
Sargan-Hansen p-value	0.1663		0.1041					
Test Hausman (2SLS vs 3SLS) p-value						0.1209		
Robust estimation	Oui							
Mise en grappes (par tribu) de l'erreur type	Oui							

*Ecart types entre parenthèses ; *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1*

Nous remplaçons également le nombre de parcelles totales (*NbParcTot*) par le nombre de parcelles autour de la maison (*NbParc0*). L'objectif est de savoir si la proximité des parcelles du lieu de résidence du groupe domestique a un effet sur le volume de production agricole. Selon la base de données, 82% des groupes domestiques disposent d'au moins une parcelle de

terre à proximité de leur maison. Cependant, selon les résultats empiriques, il se trouve que ceci est sans effet sur la production végétale.

Enfin, nous modifions la méthode d'estimation en utilisant une régression en 3SLS (Three-Stage Least Squares), qui utilise une approche à variable instrumentale qui permet de prendre en compte la corrélation entre les termes d'erreurs de nos deux équations simultanées. Puisque les variables explicatives de chaque équation apparaissent sous forme de covariables dans l'autre équation, nous pouvons nous attendre à ce que les résidus des équations du système soient corrélés. Le test de Hausman indique que toutes les variables explicatives (exogènes) de notre modèle ne sont pas corrélées avec tous les termes d'erreur. Les estimateurs 2SLS et 3SLS sont cohérents, mais seul l'estimateur 3SLS est (asymptotiquement) efficace. Ces estimations alternatives affichent des coefficients très similaires par rapport aux estimations GMM de base. Nos variables de base conservent leur signe et leur ampleur. Notons que sous hétéroscédasticité conditionnelle, GMM est plus efficace que 3SLS.

La significativité de nos variables d'intérêt, ainsi que leurs coefficients respectifs, restent robustes à l'ajout de nouvelles variables, au remplacement de certaines, et à la modification de la méthode de modélisation empirique. Ainsi, nos résultats empiriques apparaissent ainsi être robustes dans l'ensemble¹⁰³.

6. Discussion et pistes de recherches futures

Notre étude micro-empirique met en évidence l'impact indirect des valeurs et normes culturelles kanak (mesurées par les dons coutumiers et/ou cérémoniels) sur l'agriculture en tribu (représentée par la production végétale destinée à la vente et l'autoconsommation). Cet impact est déterminé par les relations sociales (mesurées par les dons quotidiens), qui exercent un effet direct (par exemple par le biais de l'entraide) sur la production végétale et semblent essentielles à la continuité et à la soutenabilité de la pratique traditionnelle de l'agriculture en tribu.

On peut se demander si la persistance de l'agriculture en tribu due à la richesse immatérielle (c'est-à-dire les dons quotidiens et coutumiers) pourrait conduire à une « trappe à pauvreté » pour les personnes spécialisées dans une forme d'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre. Pour répondre à cette question, nous rappelons d'abord nos résultats empiriques. En particulier, nous avons vu que la richesse immatérielle a un effet marginal sur le rendement de production

¹⁰³ Les tests de robustesse pour les modèles avec *Rendement* donnent des résultats similaires et sont disponibles sur demande.

plus élevé que le capital physique. Les agriculteurs semblent s'engager dans des interactions informelles afin de partager les risques, de combler l'écart de lissage de la consommation et de rechercher des performances économiques lorsque l'utilisation ou l'accès au capital physique n'est pas courante (ou limitée). Dans notre enquête empirique, le capital physique semble être un facteur important de l'échelle de production (c'est-à-dire la production végétale), avec un effet insignifiant sur l'intensité/la performance de la production (c'est-à-dire le rendement agricole). L'influence des équipements agricoles dans les tribus calédoniennes a récemment été observée dans une étude menée en 2019 (Sourisseau et al., 2020). Il est important de comprendre que les équipements sont rarement utilisés dans l'agriculture en tribu ; seulement 3% des groupes domestiques ont un tracteur. D'une manière générale, les parcelles sont petites (en moyenne 2500 m²) et parfois situées sur des terrains en pente (notamment dans les zones de réserve), donc l'investissement en matériel agricole n'est pas toujours évident. Au-delà de nos constats empiriques, des études qualitatives (Bouard et Sourisseau, 2010; Guyard et al., 2014; Bouard et al., 2020) montrent que si un agriculteur kanak souhaite investir dans du matériel agricole pour augmenter substantiellement les surfaces cultivées, il devra probablement cultiver des terres réaffectées dans le cadre de la réforme agraire et pour ce faire, l'agriculteur bénéficiera sûrement de la mobilisation de son capital social à travers sa participation aux cérémonies coutumières et aux dons. Dans notre modèle, la richesse immatérielle ne se substitue donc pas au capital physique pour enfermer les communautés dans des activités à forte intensité de main-d'œuvre. Au contraire, la richesse immatérielle semble être une « solution » pour éviter l'extrême pauvreté dans les communautés s'appuyant sur des pratiques traditionnelles où le capital physique fait défaut ou est difficile à mobiliser.

Si l'agriculture « traditionnelle » n'est pas une activité à haute valeur ajoutée, nous ne pensons pas que les échanges non marchands de production végétale (dons) induiraient des « trappes à pauvreté » en maintenant les agriculteurs dans des formes d'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre, mais pourraient au contraire contribuer au développement économique par la réduction des inégalités. Une manière d'obtenir une estimation quantitative du rôle des ressources non marchandes de l'agriculture dans la réduction des inégalités est de comparer leur impact avec celui des transferts sociaux liés à la redistribution publique, dont le rôle premier est de compenser une partie des inégalités économiques. Sur la base de l'enquête IAC utilisée dans notre étude, Guyard et al. (2013) ont montré que les inégalités sont notamment régulées dans les communautés tribales à travers l'économie domestique. Pour tous les groupes domestiques résidant en tribus en Nouvelle-Calédonie, l'indice de Gini estimé pour le revenu

total (monétaire et non monétaire) est de 0,37. L'indice calculé par l'Enquête Budget Consommation des Ménages en 2008 pour l'ensemble de la population de la Nouvelle-Calédonie est de 0,43 pour le revenu total des ménages (y compris transferts sociaux). Malgré les différences de l'échantillon, qui appellent une certaine prudence, ce résultat tendrait à montrer une répartition plus égalitaire au sein de la population tribale résidente que pour l'ensemble du pays. La réduction des inégalités passe par la contribution des revenus sociaux et non monétaires. En effet, cette dernière permet de passer d'un indice de Gini initial de 0,52 (calculé sur la base des revenus du travail et du capital, hors revenus non monétaires et transferts sociaux) à 0,37 pour l'ensemble des revenus monétaires et non monétaires (Guyard et al. 2013). Bien que l'objectif de notre étude se limite à la soutenabilité socio-économique, nous voudrions rappeler ici que la recherche a montré l'importance d'un degré élevé de cohésion et d'un faible niveau d'inégalités dans la gestion des ressources environnementales dans les petites communautés (Ostrom, 1990). La pérennité socio-économique des communautés tribales serait donc une condition préalable à leur « forte » soutenabilité au sens large.

Plus généralement, nous voudrions souligner qu'opposer développement coutumier et développement économique est trop réducteur. Dans les communautés tribales de Nouvelle-Calédonie, l'accès à la terre n'est généralement pas problématique pour le développement de surfaces limitées orientées vers la consommation et la vente locale à petite échelle, même si des problèmes peuvent survenir lorsque l'activité agricole est plus marchande et concerne une plus grande surface. Cependant, ce contrôle n'a pas que des effets négatifs ; si la légitimité est respectée et que l'individu concerné peut justifier de la cohérence de son projet avec la dynamique de son clan et de sa tribu, le contrôle collectif peut devenir un moyen de soutien. Enfin, des méthodes de gestion de l'articulation des logiques marchandes et non marchandes sont mises en œuvre qui permettent une coexistence négociée. Dans une approche économique et individuelle, cette situation est souvent perçue comme une contrainte car elle limite les possibilités d'intégration marchande des individus, même si les analyses qualitatives et nos analyses quantitatives montrent que l'équilibre entre activités marchandes et non marchandes est recherché pour atteindre une cohérence entre l'organisation sociale communautaire et les contraintes et opportunités du marché. Les relations entre pratiques marchandes et non marchandes et leurs logiques sont donc complexes : la coutume peut faciliter le développement économique, voire stimuler les activités marchandes, de même que la coutume exclut les revenus en limitant les stratégies d'accumulation excessive de revenus tout en réduisant les inégalités.

Notre enquête micro-empirique suggère que la soutenabilité socio-économique ne concerne pas seulement les pratiques modernes (à forte intensité de capital) ou traditionnelles (à forte intensité de main-d'œuvre); il devrait s'agir principalement de mécanismes permettant un développement inclusif qui protègent les individus de la pauvreté absolue. Bien que basés sur une approche inductive spécifique au contexte mais holistique avec des preuves empiriques d'une étude économétrique rigoureuse, nos résultats empiriques devraient s'appliquer à différentes communautés, même celles basées sur des activités modernes, à condition que le capital social agisse par « solidarité » (recherche de synergies) plutôt que la « charité »¹⁰⁴. Dans un modèle socio-économique, les dons coutumiers et, plus largement, les valeurs et normes culturelles ne se limitent donc pas à dynamiser l'aide « sur le terrain » mais aussi à renforcer la solidarité, qui devrait à terme pallier les défaillances dans les « activités traditionnelles » et dans les secteurs économiques « modernes » fondés sur le capital physique (et/ou financier) et les principes du marché libre (la récente crise du COVID-19 a montré les limites des économies capitalistes et le rôle accru des actions auto-organisées/humanitaires)¹⁰⁵.

Notre modèle a été validé empiriquement pour une communauté s'appuyant sur un secteur économique « traditionnel ». Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour tester la possibilité de généraliser nos résultats, dans un premier temps en étendant les données à d'autres communautés (similaires aux tribus calédoniennes), puis en appliquant ce modèle à un panel plus généralisé de ménages (ou de pays) à travers le monde. Dans les recherches futures, nous nous demanderons d'abord si les communautés les moins développées (par exemple en Afrique ou dans d'autres îles du Pacifique), caractérisées par des systèmes économiques reposant à la fois sur des activités à forte intensité de main-d'œuvre et un capital immatériel insuffisamment valorisé, sont plus susceptibles d'être enfermées dans des activités à faible revenu et improductives. Une autre question de recherche serait de tester la validité de notre modèle pour des communautés spécialisées dans d'autres secteurs plus dépendants du capital physique et donc à plus forte valeur ajoutée (par exemple, l'artisanat, le tourisme, etc.) dans l'objectif de fournir plus de réflexion sur le lien entre la richesse immatérielle, le capital physique et le

¹⁰⁴ Si la « charité » peut enfermer les gens dans des activités improductives, la solidarité doit stimuler la performance en mettant en commun les synergies.

¹⁰⁵ Comme le rapporte l'OCDE (2020), la crise du COVID-19 appelle à un rééquilibrage de l'efficacité et de la résilience dans les économies. Alors que le capital social était traditionnellement considéré comme un moyen de « réparer » les problèmes sociaux (tels que l'itinérance, l'exclusion du marché du travail et d'autres formes d'exclusion sociale), il peut jouer un rôle beaucoup plus important dans la phase post-COVID, inspirant la transformation vers une économie plus inclusive et durable.

revenu [monétaire]. Une analyse comparative des relations mises en évidence dans notre étude pour les activités « traditionnelles » et « modernes » serait d'un grand intérêt.

Enfin, les variables que nous avons utilisé dans ce chapitre restent des approximations du capital culturel immatériel et du capital social structurel. Ces mesures ne représentent que partiellement ces concepts à multiples facettes. Nous sommes tout à fait conscients de nos résultats empiriques probablement biaisés, sous-estimés. En raison de leur dimension immatérielle, le capital culturel immatériel et le capital social structurel sont difficiles à mesurer et peu de données internationales sont disponibles sur ces deux formes de capital. Les relations mesurées dans cet article entre le capital culturel immatériel, le capital social structurel et la production agricole devraient être complétées et affinées en utilisant d'autres variables aujourd'hui manquantes telles que : le nombre de locuteurs d'une langue kanak au sein du groupe domestique, la présence ou l'absence de pratiques culturelles spécifiques (tuteurage des ignames, culture en billon ou en sillon), la présence de certaines variétés d'ignames, de taros ou de bananes à haute valeur symbolique, la présence d'une case traditionnelle sur la parcelle d'habitation, et la mesure des contre-dons. Une actualisation de la base de données mobilisée dans cette étude permettrait de tester pour des années plus récentes les relations mises en évidence ici pour une année, ainsi que de traiter d'une manière encore plus satisfaisante les problèmes d'endogénéité et d'hétérogénéité (ex. estimations à effets-fixes année/groupe domestique, régressions de type Arrelano-Bond GMM sur des données de panel). Notre constat empirique d'un impact plus que proportionnel du rendement agricole sur les relations sociales mérite une étude plus approfondie, notamment avec des données de panel afin de saisir la dimension temporelle.

Conclusion

Ce chapitre met en évidence le rôle de la richesse immatérielle dans la création de richesse matérielle. Nous démontrons l'importance du capital culturel immatériel (c'est-à-dire les valeurs, coutumes et normes culturelles) à travers son impact sur le capital social structurel (c'est-à-dire les relations sociales) et sur une activité objectivement mesurable : le volume de la production agricole sur les terres coutumières en Nouvelle-Calédonie. Le capital culturel immatériel, qui comprend un ensemble de valeurs et de normes, est le fondement de l'organisation des relations sociales et détermine le mode de vie de la communauté tribale car il structure les relations sociales. Ces normes et valeurs immatérielles sont maintenues par les membres de la société tribale et sont transmises de génération en génération. Les résultats

démontrent une relation bidirectionnelle entre les relations sociales et l'agriculture en tribu. La production végétale est donc le résultat, mais aussi un facteur explicatif, des relations sociales. Cette simultanéité est la preuve empirique de la complémentarité entre la richesse immatérielle - limitée ici aux valeurs et normes culturelles kanak et aux relations sociales - et la richesse matérielle - limitée ici à la production végétale. De plus, nos résultats suggèrent que la complémentarité entre les différentes formes de capital est essentielle non seulement pour le maintien de l'agriculture en tribu, mais encore plus pour l'intensification (performance) de cette activité et la persistance des liens sociaux. Ainsi, nos résultats suggèrent que l'hypothèse néo-classique de la substituabilité inconditionnelle entre les capitaux ne serait pas valide pour la soutenabilité socio-économique. Nous étendons donc le cadre de soutenabilité « forte » [environnementale] à la richesse immatérielle, en admettant des restrictions sur le degré de soutenabilité entre les formes de capital matériels et immatériels. Une telle approche est nécessaire pour une investigation adéquate sur la richesse totale en tribu, en particulier en termes de soutenabilité socio-économique qui est particulièrement pertinente au niveau communautaire. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour vérifier la validité des mécanismes révélés dans cette étude pour d'autres activités économiques et/ou communautés à travers le monde.

Conclusion Partie II

Les économies insulaires sont des économies dont le développement dépend de plusieurs sources de rente. A cause de leurs caractéristiques géographiques, économiques et sociales, cette stratégie de développement par les rentes n'est qu'une conséquence raisonnable (Baldacchino, 2006, 2010a; Bertram, 2004; Briguglio et al., 2006; Poirine, 1993b, 1995). Ainsi, une diversification des rentes et une différenciation est nécessaire afin de dépasser les risques de non-soutenabilité liés aux différents types de rente. La diversification permet de multiplier les sources de revenus des îles et constitue en quelque sorte une stratégie de prévention aux chocs et risques dans le sens où si un secteur est frappé par un choc, les autres secteurs ne seront pas affectés. La différenciation va permettre aux îles de fixer un prix plus élevé et donc de générer une rente. Dans cette thèse, nous s'intéressons à la différenciation par le capital culturel. Sachant que le capital culturel existe sous forme matérielle et immatérielle, et que son impact peut se manifester au niveau macroéconomique et microéconomique, nous proposons dans cette partie deux analyses empiriques. La première s'intéresse à la composante matérielle de ce capital, limitée au commerce de biens culturels, et son effet sur l'épargne nette ajustée au niveau macroéconomique. Nos résultats empiriques montrent que le commerce de biens culturels est une source potentielle de richesse et de rente, surtout dans le cas des économies insulaires très vulnérables. En effet, la spécialisation dans les exportations de biens culturels semble avoir un effet positif sur l'épargne nette ajustée dans les économies insulaires, contrairement aux autres pays où son effet est négatif (exceptés les plus vulnérables). Cet impact est davantage plus important lorsque le niveau de vulnérabilité structurelle est élevé – observation empirique qui vient soutenir notre hypothèse théorique : la valorisation du patrimoine culturel serait une source de rente permettant aux îles vulnérables de réduire l'effet de cette vulnérabilité économique structurelle sur la soutenabilité. Ainsi, nous pensons que le commerce de biens culturels représente une opportunité intéressante pour les îles dans l'objectif de se différencier par le patrimoine culturel. Les industries culturelles et créatives sont de plus en plus florissantes à cause du développement des technologies d'information et de communication ce qui rend plus facile la diffusion des contenus culturels avec le reste du monde. Le développement de ces industries culturelles contribuerait à l'augmentation de l'emploi et à renforcer les communautés locales en étant une source de revenu. Les industries culturelles et créatives contribueraient au développement économique et local via la création d'emploi, le développement de petites

entreprises locales et familiales¹⁰⁶ (artisanat par exemple), et les exportations de biens et services culturels. Au niveau culturel et social, le développement des industries culturelles et créatives contribuerait à la revitalisation sociale et culturelle du pays en question en donnant l'opportunité de participer à des activités productives à la population locale, dont surtout les populations autochtones, les femmes et les jeunes (Unesco, 2009) et en promouvant l'image du pays et de sa culture unique.

La deuxième analyse empirique s'intéresse à la dimension immatérielle du capital culturel, donc aux coutumes, valeurs, traditions, etc. et son effet sur la richesse matérielle (mesurée par la production agricole) et immatérielle (limitée dans notre analyse aux relations sociales) à travers une étude de cas sur l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie. Les résultats de notre application empirique suggèrent que la production végétale (richesse matérielle), les relations sociales et la coutume (richesses immatérielles) sont interdépendantes, validant ainsi une complémentarité entre la richesse matérielle et immatérielle. Ce constat affirme qu'une prise en compte du capital culturel dans l'analyse de la soutenabilité exige l'adoption d'une approche de soutenabilité forte qui insiste sur la complémentarité entre les différentes sources de richesse.

¹⁰⁶ Selon le rapport de l'Unesco (2009), les industries culturelles sont constituées souvent de petites entreprises ou d'entreprises familiales.

Conclusion Générale

L'objectif de cette thèse est de questionner les enjeux et les possibilités de prise en compte du patrimoine culturel dans l'analyse économique de la soutenabilité des PEID. Se dessinerait alors une voie de développement pour les économies insulaires fondée sur la valorisation et la différenciation par le capital culturel matériel et immatériel dans l'objectif de renforcer la soutenabilité de leur trajectoire de développement.

Le plus grand défi auquel les économies insulaires sont confrontées est celui du développement soutenable. Selon la littérature, leur vulnérabilité économique et fragilité écologique constituent les principales entraves à leur soutenabilité. En effet, la viabilité économique et sociale des PEID est soumise à un risque élevé du fait de la dépendance de leurs économies sur l'exploitation de leurs écosystèmes naturels (surtout les pêcheries et les récifs coralliens) très sensibles aux effets du changement climatique. Combinée avec la transition vers la libéralisation du commerce sous l'égide de l'OMC, la viabilité économique et sociale de ces îles est encore une fois compromise. En revanche, la vulnérabilité économique et sociale de ces îles n'est pas inhérente et ne se limite pas à leurs « handicaps » géographiques (petite taille, éloignement) et environnementaux (risque d'élévation du niveau de la mer, les catastrophes naturelles), elle est également fonction de leur mode d'insertion dans l'économie politique mondiale et de leur contexte socio-économique particulier (Nurse, 2006). Ainsi, plusieurs auteurs refusent de voir les économies insulaires comme vulnérables et insistent sur leur capacité de résilience qui leur a permis de réduire les conséquences de leurs vulnérabilités et de réussir à avoir des performances économiques parfois plus importantes que d'autres pays de plus grande taille et n'ayant pas le statut d'îles. Pour assurer leur bouclage macroéconomique, ces îles ont opté pour des stratégies de développement spécifiques basées sur l'exploitation de différents types de rentes (naturelle, migratoire, stratégique, militaire, etc.). C'est ce que Bertram et Poirine (2007) dénomment « stratégie d'hyperspécialisation », fondée sur la spécialisation dans un ou deux secteurs spécifiques.

En revanche, une stratégie de développement fondée sur l'exploitation des rentes n'apparaît pas comme une stratégie nécessairement soutenable car la continuité de ces flux de rentes dans le temps n'est pas garantie. Chacune de ces rentes est soumise à un risque de non-soutenabilité. Les économies insulaires doivent donc chercher de nouvelles options de développement leur

permettant d'assurer des recettes plus stables (Nations Unies, 1994)¹⁰⁷. Les opportunités de développement des petites îles étant limitées à cause de leurs vulnérabilités, elles posent des défis particuliers à la planification et à la mise en œuvre de stratégies de développement soutenables. Nous pensons que la richesse de ces îles en termes de capital culturel pourrait être une opportunité intéressante de différenciation permettant aux îles de se démarquer et s'améliorer sans compétitivité sur le marché international. En effet, les économies insulaires sont dotées de ressources naturelles et culturelles terrestres et maritimes exceptionnelles. Leur situation géographique particulière et leur histoire coloniale et d'immigration riche et variée avec leurs manifestations dans le patrimoine naturel et culturel leur confèrent un attrait incomparable.

A l'intersection de différents concepts aux contours parfois flous et encore très débattus, notre travail relève le défi de proposer une approche économique du rôle du patrimoine culturel dans les trajectoires de développement des PEID, en procédant d'abord à une analyse approfondie des concepts de vulnérabilité, de résilience et de capital culturel vis-à-vis de la soutenabilité (partie 1). Nous avons rencontré des difficultés à établir des distinctions conceptuelles entre des notions peu mobilisées dans une approche économique, mais utilisées dans plusieurs disciplines (notamment la sociologie et l'anthropologie). Cette thèse propose une analyse approfondie du rôle d'un quatrième pilier du développement soutenable, le capital culturel. Le capital culturel est défini comme un actif incarnant une valeur culturelle et économique. La thèse considère l'usage du terme « capital culturel » dans d'autres discours, notamment la sociologie d'après Bourdieu, et les oppose à l'usage proposé en économie. La relation entre la valeur culturelle et économique, sur laquelle repose le concept économique de capital culturel, est explorée, et les implications possibles du capital culturel pour l'analyse économique discutées. Cependant, notre conception du capital culturel ne se limite pas à la notion de capital. Dans le chapitre 3 de la partie 1, nous discutons de la particularité et des propriétés spécifiques du capital culturel qui font que parfois certains éléments constitutifs de ce capital ne respectent pas les propriétés de capital au sens néo-classique (usure dans le temps, perte de valeur et ses conséquences sur l'additionnalité de la fonction de production). Nous introduisons ainsi dans notre analyse la notion de patrimoine culturel qui représente des actifs ayant une valeur unique et exceptionnelle avec une valeur de non-usage très importante.

¹⁰⁷ https://unctad.org/fr/docs/aconf167d9_fr.pdf

Dans une deuxième partie, nous présentons deux applications empiriques. Dans le premier chapitre de la partie 2, nous adoptons une approche macroéconomique dans l'objectif de tester empiriquement le lien entre vulnérabilité structurelle (mesurée par l'indicateur de vulnérabilité économique), soutenabilité (mesurée par l'épargne nette ajustée) et capital culturel (limité à la spécialisation dans le commerce international de biens culturels). Nous nous sommes focalisés sur la dimension plutôt matérielle du capital culturel et son rôle en tant que vecteur de différenciation économique. Nous tirons deux conclusions de cette analyse empirique encore exploratoire. Premièrement, la vulnérabilité structurelle aurait un effet négatif sur la soutenabilité seulement dans les économies très peu (non) vulnérables, en particulier dans les non-îles. Dans les PEID, la vulnérabilité structurelle apparaît comme un facteur plutôt « stimulant » pour la production d'épargne nette ajustée. Nous supposons que cette observation empirique peut s'expliquer par le fait que la vulnérabilité structurelle ne prend pas en compte la résilience. Effectivement, les économies insulaires sont des îles très vulnérables, mais elles sont également très résilientes. Deuxièmement, la spécialisation dans le commerce international de biens culturels semble avoir un effet positif sur la soutenabilité des économies insulaires, notamment dans les PEID les plus vulnérables. Le capital culturel, en plus d'offrir éventuellement une source de revenus alimentant l'épargne nette ajustée, boosterait ainsi la soutenabilité grâce à une atténuation des effets potentiellement négatifs de la vulnérabilité structurelle – en bâtissant une certaine résilience. Cette dernière mérite une attention particulière et fera l'objet de mesures et analyses empiriques plus poussées dans mes travaux de recherche futurs.

Dans le deuxième chapitre de la partie 2, nous adoptons une approche microéconomique qui s'intéresse à la dimension immatérielle du capital culturel, dimension souvent négligée dans la littérature. Dans ce chapitre, nous montrons que le capital culturel immatériel permet de générer à la fois des bénéfices économiques et non-économiques à travers une étude de cas sur l'agriculture en tribu en Nouvelle-Calédonie – une pratique ancestrale du peuple kanak. Nous avons montré à l'aide d'une modélisation empirique de la fonction de production agricole en tribu que la coutume kanak permet de renforcer à la fois les relations sociales entre les membres de la tribu et la production végétale destinée à l'autoconsommation et à la vente. Plus précisément, le capital culturel immatériel (mesuré par les dons coutumiers/cérémoniels) a un impact indirect sur l'agriculture en tribu (représentée par la production végétale) et cet impact passe par le capital social (mesuré par les dons quotidiens), qui est une manifestation en pratique de ce capital culturel. Sans le capital culturel immatériel, sans le poids des normes et des valeurs

kanak, l'agriculture en tribu et les relations sociales ne seraient pas aussi vivaces. Les résultats montrent également l'existence d'une relation bidirectionnelle entre le capital social et l'agriculture en tribu. La production végétale serait ainsi le résultat mais aussi un facteur explicatif du capital social. Cette simultanéité est une preuve empirique de la complémentarité entre la richesse immatérielle - limitée ici au capital culturel immatériel et au capital social –, et la richesse matérielle – limitée ici à la production végétale destinée à l'autoconsommation et la commercialisation. Dans ce sens, une analyse en termes de soutenabilité forte serait plus adaptée lors de la prise en compte du capital culturel. En effet, le capital culturel immatériel acquière une dimension patrimoniale, et peut être donc désigné comme un patrimoine culturel, selon la distinction discutée dans la thèse entre capital culturel et patrimoine culturel¹⁰⁸.

La culture a sûrement des avantages intrinsèques : elle ouvre nos esprits à de nouvelles expériences émotionnelles et enrichit nos vies. Mais, comme nous l'avons montré, elle a aussi des avantages extrinsèques : elle est un catalyseur de développement dans les pays en développement très vulnérables. En revanche, notre analyse empirique reste largement exploratoire. Dans cette thèse, l'une des difficultés était de trouver des mesures opérationnelles économiques permettant de refléter la valeur économique totale du capital culturel ou du patrimoine culturel. En effet, les actifs culturels ont une valeur de non-usage¹⁰⁹ très importante et très difficile à mesurer parce que la majorité des biens culturels sont non-marchands et non-échangeables sur le marché. L'usage de variables proxy, certes originales mais assez imparfaites pour la rente culturelle dans le chapitre 1, et la coutume kanak dans le chapitre 2 de la partie 2, aurait produit des résultats probablement biaisés et certainement sous-estimés. Ainsi, des efforts en termes d'évaluation du capital culturel sont requis pour permettre une analyse encore plus précise et plus approfondie de l'impact de la culture dans l'économie. Il n'est donc pas surprenant de constater que les évaluations économiques dans le domaine de la culture se focalisent essentiellement sur les biens culturels matériels. De même, les évaluations sont géographiquement concentrées dans les pays développés : en Europe (surtout au Royaume Uni), aux Etats-Unis et au Canada. Les premières études dans le domaine de l'évaluation du patrimoine culturel étaient exploratoires, et consacrées à trouver un prix pour un bien culturel particulier (Mourato et Mazzanti, 2002). Les méthodes d'évaluation se sont sophistiquées avec le temps et ceci au niveau de l'échantillonnage, de l'implémentation, des estimations

¹⁰⁸ Notion discutée dans la Partie 1, Chapitre 3, Section 2.

¹⁰⁹ Les valeurs de non-usage représentent les valeurs qu'on accorde à un bien sachant qu'on ne dérive pas d'utilité suite à la consommation de ce bien de manière directe ou indirecte.

statistiques, etc. Même avec ces améliorations, on est encore assez loin du niveau atteint dans les domaines de l'économie de l'environnement et de la santé.

La disponibilité de mesures opérationnelles de la culture est essentielle pour évaluer l'impact de la culture sur l'économie et la soutenabilité. Les organisations internationales telles que les Nations Unies ont plusieurs fois insisté dans leurs rapports sur le rôle que peut jouer la culture dans le développement et dans l'atteinte des objectifs du développement soutenable dans les pays en développement. Or, le manque de données culturelles rend l'analyse plus compliquée. Notre analyse empirique montre que la culture aurait un effet potentiellement positif sur la soutenabilité (que ce soit au niveau macroéconomique ou microéconomique). Cependant, la valorisation du capital culturel est-elle suffisante pour garantir la soutenabilité des économies insulaires ? Le développement par la rente culturelle serait-il la solution miracle pour renforcer la soutenabilité de la trajectoire de développement des pays vulnérables, et plus particulièrement dans les PEID ? Comme tout autre type de rente, la rente culturelle serait potentiellement soumise à des risques de non soutenabilité. Or, l'exploitation excessive du patrimoine culturel entrainerait-elle sa dégradation ? Dans la Partie I, Chapitre 3, on a vu que les biens culturels acquièrent de la valeur avec l'usage et la consommation. Les conditions de renouvellement de ce patrimoine culturel mériteraient d'être davantage analysées dans la littérature. La rente culturelle générée par la différenciation par le patrimoine culturel doit être utilisée pour réinvestir dans le secteur culturel (projets de rénovation et de rétablissement des sites historiques, rénovation du patrimoine urbain, protection des traditions autochtones en évitant la folklorisation, les marginalisations, etc.) dans l'objectif de préserver et de protéger ces actifs. La conception et la production de données pouvant mieux mesurer les éventuels effets de seuil dans la valorisation de la rente culturelle serait un excellent sujet pour des recherches futures, dans la continuité des apports de cette thèse.

Références

- Abeselom, K. (2018). The Impact of Foreign Aid in Sustainable Development in Africa: A Case Study of Ethiopia. *Open Journal of Political Science*, 8(4), 365–422.
<https://doi.org/10.4236/OJPS.2018.84026>
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty* / James Robinson (1st ed.). Crown Publishers.
<https://scholar.harvard.edu/jrobinson/publications/why-nations-fail-origins-power-prosperity-and-poverty>
- Adams, R. H. (1991). *The effects of international remittances on poverty, inequality, and development in rural Egypt*. <https://econpapers.repec.org/paper/fprresrep/86.htm>
- Adebowale, M. (2002). Towards a socially inclusive sustainable development research agenda. In M. Eames & M. Adebowale (Eds.), *Sustainable Development and Social Inclusion: Towards and Integrated Approach to Research* (pp. 4–16).
- Agovino, M., Crociata, A., Quaglione, D., Sacco, P., & Sarra, A. (2017). Good Taste Tastes Good. Cultural Capital as a Determinant of Organic Food Purchase by Italian Consumers: Evidence and Policy Implications. *Ecological Economics*, 141, 66–75.
<https://doi.org/10.1016/J.ECOLECON.2017.05.029>
- Aidt, T. S. (2010). Corruption and sustainable development. In S. Rose-Ackerman & T. Soreide (Eds.), *International Handbook on the Economics of Corruption* (pp. 3–51). Edward Elgar Publishing .
<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=QbZEBihNOFUC&oi=fnd&pg=PA3&dq=Corruption+and+sustainable+development.+In:+Rose-Ackerman+S,+Soreide+T,+editors.+International+handbook+on+the+economics+of+corruption&ots=dICqCJgFV-&sig=g2YS2r5E6f39g-jf-qF0kCXPYJE#v=onepage&q&f=false>
- Aiyar, S. S. A. (2008). Small states: Not handicapped and under-aided, but advantaged and over-aided. *Cato Journal*, 28(3), 449–478. <https://www.questia.com/library/journal/1G1-192393769/small-states-not-handicapped-and-under-aided-but>
- Akgün, A. A., van Leeuwen, E., & Nijkamp, P. (2012). A multi-actor multi-criteria scenario analysis of regional sustainable resource policy. *Ecological Economics*, 78, 19–28.
<https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.02.026>

- Alesina, A., & La Ferrara, E. (2000). Participation in Heterogeneous Communities. *The Quarterly Journal of Economics*, 115(3), 847–904.
<https://doi.org/10.1162/003355300554935>
- Ambrosetti, E., Cela, E., & Fokkema, T. (2011). The Remittances Behaviour of the Second Generation in Europe: Altruism or Self-Interest? In *Quaderni di Ricerca - Dipartimento di Scienze Economiche e Sociali* (pp. 1–32).
https://www.researchgate.net/publication/234082343_The_Remittances_Behaviour_of_the_Second_Generation_in_Europe_Altruism_or_Self-Interest
- Amery, H. A., & Anderson, W. P. (1995). International Migration and Remittances to a Lebanese Village. *The Canadian Geographer/Le Géographe Canadien*, 39(1), 46–58.
<https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.1995.tb00399.x>
- Amprou, J., & Chauvet, L. (2007). *Débats sur l'efficacité de l'aide : fondements et nouveaux enjeux* (No. 37; Notes et Documents). <https://www.afd.fr/fr/ressources/debats-sur-lefficacite-de-laide-fondements-et-nouveaux-enjeux>
- Amuedo-Dorantes, C., & Pozo, S. (2006). Remittances as Insurance: Evidence from Mexican Immigrants. *Journal of Population Economics*, 19(2), 227–254.
<https://doi.org/10.2307/20008008>
- Anderson, M. B. (1993). Disaster vulnerability and sustainable development : A general framework for assessing vulnerability. In *The Collaborative for Development Action*.
<http://repositorio.gestiondelriesgo.gov.co/bitstream/handle/20.500.11762/19045/2295.pdf;jsessionid=0CE713D20469EFEFCA45B8D57D19A4E3?sequence=1>
- Andriessen, D. (2004). Designing a method for the valuation of intangibles. In *MAking Sense of Intellectual Capital*.
- Apithy, L., Bouard, S., Gorohouna, S., Guyard, S., & Sourisseau, J. M. (2016). Dynamiques économiques et sociales des tribus et de la ruralité: fragilités et facultés d'adaptation. In S. Bouard, J. M. Sourisseau, V. Geronimi, S. Blaise, & L. Ro'i (Eds.), *La Nouvelle-Calédonie Face à Son Destin Quel Bilan à La Veille de La Consultation Sur La Pleine Souveraineté?*
- Apithy, Leïla, Guyard, S., Bouard, S., Passouant, M., Sourisseau, J.-M., & Bélières, J.-F. (2016). Adapter les méthodes d'enquêtes à une agriculture principalement non marchande : un exemple en Nouvelle-Calédonie. *Cahiers Agricultures*, 25(3).

<https://doi.org/10.1051/cagri/2016024>

- Apithy, Leïla, Guyard, S., Bouard, S., Passouant, M., Sourisseau, J.-M., & Bélières, J.-F. (2018). L'informel et le non-marchand dans les systèmes d'activités : enquête représentative sur les ménages kanak en tribus de Nouvelle-Calédonie. *Cahiers Agricultures*, 27(2), 25501. <https://doi.org/10.1051/cagri/2018012>
- Armstrong, H., De Kervenoael, R. J., Li, X., & Read, R. (1998). A comparison of the economic performance of different micro-states, and between micro-states and larger countries. *World Development*, 26(4), 639–656. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(98\)00006-0](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(98)00006-0)
- Armstrong, H. W., & Read, R. (2002). The phantom of liberty?: Economic growth and the vulnerability of small states. *Journal of International Development*, 14(4), 435–458. <https://doi.org/10.1002/jid.886>
- Armstrong, H. W., & Read, R. (2003). The determinants of economic growth in small states. *The Round Table*, 92(368), 99–124. <https://doi.org/10.1080/750456745>
- ARP-PACA. (2009). *Étude nationale des retombées économiques et sociales du patrimoine. Document de synthèse.*
- Arrow, K. J., Dasgupta, P., Goulder, L. H., Mumford, K. J., & Oleson, K. (2012). Sustainability and the measurement of wealth. *Environment and Development Economics*, 17(3), 317–353. <https://doi.org/10.1017/S1355770X12000137>
- Arunotai, N. (2008). Saved by an Old Legend and a Keen Observation: The Case of Moken Sea Nomads in Thailand. In *Indigenous knowledge for disaster risk reduction: good practices and lessons learned from experiences in the Asia-Pacific region* (pp. 73–78). European Union, United Nations Office for Disaster Risk Reduction - Regional Office for Asia and Pacific. https://www.researchgate.net/publication/288960509_Saved_by_an_Old_Legend_and_a_Keen_Observation_The_Case_of_Moken_Sea_Nomads_in_Thailand
- Asheim, G. B., Buchholz, W., & Withagen, C. (2003). The Hartwick Rule: Myths and Facts. *Environmental and Resource Economics*, 25(2), 129–150. <https://doi.org/10.1023/A:1023909217989>
- Aşici, A. A. (2013). Economic growth and its impact on environment: A panel data analysis.

- Ecological Indicators*, 24, 324–333. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2012.06.019>
- Ateş, O. (2014). The valuation of cultural capital: a case study . *The 18th International Conference on Cultural Economics*.
- Atkins, J.P., Mazzi, S., & Easter, C. D. (2000). *A Commonwealth Vulnerability Index for Developing Countries: the position of small states*. Commonwealth Secretariat.
https://www.researchgate.net/publication/265301558_A_Commonwealth_Vulnerability_Index_for_Developing_Countries_the_position_of_small_states
- Atkins, Jonathan P., Mazzi, S., & Easter, C. D. (2001). *Small States: A composite Vulnerability Index*. https://www.researchgate.net/profile/Sonia-Mazzi/publication/265301669_Small_States_A_Composite_Vulnerability_Index/links/5a032ddb458515713b4280b1/Small-States-A-Composite-Vulnerability-Index.pdf
- Atkinson, G. (2000). Re-thinking economic progress. *World Econ.*, 1, 153–166.
- Atzenhoffer, J.-P. (2012). Could free-riders promote cooperation in the commons? *Environmental Economics and Policy Studies*, 14(1), 85–101.
<https://doi.org/10.1007/s10018-011-0022-2>
- Ayyub, B. M. (2014). Systems Resilience for Multihazard Environments: Definition, Metrics, and Valuation for Decision Making. *Risk Analysis*, 34(2), 340–355.
- Bahadur, A., Lovell, E., Wilkinson, E., & Tanner, T. (2015). *Resilience in the SDGs: developing an indicator for Target 1.5 that is fit for purpose* (Briefing Papers). <https://www.odi.org/publications/9775-resilience-sdgs-2030-developing-poor-vulnerable-climate-indicator-target-disasters>
- Bakkensen, L. A., Fox-Lent, C., Read, L. K., & Linkov, I. (2017). Validating Resilience and Vulnerability Indices in the Context of Natural Disasters. *Risk Analysis*, 37(5), 982–1004. <https://doi.org/10.1111/risa.12677>
- Baldacchino, G. (2006). Managing the hinterland beyond: Two ideal-type strategies of economic development for small island territories. *Asia Pacific Viewpoint*, 47(1), 45–60. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8373.2006.00295.x>
- Baldacchino, G. (2010a). *Island Enclaves: Offshoring Strategies, Creative Governance, and Subnational Island Jurisdictions*. McGill-Queen’s University Press.
https://books.google.com.lb/books?hl=fr&lr=&id=_7noOxI88F4C&oi=fnd&pg=PP2&dq

=Island+Enclaves,+Offshoring,+Creative+Governance+and+Subnational+Island+Jurisdictions&ots=iIlm71KSUU&sig=D3_zGfa0gw7wUcNEMj7IHZDskC0&redir_esc=y#v=onenpage&q&f=false

Baldacchino, G. (2010b). Island brands and “the Island” as a brand: Insights from immigrant entrepreneurs on Prince Edward Island. *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 9(4), 378–393. <https://doi.org/10.1504/IJESB.2010.032400>

Baldacchino, G. (2014). Small Island States: Vulnerable, Resilient, Doggedly Perseverant or Cleverly Opportunistic? *Études Caribéennes*. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.902>

Baldacchino, G., & Bertram, G. (2009). The Beak of the Finch: Insights into the Economic Development of Small Economies. *The Round Table*, 98(401), 141–160. <https://doi.org/10.1080/00358530902757867>

Baldacchino, G., & Bray, M. (2001). Special issue on human resource strategies for small states. *International Journal of Educational Development*, 21(3), 203–204. [https://doi.org/10.1016/s0738-0593\(00\)00057-2](https://doi.org/10.1016/s0738-0593(00)00057-2)

Bandiera, O., & Rasul, I. (2006). Social networks and technology adoption in Northern Mozambique. *Economic Journal*, 116(514), 869–902. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2006.01115.x>

Banfield, E. C. (1958). *The moral basis of a backward society*. Free Press.

Banque Mondiale. (2015). *Rapport sur le développement dans le monde : Pensée, société et comportement*. <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2015>

Barnett, J., & Campbell, J. (2010). Climate change and small island states: Power, knowledge and the South Pacific. In *Climate Change and Small Island States: Power, Knowledge and the South Pacific*. Earthscan. <https://doi.org/10.4324/9781849774895>

Barnett, J., & Waters, E. (2016). Rethinking the Vulnerability of Small Island States: Climate Change and Development in the Pacific Islands. In J. Grugel & D. Hammett (Eds.), *The Palgrave Handbook of International Development* (pp. 731–748). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/978-1-137-42724-3_40

Barrère, C., & Hédouin, C. (2014). Du capital culturel aux patrimoines culturels. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 5, 824. <https://doi.org/10.3917/RERU.145.0801>

- Barroca, B., DiNardo, M., & Mboumoua, I. (2013). De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? *EchoGéo*, 24. <https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>
- Barrowclough, D., & Kozul-Wright, Z. (2006). *Creative Industries and Developing Countries: Voice, Choice and Economic Growth*. Routledge.
<https://www.routledge.com/Creative-Industries-and-Developing-Countries-Voice-Choice-and-Economic/Barrowclough-Kozul-Wright/p/book/9780415512466>
- Bass, S., & Dalal-Clayton, B. (1995). Small island states and sustainable development: strategic issues and experience. *Environment Planning Issues*, 8, 59.
https://www.researchgate.net/profile/Stephen_Bass/publication/237111738_Small_Island_States_and_Sustainable_Development_Strategic_Issues_and_Experience/links/55d2ec3908ae7fb244f552a3.pdf
- Baum, C., Schaffer, M., & Stillman. (2003). Instrumental variables and GMM: Estimation and testing. *Stata Journal*, 3(1), 1–31.
https://vhost4.bc.edu/content/dam/files/schools/cas_sites/economics/pdf/workingpapers/wp545.pdf
- Baumbach, S. F., Schmidt, R., Varga, P., Heinz, T., Vécsei, V., & Zysset, P. K. (2011). Where is the distal fracture line location of dorsally displaced distal radius fractures? *Journal of Orthopaedic Research*, 29(4), 489–494. <https://doi.org/10.1002/jor.21268>
- Becker, G. S. (1965). A Theory of the Allocation of Time. *The Economic Journal*, 75(299), 493. <https://doi.org/10.2307/2228949>
- Beekhuis, J. V. (1981). Tourism in the Caribbean: Impacts on the Economic, Social and Natural Environments on JSTOR. *Ambio*, 10(6), 325–331.
<https://www.jstor.org/stable/4312729>
- Begum, R. A., Pereira, J. J., Jaafar, A. H., & Al-Amin, A. Q. (2009). An empirical assessment of ecological footprint calculations for Malaysia. *Resources, Conservation and Recycling*, 53(10), 582–587. <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2009.04.009>
- Beine, M., Docquier, F., & Rapoport, H. (2008). Brain Drain and Human Capital Formation in Developing Countries: Winners and Losers. *The Economic Journal*, 118(528), 631–652. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2008.02135.x>
- Beker, E. (1999). Fostering transdisciplinary research into sustainability in an age of

- globalization: A short political epilogue. In E. Becker & T. Jahn (Eds.), *Sustainability and the Social Sciences: A Cross-Disciplinary Approach to Integrating Environmental Considerations into Theoretical Reorientation* (pp. 1–22).
- Bensa, A., & Freyss, J. (1994). La société kanak est-elle soluble dans l'argent... ? *Terrain*, 23, 11–26. <https://doi.org/10.4000/terrain.3098>
- Benson, C. (2016). *Promoting sustainable development through disaster risk management* (No. 41; ADB Sustainable Development Working Paper Series). www.adb.org
- Bentley, J. W. (1987). Economic and Ecological Approaches to Land Fragmentation: In Defense of A Much-Maligned Phenomenon. *Annual Review of Anthropology*, 16, 31–67. <https://doi.org/10.2307/2155863>
- Berkes, F., & Folke, C. (1994). *Linking Social and Ecological Systems for Resilience and Sustainability* (No. 52; Beijer Discussion Paper Series). <http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/handle/10535/4352>
- Bernheim, B. D., Shleifer, A., & Summers, L. H. (1985). The Strategic Bequest Motive. *Journal of Political Economy*, 93(6), 1045–1076. <https://doi.org/10.2307/1833175>
- Bertacchini, E. (2021). Capital culturel, district culturel et biens communs. *In Situ. Au Regard Des Sciences Sociales*. <https://doi.org/10.4000/INSITUARSS.883>
- Bertram, G. (1986). “Sustainable development” in Pacific micro-economies. *World Development*, 14(7), 809–822. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(86\)90033-1](https://doi.org/10.1016/0305-750X(86)90033-1)
- Bertram, G. (1999). The MIRAB Model Twelve Years On. *The Contemporary Pacific*, 11(1), 105–138. <https://www.jstor.org/stable/23717414?seq=1>
- Bertram, G. (2004). On the convergence of small island economies with their metropolitan patrons. *World Development*, 32(2), 343–364. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2003.08.004>
- Bertram, G., & Poirine, B. (2007). Island political economy. In *A world of islands, an island studies reader* (pp. 325–373). University of prince Edward Islands (PEI) : University of Malta. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00974441/>
- Bertram, I. G., & Watters, R. F. (1985). The MIRAB economy in South Pacific microstates. *Pacific Viewpoint*, 26(3), 497–520. <https://doi.org/10.1111/apv.263002>

- Bettin, G., & Lucchetti, R. (2012). Intertemporal Remittance Behaviour by Immigrants in Germany. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2172701>
- Beugelsdijk, S., & Van Schaik, T. (2005). Social Capital and Growth in European Regions: An Empirical Test. *European Journal of Political Economy*, 21(2), 301–324. <http://www.socialcapitalgateway.org/content/paper/beugelsdijk-s-van-schaik-t-2005-social-capital-and-growth-european-regions-empirical-t>
- Bhagwati, J., & Hamada, K. (1974). The brain drain, international integration of markets for professionals and unemployment. A theoretical analysis. *Journal of Development Economics*, 1(1), 19–42. [https://doi.org/10.1016/0304-3878\(74\)90020-0](https://doi.org/10.1016/0304-3878(74)90020-0)
- Birkmann, J. (2006). Measuring vulnerability to promote disaster-resilient societies: Conceptual frameworks and definitions. In *Measuring vulnerability to natural hazards: Towards disaster resilient societies* (pp. 9–54). <https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=ICzUxp-BiSEC&oi=fnd&pg=PA9&dq=Measuring+vulnerability+to+promote+disaster-resilient+societies:+Conceptual+frameworks+and+definitions&ots=bn4rnY44ZH&sig=xBPQgAWoHnDk5YRBedEWwidbVMo>
- Bishop, M. L. (2010). Tourism as a small-state development strategy: Pier pressure in the Eastern Caribbean? *Progress in Development Studies*, 10(2), 99–114. <https://doi.org/10.1177/146499340901000201>
- Blarel, B., Hazell, P., Place, F., & Quiggin, J. (1992). The Economics of Farm Fragmentation: Evidence from Ghana and Rwanda. *The World Bank Economic Review*, 6(2), 233–254. <https://doi.org/10.2307/3989856>
- Böhringer, C., & Jochem, P. E. P. (2007). Measuring the immeasurable - A survey of sustainability indices. *Ecological Economics*, 63(1), 1–8. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2007.03.008>
- Boos, A., & Holm-Müller, K. (2012). A theoretical overview of the relationship between the resource curse and genuine savings as an indicator for weak sustainability. *Natural Resources Forum*, 36(3), 145–159. <https://doi.org/10.1111/j.1477-8947.2012.01456.x>
- Boos, A., & Holm-Müller, K. (2013). The Relationship Between the Resource Curse and Genuine Savings: Empirical Evidence. *Journal of Sustainable Development*, 6(6), 59–72. <https://doi.org/10.5539/jsd.v6n6p59>

- Booyesen, F. (2002). An overview and evaluation of composite indices of development. *Social Indicators Research*, 59(2), 115–151. <https://doi.org/10.1023/A:1016275505152>
- Bostedt, G., & Lundgren, T. (2010). Accounting for cultural heritage — A theoretical and empirical exploration with focus on Swedish reindeer husbandry. *Ecological Economics*, 69(3), 651–657. <https://doi.org/10.1016/J.ECOLECON.2009.10.002>
- Boța-Avram, C., Groșanu, A., Răchișan, P.-R., & Gavriletea, M. (2018). The Bidirectional Causality between Country-Level Governance, Economic Growth and Sustainable Development: A Cross-Country Data Analysis. *Sustainability*, 10(2), 1–24. <https://doi.org/10.3390/su10020502>
- Bouard, S., Sourisseau, J. M., & Zenou, B. (2020). Integration and Segregation in the Evolution of Agricultural Development Policies in New Caledonia. *Pacific Geogr.*, 54, 4–14.
- Bouard, Séverine", & d'Aquino, P. (2007). Une méthode participative pour discuter l'évolution des pratiques de commercialisation des Mélanésiens: Le jeu de rôles Ne Jèna. *Cahiers Agricultures*, 16(6), 491–495. <https://doi.org/10.1684/agr.2007.0149>
- Bouard, Severine, Apithy, L., & Guyard, S. (2018). Family Farming in Contemporary Kanak Society. In P.-M. Bosc, J.-M. Sourisseau, P. Bonnal, P. Gasselin, E. Valette, & J.-F. Bélières (Eds.), *Diversity of Family Farming Around the World, existence, Transformations and Possible Futures of Family Farms*. Quae.
- Bouard, Séverine, & Sourisseau, J.-M. (2010). Stratégies des ménages kanak : hybridations entre logiques marchandes et non marchandes. *Natures Sciences Sociétés*, 18(3), 266275. <https://doi.org/10.4000/jso.5889>
- Boulding, K. (1941). *Economic analysis*. Harper and Brothers Publishers .
- Bourdieu, P. (1979). Les trois états du capital culturel. *Actes de La Recherche En Sciences Sociales*, 30(1), 3–6. <https://doi.org/10.3406/arss.1979.2654>
- Bourdieu, P. (1986). The forms of capital. In J. Richardson (Ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (pp. 241–258). <http://www.socialcapitalgateway.org/content/paper/bourdieu-p-1986-forms-capital-richardson-j-handbook-theory-and-research-sociology-educ>
- Briguglio, L. (2003, September). The vulnerability index and small island developing states.

A review of conceptual and methodological issues. *AIMS Regional Preparatory Meeting on the Ten Year Review of the Barbados Programme of Action*.

- Briguglio, L., Archer, L., Jafari, B., & Wall, G. (1996). Sustainable Tourism in Islands and Small States: Issues and Policies. In *Sustainable tourism in islands and small states: issues and policies*. Pinter.
- Briguglio, Lino. (1995). Small island developing states and their economic vulnerabilities. *World Development*, 23(9), 1615–1632. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(95\)00065-K](https://doi.org/10.1016/0305-750X(95)00065-K)
- Briguglio, Lino. (2014). *A Vulnerability Resilience Framework for Small states*. https://www.um.edu.mt/__data/assets/pdf_file/0007/215692/Briguglio_The_Vulnerability_Resilience_Framework,_23_Mar_2014.pdf
- Briguglio, Lino, Cordina, G., Farrugia, N., & Vella, S. (2006). Conceptualising and measuring economic resilience. In S. Chand (Ed.), *Pacific Islands Regional Integration and Governance*. Australian National University Press. <https://www.jstor.org/stable/pdf/j.ctt2jbk3w.11.pdf>
- Briguglio, Lino, Cordina, G., Farrugia, N., & Vella, S. (2009). Economic Vulnerability and Resilience: Concepts and Measurements. *Oxford Development Studies*, 37(3), 229–247. <https://doi.org/10.1080/13600810903089893>
- Briguglio, Lino, & Galea, W. (2003). *Updating and augmenting the economic vulnerability index*. University of Malta. Islands and Small States Institute. <https://www.um.edu.mt/library/oar/handle/123456789/18371>
- Bristow, G., & Healy, A. (2018). *Economic Crisis and the Resilience of Regions: A European Study*. <https://books.google.com.lb/books?id=Y4dlDwAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr#v=onepage&q&f=false>
- Brown, R. P. C. (1995). Hidden foreign exchange flows: Estimating unofficial remittances to Tonga and Western Samoa. *Asian and Pacific Migration Journal*, 4(1), 35–54. <https://doi.org/10.1177/011719689500400102>
- Brown, R. P. C. (1997). Estimating remittance functions for Pacific island migrants. *World Development*, 25(4), 613–626. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(96\)00122-2](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(96)00122-2)
- Browne, C. (1995). *Pacific Island IMF member countries : recent economic developments*

- and medium-term prospects.* <https://digitallibrary.un.org/record/194646>
- Brundtland, G. (1987). *Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future.*
- Burford, G., Hoover, E., Velasco, I., Janoušková, S., Jimenez, A., Piggot, G., Podger, D., & Harder, M. K. (2013). Bringing the “Missing Pillar” into Sustainable Development Goals: Towards Intersubjective Values-Based Indicators. *Sustainability*, 5(7), 3035–3059. <https://doi.org/10.3390/SU5073035>
- Cahn, R. (2002). *La fin du divan ?* Odile Jacob. https://www.scienceshumaines.com/la-fin-du-divan_fr_2788.html
- Campbell, J. (2009). Islandness: Vulnerability and Resilience in Oceania. *The International Journal of Research into Island Cultures*, 3, 85–97. <https://researchcommons.waikato.ac.nz/handle/10289/2898>
- Campinha-Bacote, J. (2009). A culturally competent model of care for African Americans. *Urologic Nursing*, 29(1), 49–54. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/19331277>
- Carnegie, C. V. (1982). Strategic flexibility in the West Indies: a social psychology of Caribbean migration. *Caribbean Review*, 11(10–13), 54.
- Carnegie, C. V. (1987). A Social Psychology of Caribbean Migrations: Strategic Flexibility in the West Indies. In B. B. Leine (Ed.), *The Caribbean Exodus* (pp. 32–43). https://books.google.fr/books/about/A_Social_Psychology_of_Caribbean_Migrati.html?id=s5P8nwEACAAJ&redir_esc=y
- Castro, C., & Lopes, C. (2021). Digital Government and Sustainable Development. *Journal of the Knowledge Economy*, 24. <https://doi.org/10.1007/s13132-021-00749-2>
- Clark, J. B. (1888). *Capital and Its Earnings* (Vol. 3). American Economic Association. https://books.google.fr/books?id=93N7ngEACAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
- Clark, K., & Drinkwater, S. (2007). An Investigation of Household Remittance Behaviour: Evidence from the United Kingdom. *The Manchester School*, 75(6), 717–741. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/j.1467-9957.2007.01043.x>
- Clarke, M., Fry, T. R. L., & Mihajilo, S. (2008). The volatility of aid to small island states.

Pacific Economic Bulletin, 23(2), 179–196.

- Clemens, M. A., Radelet, S., & Bhavnani, R. (2004). Counting Chickens when they Hatch: The Short-Term Effect of Aid on Growth. In *SSRN Electronic Journal*. Elsevier BV. <https://doi.org/10.2139/ssrn.567241>
- Cochrane, P. (2006). Exploring cultural capital and its importance in sustainable development. *Ecological Economics*, 57(2), 318–330. <https://doi.org/10.1016/J.ECOLECON.2005.04.012>
- Collier, P. (1998). *Social Capital and Poverty*, *Social Capital Initiative* (No. 4). <http://siteresources.worldbank.org/INTSOCIALCAPITAL/Resources/Social-Capital-Initiative-Working-Paper-Series/SCI-WPS-04.pdf>
- Combes, J.-L., Guillaumont, P., Guillaumont Jeanneney, S., & Motel Combes, P. (2000). Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance. *Revue Française d'économie*, 15(1), 3–33. <https://doi.org/10.3406/rfeco.2000.1441>
- Connell, J. (2013). *Islands At Risk? Environments, Economies and Contemporary Change*. Edward Elgar Publishing. <https://environmentalmigration.iom.int/islands-risk-environments-economies-and-contemporary-change>
- Cordina, G. (2004). Economic Vulnerability And Economic Growth: Some Results From A Neo-Classical Growth Modelling Approach. *Journal of Economic Development*, 29(2), 21–39. <https://ideas.repec.org/a/jed/journal/v29y2004i2p21-39.html>
- Costanza, R., & Daly, H. E. (1992). Natural Capital and Sustainable Development. *Conservation Biology*, 6(1), 37–46. <https://doi.org/10.1046/j.1523-1739.1992.610037.x>
- Costanza, R., de Groot, R., Braat, L., Kubiszewski, I., Fioramonti, L., Sutton, P., Farber, S., & Grasso, M. (2017). Twenty years of ecosystem services: How far have we come and how far do we still need to go? *Ecosystem Services*, 28, 1–16. <https://doi.org/10.1016/J.ECOSER.2017.09.008>
- Couharde, C., Géronimi, V., Maitre d'Hotel, E., & Taranco, A. (2011). Les enjeux liés à la Mesure du Capital Naturel: L'exemple de la Nouvelle-Calédonie. *The European Journal of Development Research*, 23(1), 151–173. <https://doi.org/10.1057/ejdr.2010.54>
- Crowards, T. (2000). *An Index of Inherent Economic Vulnerability for Developing Countries* (4/00; Staff Working Paper).

- Crusol, J. (1988). *L'Enjeu des petites économies insulaires* (Economica).
https://books.google.fr/books/about/L_Enjeu_des_petites_économies_insulaire.html?id=u-CyAAAAIAAJ&redir_esc=y
- Custance, J., & Hillier, H. (1998). Statistical issues in developing indicators of sustainable development. *Journal of the Royal Statistical Society. Series A: Statistics in Society*, *161*(3), 281–290. <https://doi.org/10.1111/1467-985X.00108>
- Cutter, S. L., Barnes, L., Berry, M., Burton, C., Evans, E., Tate, E., & Webb, J. (2008). A place-based model for understanding community resilience to natural disasters. *Global Environmental Change*, *18*(4), 598–606.
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.07.013>
- Dalal-Clayton, B., & Bass, S. (2002). *Sustainable development strategies. A resource book*. Earthscan Publications.
https://www.joinforwater.ngo/sites/default/files/library_assets/ori-e34-sust-dev_strat.pdf
- Dalmas, L., Géronimi, V., Noël, J.-F., & Tsang King Sang, J. (2014). L'évaluation économique du patrimoine urbain et ses enjeux : une approche par la soutenabilité. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, *5*, 843–863.
<https://doi.org/10.3917/reru.145.0843>
- Daly, H. E. (1974). The Economics of the Steady State. *The American Economic Review*, *64*(2), 15–21. https://www.jstor.org/stable/1816010?seq=1#metadata_info_tab_contents
- Daly, H. E. (1990). Toward some operational principles of sustainable development. *Ecological Economics*, *2*(1), 1–6. [https://doi.org/10.1016/0921-8009\(90\)90010-R](https://doi.org/10.1016/0921-8009(90)90010-R)
- Daly, H. E. (1996). Elements of Environmental Macroeconomics. In *Beyond Growth*.
- Dasgupta, P. (2009). The Welfare Economic Theory of Green National Accounts. *Environ. Resour. Econ.*
- Dasgupta, P. (2005). Economics of social capital. *Economic Record*, *81*, S2–S21.
<https://doi.org/10.1111/j.1475-4932.2005.00245.x>
- Dauphiné, A., & Provitolo, D. (2003). Les catastrophes et la théorie des systèmes auto organisés critiques. In V. Moriniaux (Ed.), *Les risques* (pp. 22–36). Editions du Temps.
- Dauphiné, A., & Provitolo, D. (2007). La résilience : un concept pour la gestion des risques.

Annales de Géographie, 654(2), 115–125. <https://doi.org/10.3917/ag.654.0115>

DCMS. (2001). *Creative Industries Mapping Documents 2001*.

<https://www.gov.uk/government/publications/creative-industries-mapping-documents-2001>

De Bruijne, M., Boin, A., & Van Eeten, M. (2010). The rise of resilience. In L. K. Comfort, A. Boin, C. Demchak, & Pittsburgh (Eds.), *Designing Resilience. Preparing fo Extrem Events* (pp. 13–32). University of Pittsburgh Press.

de la Croix, D., Docquier, F., & Schiff, M. (2014). Brain Drain and Economic Performance in Small Island Developing States. In A. Artal-Tur, G. Peri, & F. Requena-Silvente (Eds.), *The Socio-Economic Impact of Migration Flows: Effects on Trade, Remittances, Output, and the Labour Market* (pp. 123–144). Springer International Publishing.

https://doi.org/10.1007/978-3-319-04078-3_6

De Miras, C. (1997). Le développement des petites économies insulaires relève-t-il encore de l'économie de marché ? *Tiers-Monde*, 38(149), 79–98.

<https://doi.org/10.3406/tiers.1997.5127>

de Soysa, I., Bailey, J. L., & Neumayer, E. (2010). Free to squander?: democracy and sustainable development, 1975–2000. In R. A. Matthew (Ed.), *Global Environmental Change and Human Security* (pp. 261–290). MIT Press,.

https://www.researchgate.net/publication/48910204_Free_to_squander_democracy_and_sustainable_development_1975-2000

De Soysa, I., & Neumayer, E. (2005). False prophet, or genuine savior? Assessing the effects of economic openness on sustainable development, 1980–99. *International Organization*, 59(3), 731–772. <https://doi.org/10.1017/S0020818305050253>

de Wit, A., Meritt, D., & Khan, S. (2015). Identification and remittances: does integration hinder immigrant giving to the country of origin? *7th International Research Conference of the European Research Network On Philanthropy*. <http://ernop.eu/wp-content/uploads/2015/06/Arjen-de-Wit-Remittances.pdf>

Dehoorne, O. (2014). Les petits territoires insulaires : positionnement et stratégies de développement. *Études Caribéennes*, 27–28.

<https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.7250>

- Denzau, A. T., & North, D. C. (1994). Shared Mental Models: Ideologies and Institutions. *Kyklos*, 47(1), 3–31. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6435.1994.tb02246.x>
- Dessein, J., Soini, K., Fairclough, G., & Horlings, L. (2015). Culture in, for and as Sustainable Development. Conclusions from the COST Action IS1007 Investigating Cultural Sustainability. In J. Dessein, K. Soini, G. Fairclough, & L. Horlings (Eds.), *University of Jyväskylä*. University of Jyväskylä. <https://doi.org/10.7326/0003-4819-76-6-967>
- DeVoretz, D. J., & Vadean, F. P. (2008). Cultural Differences in the Remittance Behaviour of Households: Evidence from Canadian Micro Data. In *Studies in Economics 0814* (Studies in Economics 0814). <https://ideas.repec.org/p/ukc/ukcedp/0814.html>
- Dietz, S., Neumayer, E., & De Soysa, I. (2007). Corruption, the Resource Curse and Genuine Saving. *Environ. Dev. Econ.*
- Docquier, Frederic, & Marfouk, A. (2004). *Measuring the International Mobility of Skilled Workers (1990–2000): Release 1.0* (No. 3381; Policy Research Working Papers). The World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-3381>
- Docquier, Frédéric, & Rapoport, H. (2012). Globalization, brain drain, and development. *Journal of Economic Literature*, 50(3), 681–730. <https://doi.org/10.1257/jel.50.3.681>
- Dommen, E. (1980). Some distinguishing characteristics of island states. *Topics in Catalysis*, 8(12), 931–943. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(80\)90085-6](https://doi.org/10.1016/0305-750X(80)90085-6)
- Dornan, M., & Pryke, J. (2017). Foreign Aid to the Pacific: Trends and Developments in the Twenty-First Century. *Asia & the Pacific Policy Studies*, 4(3), 386–404. <https://doi.org/10.1002/app5.185>
- Duncan, R. (1994). On achieving sound and stable economic policies in the Pacific islands. *Pacific Economic Bulletin*, 9(1), 21–25.
- Duncan, R. (2015). Islands in the Sea of Knowledge. In R. Utz (Ed.), *Assessment of the Potential Impact of the ICT Revolution in the Pacific on Economic Growth, Employment, and Government Revenue Pacific Possible Technical Note* (pp. 20–70). <http://pubdocs.worldbank.org/en/471591499149365351/pp-ICT-Revolution.pdf>
- Dustmann, C., Kirchkamp, O., Dustmann, C., & Kirchkamp, O. (2002). Journal of development economics. In *Journal of Development Economics* (Vol. 67, Issue 2).

[North-Holland Pub. Co.].

https://econpapers.repec.org/article/eedeveco/v_3a67_3ay_3a2002_3ai_3a2_3ap_3a351-372.htm

Duxbury, N. A., & Jeannotte, M. S. (2010, October 14). From the Bottom-Up: Culture in Community Sustainability Planning. *ESA Research Network Sociology of Culture Midterm Conference: Culture and the Making of Worlds*.
<https://papers.ssrn.com/abstract=1692105>

Easterly, W. (2006). *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*. Penguin Press.
https://books.google.fr/books/about/The_White_Man_s_Burden.html?id=5Iw5IZCTh-kC&redir_esc=y

Easterly, W. (2007). Was Development Assistance a Mistake? on JSTOR. *The American Economic Review*, 97(2), 328–332.
https://www.jstor.org/stable/30034470?seq=1#metadata_info_tab_contents

Easterly, W., Islam, R., & Stiglitz, J. E. (2000). Explaining Growth Volatility. *World Bank WP, August 1999*, 1–24.

Easterly, W., Islam, R., & Stiglitz, J. E. (2001). Shaken and stirred : explaining growth volatility. In B. Pleskovič & N. H. Stern (Eds.), *Annual World Bank Conference on Development Economics* (pp. 191–211).

Easterly, W., & Kraay, A. (2000). Small States, Small Problems? Income, Growth, and Volatility in Small States. *World Development*, 28(11), 2013–2027.
<https://ideas.repec.org/a/eee/wdevel/v28y2000i11p2013-2027.html>

Easterly, W., Levine, R., & Roodman, D. (2003). New Data, New Doubts: Revisiting “Aid, Policies, and Growth.” In *Working Papers* (No. 26). Center for Global Development.
<https://ideas.repec.org/p/cgd/wpaper/26.html>

Ehrlich, P. R., & Ehrlich, A. H. (2002). Population, development, and human natures. *Environment and Development Economics*, 7(01), 158.
<https://doi.org/10.1017/S1355770X02000104>

Ekins, P., Simon, S., Deutsch, L., Folke, C., & De Groot, R. (2003). A framework for the Practical Application of the Concepts of Critical Natural Capital and Strong

Sustainability. *Ecological Economics*.

Elliott, S., & Gray, A. (2000). *Family Structures: A Report for the New Zealand Immigration Service*.

Emerson, J., Esty, D. C., Levy, M. A., Kim, C., Mara, V., de Sherbinin, A., & Srebotnjak, T. (2010). *2010 Environmental Performance Index*. <http://ciesin.columbia.edu>

Encontre, P. (1999). The vulnerability and resilience of small island developing states in the context of globalization. *Natural Resources Forum*, 23(3), 261–270.

<https://doi.org/10.1111/j.1477-8947.1999.tb00914.x>

Everett, G., & Wilks, A. (1999). *The World Bank's Genuine Savings Indicator: a Useful Measure of Sustainability? Working to reform the World Bank and IMF*.

Fafchamps, M., & Lund, S. (2003). Risk-Sharing Networks in Rural Philippines. *Journal of Development Economics*.

Fairchild, S. T., & Simpson, N. B. (2004). Mexican Migration to the United States Pacific Northwest. *Population Research and Policy Review*, 23(3), 219–234.

<https://doi.org/10.2307/40230858>

Favereau, O. (1997). L'incomplétude n'est pas le problème, c'est la solution | Cairn.info. In B. Reynaud (Ed.), *Les limites de la rationalité* (Vol. 2, pp. 219–233). La découverte.

https://www.cairn.info/les-limites-de-la-rationalite-tome-2--9782707155511-page-219.htm?try_download=1

Faye, M. L., McArthur, J. W., Sachs, J. D., & Snow, T. (2004). The Challenges Facing Landlocked Developing Countries. *Journal of Human Development*, 5(1), 31–68.

<https://doi.org/10.1080/14649880310001660201>

Feeny, S., Iamsiraroj, S., & McGillivray, M. (2014). Remittances and Economic Growth: Larger Impacts in Smaller Countries? *The Journal of Development Studies*, 50(8), 1055–1066. <https://doi.org/10.1080/00220388.2014.895815>

Feeny, S., & McGillivray, M. (2008). Do Pacific Countries Receive Too Much Foreign Aid? *Focus, Pacific Economic Bulletin*, 23(002), 13.

<https://www.wider.unu.edu/publication/do-pacific-countries-receive-too-much-foreign-aid>

- Feindouno, S., & Goujon, M. (2016). *The retrospective economic vulnerability index, 2015 update* (No. 147). <http://byind.ferdi.fr/>
- Fernández, R. (2010). *Does Culture Matter?* (No. 16277). <https://doi.org/10.3386/w16277>
- Fisher, I. (1906). *The nature of capital and income*. The Macmillan Company.
- Florida, R. (2002). The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community, and Everyday Life. In *Administrative Science Quarterly* (Issue 2). Basic Books. <https://doi.org/10.2307/4131484>
- FMI. (2012). *Régimes fiscaux des industries extractives: conception et application*.
- Fogli, A., & Perri, F. (2015). Macroeconomic volatility and external imbalances. *Journal of Monetary Economics*, 69, 1–15. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2014.12.003>
- Folke, C., & Berkes, F. (1992). *Cultural Capital and Natural Capital Interrelations* (No. 8; Beijer Discussion Paper Series). http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/4109/Foke_and_Berkes--Cultural_capital_and_natural_capital_interrelations.pdf?sequence=1
- Folke, C., Carpenter, S., Elmqvist, T., Gunderson, L., Holling, C. S., & Walker, B. (2002). Resilience and sustainable development: Building adaptive capacity in a world of transformations. *Ambio*, 31(5), 437–440. <https://doi.org/10.1579/0044-7447-31.5.437>
- Francis, J. (2015). A case for channelling creative industries into a viable industry sub-sector within a diversified economy in Trinidad and Tobago. *Creative Industries Journal*, 8(1), 24–38. <https://doi.org/10.1080/17510694.2015.1048066>
- Freyss, J. (1995). *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*. Tiers Monde.
- Fukuyama, F. (1995). *Trust: The social virtues and the creation of prosperity*. Free Press Paperbacks. [https://books.google.com.lb/books?id=j0LC6XZtH84C&pg=PT212&lpg=PT212&dq=keiretsu++trust&source=bl&ots=dI-4y9Bfn5&sig=ACfU3U3_J_EFC0vtOKSIZFzVnFEGQh-D3w&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiouIqW-YbiAhWIDWMBHS6-BqsQ6AEwCXoECAcQAQ#v=onepage&q=keiretsu trust&f=false](https://books.google.com.lb/books?id=j0LC6XZtH84C&pg=PT212&lpg=PT212&dq=keiretsu++trust&source=bl&ots=dI-4y9Bfn5&sig=ACfU3U3_J_EFC0vtOKSIZFzVnFEGQh-D3w&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiouIqW-YbiAhWIDWMBHS6-BqsQ6AEwCXoECAcQAQ#v=onepage&q=keiretsu%20trust&f=false)

- Fukuyama, F. (1999). Social Capital and Civil Society. *IMF Conference on Second Generation Reforms*.
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/seminar/1999/reforms/fukuyama.htm>
- Fukuyama, F. (2001). Social capital, civil society and development. *Third World Quarterly*, 22(1), 7–20. <https://doi.org/10.1080/713701144>
- Funkhouser, E. (1995). Remittances from International Migration: A Comparison of El Salvador and Nicaragua. *The Review of Economics and Statistics*, 77(1), 137.
<https://doi.org/10.2307/2109999>
- Galli, A., Kitzes, J., Niccolucci, V., Wackernagel, M., Wada, Y., & Marchettini, N. (2012). Assessing the global environmental consequences of economic growth through the Ecological Footprint: A focus on China and India. *Ecological Indicators*, 17, 99–107.
<https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2011.04.022>
- Ge, Y., Dou, W., & Liu, N. (2017). Planning resilient and sustainable cities: Identifying and targeting social vulnerability to climate change. *Sustainability*, 9(8), 1394.
<https://doi.org/10.3390/su9081394>
- GEODE Caraïbe. (2011). *La Caraïbe, un espace pluriel en questions* (M. Burac, A. Calmont, F. Dolique, B. Gandrille, H. Godard, T. Hartog, P. Joseph, F. Pagny Bento-Espinal, C. Ranelly Vergé-Dépré, & C. de Vassoigne (eds.); Karthala). Centre de Recherche Géographie Développement Environnement de la Caraïbe (GEODE Caraïbe).
https://books.google.fr/books?id=g6tWzpJ1s2cC&printsec=frontcover&hl=fr&source=gs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
- Georgescu-Roegen, N. (1993). The entropy law and the economic problem. In *Valuing the earth: Economics, ecology, ethics* (pp. 75–88).
https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=h1JUarFE1bYC&oi=fnd&pg=PA75&dq=entropie+de+georgescu+roegen&ots=81SJXg85RC&sig=7HhTEyhVOcF6DqQ4IQ9EIQ-c_NI
- Geronimi, V., & Le Meur, P.-Y. (2016). Diffusion et répartition de la rente : enjeux de soutenabilité. In P. Cochonat, C. David, V. Geronimi, & S. Samadi (Eds.), *Les ressources minérales profondes en Polynésie française : expertise collégiale réalisée par l'IRD à la demande de l'Etat et de la Polynésie française* (pp. 200–225). IRD.
<http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067051>

- Geronimi, Vincent. (2015). Développement soutenable et vulnérabilités. Les contraintes spécifiques au développement durable dans les petites îles. In S. Blaise, C. David, & V. David (Eds.), *Le Développement durable en Océanie : vers une éthique nouvelle ?* Presses Universitaires de Provence et Presses Universitaires d'Aix-Marseille.
- Geronimi, Vincent, Zugravu-Soilita, N., LE Gargasson, C., & Tsang King Sang, J. (2015). Le tourisme comme facteur de vulnérabilités ? Le rôle des patrimoines insulaires. *Region et Développement*, 42, 189–214.
https://econpapers.repec.org/article/toujournal/v_3a42_3ay_3a2015_3ap_3a189-214.htm
- Gibson, J., & Nero, K. (2008). Why Don't Pacific Island Countries' Economies Grow Faster? In A. Bisley (Ed.), *Pacific Interactions. Pasifika in New Zealand – New Zealand in Pasifika*. Institute of Policy Studies. https://mpra.ub.uni-muenchen.de/79988/1/MPRA_paper_79988.pdf
- Gibson, John, & Mckenzie, D. (2012). The Economic Consequences of “Brain Drain” of the Best and Brightest: Microeconomic Evidence from Five Countries. *Economic Journal*, 122(560), 339–375. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2012.02498.x>
- Giraud, P.-N., & Loyer, D. (2006). *Capital naturel et développement durable en Afrique / AFD - Agence Française de Développement* (No. 33). <http://www.afd.fr/fr/capital-naturel-et-developpement-durable-en-afrique>
- Glaeser, E. L., Laibson, D., & Sacerdote, B. (2002). An Economic Approach To Social Capital. *The Economic Journal*, 112(483), F437–F458. <https://doi.org/10.2307/798456>
- Godelier, M. (1984). *L'Idéal et le matériel: Pensée, économies, sociétés*. Fayard.
https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=lttq1VBndXgC&oi=fnd&pg=PT21&ots=K05X9hMdeO&sig=VPOl2IEyJa-uuRBxaTBi9BmV-PU&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false
- Goujon, M., & Hoarau, J. F. (2021). Les îles touristiques à la merci du changement climatique : une évaluation par un indice synthétique de vulnérabilité physique. *Revue d'Economie Du Développement*, 28(1), 69–106. <https://doi.org/10.3917/EDD.341.0069>
- Gould, H. (2001). Culture and social capital. In F. Matarasso (Ed.), *Recognising Culture. A series of briefing papers on culture and development*. Comedia, the Department of Canadian Heritage and UNESCO.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001592/159227e.pdf>

- Granovetter, M. (2005). The Impact of Social Structure on Economic Outcomes. *Journal of Economic Perspectives*, 19(1), 33–50. <https://doi.org/10.1257/0895330053147958>
- Gravari-Barbas, M., & Jacquot, S. (2008). Impacts socio-économiques de l’inscription d’un site sur la liste du patrimoine mondial: une revue de la littérature. In *Les impacts socio-économiques de l’inscription d’un site sur la liste du patrimoine mondial: trois études*. Unesco, centre du patrimoine mondial.
https://scholar.google.fr/scholar?hl=fr&as_sdt=0,5&cluster=2728546650031217514
- Greasley, D., Hanley, N., Kunnas, J., McLaughlin, E., Oxley, L., & Warde, P. (2014). Testing genuine savings as a forward-looking indicator of future well-being over the (very) long-run. *Journal of Environmental Economics and Management*, 67(2), 171–188.
<https://doi.org/10.1016/j.jeem.2013.12.001>
- Grefe, X. (2003). *La valorisation économique du patrimoine*.
https://www.researchgate.net/publication/302181267_La_valorisation_economique_du_patrimoine
- Grefe, X., & Pflieger, S. (2010). *La politique culturelle en France*. La Documentation française. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00668919>
- Greif, A. (2006). *Institutions and the Path to the Modern Economy Lessons from Medieval Trade*. Cambridge University Press.
<https://www.cambridge.org/fr/academic/subjects/politics-international-relations/political-economy/institutions-and-path-modern-economy-lessons-medieval-trade?format=HB&isbn=9780521480444>
- Grubel, H., & Scott, A. (1966). The international flow of human capital. *American Economic Review*, 56, 268–274. <https://core.ac.uk/download/pdf/56380379.pdf>
- Gugerty, M. K., & Kremer, M. (2002). The impact of development assistance on social capital: evidence from Kenya. *The Role of Social Capital in Development: An Empirical Assessment*, 213. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511492600.009>
- Guillaumont, P. (2004). On the economic vulnerability of low-income countries. In L. Briguglio & E. J. Kisanga (Eds.), *Economic vulnerability and resilience of small states* (pp. 54–71). University of Malta. Islands and Small States Institute & The Commonwealth Secretariat.
<https://www.um.edu.mt/library/oar/handle/123456789/61292>

- Guillaumont, P. (2006). La vulnérabilité macroéconomique des pays à faible revenu et les réponses de l'aide. *Revue d'économie Du Développement*, 14(4), 21.
<https://doi.org/10.3917/edd.204.0021>
- Guillaumont, P. (2008). *An Economic Vulnerability Index: Its Design and Use for International Development Policy* (2008/99; WIDER Research Paper).
<http://hdl.handle.net/10419/45132www.econstor.eu>
- Guillaumont, P. (2009). An economic vulnerability index: Its design and use for international development policy. *Oxford Development Studies*, 37(3), 193–228.
<https://doi.org/10.1080/13600810903089901>
- Guillaumont, P. (2010). Assessing the economic vulnerability of Small Island developing states and the least developed countries. *Journal of Development Studies*, 46(5), 828–854. <https://doi.org/10.1080/00220381003623814>
- Guillaumont, P. (2017). *Vulnerability and Resilience: A Conceptual Framework Applied to Three Asian Countries-Bhutan, Maldives, and Nepal* (No. 53; ADB South Asia Working Paper Series). <https://doi.org/10.22617/WPS179069-2>
- Guiso, L., Sapienza, P., & Zingales, L. (2004). The Role of Social Capital in Financial Development. *American Economic Review*, 94(3), 526–556.
<https://doi.org/10.1257/0002828041464498>
- Güney, T. (2017). Governance and sustainable development: How effective is governance?1. *Journal of International Trade and Economic Development*, 26(3), 316–335.
<https://doi.org/10.1080/09638199.2016.1249391>
- Guthunz, U., & Krosigk, F. von. (1996). Tourism development in small island states : from MIRAB to TouRAB? In L. Briguglio, B. Archer, J. Jafari, & G. Wall (Eds.), *Sustainable Tourism in islands and small states: issues and policies* (pp. 18–35). Printer Publishers.
<https://www.um.edu.mt/library/oar/handle/123456789/41069>
- Guyard, S., Apithy, L., Bouard, S., & Sourisseau, J. M. (2013). Revenus des Familles Résidant en Tribu en Nouvelle-Calédonie: La Ressource Non Monétaire en Question. *Revue Juridique Politique et Economique de NC*, 21, 100–110.
- Guyard, Stéphane, Apithy, L., Bouard, S., Sourisseau, J.-M., Passouant, M., Bosc, P.-M., & Bélières, J.-F. (2014). *L'agriculture des tribus en Nouvelle-Calédonie : Résultats d'une*

enquête de 2010 sur la place et les fonctions de l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse pour les groupes domestiques résident en tribu. <http://www.iac.nc/derniers-documents-disponible/284-l-agriculture-des-tribus-en-nouvelle-caledonie-resultats-d-une-enquete-de-2010-sur-la-place-et-les-fonctions-de-l-agriculture-l-elevage-la-peche-et-la-chasse-pour-les-groupes-domestiques-resident-en-trib>

Halkos, G. E., & Tzeremes, N. G. (2013). National culture and eco-efficiency: an application of conditional partial nonparametric frontiers. *Environmental Economics and Policy Studies*, 15(4), 423–441. <https://doi.org/10.1007/s10018-013-0066-6>

Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others? *The Quarterly Journal of Economics*, 114(1), 83–116. <https://doi.org/10.2307/2586948>

Hamilton, K., & Clemens, M. (1999). Genuine Savings Rates in Developing Countries . *The World Bank Economic Review*, 13(2), 333–356. <https://academic.oup.com/wber/article-abstract/13/2/333/1639463>

Hamilton, K., & Hepburn, C. (2014). Wealth. *Oxford Review of Economic Policy*, 30(1), 1–20. <https://doi.org/10.1093/oxrep/gru010>

Hamilton, K., & Liu, G. (2013). *Human Capital, Tangible Wealth, and the Intangible Capital Residual* (No. 6391; Policy Research Working Papers). World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-6391>

Hamilton, K., & Liu, G. (2014). Human capital, tangible wealth, and the intangible capital residual. *Oxford Review of Economic Policy*, 30(1), 70–91. <https://doi.org/10.1093/oxrep/gru007>

Hamilton, K., Ruta, G., Bolt, K., Markandya, A., Pedroso-Galinato, S., Silva, P., Ordoubadi, M. S., Lange, G.-M., & Tajibaeva, L. (2005). Where is the Wealth of Nations? Measuring Capital for the 21st Century. In *The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank*. World Bank. <https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=4bJQge7WFHAC&oi=fnd&pg=PR7&dq=intangible+capital+comprehensive+wealth&ots=VTLYkUVHEy&sig=5pqvnZBubNPA4S8E-KzXIRKcJp0#v=onepage&q=intangible+capital&f=false>

Hammond, A., Adriaanse, A., Rodenburg, E., Bryant, D., & Woodward, R. (1995). *Environmental indicators: A systematic approach to measuring and reporting on*

environmental policy performance in the context of sustainable development.

- Hampton, M. P., & Jeyacheya, J. (2013). *Tourism and Inclusive Growth in Small Island Developing States* / Commonwealth Bookshop.
<https://books.thecommonwealth.org/tourism-and-inclusive-growth-small-island-developing-states-paperback>
- Hanifan, L. J. (1916). The Rural School Community Center. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 67, 130–138. <https://doi.org/10.2307/1013498>
- Hanley, N., Dupuy, L., & McLaughlin, E. (2015). Genuine savings and sustainability. *Journal of Economic Surveys*, 29(4), 779–806. <https://doi.org/10.1111/joes.12120>
- Hartwick, J. M. (1977). Intergenerational Equity and the Investing of Rents from Exhaustible Resources. *American Economic Review*, 67, 972–974.
- Hartwick, J. M. (1978). Investing Returns from Depleting Renewable Resource stocks and Intergenerational Equity. *Economics Letters*.
- Hartwick, J. M. (2003). Net investment and sustainability. *Natural Resources*, 16, 145–160.
- Haskins, J. (2012). *Building resilience in small island economies: from vulnerabilities to opportunities* (No. 8; CTA Policy Brief). <http://www.acpbriefings.net/>
- Hau'ofa, E. (1994). Our Sea of Islands on JSTOR. *The Contemporary Pacific*, 6(1), 148–161. <https://www.jstor.org/stable/23701593?seq=1>
- Haudricourt, A.-G. (1964). Nature et culture dans la civilisation de l'igname : l'origine des clones et des clans. *L'Homme*, 4(1), 93–104. <https://doi.org/10.3406/hom.1964.366613>
- Hawkes, J. (2001). *The fourth pillar of sustainability : culture's essential role in public planning*. Cultural Development Network.
- Hechter, M., & Opp, K.-D. (2001). *Social norms* (M. Hechter & K.-D. Opp (eds.)). Russel Sage Foundation.
<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=uPiFAwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR7&dq=Social+Norms++Michael+Hechter&ots=fKavhpH3VB&sig=4D7aMMEw5SRLcOyttyuPATH7Nzo - v=onepage&q=Social Norms Michael Hechter&f=false#v=onepage&q&f=false>
- Helliwell, J. F. (1996). Do borders matter for social capital? Economic growth and civic

- culture in US states and Canadian provinces. In *NBER Working Paper No. 5863* (No. 5863). <https://doi.org/10.3386/w5863>
- Helpman, E., & Krugman, P. R. (1985). *Market structure and foreign trade: Increasing returns, imperfect competition, and the international economy*. The Massachusetts Institute of Technology Press.
https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=KB_bO8w4JgoC&oi=fnd&pg=PR11&dq=Market+structure+and+foreign+trade:+Increasing+returns,+imperfect+competition,+and+the+international+economy&ots=dGruqiUXO-&sig=zCPTCZpoy-cIDTMUsIsp9A6aEco#v=onepage&q=Market+structure+and+foreign+trade%3A+Increasing+returns%2C+imperfect+competition%2C+and+the+international+economy&f=false
- Hess, P. (2010). Determinants of the adjusted net saving rate in developing economies. *International Review of Applied Economics*, 24(5), 591–608.
<https://doi.org/10.1080/02692170903426070>
- Heying, C. H. (1997). Civic elites and corporate delocalization: an alternative explanation for declining civic engagement. *American Behavioral Scientist*.
- Higgins, M., & Williamson, J. G. (1997). Age Structure Dynamics in Asia and Dependence on Foreign Capital. *Population and Development Review*, 23(2), 293.
<https://doi.org/10.2307/2137546>
- Hoarau, J.-F., & Goavec, C. (2014). La Réunion est-elle une économie structurellement vulnérable ? Quels enseignements peut-on retirer de l'indicateur de vulnérabilité économique des Nations-Unies ? *La Lettre Du CEMOI*, 1. <http://hal.univ-reunion.fr/hal-01258581>
- Hoddinott, J. (1994). A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya. *Oxford Economic Papers*, 46(3), 459–476. <https://doi.org/10.2307/2663576>
- Hoffman, S. M. (2015). Culture: The Crucial Factor in Hazard, Risk, and Disaster Recovery: The Anthropological Perspective. *Hazards, Risks and Disasters in Society*, 289–305.
<https://doi.org/10.1016/B978-0-12-396451-9.00017-2>
- Hofstede, G. (2001). *Culture's Consequences: Comparing Values, Behaviours, Institutions, and Organizations Across Nations*. Sage Publications.

- Hofstede, G. (2011). Dimensionalizing cultures: the hofstede model in context. *Online Readings in Psychology and Culture*.
- Hofstede, G., Hofstede, G. J., & Minkov, M. (2010). *Cultures and Organizations: Software of the Mind Intercultural Cooperation and its Importance for Survival* (3e édition). McGraw-Hill.
- Hofstede, Geert. (1980). *Culture's consequences : international differences in work-related values*. Sage Publications.
https://books.google.fr/books?id=Cayp_Um4O9gC&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
- Holst, E., & Schrooten, M. (2006). Migration and Money - What Determines Remittances?: Evidence from Germany. In *Discussion Papers of DIW Berlin*. DIW Berlin, German Institute for Economic Research. <https://ideas.repec.org/p/diw/diwwpp/dp566.html>
- Hubacek, K., Guan, D., Barrett, J., & Wiedmann, T. (2009). Environmental implications of urbanization and lifestyle change in China: Ecological and Water Footprints. *Journal of Cleaner Production*, 17(14), 1241–1248. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2009.03.011>
- Hudson, J. (2004). Introduction: Aid and Development. *Economic Journal*, 114(496), F185–F190. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2004.00218.x>
- Hughes, H. (2003). Trade or aid? Which benefits developing countries more? *Economic Papers*, 22(3), 1–19. <https://doi.org/10.1111/j.1759-3441.2003.tb01122.x>
- Hurley, G. (2015). *Financing for Development and Small Island Developing States: A Snapshot and Ways Forward* Written by.
[https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2181\(UNDP & OHRLLS 2015\) Financing for development and SIDS A snapshot and ways forward.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2181(UNDP%20&%20OHRLLS%202015)%20Financing%20for%20development%20and%20SIDS%20A%20snapshot%20and%20ways%20forward.pdf)
- ICIMOD. (2009). *Socio-cultural Engagement and Sensitivity in Disaster Risk Reduction*.
<http://flagship4.nrrc.org.np/document/socio-cultural-engagement-and-sensitivity-disaster-risk-reduction>
- IFAD. (2017). *Remittances, investments and the Sustainable Development Goals*.
<https://www.ifad.org/documents/38714170/39148759/Remittances%2C+investments+and+the+Sustainable+Development+Goals.pdf/680f2e3f-38dc-42c2-9857-df9580d35a45>
- Ikhlef, K. (2014). UNESCO's SIDS agenda: from Barbados via Mauritius to Samoa. In

- Safeguarding Precious Resources for Island Communities* (pp. 8–17). Unesco.
- Inglehart, R. F. (2008). Changing values among western publics from 1970 to 2006. *West European Politics*, 31(1–2), 130–146. <https://doi.org/10.1080/01402380701834747>
- IPCC. (2007). *Climate Change 2007 : Impacts, Adaptation and Vulnerability*.
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/ar4_wg2_full_report.pdf
- IPCC. (2014). *The IPCC's Fifth Assessment Report. What's in it for Small Island Developing States?*
- Jeannotte, M. S. (2003). Singing alone? The contribution of cultural capital to social cohesion and sustainable communities. *International Journal of Cultural Policy*, 9(1), 35–49.
<https://doi.org/10.1080/1028663032000089507>
- Jigyasu, R. (2001). From natural to cultural disaster : Consequences of the Post-earthquake Rehabilitation Process on the Cultural Heritage in Marathwada Region, India. *Bulletin of the New Zealand Society for Earthquake Engineering*, 34(3).
https://pdfs.semanticscholar.org/a586/61b64e11cf7d44945d11a39604a5da796d14.pdf?_ga=2.129940556.1156424036.1587945644-787568380.1579546589
- Jigyasu, R. (2013, May). Heritage and resilience: issues and opportunities for reducing disaster risks . *Fourth Session of the Global Platform on Disaster Risk Reduction*.
<https://www.undrr.org/publication/heritage-and-resilience-issues-and-opportunities-reducing-disaster-risks>
- Jigyasu, R. (2014). Reducing disaster risks and building resilience in Small Island Developing States. In *Safeguarding Precious Resources for Island Communities* (pp. 38–45). UNESCO. <https://whc.unesco.org/en/news/1179>
- Jigyasu, R. (2016). Reducing Disaster Risks to Urban Cultural Heritage: Global Challenges and Opportunities. *Journal of Heritage Management*, 1(1), 59–67.
<https://doi.org/10.1177/2455929616649476>
- Johnson, G. E., & Whitelaw, W. E. (1974). Urban-Rural Income Transfers in Kenya: An Estimated-Remittances Function. *Economic Development and Cultural Change*, 22(3), 473–479. <https://doi.org/10.1086/450731>
- Kakazu, H. (2012). *Island Sustainability: Challenges and Opportunities for Okinawa and Other Pacific Islands in a Globalized World*. Trafford Publishing .

<https://books.google.fr/books?id=NUsfLMMRRAoC&printsec=frontcover&hl=fr#v=onepage&q&f=false>

- Kaly, U. L., Pratt, C. R., & Howorth, R. (2002). *Towards Managing Environmental Vulnerability in Small Island Developing States (SIDS)*.
<http://www.pacificwater.org/userfiles/file/MR0461.pdf>
- Kasperson, J. X., Kasperson, R. E., Turner, B. L., Hsieh, W., & Schiller, A. (2012). Vulnerability to global environmental change. In *The Social Contours of Risk: Volume II: Risk Analysis, Corporations and the Globalization of Risk* (pp. 245–285). Taylor and Francis. <https://doi.org/10.4324/9781849772549>
- Katungi, E. M. (2006). *Social Capital and Technology Adoption on Small Farms: The Case of Banana Production Technology in Uganda*.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2005). Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.718081>
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). *Governance Matters VIII: Aggregate and Individual Governance Indicators, 1996-2008* (No. 4978; World Bank Policy Research Working Paper). https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1424591
- Keeley, B. (2007). Human Capital: How what you know shapes your life. In *Oecd Publications*. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264029095-en>
- Kelley, A. C., & Schmidt, R. M. (2005). Evolution of recent economic-demographic modeling: A synthesis. *Journal of Population Economics*, 18(2), 275–300.
<https://doi.org/10.1007/s00148-005-0222-9>
- Kelman, I., & West, J. J. (2009). Climate Change and Small Island Developing States: A Critical Review. *Ecological and Environmental Anthropology*, 5(1).
<http://www.ilankelman.org/contact.html>
- Kim, S., & Kim, H. (2009). Does cultural capital matter? Cultural divide and quality of life. *Social Indicators Research*, 93(2), 295–313. <https://doi.org/10.1007/S11205-008-9318-4>
- King, R., & Connell, J. (1999). *Small Worlds, Global Lives. Islands and Migration*. Printer.
https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=8asL17kRGToC&oi=fnd&pg=PP11&dq=Small+Worlds,+Global+Lives+:+Islands+and+Migration&ots=n2L4Rh4xzo&sig=cYYE BJB Y8F98Gyjb jYiccw4m_qU#v=onepage&q=Small+Worlds%2C+Global+Lives+%3A

Islands and Migration&f=false

- Knack, S., & Keefer, P. (1997). Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation. *The Quarterly Journal of Economics*, *112*(4), 1251–1288. <http://www.jstor.org/stable/2951271>
- Knickel, K., Brunori, G., Rand, S., & Proost, J. (2009). Towards a Better Conceptual Framework for Innovation Processes in Agriculture and Rural Development: From Linear Models to Systemic Approaches. *The Journal of Agricultural Education and Extension*, *15*(2), 131–146. <https://doi.org/10.1080/13892240902909064>
- Koning, J. (2001). Social Sustainability in a Globalizing World Context, Theory and Methodology Explored. *UNESCO/MOST Meet*.
- Krishna, A., & Uphoff, N. (1999). *Mapping and measuring social capital : a conceptual and empirical study of collective action for conserving and developing watersheds in Rajasthan, India* (No. 13; Social Capital Initiative Working Paper Series). <http://documents.worldbank.org/curated/en/416881468752419130/Mapping-and-measuring-social-capital-a-conceptual-and-empirical-study-of-collective-action-for-conserving-and-developing-watersheds-in-Rajasthan-India>
- Kubiszewski, I., Costanza, R., Franco, C., Lawn, P., Talberth, J., Jackson, T., & Aylmer, C. (2013). Beyond GDP: Measuring and achieving global genuine progress. *Ecological Economics*, *93*, 57–68. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2013.04.019>
- Kucharčíková, A. (2011). Human Capital - Definitions and approaches. *Human Resources Management and Ergonomics*, *5*(2). https://frcatel.fri.uniza.sk/hrme/files/2011/2011_2_05.pdf
- Kulatunga, U. (2010). Impact of Culture towards Disaster Risk Reduction. *International Journal of Strategic Property Management*, *14*(4), 304–313. <https://doi.org/10.3846/ijspm.2010.23>
- la Briere, B. de, de Janvry, A., Lambert, S., & Sadoulet, E. (1998). Why Do Migrants Remit? An Analysis for the Dominican Sierra. In *CUDARE Working Papers*. University of California, Berkeley, Department of Agricultural and Resource Economics. <https://ideas.repec.org/p/ags/ucbecw/198666.html>
- La Ferrara, E. (2002). Inequality and group participation: theory and evidence from rural

Tanzania. *Journal of Public Economics*.

La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., & Vishny, R. W. (2000). Trust in Large Organisations. In Partha Dasgupta & I. Serageldin (Eds.), *Social capital : a multifaceted perspective* (pp. 310–321). World Bank.

<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=6PZ8bvQQmxEC&oi=fnd&pg=PR9&dq=Trust+in+large+organizations+la+porta+2001&ots=EljiFaaOVI&sig=e5wV6RSKX6SIMXzMnlTBQLJiIWU#v=onepage&q&f=false>

Lakner, C., Yonzan, N., Greszon Mahler, D., Castaneda Aguilar, R. A., Wu, H., & Fleury, M. (2020, October 7). *L'impact de COVID-19 sur la pauvreté*. Banque Mondiale Blogs.

<https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/estimations-impact-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la-pauvrete>

Lammers, A., Moles, R., Walsh, C., & Huijbregts, M. A. J. (2008). Ireland's footprint: A time series for 1983-2001. *Land Use Policy*, 25(1), 53–58.

<https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2007.02.004>

Landry, C., & Bianchini, F. (1995). *The creative city*. Demos.

https://books.google.com/books/about/The_Creative_City.html?hl=fr&id=uulAbj7IKdIC

Lanfant, M.-F., Allcock, J. B., & Bruner, E. M. (1995). *International Tourism: Identity and Change* (R. J. Brym (ed.)). Sage Publications.

<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=nTanC9RZ2C4C&oi=fnd&pg=PP2&dq=lanfant+et+al+1995&ots=xfE9x-aG-p&sig=fziMBzZmB-IijuVuN9kpIwIUy3E#v=onepage&q=lanfant+et+al+1995&f=false>

Lanza, A., & Pigliaru, F. (2000). Tourism and economic growth: Does country's size matter? | Request PDF. *Rivista Internazionale Di Scienze Economiche e Commerciali*, 47, 77–85.

https://www.researchgate.net/publication/291158421_Tourism_and_economic_growth_Does_country's_size_matter

Le Blanc, B. (2014). La révolution du livre de poche. *Hermès*, n° 70(3), 61.

<https://doi.org/10.3917/HERM.070.0061>

Leblic, I. (2002). Igname, interdits et ancêtres en Nouvelle-Calédonie. *Journal de La Société Des Océanistes*, 115–127. <https://journals.openedition.org/jso/1439>

Lee, D., & Smith, N. J. (2010). Small state discourses in the international political economy.

- Third World Quarterly*, 31(7), 1091–1105.
<https://doi.org/10.1080/01436597.2010.518750>
- Lee, H. (2007). Transforming Transnationalism: Second Generation Tongans Overseas. *Asian and Pacific Migration Journal*, 16(2), 157–178.
<https://doi.org/10.1177/011719680701600202>
- Leeuwis, C., & Ban, A. (2004). Communication for rural innovation. *The Journal of Philosophy, Psychology and Scientific ...*, 94–110.
<https://doi.org/10.1002/9780470995235>
- Lewis, J. (1990). The Vulnerability of Small Island States to Sea Level Rise: The Need for Holistic Strategies. *Disasters*, 14(3), 241–249. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.1990.tb01066.x>
- Lewis, J. (1999). Development in Disaster-Prone Places. In *Development in Disaster-Prone Places*. Practical Action Publishing. <https://doi.org/10.3362/9781780442013>
- Limão, N., & Venables, A. J. (2001). Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs, and trade. *World Bank Economic Review*, 15(3), 451–479.
<https://doi.org/10.1093/wber/15.3.451>
- Lin, G. T. R., & Hope, C. (2004). Genuine savings measurement and its application to the United Kingdom and Taiwan. *The Developing Economies*, 42(1), 3–41.
<https://doi.org/10.1111/J.1746-1049.2004.TB01014.X>
- Liu, Q., & Reilly, B. (2004). Income transfers of Chinese rural migrants: some empirical evidence from Jinan. *Applied Economics*, 36(12), 1295–1313.
<https://doi.org/10.1080/0003684042000191101>
- Louisy, P., Nurse, K., la Hausse de Lalouvière, P., Regenvanu, R., & Bartley, S. (2005). *Role of Culture in the Sustainable Development of SIDS. Synthesis of Panelists' Proposed Priority Actions*. Unesco. <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/sids/sids-conferences/mauritius-conference-2005/unesco-at-mauritius-meeting/plenary-panel-on-role-of-culture-in-the-sustainable-development-of-sids/outcome-background-of-the-plenary-panel-on-rol>
- Lowell, B. L., & de la Graza, R. (2000). The developmental role of remittances in US Latino Communities and in Latin American countries. In *Final project report prepared for the*

- Thomás Rivera Policy Institute (TRPI), University of Texas, Austin, Texas, and the Inter-American Dialogue.* (Issue June).
<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.612.8268&rep=rep1&type=pdf>
- Lucas, R. E. B., & Stark, O. (1985). Motivations to Remit: Evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–918. <https://doi.org/10.2307/1833062>
- MacMaster, J. (1993). Strategies to Stimulate Private Sector Development in the Pacific Island Economies. In R. Cole & S. Tambunlertchai (Eds.), *The Future of Asia-Pacific Economies* (pp. 275–313). National Centre for Development Studies, ANU.
- Manyena, S. B. (2006). The concept of resilience revisited. *Disasters*, 30(4), 434–450. <https://doi.org/10.1111/j.0361-3666.2006.00331.x>
- Markandya, A., & Pedroso-Galinato, S. (2007). How substitutable in natural capital? *Environmental and Resource Economics*. <https://doi.org/https://doi.org/10.1007/s10640-007-9117-4>.
- Matarasso, F. (1997). *Use or ornament? The social impact of participation in the arts*. <http://www.artshealthresources.org.uk/wp-content/uploads/2017/01/1997-Matarasso-Use-or-Ornament-The-Social-Impact-of-Participation-in-the-Arts-1.pdf>
- Matarasso, F. (2001). *Recognising culture: a series of briefing papers on culture and development* (F. Matarasso (ed.)). Comedia, the Department of Canadian Heritage and Unesco. <https://doi.org/159227>
- Mauss, M. (1925). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. L'année sociologique.
- McCloskey, D. N. (1976). English Open Fields as Behavior towards Risk. In P. J. Uselding (Ed.), *Research in Economic History: An Annual Compilation*. Jai Press.
- McCulloch, R., & Yellen, J. L. (1975). Consequences of a tax on the brain drain for unemployment and income inequality in less developed countries. *Journal of Development Economics*, 2(3), 249–264. [https://doi.org/10.1016/0304-3878\(75\)90004-8](https://doi.org/10.1016/0304-3878(75)90004-8)
- Mcelroy, J. L., & Medek, K. J. (2012). *Small Island Economies : Caribbean versus Pacific* (No. 4; Occasional Papers on Islands and Small States). www.um.edu.mt/islands.

- McElroy, J.L., & Mahoney, M. (2000). The propensity for political dependence in island microst. *Insula*, 9(1), 32–35.
- McElroy, Jerome L. (2003). Tourism development in small islands across the world. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 85(4), 231–242.
<https://doi.org/10.1111/j.0435-3684.2003.00145.x>
- McElroy, Jerome L. (2006). Small island tourist economies across the life cycle. *Asia Pacific Viewpoint*, 47(1), 61–77. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8373.2006.00303.x>
- McElroy, Jerome L., & De Albuquerque, K. (1998). Tourism penetration index in small Caribbean islands. *Annals of Tourism Research*, 25(1), 145–168.
[https://doi.org/10.1016/s0160-7383\(97\)00068-6](https://doi.org/10.1016/s0160-7383(97)00068-6)
- McElroy, Jerome L., & Hamma, P. E. (2010). SITEs revisited: Socioeconomic and demographic contours of small island tourist economies. *Asia Pacific Viewpoint*, 51(1), 36–46. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8373.2010.01412.x>
- McGillivray, M. (2004). Descriptive and prescriptive analyses of aid allocation: Approaches, issues, and consequences. *International Review of Economics and Finance*, 13(3), 275–292. <https://doi.org/10.1016/j.iref.2003.11.005>
- McSorley, K., & McElroy, J. L. (2007). Small island economic strategies: aid-remittance versus tourism dependence. *E-Review of Tourism Research*, 5(6), 140–148.
<https://www.cabdirect.org/cabdirect/abstract/20083224958>
- Meadows, D., Meadows, D., Randers, J., & Behrens, W. W. (1972). *Limits to growth*. Universe books.
- Méheux, K., Dominey-Howes, D., & Lloyd, K. (2007). Natural hazard impacts in small island developing states: A review of current knowledge and future research needs. *Natural Hazards*, 40(2), 429–446. <https://doi.org/10.1007/s11069-006-9001-5>
- Melkonyan, T. A., & Grigorian, D. A. (2008). *Microeconomic Implications of Remittances in an Overlapping Generations Model with Altruism and Self-Interest* (No. 8; 19).
<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Microeconomic-Implications-of-Remittances-in-an-Overlapping-Generations-Model-with-Altruism-21617>
- Menjivar, C., DaVanzo, J., Greenwell, L., & Valdez, R. B. (1998). Remittance Behavior

- among Salvadoran and Filipino Immigrants in Los Angeles. *International Migration Review*, 32(1), 97. <https://doi.org/10.2307/2547562>
- Miller, F., Osbahr, H., Boyd, E., Thomalla, F., Bharawani, S., Ziervogel, G., Walker, B., Birkmann, J., van der Leeuw, S., Rockström, J., Hinkel, J., Downing, T., Folke, C., & Nelson, D. (2010). Resilience and vulnerability: complementary or conflicting concepts? *Ecology and Society*, 15(3), 1–25. <http://collections.unu.edu/view/UNU:2112>
- Milner, C., & Westaway, T. (1993). Country size and the medium-term growth process: Some cross-country evidence. *World Development*, 21(2), 203–211. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(93\)90015-2](https://doi.org/10.1016/0305-750X(93)90015-2)
- Mines, R. (1981). *Developing a Community Tradition of Migration: A Field Study in rural Zacatecas, Mexico, and California Settlement Areas* (No. 3; Monograph Series). <https://escholarship.org/uc/item/72n33714>
- Mota, R. P., Domingos, T., & Martins, V. (2010). Analysis of genuine saving and potential green net national income: Portugal, 1990-2005. *Ecological Economics*, 69(10), 1934–1942. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.04.026>
- Moyo, D. (2009). *L'aide fatale les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*. Lattès. https://books.google.com/books/about/L_aide_fatale.html?hl=fr&id=V-6jQQAACAAJ
- Murray, W. E. (2001). The second wave of globalisation and agrarian change in the Pacific Islands. *Journal of Rural Studies*, 17(2), 135–148. [https://doi.org/10.1016/S0743-0167\(00\)00042-5](https://doi.org/10.1016/S0743-0167(00)00042-5)
- Narayan, D., & Pritchett, L. (1999). Cents and Sociability: Household Income and Social Capital in Rural Tanzania. *Economic Development and Cultural Change*, 47(4), 871–897. <https://doi.org/10.1086/452436>
- Nardo, M., Saisana, M., Saltelli, A., & Tarantola, S. (2005). *Tools for Composite Indicators Building*. <http://europa.eu.int>
- Nations Unies. (1992). *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Résolutions adoptées par la Conférence*.
- Nations Unies. (1994). *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement*. https://unctad.org/fr/docs/aconf167d9_fr.pdf

- Nations Unies. (2002). *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable*.
- Nations Unies. (2012). *L'avenir que nous voulons*.
<https://sustainabledevelopment.un.org/futurewewant.html>
- Nations Unies. (2015). *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*.
https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F
- Neumayer, E. (2003). *Weak versus strong sustainability: Exploring the limits of two opposing paradigms*. Edward Elgar Publishing.
- Niles, K., & Lloyd, B. (2013). Small Island Developing States (SIDS) & energy aid: Impacts on the energy sector in the caribbean and pacific. *Energy for Sustainable Development*, 17(5), 521–530. <https://doi.org/10.1016/j.esd.2013.07.004>
- Nordhaus, W. D., & Tobin, J. (1973). Is Growth Obsolete? In M. Moss (Ed.), *The Measurement of Economic and Social Performance* (pp. 509–564). NBER.
- North, D. C. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance. In *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/cbo9780511808678>
- North, D. C. (1992). Institutions and Economic Theory. *The American Economist*, 36(1), 3–6. <https://doi.org/10.1177/056943459203600101>
- North, D. C. (1994). Economic performance through time. *American Economic Review*, 84(3), 359–368. <https://doi.org/10.2307/2118057>
- North, D. C. (2005). *Understanding the Process of Economic Change*. Princeton University Press. <https://press.princeton.edu/books/paperback/9780691145952/understanding-the-process-of-economic-change>
- Nourry, M. (2008). Measuring sustainable development: Some empirical evidence for France from eight alternative indicators. *Ecological Economics*, 67(3), 441–456. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2007.12.019>
- Ntamatungiro, J. (1988). *Stabilisation des recettes d'exportation: stock régulateur, contrats à terme et options*.
https://www.google.fr/books/edition/Stabilisation_des_recettes_d_exportation/9zbnkjgEA

CAAJ?hl=fr

- Nunn, P. D., Hunter-Anderson, R., Carson, M. T., Thomas, F., Ulm, S., & Rowland, M. J. (2007). Times of plenty, times of less: Last-millennium societal disruption in the Pacific Basin. *Human Ecology*, 35(4), 385–401. <https://doi.org/10.1007/s10745-006-9090-5>
- Nurse, K. (2006). Culture as the fourth pillar of sustainable development. *Small States: Economic Review and Basic Statistics*, 11, 28–40. <http://placemakers.wdfiles.com/local--files/theoretical-analysis-examined/Cultureas4thPillarSD.pdf>
- Nurse, K. (2007). The Cultural Industries and Sustainable Development in Small Island Developing States. *University of the West Indies, Trinidad and Tobago*. <http://portal.unesco.org/en/files/24726/110805219811CLT3.doc/CLT3.doc>
- Nurse, K. (2009). Cultural Industries and Cultural Policy in the Context of Globalisation: An Agenda for SIDS. In *The Diplomacies of Small States* (pp. 244–263). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9780230246911_14
- O’Hara, R., & Kotze, J. (2010). Do not log-transform count data. *Methods in Ecology and Evolution*, 1, 118–122.
- O’Malley Greenburg, Z. (2017). Marley’s Green Machine: Inside Bob’s \$23 Million Bonanza. *Forbes Magazine*.
- OAS. (2014). *Mainstreaming Disaster Risk Reduction and Adaptation to Climate Change Executive Secretariat for Integral Development Department of Sustainable Development*. General Secretariat of the Organization of American States, Department of Sustainable Development .
- Oberst, A., & McElroy, J. L. (2007). Contrasting Socio-Economic and Demographic Profiles of Two, Small Island, Economic Species: MIRAB versus PROFIT/SITE. *Island Studies Journal*, 2(2), 163–176. <https://www.islandstudies.ca/sites/vre2.upei.ca.islandstudies.ca/files/u2/ISJ-2-2-2007-Oberst-McElroy-pp163-176.pdf>
- OCDE. (2015). Small island developing states (SIDS) and the post-2015 development finance agenda. *Third International Conference on Financing for Development*. [https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Addis Flyer SIDS](https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Addis_Flyer_SIDS)

FINAL.pdf

- OCDE. (2016). *Factsheet: Financing for development: the case of Small Island Development States (SIDS)*. <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Flyer - 2016 - the case of SIDS.pdf>
- OECD. (2020). *Social Economy and the COVID-19 Crisis: Current and Future Roles*.
- Oliver-Smith, A. (1996). Anthropological research on hazards and disasters. *Annual Review of Anthropology*, 25(1), 303–328. <https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.25.1.303>
- Oliver-Smith, A., & Hoffman, S. (1999). *The Angry Earth: Disaster in Anthropological Perspective*. Routledge.
- OMPI. (2015). *Guide pour l'évaluation de la contribution économique des industries du droit d'auteur*.
- OMT. (2018). *Tourism and the Sustainable Development Goals – Journey to 2030*. <https://doi.org/10.18111/9789284419401>
- Osberg, L. (1985). The measurement of economic well-being. In D. Laidler (Ed.), *Approaches to Economic Well-Being* (pp. 49–87). University of Toronto Press. [https://dalspace.library.dal.ca/bitstream/handle/10222/72989/The Measurement of Economic Well-Being.pdf?sequence=1](https://dalspace.library.dal.ca/bitstream/handle/10222/72989/The%20Measurement%20of%20Economic%20Well-Being.pdf?sequence=1)
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons*. Cambridge University Press. <https://doi.org/https://doi.org/10.1017/cbo9780511807763>
- Pablo-Romero, M., & Molina, J. A. (2013). Tourism and economic growth: A review of empirical literature. *Tourism Management Perspectives*, 8, 28–41. <https://doi.org/10.1016/j.tmp.2013.05.006>
- Pant, B. (2008). *Mobilizing Remittances for Productive Use: A Policy-oriented Approach* (No. 4; NRB Working Paper). https://nrb.org.np/red/publications/working_papers/NRB_Working_Paper--NRB-WP-04-Apr_2008;_Mobilizing_Remittances_for_Productive_Use__A_Policy-Oriented_Approach--Bhubanesh_Pant.pdf
- Parker, P. (1998). An Environmental Measure of Japan's Economic Development: The Ecological Footprint. *Geographische Zeitschrift*, 86(2), 106–119.

<https://doi.org/10.2307/27818806>

- Pascual, J. (2016). Culture as a pillar in sustainability: the best is yet to come. *Economia Della Cultura, Rivista Trimestrale Dell'Associazione per l'Economia Della Cultura*, 4, 557–572. <https://doi.org/10.1446/85787>
- Pearce, D. W., & Atkinson, G. D. (1993). Capital theory and the measurement of sustainable development: an indicator of “weak” sustainability. *Ecological Economics*, 8(2), 103–108. [https://doi.org/10.1016/0921-8009\(93\)90039-9](https://doi.org/10.1016/0921-8009(93)90039-9)
- Pelinescu, E. (2015). The Impact of Human Capital on Economic Growth. *Procedia Economics and Finance*, 22, 184–190. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00258-0](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00258-0)
- Pelling, M., & Uitto, J. I. (2001). Small island developing states: Natural disaster vulnerability and global change. *Environmental Hazards*, 3(2), 49–62. <https://doi.org/10.3763/ehaz.2001.0306>
- Pérez de Cuéllar, J. (1996). *Our creative diversity :report of the World Commission on Culture and Development*. <https://digitallibrary.un.org/record/195002>
- Perroux, F. (1961). *L'Économie du XXe siècle* . Ouvrage et articles. https://books.google.fr/books?id=EcMjAAAAMAAJ&q=L%27Economie+du+XXe+siècle&dq=L%27Economie+du+XXe+siècle&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwjXxbb5nN_oAhUI4YUKHVgsCiUQ6AEIKDAA
- Pestana, G., & Pantz, P.-C. (2015). Parti pour rester ? Les mobilités comme élément de durabilité des territoires de la Nouvelle-Calédonie. In S. Blaise, C. David, & V. David (Eds.), *Le développement durable en Océanie. Vers une éthique nouvelle* » (Presses Un).
- Pezzey, J. (1992). Sustainability: An interdisciplinary guide. *Environmental Values*, 4, 321–362. <https://doi.org/10.3197/096327192776680034>
- Pezzey, J. (2002). *Sustainability policy and environmental policy* (No. EEN0211; Economics and Environment Network Working Paper).
- Poirine, B. (1993a). Rente géo-stratégique et avantage comparatif des petites économies insulaires. *Revue Française d'économie*, 8(4), 87–119. <https://doi.org/10.3406/RFECO.1993.941>
- Poirine, B. (1993b). Le développement par la rente dans les petites économies insulaires.

Revue Économique, 44(6), 1169. <https://doi.org/10.2307/3502273>

- Poirine, B. (1994). Développement économique et traditions socio-culturelles dans le Pacifique insulaire. *Journal de La Société Des Océanistes*, 98(1), 9–20.
<https://doi.org/10.3406/jso.1994.1921>
- Poirine, B. (1995). *Les Petites Economies Insulaires: Théorie et Stratégies de Développement*. L'Harmattan. <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=43109&razSqlClone=1>
- Poirine, B. (1997). A theory of remittances as an implicit family loan arrangement. *World Development*, 25(4), 589–611.
https://econpapers.repec.org/article/eeewdevel/v_3a25_3ay_3a1997_3ai_3a4_3ap_3a589-611.htm
- Poirine, B. (1998). Should We Hate or Love MIRAB? *The Contemporary Pacific*, 10(1), 65–105. <https://doi.org/10.2307/23706840>
- Potts, J. (2011). *Creative Industries and Economic Evolution*. Edward Elgar.
<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=oyzbtYUPRSMC&oi=fnd&pg=PR1&dq=Creative+industries+and+economic+evolution&ots=JvFiUnbMm1&sig=NEySXHB11c1R15Pr-cKbTV4h-U0#v=onepage&q=Creative+industries+and+economic+evolution&f=false>
- Prasad, N. (2004). Escaping Regulation, Escaping Convention: Development Strategies in Small Economies. *World Economics World Economics*, 5(1), 41–65.
https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=721443
- Prasad, N. (2009). Small but Smart: Small States in the Global System. In *The Diplomacies of Small States* (pp. 41–64). Palgrave Macmillan UK.
https://doi.org/10.1057/9780230246911_3
- Pratt, C., Kaly, U., & Mitchell, J. (2004). *Manual: How to Use the Environmental Vulnerability Index (EVI)*. http://gsd.spc.int/sopac/evi/EVI_Calculator.htm
- Pratt, S. (2015). The economic impact of tourism in SIDS. *Annals of Tourism Research*, 52, 148–160. <https://doi.org/10.1016/J.ANNALS.2015.03.005>
- Prinsen, G., & Blaise, S. (2017). An emerging “Islandian” sovereignty of non-self-governing islands. *International Journal*, 72(1), 56–78. <https://www.jstor.org/stable/26414075>

- Putnam, R. (1993). The prosperous community: Social Capital and Public Life. *The American Prospect*, 13, 35–42.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling alone : the collapse and revival of American community*. Simon & Schuster.
https://books.google.fr/books/about/Bowling_Alone.html?id=rd2ibodep7UC&redir_esc=y
- Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. (1994). Making democracy work. Civil traditions in modern Italy. In *Princeton University Press*. <https://doi.org/10.2307/2620793>
- Rakotomanjaka, J., Mela, C., Gonzalves, C., & Sheikh, M. A. (2014). *The Development of Economic and Environmental Vulnerability and Resilience Indicators for Small Island Developing States. An Overview of Four Island States of the Indian Ocean : Comoros, Madagascar, Mauritius and Seychells*.
http://www.commissionoceanindien.org/fileadmin/resources/ISLANDSpdf/Development_of_Economic_and_Environmental_Vulnerability_and_Resilience.pdf
- Rapoport, H., & Docquier, F. (2006). The Economics of Migrants' Remittances. In S.-C. Kolm & J. M. Ythier (Eds.), *Handbook of the Economics of Giving, Altruism and Reciprocity* (Vol. 2, pp. 1135–1198). Elsevier. [https://doi.org/10.1016/S1574-0714\(06\)02017-3](https://doi.org/10.1016/S1574-0714(06)02017-3)
- Rebotier, J. (2007, October). Quel rôle pour les institutions dans la résilience ? Une interprétation à travers le cas de Caracas. *Construire La Résilience Des Territoires (IRD - UCV)*. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00289889>
- Reed, P. B., & Selbee, L. K. (2001). The civic core in Canada: Disproportionality in charitable giving, volunteering, and civic participation. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 30(4), 761–780. <https://doi.org/10.1177/0899764001304008>
- Reghezza-Zitt, M., Rufat, S., Djament-Tran, G., Le Blanc, A., & Lhomme, S. (2012). What Resilience Is Not: Uses and Abuses. *Cybergeog: European Journal of Geography*, 621. <https://doi.org/10.4000/cybergeog.25554>
- Richards, G. (2000). Tourism and the world of culture and heritage. *Tourism Recreation Research*, 25(1), 9–17. <https://doi.org/10.1080/02508281.2000.11014896>
- Robinson, D., & Williams, T. (2001). Social Capital and Voluntary Activity: Giving and

- Sharing in Maori and Non-Maori Society. *Social Policy Journal of New Zealand*, 17.
<https://www.msd.govt.nz/about-msd-and-our-work/publications-resources/journals-and-magazines/social-policy-journal/spj17/social-capital-and-voluntary-activity-giving-and-sharing-in-maori-and-non-maori-society.html>
- Robinson, J. (2004). Squaring the circle? Some thoughts on the idea of sustainable development. *Ecological Economics*, 48, 369–384.
<https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2003.10.017>
- Röling, N. (2009). Pathways for impact: scientists' different perspectives on agricultural innovation¹</sup>. *International Journal of Agricultural Sustainability*, 7(2), 83–94. <https://doi.org/10.3763/ijas.2009.0043>
- Romer, P. (1989). *Human Capital And Growth: Theory and Evidence*.
<https://doi.org/10.3386/w3173>
- Roth, F., & Thum, A. (2010). Does Intangible Capital Affect Economic Growth? *CEPS Working Documents*, 335. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1672706
- Ruta, G., & Hamilton, K. (2007). The capital approach to sustainability. In G. Atkinson, S. Dietz, & E. Neumayer (Eds.), *Handbook of Sustainable Development* (Edward Elg, pp. 45–62).
- Sana, M., & Massey, D. S. (2005). Household Composition, Family Migration, and Community Context: Migrant Remittances in Four Countries*. *Social Science Quarterly*, 86(2), 509–528. <https://doi.org/10.1111/j.0038-4941.2005.00315.x>
- Sanginga, P. C., Kamugisha, R. N., & Martin, A. M. (2007). The dynamics of social capital and conflict management in multiple resource regimes: a case of the southwestern highlands of Uganda. *Ecology and Society*, 12(1), 6.
- Sato, M., Samreth, S., & Sasaki, K. (2018). The impact of institutional factors on the performance of genuine savings. *International Journal of Sustainable Development and World Ecology*, 25(1), 56–68. <https://doi.org/10.1080/13504509.2017.1289990>
- Scandurra, G., Romano, A. A., Ronghi, M., & Carfora, A. (2018). On the vulnerability of Small Island Developing States: A dynamic analysis. *Ecological Indicators*, 84, 382–392. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2017.09.016>
- Schmitz, H. (1989). *Flexible specialisation : a new paradigm of small-scale industrialisation?*

Institute of Development Studies. <http://link.library.eui.eu/portal/Flexible-specialisation-a-new-paradigm-of/p7Iiw1D54Us/>

Schröder, A. (2017). Aesthetics as a middle way in sustainability ethics. In S. Asikainen, C. Brites, K. Plebanczyk, L. Rogac Mijatovic, & K. Soini (Eds.), *culture in sustainability: Towards a transdisciplinary approach* (pp. 108–120). University of Jyväskylä, Department of Social Sciences and Philosophy. www.jyu.fi

Seetanah, B. (2011). Assessing the dynamic economic impact of tourism for island economies. *Annals of Tourism Research*, 38(1), 291–308.
<https://doi.org/10.1016/j.annals.2010.08.009>

Sénat. (2019). *Sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet relatif à la reconstruction et à la résilience des territoires et des populations) - Rapport*.
<http://www.senat.fr/rap/r19-122-1/r19-122-10.html>

Sensier, M. (2018). Measuring Resilience Across European Regions. In G. Bristow & A. Healy (Eds.), *Economic Crisis and the Resilience of Regions: A European Study*. Edward Elgar Publishing.
https://books.google.com.lb/books?hl=fr&lr=&id=Y4dlDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR1&dq=Resilience+economics&ots=wqeaA1-JLt&sig=I1R8MkNQUERiYxIVDQDlm6MjwRk&redir_esc=y#v=onepage&q=Resilience economics&f=false

Shareef, R. I. (2004). Country Risk Ratings of Small Island Tourism Economies. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.504462>

Sheng, L. (2011). Specialisation versus diversification: A simple model for tourist cities. *Tourism Management*, 32(5), 1229–1231.
<https://doi.org/10.1016/J.TOURMAN.2010.09.012>

Shepherd, A., Mitchell, T., Lewis, K., Lenhardt, A., Jones, L., Scott, L., & Muir-Wood, R. (2013). *The geography of poverty, disasters and climate extremes in 2030*.
<https://www.odi.org/publications/7491-geography-poverty-disasters-and-climate-extremes-2030>

Shusterman, R. (2008). Body consciousness: A philosophy of mindfulness and somaesthetics. In *Body Consciousness: A Philosophy of Mindfulness and Somaesthetics*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511802829>

- Sieben, S., & Lechner, C. M. (2019). Measuring cultural capital through the number of books in the household. *Measurement Instruments for the Social Sciences*, 1(1), 1–6.
<https://doi.org/10.1186/s42409-018-0006-0>
- Siriex, A. (2003). Le paysage agricole : un essai d'évaluation. In *undefined*.
- Slatter, C. (2006). Treading Water in Rapids? Non-Governmental Organisations and Resistance to Neo-Liberalism in Pacific Island States. In S. Firth (Ed.), *Globalisation and Governance in the Pacific Islands* (pp. 23–42). ANU Press.
<https://doi.org/10.22459/ggpi.12.2006.02>
- Smith, A. (1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*.
<https://scholarsbank.uoregon.edu/xmlui/bitstream/handle/1794/782/wealth.pdf>
- Soini, K., & Birkeland, I. (2014). Exploring the scientific discourse on cultural sustainability. *Geoforum*, 51, 213–223. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.12.001>
- Soini, K., & Dessein, J. (2016). Culture-Sustainability Relation: Towards a Conceptual Framework. *Sustainability*, 8(2), 167. <https://doi.org/10.3390/SU8020167>
- Solow, R. M. (1993). Sustainability: An Economist's Perspective. In R. Dorfman & N. S. Dorfman (Eds.), *Economics of the environment* (pp. 179–187).
- Sombart, W. (1902). *Der moderne Kapitalismus* (D. Leipzig & Humblot (eds.)).
<https://www.worldcat.org/title/moderne-kapitalismus/oclc/12829287>
- Sourisseau, J., Gaillard, C., Bouard, S., & Angeon, V. (2020). Les revenus agricoles en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe: une approche par les moyens d'existence. *Analyse*, 154, 1–4.
- SRA International. (2008). *Cultural Competency in Disaster Response: A Review of Current Concepts, Policies, and Practices*.
- Stark, O. (1991). Migration in LDCs: Risk, Remittances, and the Family. *Finance and Development*, 28(4).
- Statistique Canada. (2003). *Enquête sur la diversité ethnique : portrait d'une société multiculturelle, 2003001* -. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-593-x/89-593-x2003001-fra.pdf>
- Stolle, D., & Rochon, T. R. (1998). Are All Associations Alike? Member Diversity,

- Associational Type, and the Creation of Social Capital. *American Behavioral Scientist*, 42(1), 47–65. <https://doi.org/10.1177/0002764298042001005>
- Streeten, P. (1993). The special problems of small countries. *World Development*, 21(2), 197–202. <https://econpapers.repec.org/RePEc:eee:wdevel:v:21:y:1993:i:2:p:197-202>
- Subedi, M. S. (2005). Foreign aid, sustainable development and Rapti IRDP. *Occasional Papers in Sociology and Anthropology*, 9, 231–257. <https://doi.org/10.3126/OPSA.V9I0.1142>
- Teelucksingh, S., Nunes, P. A. L. D., & Perrings, C. (2013). Biodiversity-based development in Small Island Developing States on JSTOR. *Environment and Development Economics*, 18(4), 381–391. <https://www.jstor.org/stable/26379156?seq=1>
- Thompson, M. (1979). *Rubbish Theory: The Creation and Destruction of Value*.
- Thorburn, D. (2007). The patch and the backyard: Caribbean and pacific small islands and their regional heagemons. *Social and Economic Studies*, 56(1/2), 240–260. https://www.researchgate.net/publication/343999597_THE_'PATCH'_AND_THE_'BACKYARD'_CARIBBEAN_AND_PACIFIC_SMALL_ISLANDS_AND_THEIR_REGIONAL_HEAGEMONS
- Throsby, D. (1995). Culture, economics and sustainability. *Journal of Cultural Economics*, 19(3), 199–206. <https://doi.org/10.1007/BF01074049>
- Throsby, D. (1999). Cultural Capital. *Journal of Cultural Economics*, 23(1/2), 3–12. <https://doi.org/10.1023/A:1007543313370>
- Throsby, D. (2001). *Economics and Culture*. Cambridge University Press. https://books.google.fr/books/about/Economics_and_Culture.html?id=msDdVdklvDAC&redir_esc=y
- Throsby, D. (2003). Determining the value of cultural goods: How much (or how little) does contingent valuation tell us? *Journal of Cultural Economics*, 27(3–4), 275–285. <https://doi.org/10.1023/A:1026353905772>
- Throsby, D. (2007). Modelling the creative/cultural industries. *New Directions in Research: Substance, Method and Critique Seminar*.
- Throsby, D. (2008). The concentric circles model of the cultural industries. *Cultural Trends*,

17(3), 147–164. <https://doi.org/10.1080/09548960802361951>

- Tisdell, C. A. (2016). Models of the International Economic Dependence of Pacific Microstates: A Critical Review with Important Implications for International Policies and Relations. *Journal of Self-Governance and Management Economics*, 4(2), 7–27. https://espace.library.uq.edu.au/data/UQ_367342/UQ367342_OA.pdf?Expires=1533129033&Signature=BezVxzCPOSIT5ICAjBJIt~735NHwhGt70rCmEhbtVZ2QVsJY0VDuO0SvP-hXmpqGlu5nhf1SETUjVvIaiu1L9YkOaix2c1U7UxaSUBQFvKJ-~9b89sZGnM31GaITQGVNZ402-iGej-BIkUqfu5NX~iMJn8kWuW5fcP
- Tohme, R. A., Yount, K. M., Yassine, S., Shideed, O., & Sibai, A. M. (2011). Socioeconomic resources and living arrangements of older adults in Lebanon: who chooses to live alone? *Ageing and Society*, 31(1), 1–17. <https://doi.org/10.1017/S0144686X10000590>
- Towle, F. (1985). The island microcosm. In J. R. Clark (Ed.), *Coastal resources management : development case studies*. US National Park Service. <https://portals.iucn.org/library/node/24857>
- Turner, B. L. I., Kasperson, R. E., Matson, P. A., Mccarthy, J. J., Corell, R. W., Christensen, L., Eckley, N., Kasperson, J. X., Luers, A., Martello, M. L., Polsky, C., Pulsipher, A., & Schiller, A. (2003). A framework for vulnerability analysis in sustainability science. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 100(14), 8074–8079. www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1231335100
- Turnovsky, S. J., & Chattopadhyay, P. (2003). Volatility and growth in developing economies: Some numerical results and empirical evidence. *Journal of International Economics*, 59(2), 267–295. [https://doi.org/10.1016/S0022-1996\(02\)00016-8](https://doi.org/10.1016/S0022-1996(02)00016-8)
- Turvey, R. (2007). Vulnerability assessment of developing countries: The case of small-island developing States. *Development Policy Review*, 25(2), 243–264. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7679.2007.00368.x>
- Tylor, E. B. (1871). *Primitive Culture: Researches Into the Development of Mythology, Philosophy, Religion, Art, and Custom*. J. Murray. <https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=RUMBAAAAQAAJ&oi=fnd&pg=PA1&dq=primitive+culture&ots=XZqYarKXiV&sig=On97LEx6zFhUPk5co8QbBbNIbMk#v=onepage&q=primitive+culture&f=false>
- UN System task team on the post-2015 UN Development Agenda. (2012). *Culture: a driver*

and enabler of sustainable development. <http://acpculturesplus.eu/?q=en/content/culture-driver-and-enabler-sustainable-development>

UNCTAD. (2008). *Creative Economy Report 2008: The challenge of assessing the creative economy towards informed policy-making.* United Nations.

<https://unctad.org/en/pages/PublicationArchive.aspx?publicationid=945>

UNCTAD. (2010). *Creative economy : A feasible development option.* United Nations.

<https://unctad.org/en/pages/PublicationArchive.aspx?publicationid=946>

UNCTAD. (2014). *Closing the Distance - Partnerships for sustainable and resilient transport systems in Small Island Developing States .* <https://unctad.org/webflyer/closing-distance-partnerships-sustainable-and-resilient-transport-systems-small-island>

UNECLAC. (2011). *Study on the vulnerability and resilience of Caribbean Small Island Developing States (SIDS).*

UNEP. (1999). *Cultural and Spiritual Values of Biodiversity .*

<https://www.unep.org/resources/publication/cultural-and-spiritual-values-biodiversity>

UNESCAP. (2012). *Asia Pacific Disaster Report 2012 - Reducing Vulnerability and Exposure to Disasters.* <https://www.unescap.org/publications/asia-pacific-disaster-report-2012-reducing-vulnerability-and-exposure-disasters>

Unesco. (1972). *Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel.*

<https://whc.unesco.org/archive/convention-fr.pdf>

Unesco. (1982). *Conférence mondiale sur les politiques culturelles : Rapport final.*

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000052505_fre

Unesco. (1995). *Our creative diversity : report of the World Commission on Culture and Development.* <https://digitallibrary.un.org/record/195002>

Unesco. (2009). *The 2009 UNESCO Framework for Cultural Statistics (FCS).*

<http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001910/191061e.pdf>

Unesco. (2011). *Islands as Crossroads: Sustaining Cultural Diversity in Small Island Developing States* (T. Curtis (ed.)). UNESCO.

<https://books.google.fr/books?id=e10Bp2NK3fwC&pg=PA221&lpg=PA221&dq=cultural+industries+sids&source=bl&ots=G053EiwWoM&sig=ACfU3U0sIT6kd4bxNuM53N>

btMnX8D-

K4WQ&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwipife_95PpAhUZAWMBHYawBFoQ6AEwCXo
ECAoQAQ#v=onepage&q=cultural industries sids&f=false

Unesco. (2012a). *Culture: a driver and an enabler of sustainable development Culture: a driver and an enabler for sustainable development.*

http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Think Pieces/2_culture.pdf

Unesco. (2012b). *Politiques pour la créativité. Guide pour le développement des industries culturelles et créatives.*

http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/images/Comment_utiliser_ce_guidePDF.pdf

Unesco. (2013a). *Intangible cultural heritage for sustainable development: a virtual exhibition.* <https://ich.unesco.org/en/ich-for-sustainable-development-a-virtual-exhibition-2013-00693>

Unesco. (2013b). *Round Table on Culture and Sustainable Development in SIDS and the Post 2015 Agenda.* <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002227/222797e.pdf>

Unesco. (2015). *Intangible cultural heritage and sustainable development.*

<https://ich.unesco.org/doc/src/34299-EN.pdf>

Unesco. (2016). *Intangible cultural heritage and the sustainable development goals in the Pacific .* <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245796>

Unesco Institute for Statistics. (2005). *International flows of selected cultural goods and services, 1994-2003. Defining and capturing the flows of global cultural trade.*

<http://www.uis.unesco.org>

UNISDR. (2004). *Living with risk: a global review of disaster reduction initiatives.*

<https://www.unisdr.org/we/inform/publications/657>

UNISDR. (2007). *Hyogo Framework for Action 2005-2015. Building the Resilience of Nations and Communities to Disasters. Extract from the final report of the World Conference on Disaster Reduction (A/CONF.206/6).*

<https://www.unisdr.org/we/inform/publications/1037>

UNISDR. (2011). *Global assessment report on disaster risk reduction.*

<https://www.unisdr.org/we/inform/publications/19846>

- United Nations. (1994). Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States. *Global Conference on the Sustainable Development of Small Island Developing States*. <http://www.un-documents.net/sids-act.htm>
- United Nations. (2015a). *Vulnerability and adaptation to climate change in small island developing states: Background paper for the expert meeting on adaptation for small island developing States*. United Nations Framework Convention on Climate Change. https://unfccc.int/files/adaptation/adverse_effects_and_response_measures_art_48/application/pdf/200702_sids_adaptation_bg.pdf
- United Nations. (2015b). *Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030*. <https://sustainabledevelopment.un.org/frameworks/sendaiframework>
- United Nations. (2018). *UN e-Government Survey 2016. E-Government in Support of Sustainable Development*. <https://ictlogy.net/bibliography/reports/projects.php?idp=3082&lang=es>
- United Nations Secretary-General. (2016). *One humanity, shared responsibility*. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Secretary-General%27s Report for WHS 2016 %28Advance Unedited Draft%29.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Secretary-General%27s%20Report%20for%20WHS%202016%20Advance%20Unedited%20Draft%29.pdf)
- UNOHRLLS. (2011). *Small Island Developing States: Small Islands Big(ger) Stakes*.
- Uphoff, N. (2000). Understanding social capital: Learning from the analysis and experience of participation. In *Social capital: A multifaceted perspective* (pp. 215–252).
- Uphoff, Norman, & Wijayarathna, C. M. (2000). Demonstrated Benefits from Social Capital: The Productivity of Farmer Organizations in Gal Oya, Sri Lanka. *World Development*, 28(11), 1875–1890. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00063-2](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00063-2)
- Uwasu, M., & Yabar, H. (2011). Assessment of sustainable development based on the capital approach. *Ecological Indicators*, 11(2), 348–352. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2010.06.002>
- Vallance, S., Perkins, H. C., & Dixon, J. E. (2011). What is social sustainability? A clarification of concepts. *Geoforum*. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2011.01.002>.
- van Beukering, P., Brander, L., Tompkins, E., & Mackenzie, E. (2007). *Valuing the Environment in Small Islands: An Environmental Economics Toolkit*. GB. Joint Nature

- Conservation Committee . <https://eprints.soton.ac.uk/349072/>
- Van Der Ploeg, F. (2011). Natural resources: Curse or blessing? *Journal of Economic Literature*, 49(2), 366–420. <https://doi.org/10.1257/jel.49.2.366>
- Van Hung, P., MacAulay, T. G., & Marsh, S. P. (2007). The economics of land fragmentation in the north of Vietnam. *The Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, 51(2), 195–211. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8489.2007.00378.x>
- Vargas-Silva, C. (2006). The Determinants of International Remittances: Evidence from the Legalized Population. *Academy of Economics and Finance Papers and Proceedings*, 30. <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:d605ffa3-d6ec-4108-bbc1-c33d402e1746>
- Veljanoska, S. (2018). Can Land Fragmentation Reduce the Exposure of Rural Households to Weather Variability? *Ecological Economics*, 154, 42–51. <https://doi.org/10.1016/J.ECOLECON.2018.06.023>
- Vernières, M., Patin, V., Mengin, C., Geronimi, V., Dalmas, L., Noel, J.-F., & Tsang King Sang, J. (2012). *Méthodologies d'évaluation économique du patrimoine urbain : une approche par la soutenabilité*. AFD. <https://issuu.com/objectif-developpement/docs/evaluation-economique-patrimoine-urbain>
- Vincent, A., & Wunderle, M. (2012). Introduction. *Dossiers Du CRISP*, N° 80(2), 7–10. <https://doi.org/10.3917/dscrisp.080.0007>
- Vivien, F.-D. (2009). Pour une économie patrimoniale des ressources naturelles et de l'environnement. *Mondes En Développement*, 1(145), 17–28. <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-1-page-17.htm>
- Von Tigerstrom, B. (2005). Small Island Developing States and International Trade: Special Challenges in the Global Partnership for Development. *Melbourne Journal of International Law*, 6. https://www.researchgate.net/publication/236151405_Small_Island_Developing_States_and_International_Trade_Special_Challenges_in_the_Global_Partnership_for_Development
- Walker, M., & Marquis-Kyle, P. (2004). The illustrated Burra Charter : good practice for heritage places. In *Australia ICOMOS*. ICOMOS.
- Wang, B. C., Chou, F. Y., & Lee, Y. J. (2012). Ecological footprint of Taiwan: A discussion

of its implications for urban and rural sustainable development. *Computers, Environment and Urban Systems*, 36(4), 342–349.

<https://doi.org/10.1016/j.compenvurbsys.2011.12.004>

Weber, M. (1978). *Economy and Society* (G. Roth & C. Wittich (eds.)). University of California Press. <https://www.ucpress.edu/book/9780520280021/economy-and-society>

Weidenfeld, A. (2018). Tourism Diversification and Its Implications for Smart Specialisation. *Sustainability*, 10(2), 319. <https://doi.org/10.3390/su10020319>

Whiteley, P. F. (2000). Economic Growth and Social Capital. *Political Studies*, 48(3), 443–466. <https://doi.org/10.1111/1467-9248.00269>

Williams, R. (1976). *Keywords : a vocabulary of culture and society*. Fontana Paperbacks. https://books.google.fr/books?id=KnNWD9EYCGgC&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbg_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false

Witta, L. E., Flanagan, S. A., & Hagan, L. P. (2012). Culture: The Missing Aspect of the Sustainability Paradigm. *International Journal of Interdisciplinary Social Sciences*, 6(9), 37–47.

<https://web.b.ebscohost.com/abstract?direct=true&profile=ehost&scope=site&authtype=crawler&jrnl=18331882&AN=91821732&h=kuAgfHIJB9ZSXxQV%2FyROjVoWIdU7HbMZIUgT7RT35B6hWYOpdj7n6bst%2FNdcSHT9EgdrQlAmvHBopBK%2BPDLew%3D%3D&crl=c&resultNs=AdminWebAuth&resultLocal=ErrCrlNotAuth&crlhashurl=login.aspx%3Fdirect%3Dtrue%26profile%3Dehost%26scope%3Dsite%26authtype%3Dcrawler%26jrnl%3D18331882%26AN%3D91821732>

Woodcraft, S. (2012). Social sustainability and new communities: moving from concept to practice in the UK. *Procedia Social and Behavioral Sciences*.

<https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.sbspro.2012.12.204>.

Woolcock, M. (1998). Social Capital and Economic Development: Toward a Theoretical Synthesis and Policy Framework. *Theory and Society*, 27(2), 151–208.

<http://www.socialcapitalgateway.org/content/paper/woolcock-m-1998-social-capital-and-economic-development-toward-theoretical-synthesis-a>

World Bank. (2017). *Pacific possible: Long-term Economic Opportunities and Challenges for Pacific Island Countries*. www.worldbank.org/pacificpossible

- World Bank. (2018). *Estimating the World Bank's Adjusted Net Saving: Methods and Data Environment and Natural Resources Global Practice*.
- Wu, S. R., Fan, P., & Chen, J. (2016). Incorporating Culture Into Sustainable Development: A Cultural Sustainability Index Framework for Green Buildings. *Sustainable Development*, 24(1), 64–76. <https://doi.org/10.1002/sd.1608>
- Yeo, J., Li, H., Shin, Y. A., & Haupt, B. (2017). Cultural Approach to Crisis Management. In A. Farazmand (Ed.), *Global Encyclopedia of Public Administration, Public Policy, and Governance* (pp. 1–4). Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-319-31816-5_794-1
- Zeller, D., Booth, S., & Pauly, D. (2007). Fisheries Contributions to the Gross Domestic Product: Underestimating Small-scale Fisheries in the Pacific. *Marine Resource Economics*, 21, 355–374.
- Zolotas, X. (1981). *Economic Growth and Declining Social Welfare*. (Issue 369). New York University Press. <https://doi.org/10.2307/2232198>
- Zugravu-Soilita, N., Geronimi, V., Le Gargasson, C., & Tsang King Sang, J. (2021). Promouvoir le patrimoine pour un développement soutenable : le cas du tourisme dans les économies insulaires. *Revue Economique*, 72(2), 289–331. <https://doi.org/10.3917/RECO.PR2.0170>
- Zugravu-Soilita, N., Kafrouni, R., Bouard, S., & Apithy, L. (2021). Do cultural capital and social capital matter for economic performance? An empirical investigation of tribal agriculture in New Caledonia. *Ecological Economics*, 182, 106933. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106933>

Annexes

Annexe A – Liste Unesco des Petits Etats Insulaires en Développement (PIED)

Liste PEID		PEID Membres associés de l'Unesco
Antigua-et-Barbuda	Sainte-Lucie	Anguilla
Bahamas	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Aruba
Barbade	Singapour	Curaçao
Belize	Seychelles	Îles Caïmans
Cap-Vert	Îles Salomon*	Îles Vierges Britanniques
Comores*	Suriname	Montserrat
Cuba	Timor-Lesté*	Nouvelle-Calédonie
Dominique	Tonga	Saint-Martin
Fidji	Trinidad-et-Tobago	Tokelau
Grenade	Tuvalu*	
Guinée-Bissau*	Vanuatu*	
Guyana		
Îles Cook		
Haïti*		
Jamaïca		
Kiribati*		
Maldives		
Îles Marshall		
Maurice		
États Fédérés de Micronésie		
Nauru		
Niue		
Palaos		
Papouasie-Nouvelle-Guinée		
République dominicaine		
Samoa		
Sao Tomé-et-Principe*		
Saint-Christophe-et-Niévès		

*Comptent également parmi les Pays les Moins Avancés (PMA)

Annexe B – Commerce international de biens culturels définis par les codes du système harmonisé (SH) de 2007 – Cadre de l’Unesco pour les statistiques culturelles (CSC) de 2009

Biens culturels		
Domaine	SH07	Description
Patrimoine culturel et naturel		
Antiquités	970500	Collections et spécimens pour collections de zoologie, de botanique, de minéralogie, d’anatomie, ou présentant un intérêt historique, archéologique, paléontologique, ethnographique ou numismatique
	970600	Objets d’antiquité ayant plus de cent ans d’âge
Arts de la scène et festivités		
Instruments de musique	830610	Cloches, sonnettes, gongs et articles similaires
	920110	Pianos droits
	920120	Pianos à queue
	920190	Clavecins et autres instruments à cordes à clavier (autre que pianos)
	920210	Autres instruments de musique à cordes frottées à l’aide d’un archet (violons par exemple)
	920290	Guitares, harpes et autres instruments de musique à cordes (autres qu’à clavier et à cordes frottées)
	920510	Autres instruments de musique à vent dits cuivres (clarinettes, trompettes, cornemuses, par exemple)
	920590	Instruments de musique à vent (à l’exclusion des instruments dits cuivres)
	920600	Instruments de musique à percussion (tambours, caisses, xylophones, cymbales, castagnettes, maracas, par exemple)
	920710	Instruments à clavier, autres que les accordéons
	920790	Accordéons électriques et autres instruments de musique dont le son est produit ou doit être amplifié par des moyens électriques
	920810	Boîtes à musique
	920890	Orchestrions, orgues de Barbarie, oiseaux chanteurs, scies musicales et autres instruments de musique non repris dans le présent chapitre; appeaux, sifflets, cornes d'appel et autres instruments d'appel ou de signalisation à bouche
		852321
	852329	Supports magnétiques pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues (à l'exclusion des cartes munies d'une piste magnétique ainsi que des produits du chapitre 37)

Supports enregistrés ¹¹⁰	852351	Dispositifs de stockage rémanent des données à base de semi-conducteurs
	852359	Supports à semi-conducteur, non-enregistrés, pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues
	852380	Disques pour électrophones et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, mêmes enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques
	490400	Musique manuscrite ou imprimée, illustrée ou non, même reliée
Arts visuels et artisanat		
Peintures	970110	Tableaux, peintures et dessins, faits entièrement à la main, à l'exclusion des dessins du n° 4906 et des articles manufacturés décorés à la main ; collages et tableautins similaires
	970190	Collages et tableautins similaires
	491191	Images, gravures et photographies
Autres arts visuels	970200	Gravures, estampes et lithographies originales
	970300	Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture, en toutes matières
	392640	Statuettes et autres objets d'ornementation, en plastique
	442010	Statuettes et autres objets d'ornement, en bois
	442090	Bois marquetés et bois incrustés ; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie et ouvrages similaires, en bois ; articles d'ameublement en bois
	691310	Statuettes et autres objets d'ornementation en porcelaine
	691390	Statuettes et autres objets d'ornementation en céramique autres que la porcelaine n.d.a.
	701890	Articles en verre autre que des statuettes
	830621	Statuettes et autres objets d'ornement argentés, dorés ou platinés
	830629	Statuettes et autres objets d'ornement, en métaux communs, ni argentés, ni dorés, ni platinés (sauf objets d'art, pièces de collection et antiquités)
	960110	Ivoire travaillé et ouvrages en ivoire
Artisanat	580500	Tapisseries tissées à la main (genre Gobelins, Flandres, Aubusson, Beauvais et similaires) et tapisseries à l'aiguille
	580610	Rubannerie de velours, de peluches, de tissus de chenille ou de tissus bouclés du genre éponge

¹¹⁰ Comprend les supports enregistrés ou non. Certains doivent être exclus, tandis que d'autres doivent être inclus dans la catégorie élargie.

580620	Rubannerie : autre rubannerie, contenant en poids 5 % ou plus de fils d'élastomères ou de fils de caoutchouc
580631	Rubannerie : autre rubannerie de coton
580632	Rubannerie : autre rubannerie de fibres synthétiques ou artificielles
580639	Rubannerie : autre rubannerie d'autres matières textiles
580640	Rubans sans trame, en fils ou fibres parallélisés et encollés (bolducs)
580810	Tresses en matières textiles, en pièces; articles de passementerie et articles ornementaux analogues en matières textiles, en pièces, sans broderie (autres que ceux en bonneterie)
580890	Articles de passementerie et articles ornementaux analogues en matières textiles, en pièces, sans broderie
580900	Tissus de fils de métal et tissus de filés métalliques ou de fils textiles métallisés du n° 5605, des types utilisés pour l'habillement, l'ameublement ou usages similaires
581010	Broderies chimiques ou aériennes et broderies à fond découpé
581091	Broderies en pièces, en bandes ou en motifs : autres broderies de coton
581092	Broderies en pièces, en bandes ou en motifs : autres broderies de fibres synthétiques ou artificielles
581099	Broderies en pièces, en bandes ou en motifs : autres broderies d'autres matières textiles
581100	Produits textiles matelassés en pièces
600240	Étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm contenant en poids 5 % ou plus de fils d'élastomères mais ne contenant pas de fils de caoutchouc
600290	Autres étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm contenant en poids 5 % ou plus de fils d'élastomères ou de caoutchouc
600310	Étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm de laine ou de poils fins
600320	Étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm de coton
600330	Étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm de fibres synthétiques
600340	Étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm de fibres artificielles
600390	Autres étoffes de bonneterie d'une largeur n'excédant pas 30 cm
600410	Étoffes de bonneterie d'une largeur excédant 30 cm contenant en poids 5 % ou plus de fils d'élastomères mais ne contenant pas de fils de caoutchouc
600490	Autres étoffes de bonneterie d'une largeur excédant 30 cm contenant en poids 5 % ou plus de fils d'élastomères ou de caoutchouc

Bijouterie	711311	Autres étoffes de bonneterie d'une largeur excédant 30 cm contenant en poids 5 % ou plus de fils d'élastomères ou de caoutchouc
	711319	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties en autres métaux précieux, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux
	711320	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties en plaqués ou doublés de métaux précieux
	711411	Articles d'orfèvrerie et leurs parties en argent, même revêtu, plaqué ou doublé d'autres métaux précieux
	711419	Articles d'orfèvrerie et leurs parties en argent en autres métaux précieux, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux
	711420	Articles d'orfèvrerie et leurs parties en plaqués ou doublés de métaux précieux sur métaux communs
	711610	Ouvrages en perles fines ou de culture
	711620	Ouvrages en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées
Photographie	370510	Ouvrages en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées
	370590	Plaques et pellicules, photographiques, impressionnées et développées, autres que les films cinématographiques (à l'exclusion de la production offset)
Livre et presse		
Livres	490110	Livres, brochures et imprimés similaires, en feuillets isolés, même pliés
	490191	Dictionnaires et encyclopédies, même en fascicules
	490199	Livres, brochures et imprimés similaires
Journaux	490210	Journaux et publications périodiques imprimés, même illustrés ou contenant de la publicité paraissant au moins quatre fois par semaine
	490290	Autres journaux et publications périodiques
Autres imprimés	490300	Albums ou livres d'images et albums à dessiner ou à colorier, pour enfants
	490591	Ouvrages cartographiques de tous genres sous forme de livres ou de brochures
	490510	Ouvrages cartographiques de tous genres sous forme de globes
	490599	Autres ouvrages cartographiques de tous genres
	490900	Cartes postales imprimées ou illustrées ; cartes imprimées comportant des vœux ou des messages personnels
	491000	Calendriers de tous genres, imprimés, y compris les blocs de calendriers à effeuiller
Audiovisuel et médias interactifs		

Cinéma et vidéo	370610	Films cinématographiques, impressionnés et développés, comportant ou non l'enregistrement du son ou ne comportant que l'enregistrement du son d'une largeur de 35 mm ou plus
	370690	Films cinématographiques, impressionnés et développés, comportant ou non l'enregistrement du son ou ne comportant que l'enregistrement du son, d'une largeur < 35 mm
	950410	Jeux vidéo des types utilisables avec un récepteur de télévision
Design et services créatifs		
Architecture et design	490600	Plans et dessins d'architectes, d'ingénieurs et autres plans et dessins industriels, commerciaux, topographiques ou similaires, obtenus en original à la main ; textes écrits à la main ; reproductions photographiques sur papier sensibilisée
Biens culturels périphériques		
Tourisme¹¹¹		
Sport et loisirs		
Equipements et matériaux des biens culturels		
Arts de la scène et festivités		
Festivités	950510	Articles pour fêtes de Noël
	950590	Articles pour fêtes, carnaval ou autres divertissements, y compris les articles de magie et articles-surprises, n.d.a.
	950810	Cirques ambulants et ménageries ambulantes
Musique	851920	Appareils d'enregistrement du son fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un billet de banque, d'une carte bancaire, d'un jeton ou par d'autres moyens de paiement
	851930	Platines tourne-disques
	851810	Microphones et leurs supports
	851821	Haut-parleur unique monté dans son enceinte
	851822	Haut-parleurs multiples montés dans la même enceinte
	851829	Autres microphones et leurs supports
	851830	Casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut-parleurs
	851840	Amplificateurs électriques d'audiofréquence
	851850	Appareils électriques d'amplification du son
	920930	Cordes harmoniques
920991	Parties et accessoires de pianos	
920992	Parties et accessoires des instruments de musique du n° 9202	

¹¹¹ Les biens culturels acquis par des touristes font déjà partie de leurs domaines respectifs de A à F.

	920994 920999	Parties et accessoires des instruments de musique du n° 9207 Parties et accessoires d'instruments de musique « par exemple mécanismes de boîtes à musique, cartes, disques et rouleaux pour appareils à jouer mécaniquement », n.d.a. ; métronomes et diapasons de tous types	
Arts visuels et artisanat			
Photographie	370120 370130 370191 370199	Films à développement et tirage instantanés Autres plaques et films dont la dimension d'au moins un côté excède 255 mm Plaques et films plans, pour la photographie en couleurs (polychrome) Plaques et films plans, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, pour la photographie en monochrome, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles (à l'exclusion des plaques et films pour rayons X, des films à développement et tirage instantanés ainsi que des plaques et films dont la dimension d'au moins un côté > 255 mm)	
	3702	Pellicules photographiques sensibilisées, non exposées, en rouleaux, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles	
	3703	Papiers, cartons et textiles, photographiques, sensibilisés, non impressionnés	
	370400	Plaques, pellicules, films, papiers, cartons et textiles, photographiques, impressionnés mais non développés	
	370710 370790	Émulsions pour la sensibilisation des surfaces Autres préparations chimiques pour usages photographiques	
	9006	Appareils photographiques (à l'exclusion des appareils cinématographiques), accessoires	
	901010 901050 901060	Appareils et matériel pour le développement automatique des pellicules photographiques, des films cinématographiques ou du papier photographique en rouleaux ou pour l'impression automatique des pellicules développées sur des rouleaux de papier photographique Autres appareils et matériel pour laboratoires photographiques ou cinématographiques; négatoscopes	
	901090	Écrans pour projections Parties et accessoires pour appareils et matériel pour laboratoires photographiques	
	Livre et presse		
		844314 844315	Machines et appareils à imprimer, typographiques, alimentés en bobines, à l'exclusion des machines et appareils flexographiques Machines et appareils à imprimer, typographiques, autres qu'alimentés en bobines, à l'exclusion des machines et appareils flexographiques
	834316	Machines et appareils à imprimer, flexographiques	
	834317	Machines et appareils à imprimer, héliographiques	

Audiovisuel et medias interactifs		
Audiovisuel	852110	Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques à bandes magnétiques
	852190	Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, incorporant également un récepteur de signaux vidéophoniques (autres qu'à bandes magnétiques et à l'exclusion des caméscopes)
	852550	Appareils d'émission
	852560	Appareils d'émission incorporant un appareil de réception
	852580	Caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes
	8527	Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie
	8528	Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision ; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images
	9007	Caméras et projecteurs cinématographiques, même incorporant des appareils d'enregistrement ou de reproduction du son
	900820	Lecteurs de microfilms, de microfiches ou d'autres microformats, même permettant l'obtention de copies
	900810 900830	Projecteurs de diapositives Autres projecteurs d'images fixes
	900840	Appareils photographiques d'agrandissement ou de réduction
	900890	Parties et accessoires de projecteurs d'images fixes, n° 9008
Ordinateurs et matériel assimilé	847130	Machines automatiques de traitement de l'information
	847141	Autres machines automatiques de traitement de l'information comportant, sous une même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement et, qu'elles soient ou non combinées, une
	847149	unité d'entrée et une unité de sortie
	847150	Autres machines automatiques de traitement de l'information se présentant sous forme de systèmes
		Unités de traitement autres que celles des n° 8471 41 ou 8471 49, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants : unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie
	847160	Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire
	847170	Unités de mémoire
	847180	Autres unités de machines automatiques de traitement de l'information
847330	Parties et accessoires des machines du n° 8471	

Tourisme		
	890110	Paquebots et bateaux de croisières
Sports et loisirs		
Sports	950611	Skis
	950612	Fixations pour skis
	950619	Matériel pour la pratique du ski de neige (à l'exclusion des skis et des fixations pour skis)
	950621	Planches à voile
	950629	Skis nautiques, aquaplanes et autre matériel pour la pratique des sports nautiques (à l'exclusion des planches à voile)
	950631	Clubs complets
	950632	Balles
	950639	Matériel de golf (sauf clubs et balles de golf)
	950640	Articles et matériel pour le tennis de table
	950661	Balles de tennis
	950662	Ballons et balles gonflables
	950669	Autres balles (autres balles de golf ou de tennis de table)
	950699	Autres articles et matériel pour la culture physique
950651	Raquettes de tennis	
950659	Raquettes de badminton ou similaires, même non-cordées (à l'exclusion des raquettes de tennis et de tennis de table)	
950670	Patins à glace et patins à roulettes	
950691	Articles et matériel pour la culture physique	
Sports et loisirs	890310	Bateaux gonflables de plaisance ou de sport
	890391	Bateaux à voile
	890392	Bateaux à moteur
	890399	Autres yachts
	950890	Manèges, balançoires, stands de tir et autres attractions foraines ; théâtres ambulants
Jeux de hasard	950490	Tables spéciales pour jeux de casino, jeux de quilles automatiques [par exemple bowlings] et autres jeux de société, y compris les jeux à moteur ou à mouvement (sauf jeux fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un billet de banque, d'un jeton ou d'autres articles similaires, tables de billard, jeux vidéo des types utilisables avec un récepteur de télévision et cartes à jouer)

Annexe C – Définitions et source des variables (Partie II, Chapitre 1)

Variable	Explication	Source
ENA	Epargne nette ajustée excluant les dommages causés par les émissions de particules (en % du PNB)	Banque Mondiale
IVE	Indicateur de Vulnérabilité Economique 2020	Feindouno et Goujon (2016) Accessible sur : http://byind.ferdi.fr/
PIBcap	PIB par habitant exprimé en dollars constants 2010	Banque Mondiale
PIBcapG	Croissance du PIB par tête (% annuel)	Banque Mondiale
AgeDep	Ratio des personnes inactives de moins de 15 ans et de plus de 64 ans par rapport à la population en âge de travailler (les personnes âgées de 15 à 64 ans)	Banque Mondiale
DepResNet	Exportations de carburant, minerais et métaux en pourcentage des exportations totales	Calculé à partir des données de la Banque Mondiale
PopUrb	Population urbaine en pourcentage de la population totale	Banque Mondiale
Gov	Moyenne simple de 6 mesures de qualité institutionnelle : voix citoyenne et redevabilité, stabilité politique et absence	Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009)

	de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité des systèmes de régulation, respect de la loi et contrôle de la corruption.	
Ouverture	Somme des importations et des exportations en pourcentage du PIB	Calculée à partir des données de la Banque Mondiale
EspVie	Espérance de vie à la naissance	Banque Mondiale
Culture	Le rapport des exportations de biens culturels sur les exportations totales	COMTRADE
MigPIB	Envois de fonds des migrants (en % du PIB)	Banque Mondiale
TourPIB	Contribution directe du tourisme au PIB (en % du PIB)	Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme (WTTC)
AideDev	Aide publique au développement nette et aide publique reçues	Banque Mondiale

Annexe D - Définitions et sources des variables (Partie II, Chapitre 2)

Toutes les données ont été collectées de manière déclarative auprès du chef de ménage et concernent l'ensemble de l'année 2010.

Variable	Définition	Source
PV	Somme de la valeur monétaire de la production végétale commercialisée (quel que soit la méthode de commercialisation) et de la production végétale destinée à l'autoconsommation au cours de l'année 2010	CIRAD et IAPartie C: Enquête sur l'agriculture en tribu pour les quantités récoltées. Valeurs monétaires calculées a posteriori en affectant les prix observés sur les marchés locaux des différentes zones d'étude
Coutume	Valeur monétaire des dons de production végétale offerts par le groupe domestique pendant les cérémonies coutumières au cours de l'année 2010.	CIRAD et IAC: Enquête sur l'agriculture tribale pour les quantités. Valeurs monétaires calculées a posteriori en affectant les prix observés sur les marchés locaux des différentes zones d'étude
Social	La valeur monétaire des dons donnés au quotidien par le groupe domestique au cours de l'année 2010.	CIRAD et IAC: Enquête sur l'agriculture tribale pour les quantités. Valeurs monétaires calculées a posteriori en affectant les prix observés sur les marchés locaux des différentes zones d'étude
TpsAgri	Le temps total attribué aux activités agricoles en tribu par tous les membres du groupe domestique au cours de l'année 2010.	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC

Nord	Emplacement géographique du lieu de résidence du groupe domestique	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
Iles	Emplacement géographique du lieu de résidence du groupe domestique	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
Surface	Surface totale allouée à la production végétale par le groupe domestique, quel que soit le type de récolte	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
RevNAgri	Revenus monétaires du groupe domestique en 2010 provenant de tous les activités exercées par ses membres, hors l'agriculture en tribu	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
NbParc0	Nombre de parcelles utilisées pour l'agriculture adjacentes à la résidence du groupe domestique	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
NbParcTot	Nombre total de parcelles utilisées par le groupe domestique pour l'agriculture en tribu en 2010 (non-adjacentes)	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
TpsIndus	Temps total dévoué aux activités industrielles par tous les membres du groupe domestique au cours de l'année 2010. Le plus souvent, il s'agit d'emplois dans les raffineries de nickel.	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
PchFam	Indique si le chef du groupe domestique participe souvent à des activités agricoles sur les champs d'autres membres de la famille gratuitement	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC
PchTrib	Indique si le chef du groupe domestique participe souvent à des activités agricoles sur les champs d'autres membres de la tribu gratuitement	Enquête sur l'agriculture en tribu réalisée par le CIRAD et l'IAC